

## Défi au général Jaruzelski

**N**owe-Huta. Bydgoszcz, Lodz... Des noms qui évoquent comme autant de souvenirs les événements de la révolution de 1989. Moins de six ans après la dissolution de Solidarité, ce héraut de la lutte syndicale pour la démocratie et le pouvoir. A Bydgoszcz, les chauffeurs d'autobus ont fait grève, lundi, en arrachant une augmentation salariale de 63 % au bout d'une journée de grève. Aux Forges Lénine de Nowe-Huta, l'appareil de force est engagé depuis mardi, avec occupation des locaux et négociations dans l'impasse. Aux côtés de Stalowa-Wola, la grève menace pour vendredi.

Le régime n'est sans doute pas surpris par la tournure que prennent les événements. Il sait officiellement, depuis le 25 novembre qu'il ne peut pas compter sur la coopération de la population pour appliquer ses réformes économiques : ce jour-là, les électeurs polonais ont rejeté par référendum le plan d'austérité visant à réduire l'énorme déficit du pays. Les signes annonciateurs du mécontentement social se sont multipliés, dès l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> février, de versements salariaux de 50 % de moins en pourcentage de la production de 25 % en l'espace de trois mois.

Le pouvoir polonais a-t-il sorti par des augmentations salariales, pour les salariés, de la spirale de la déflation ? Les mouvements qui se sont développés à Nowe-Huta, où sont employées près de 35 000 personnes, prouvent que les revendications peuvent à tout moment dépasser le cadre salarial. Outre une augmentation de 50 % de salaire de base, les grévistes des Forges Lénine réclament maintenant la réintégration de quatre membres de Solidarité, des primes pour douze millions de travailleurs... Inévitablement se pose une allusion au mouvement syndical, puisque le comité de grève demande aussi la création d'une organisation indépendante pour contrôler l'application d'un éventuel accord avec la direction.

C'est bien entendu que ne peut tolérer le général Jaruzelski. Solidarité n'est pas ouvertement partie au conflit à Nowe-Huta, mais les neuf membres du comité de grève sont d'anciens membres du syndicat dissous. Et le chef des syndicats officiels, OPZZ, M. Alfred Miodowicz, qui est aussi membre du bureau politique, est écartonné dans un rôle humiliant d'observateur à Nowe-Huta, où il est accueilli. Sous haute surveillance à Gdansk, M. Lech Waleza observe pour l'instant une certaine prudence, tout en se montrant prêt à intervenir dès qu'il le faudra.

Le communiqué diffusé à l'issue d'une réunion du bureau politique, mercredi, et la convocation, jeudi matin, des membres du comité de grève par la police laissent peu de doute sur la volonté de fermeté du pouvoir, à la veille des célébrations traditionnellement conflictuelles du 1<sup>er</sup> mai.

Une fois de plus, le régime se trouve aux prises avec la difficulté qu'il y a à faire accepter par le public les réajustements de prix qu'impose la politique de rigueur économique : c'est là qu'on voit à quel point il manque du soutien populaire sans lequel aucune action de redressement n'est en fin de compte concevable.

M 0147 - 04290 - 4,50 F



3790147004500 04290

Sondage Sofres : M. Mitterrand, plus rassembleur, M. Chirac, plus dynamique

## Les deux candidats attendaient du débat à la télévision un renforcement de leur image

Avant leur duel télévisé, qui devait les mettre face à face le jeudi 28 avril sur Antenne 2 et TF1, M. Mitterrand a reçu le soutien pour le second tour du Parti communiste qui ne vaut pas approbation du bilan du septennat, a précisé M. Marchais. M. Chirac a reçu le soutien de M. Giscard d'Estaing. Celui-ci va de pair avec le projet de reconstituer une véritable

force politique au centre. Avant le face-à-face télévisé, la publication par « le Monde », TF1 et RTL d'une enquête de la SOFRES permet de comparer les images des deux candidats et montre que l'avantage du président-candidat réside dans la capacité à rassembler dont le crédit de l'opinion, alors que son rival apparaît plus « dynamique » et plus « moderne ».

L'enquête de la SOFRES sur l'image comparée des duellistes qui devaient s'affronter jeudi soir à la télévision montre bien que l'avantage du président-candidat sur son rival premier ministre réside dans la plus grande capacité à rassembler dont le crédit de l'opinion. Or le choc du vote Le Pen, qui inquiète de larges fractions de la population, a incontestablement renforcé le besoin de rassemblement et favorisé, par là-même, la naissance d'une dynamique autour de M. Mitterrand. Celle-ci se nourrit également de l'interprétation du scrutin : l'opinion désigne deux vainqueurs (MM. Mitterrand et Le Pen) et deux vaincus (MM. Chirac et Barre).

De ce point de vue, le face-à-face Mitterrand-Chirac tel qu'il est apprécié par les Français surprend : il est moins défavorable au premier ministre que ne l'est sa situation politique. M. Chirac dispose d'atouts qui devraient lui permettre — pour peu qu'il sache les mettre en valeur — non seulement de combler mais de réduire la distance qui le sépare désormais de son rival.

La comparaison des images des deux candidats fait apparaître, paradoxalement, que la campagne a plutôt renforcé celle de Jacques

Chirac et affaibli celle de François Mitterrand.

Le paradoxe n'est cependant qu'apparent, car la campagne du premier ministre a non seulement conforté les traits positifs de son image — courage, modernité — mais elle en a aussi affirmé les traits négatifs : agressivité, éloignement des préoccupations des gens, sectarisme. L'image de M. Mitterrand, en revanche, n'est guère moderne (4 %) et ne met plus le chef de l'Etat à l'abri des critiques. Mais le président est moins sur les hauteurs ; il est perçu comme plus proche des gens qu'au début de sa campagne.

En d'autres termes, le couple modernité-agressivité joue nettement en faveur de M. Chirac, le pôle tolérance-agressivité en faveur de M. Mitterrand. Or la montée de l'extrême droite valorise celui qui est réputé plus respectueux des autres, et relègue plutôt au second plan les qualités de dynamisme.

L'analyse des aptitudes des deux candidats telles qu'elles sont appréciées par les Français favorise cette fois plus nettement le président-candidat.

J.-M. C.

(Lire la suite page 14.)



La prise d'otages en Nouvelle-Calédonie

## Négociations pour la libération des gendarmes détenus à Ouvéa

De difficiles négociations sont engagées, sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, où le nombre des otages détenus par un « commando » du FLNKS est désormais de vingt-trois, dont le commandant du GIGN et un magistrat, capturés, le mercredi 27 avril, alors qu'ils tentaient d'obtenir la reddition du groupe indépendantiste. Quelques signes de détente étaient perceptibles, jeudi, le chef du GIGN servant d'intermédiaire entre le « commando » et le ministre des DOM-TOM.

Les otages sont détenus dans une grotte. Les ravisseurs sont installés autour de cet endroit qui « ressemble » à une taupinière, selon l'expression de M. Pons. Le « commando » a accepté, dans la soirée de mercredi, que le commandant du GIGN quitte les lieux pour avoir un contact direct avec le général Vidal qui commande les opérations militaires mais les ravisseurs ont menacé de tuer un gendarme si l'émissaire ne revenait pas. Celui-ci est donc revenu. Les autorités s'efforcent de négocier la libération de quatre ou cinq gendarmes souffrants.

(Lire nos informations pages 8 et 44.)

## Durcissement du conflit à Douvres

Les armateurs britanniques veulent briser la grève des marins.

PAGE 44

## Fin de la crise en Belgique ?

Les contours d'un programme gouvernemental se dessinent.

PAGE 3

## Le drame du Mozambique

En un an, cent mille morts, près de neuf cent mille réfugiés.

PAGE 5

## Grève chez Michelin

Trois usines bloquées après l'échec de la conciliation direction-syndicats.

PAGE 36

## L'après-8 mai

Comment le reclassement de trois de ses collaborateurs déclenche la colère de M. Séguin.

PAGE 16

## Lauren Bacall les yeux ouverts

Un entretien avec l'actrice de « Rendez-vous avec la mort ».

PAGE 28

Le sommaire complet se trouve en page 44

## Le consensus sportif

Les résultats d'une enquête, réalisée par le laboratoire de sociologie de l'Institut national de l'éducation physique et du sport (INSEP) de Vincennes, vont sans doute remettre en cause une idée reçue sur le comportement des Français : ils ne sont plus simplement des spectateurs du sport (huit hommes et six femmes sur dix suivent les grands événements à la télévision), ils sont aussi des acteurs. Les trois quarts de la population ont une activité physique de loisir, la préférence allant à des pratiques rustiques telles que la marche, la course à pied, la natation et la culture physique. Autre changement, les cadres des grandes villes ne sont plus les consommateurs quasi exclusifs de sport : plus de la moitié des ruraux et des femmes pratiquent également.

(Lire page 26 l'article d'ALAIN GIRAUDO.)

La capitale afghane après l'accord de Genève

## Kaboul entre la guerre et la paix

Les troupes de Kaboul ont récemment évacué des positions isolées, notamment dans le sud et l'est du pays, qui ne pourront plus être ravitaillées et protégées par l'aviation, une fois le corps expéditionnaire soviétique rapatrié. De son côté, la résistance tente de s'assurer le contrôle de l'axe routier Peshawar-Kaboul et les combats font rage, depuis le début de la semaine, du côté afghan de la frontière avec le Pakistan.

KABOUL de notre envoyé spécial

Il est 12 h 45, mercredi 27 avril, jour anniversaire de la « révolution » de 1978. Dans le

quartier Pami, au sud de la capitale, une forte explosion se produit. En dix minutes, chose incroyable il y a encore deux mois, deux dizaines de journalistes sont sur les lieux. Ils ne sont plus recueillis dans l'un des deux « hôtels-prisons » de la capitale afghane. Sur les berges de la rivière Kaboul, quartier très populaire et dominé par une petite mosquée au dôme bleu, plusieurs dizaines de soldats et de miliciens afghans tourbillonnent en tous sens, presque affolés.

La bombe à retardement était sans doute placée dans ce lourd camion qui gît les quatre roues en l'air, calciné, dans une mare d'essence et de débris de toutes sortes. Deux autobus et deux voitures sont sévèrement endom-

magés. Sur plusieurs centaines de mètres, des bouts de ferraille et de verre : dans le quartier, il n'y a plus une vitre intacte. Des sirènes se font entendre un peu partout, des ambulances passent en trombe, sans éveiller le moindre intérêt, la moindre réaction de panique parmi la foule. En mars, expliquera un diplomate, « il y avait presque deux explosions par jour ».

Le bilan, selon le général Saifullah, responsable de la sécurité de Kaboul, serait de six morts et de quarante-neuf blessés, chiffres qui paraissent bien élevés aux journalistes qui se sont rendus sur place.

LAURENT ZECCHINI

(Lire la suite page 6.)

## CLAUDE OLIEVENSTEIN

UNE NOUVELLE INTERPRÉTATION DE NOS COMPORTEMENTS, DES MYTHES ET DES RITES, DU SACRÉ ET DE LA VIE QUOTIDIENNE.

CLAUDE OLIEVENSTEIN  
LE NON-DIT  
DES ÉMOTIONS



EDITIONS ODILE JACOBS

## Le Monde

### LIVRES

■ Fortunes de Pessoa : « L'intranquillité de penser », par Hector Bianciotti ; « Après demain je serai un autre », par André Velter.

■ Romans : le « polar » flou de Pierre Vilbreau ; les illuminés de François Thibaut ; les chimères d'Eric Deschodt. ■ Philosophie : Plotin redécouvert. ■ La vie du langage. ■ Société : les pauvres ont la vie dure ; France-Japon : la qualité de la ville.

■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Toute enfance est maudite. ■ La chronique de Nicole Zand : Louise Erdrich, Indienne Chippewa.

Pages 19 à 25

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 LI. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,60 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الأهل



# Débats

PSYCHO-POLITIQUE

## Le totem de l'Elysée

par ALI MAGOUDI (\*)

QUAND un candidat à la présidence propose une politique économique, il est aisé de repérer l'idéologie. Mais dès qu'il traite des mythes contemporains organisant l'espace commun des Français (France, République, liberté, égalité, etc.), les idéologies qui distinguent la droite et la gauche s'estompent. Jamais campagne électorale n'aura autant mis en évidence la matière symbolique que la charge suprême supporte. C'est que le président traite — entre autres et sans le savoir — de l'inconscient, c'est-à-dire, pour faire court, de la prohibition de l'inceste. Le président occupe dans un Etat laque la place de l'Autre qui témoigne de l'existence d'un tiers garant de la loi et qu'occupaient autrefois rois, empereurs, papes, etc.

Si l'extrême droite a, via Le Pen, une manière caractéristique de traiter politiquement la question de l'inceste — en proposant implicitement une pure endogamie dans la famille France, une transgression permanente des tabous, un appel à la jouissance généralisée — que nous proposent Mitterrand et Chirac ?

Quand ils visent le sommet de l'appareil symbolique de la normalité, ils sont tous deux placés à l'équerre du principe d'exogamie. Ils tentent d'investir ce lieu Autre, chacun à sa manière, pour sauvegarder la fonction symbolique du père. Mais aucun romancier n'aurait pu construire opposition plus tranchée quant aux motivations inconscientes qui poussent (au sens du *Trieb* freudien) les deux candidats vers cette place totemique.

### François Mitterrand : au nom du père

« Ceux de mes ancêtres dont je porte le nom étaient bourgeois de Bourges. Notre généalogie... prétend les suivre à la trace jusqu'aux brouillards du Moyen Âge... Ça et là, leurs filles épousaient des fils de petite noblesse ou des paysans des environs. Ce qui explique qu'il y ait beaucoup de Mitterrand en Berry. » (Ma part de vérité, 1969) Que signifie ce fragment d'autobiographie pour une explication politique ?

Nous avons eu l'occasion de poser cette question à l'écrivain devenu président de tous les Français. Non, nulle descendance matrilinéaire n'exista jamais en Berry. Les filles n'y donnèrent point leur nom à leur mari, même dans la lignée des Mitterrand. Le chef de l'Etat reconnut le côté

incongru de son lapsus et reprit pour nous, sans erreur aucune, le récit précis de sa généalogie. Comment interpréter cette volonté inconsciente de donner aux femmes la possibilité de transmettre leur patronyme, sinon qu'il est vital pour lui (comme pour tout sujet) de sauver la mise au nom du père (en particulier ces êtres à perte patronymique que sont les femmes).

« On m'avait élevé dans la pitié de sa mémoire. » (Ici et maintenant, 1980). « On », c'est la mère du président. La mémoire est celle d'un oncle maternel décédé à l'âge de vingt ans. Cette pitié construisait les limites et la constance de ce politique. En effet, la place qu'occupe François Mitterrand aujourd'hui, celle qu'il reconvoit pour demain, est définitivement ancrée par l'histoire de cet oncle qui fut, avec Marc Sangnier, cofondateur du

mouvement : sortir du sillon). Ce qui n'empêche pas le président-candidat de flirter avec l'immortalité dévolue aux fonctions symboliques qu'il a pour charge de faire vivre : « Être élu pour quatorze ans donne plus de possibilité qu'être élu pour sept, c'est sûr. A ce compte-là, je pourrais rester vingt et un ans. Je pourrais reprendre l'expression que j'ai parfois employée : « J'aurai déjà soixante et onze ans en 1988, mais je n'aurai que soixante-dix-huit ans en 1995 ». Ça m'amuse de le dire. » Les relations de l'humour à l'inconscient indiquent clairement : « Si Dieu me prête vie », comme il aime à le répéter, la prochaine étape inscrite sur son disque : une nouvelle candidature en 1995.

« Veut-on savoir si je me voyais roi ou pape ? Pour peu que cette idée m'ait viciée, elle a duré moins d'un été. » (L'Abécédaire de l'Architecte, 1978.) François Mitterrand ne s'était pas livré à une psychanalyse publique. Il est bien difficile de savoir pourquoi il a été si nécessaire pour lui d'occuper cette place (où se conjoint la réalité du pouvoir et sa valeur mythique), ce relais sur la question des origines. Toujours est-il qu'il occupe un des deux postes rêvés jadis. Sa nostalgie se condense sur celui qu'il n'occupe pas et qui lui aurait permis de commencer tous ses discours d'un « Au nom du Père » — qui le chevillait structurellement.

### Jacques Chirac : à la mode cannibale

« Je serai un bon, un moyen, un mauvais président de la République, on verra bien. Mais j'ai quelque chose à y dire, quelque chose à y faire, je le sens. » (1) L'initiative mérite éclairage tant le mode de présidence qu'exercerait Jacques Chirac semble imprévisible chez ce premier ministre qui rebondit toujours plus haut que le marteau-pilon et qui s'adapte à tous les terrains plus rapidement que le caméléon.

« Mon grand-père était plus grand que mon père. Mon père était plus grand que moi, on dégénère dans la famille. Euh... au niveau de la taille. » Pour Jacques Chirac, la dette symbolique due à chaque génération charrie avec elle une mystérieuse dégradation, une inéluctable perte. Selon lui, « l'homme agit pour satisfaire un désir quel que soit son geste. On mange parce que l'on a envie de manger. On boit

parce que l'on a envie de boire. On fait l'amour parce que l'on a envie de faire l'amour. » Campé sur ce socle d'évidence, il convie, dans un glissement progressif du désir digne de Robbe-Grillet, les Français à tomber du côté de leur penchant naturel : « Si l'on considère que le profit est le moteur du progrès, tout ce qui va dans le sens du renforcement de la capacité des hommes à satisfaire leur désir — en acquiesçant, l'initiative — en acquiesçant un profit va dans le bon sens. » Ainsi, il traite politiquement — via une théorie du désir qui lui est personnelle — sa « dégénérescence », sa dette, en la faisant passer du compte des pertes à celui des profits.

Mais pourquoi Jacques Chirac a-t-il consciemment choisi le (\*) Psychanalyste.

camp de la droite ? « Est-ce que vous aimez le chocolat ?... Le bon chocolat ? Qu'est-ce qui explique que vous aimiez le bon chocolat ? Votre tempérament et votre goût vous portant sur le bon chocolat. Eh bien ! moi, mon tempérament et mon goût me portent sur un type de société qui est exactement à l'inverse de tout système qui soit à la fois autoritaire, contraignant, partisan. »

Côté désir, son choix politique est donc marqué par une oralité qui laisse supposer que « Black Jacques » — au contraire du corbeau de Jean de La Fontaine — ne laisse pas tomber le fromage mais le dévore, de même qu'il absorbe littéralement tous ses conseillers (Marie-France Garaud, Pierre Juillet...), et qu'il vient de faire une grosse bouchée de Raymond Barre (même si la digestion risque d'être longue et douloureuse). Plus sérieusement, si l'incorporation du Père est bien la

base de l'identification primaire, celle qui donne la matrice à la fonction symbolique de l'Autre et si nous tenons pour sérieuse l'anecdote du chocolat pour expliquer la force qui le propulse vers l'orbite présidentielle, alors, on peut dire que le rapport de Chirac au pouvoir est de nature cannibale, mêlant appropriation des qualités de l'objet, amour et destruction.

Ainsi peut-on prévoir, à partir de ce mode cannibale de sauvetage du Père, une présidence de type pendulaire où l'ambivalence orale fera passer le balancier du pouvoir de la présence à l'absence, du vide au plein, de l'autorité à l'autoritarisme, du sagement à l'angoisse.

(1) Toutes les citations de M. Chirac sont extraites du livre de P. Jouve et A. Magoudi, *Chirac, portrait total* (Casterman, 1987).

## Au courrier du Monde

### SURPRISE

#### Le RPR et le Commissariat de la langue française

Je n'ai pas lu sans étonnement, dans le *Monde* du 9 avril, le commentaire d'un « livre noir » du RPR attribuant aux socialistes la volonté d'investir l'Etat, où le Commissariat général de la langue française était donné en exemple. La passion électorale égare certains jugements et pervertit l'information.

On sait en effet que le Commissariat général est un service, du premier ministre dont le décret de création, sous le nom de Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française, porte, en date du 31 mars 1966, la double signature du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Cet organisme changea d'appellation une première fois en vertu d'un décret du 24 février 1973, qui le transforma en Haut Comité de la langue française. Le 11 juin 1980, un nouveau décret, signé de MM. V. Giscard d'Estaing et Raymond Barre, en modifia les conditions de fonctionnement, et ce service prit enfin l'appellation de Commissariat général par un décret du 9 février 1984, à l'initiative du président François Mitterrand.

Si le commissaire général était désigné (sans être connu pour son appartenance au Parti socialiste) voyait ses pouvoirs administratifs renforcés, c'était dans une stricte fidélité à sa mission originelle. Le budget d'intervention du service n'augmentait d'ailleurs que par quelques modestes transferts de crédits provenant d'autres ministères, le budget général de l'Etat n'en subissant aucun dommage, à mon grand regret : il fallait même, avec des missions nouvelles, faire marcher ce service

avec un budget de fonctionnement qui n'avait pas changé depuis dix ans.

Cette polémique est d'autant plus mal venue de la part de ceux qui la suscitent que le maître Paris, dans un entretien accordé à ce sujet à votre collaborateur J.-P. Péronce-Hugot, déclarait alors se réjouir « de la nomination de Philippe de Saint Robert, gauliste de haute école, donc incommode et décidée » (*Le Monde* du 2 mars 1984). M. Jacques Chirac n'avait apparemment pas changé d'avis deux ans plus tard, puisque, le 17 mars 1986, il voulait bien m'indiquer que, selon lui, « l'immensité de la tâche à accomplir, son urgence aussi, devaient de puissants motifs d'une action qui doit commencer par conforter celle du Commissariat général de la langue française ».

Peu d'actions auront donc, autant que celle que j'ai menée, été marquées du double signe de la fidélité et de la continuité, jusqu'à ce qu'un effet d'apprentissage, à mes dépens, par l'effet des caprices d'un sous-ministre inefficace et agité, que, comme dit le « livre noir », que vous citez [...], le remplacement de ceux dont le seul tort était de croire en la neutralité de l'administration a pris des proportions inconnues jusqu'alors. Le malheur en ces sortes d'affaires n'est que l'honneur des personnes n'est pas seul mis en cause, mais aussi la dignité et l'efficacité du service public, qui est le service de la France.

PHILIPPE DE SAINT ROBERT  
ancien commissaire général  
de la langue française (1984-1987)

### CÉLÉBRITÉ

#### Les « pétitionnaires »

Je réagis à la lettre sur les « importations pétitionnaires » de M. Pierre Bourget, publiée dans le *Monde* du 15 avril. Nul doute que ces listes de noms célèbres, connus ou moins répandus dans le public, dont se gratifient les candidats à l'élection présidentielle, peuvent laisser le lecteur qui les parcourt dans son quotidien déçu, voire agacé !

Que de noms qui n'étaient jusque-là associés qu'à une recherche scientifique de haut niveau, au talent médical, littéraire, artistique ou sportif sont ainsi récupérés pour des raisons de publicité politique !

Certes, nous avons déjà vu des vedettes en tout genre vendre leur nom, et même plus, à des fabricants de savonnets ou de bonnets, et rien ne pouvait plus nous étonner, si nous choquons, quand il s'agit de pour ces « artistes » d'exploiter jusqu'au bout une logique financière.

Mais dans le domaine politique, c'est à dire celui de choix personnels d'options fondamentales concernant notre société, cette possession sur les électeurs peut paraître déplacée. Une question d'éthique se pose en effet, car ces pétitionnaires utilisent leur légitimité acquise dans des domaines particuliers pour l'étendre au politique, sans jamais l'avoir épuisée par une quelconque élection. Leur célébrité est la seule reconnaissance dont ils puissent se prévaloir : est-ce vraiment suffisant ?

Enfin, que penser de tous les autres « grands » noms de ce monde qui demeurent silencieux ? Eudraient-ils en déduire qu'ils ont une autre éthique que nos pétitionnaires, ou bien que leur silence laisse planer un doute sur nos hommes politiques ?

FREDERIC LAFAYE  
(L'après-Coupe)  
(Montre-Pyramide)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-27  
Tél. MONDOPAR 656572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL Le Monde

Gérant :  
André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Faure (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouss.

Rédacteur en chef :  
Daniel Veruet.

Correspondant en chef :  
Claude Salas.

## Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDOPUB 204 136 F

Imprimé  
à Montreuil  
7, rue de la  
Liberté  
PARIS 93

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395 - 2037

## Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Types LEMONDE

ABONNEMENTS  
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 368 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, Renvoyer ce BULLETIN accompagné  
de votre règlement à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

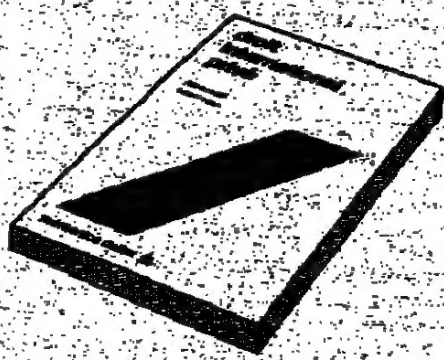
Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le droit de réussir, c'est pouvoir disposer facilement de tous les exposés synthétiques sur tous les sujets d'examen. Indispensables pour comprendre vite et retenir longtemps, les 80 mémentos Dalloz abordent toutes les questions juridiques et économiques que doit connaître l'étudiant aujourd'hui. Mémento de droit international privé Jean Derrupé huitième édition



Art 1. Ne pas repasser septembre

SO MÉMENTOS DALLOZ • LE DROIT DE RÉUSSIR



## URSS : comment réussir la déstalinisation

### Les « Nouvelles de Moscou » dressent le catalogue des erreurs de Nikita Khrouchtchev

MOSCOU  
de notre correspondant

Les *Nouvelles de Moscou*, viennent de publier, à l'attention de leurs lecteurs réformateurs, un véritable petit manuel des erreurs à ne pas commettre lorsqu'on veut faire sortir l'Union soviétique du stalinisme. Sous le titre lapidaire de « 1953-1964 : pourquoi ça n'avait pas marché », l'hebdomadaire analyse, en effet, cette période sur deux plumes, les raisons de la chute de Nikita Khrouchtchev.

Il en est cité de nombreuses, mais celle qui revient sans cesse, soulignée de paragraphe en paragraphe, est que M. Khrouchtchev n'avait pas su ou pas voulu créer dans le parti et dans la population un mouvement de soutien, de masse à sa politique. Si les adversaires de Khrouchtchev ont pu, sans difficulté, le destituer d'un jour à l'autre, c'est écrit d'encre dans les *Nouvelles de Moscou*, ce n'est pas seulement parce qu'il n'a pas eu le temps d'en appeler au parti et au peuple, et qu'il n'était, de toute manière, « pas prêt à violer [même] les règles du jeu », mais surtout parce que le volonte de la direction des réserves, « le monopole de l'initiative et de la vérité avait entravé l'éveil de la conscience sociale et l'auto-organisation des forces vivantes » du pays.

Autrement dit, il n'est pas possible de déstaliniser par des méthodes stalinienne, de développer la démocratie sans en faire une réalité et de dégonfler le mensonge tout en interdisant aux bouches de s'ouvrir, car c'est ainsi qu'il n'est pas possible de faire au sein de la direction, Or, poursuit l'hebdomadaire, « le sort du pays et du peuple », est, dans ce cas de figure, « menacé » car ce rapport des forces demeure « instable et variable tant que ne fonctionnent pas les mécanismes démocratiques de la légalité, de l'éligibilité, de la transparence et de la responsabilité [des dirigeants] devant le peuple et la base du parti ».

Enfin, « Khrouchtchev a lui-même préparé sa chute car les nombreuses accusations provoquées par ses initiatives ne renvoyaient pas en cause l'essentiel : le caractère non démocratique de la sélection des cadres

et de la participation des masses à la vie politique ».

Tout message ayant un destinataire, on peut se demander à qui s'adresse cet appel à tirer la leçon des enseignements de l'Histoire.

Au nouveau réformateur soviétique sorti du sein même de l'appareil du parti ?

C'est peu probable car M. Gorbatchev n'a aucun besoin d'un article des *Nouvelles de Moscou* pour savoir tout cela. Il a si bien tiré les conclusions de l'échec khrouchtchevien qu'il ne cesse de répéter que les réformes économiques n'ont aucune chance d'aboutir sans réformes politiques et qu'il n'a pas craint de heurter ses adversaires de front en convoquant pour dans deux mois une conférence du parti consacrée à la « démocratisation ».

#### Mobiliser le marais

Ceux auxquels s'adresse cet article, ce sont tous les hommes du vint marais, tous ceux qui, dans l'appareil comme dans le monde intellectuel, observent sans antipathie instinctive les efforts de



M. Gorbatchev mais ne s'engagent pas pour autant — quand ils ne s'efforcent pas au premier signe de libéralisation politique.

Sans ces hommes, sans leur basculement du côté du changement, le gorbatchévisme reste en effet à la merci d'une révolution de palais. Pas plus tard qu'il y a six semaines, les conservateurs en ont tenté une en faisant publier, dans *Sovetskaya Rossiya*, un manifeste qui devait ser-

vir de base au regroupement de leurs forces. Trop ouverte et brutale, cette initiative a échoué et permis au contraire à M. Gorbatchev de retourner la situation en sa faveur. Mais l'alerte a été chaude.

Tant que le rapport de forces reste favorable et en prévision de la conférence, le secrétaire général souhaite donc mobiliser ce marais, et il faut pour cela créer un effet, bouée de secours en convoluant les uns de la nécessité de prendre position pour montrer, ensuite, aux autres, aux opportunistes, de quel côté souffle le vent. C'est dans cette stratégie que s'inscrit l'article des *Nouvelles de Moscou*, qui fait suite à la multiplication des déclarations de soutien aux réformes par des cadres locaux du parti et des intellectuels pas tous connus pour leur hostilité au statu quo.

Chaque journée est une journée de la guerre entre conservateurs et modernistes, et le jour même de la parution, mercredi 27 avril, des *Nouvelles de Moscou*, l'Académie des sciences, l'Union des écrivains et l'Académie des sciences sociales du comité central, organisent une réunion d'écrivains et historiens consacrée à la nécessité d'apprendre leur histoire aux Soviétiques.

Membre du bureau politique et bras droit de M. Gorbatchev, M. Yakovlev, « prend part » à cette réunion — dont il a en fait largement favorisé la convocation afin d'élargir le front réformateur.

BERNARD GUETTA.

## ESPAGNE : agitation sociale

### Les grèves et les manifestations d'enseignants se multiplient

MADRID  
de notre correspondant

Après la grève des étudiants et des lycéens qui avait marqué l'année scolaire et universitaire 1986-1987 en Espagne, c'est au tour des enseignants de protester. A l'appel de leurs cinq organisations syndicales, soixante mille d'entre eux ont défilé le mercredi 27 avril dans les rues du centre de Madrid dans une ambiance de fête. Les manifestants chantaient et dansaient au rythme des tambourins en scandant : « Maravall (ministre de l'éducation) démission ! ».

Parmi eux figuraient les secrétaires généraux des deux grandes centrales, MM. Nicolas Redondo, de l'UGT (socialiste), et Antonio Gutierrez, des Commissions ouvrières (communistes). Quelque quinze mille personnes particulièrement résolues se sont rassemblées ensuite devant le ministère de l'éducation, protégé par d'importantes forces de police qui n'ont toutefois pas eu à intervenir.

#### « Homologation »

Le mouvement de revendication des enseignants a commencé début mars et la manifestation de mercredi coïncidait avec la huitième journée de grève générale organisée en moins de deux mois dans l'enseignement public, tant primaire que secondaire. Ces arrêts de travail ont été suivis par une très large majorité des quelque deux cent cinquante mille enseignants du secteur public, mettant ainsi en vacances forcées leurs cinq millions et demi d'élèves. Le ton est d'ailleurs monté, ces derniers jours, entre le ministère et les syndicats. Tandis que ces derniers menacent d'entamer une grève générale illimitée en mai, M. Maravall a annoncé que, pour compenser les heures de classes perdues, l'année scolaire pourrait être prolongée durant le mois de juin.

Le litige principal porte sur ce que les syndicats appellent l'« homologation » des rétributions. Les enseignants veulent toucher le même salaire que celui perçu en

moyenne par les autres fonctionnaires de même catégorie, ce qui est aujourd'hui loin d'être le cas. Ils font valoir que les responsabilités de leur charge ne justifient pas leur actuelle position au bas de l'échelle.

Du côté du ministère, on se montre réservé face à la théorie de l'« homologation », dont on craint qu'elle ne déclenche demain une spirale de conflits de type corporatiste. On fait valoir en outre qu'un grand effort a été consenti pour améliorer le sort des enseignants : entre 1982 et 1987 leurs salaires ont augmenté de 11 % au-dessus de l'inflation — un pourcentage contesté par les syndicats — et une hausse substantielle leur a été accordée en février 1987. On souligne également que leur niveau de rémunération s'inscrit aujourd'hui dans la moyenne européenne : après quatre ou cinq années d'exercice, un instituteur espagnol gagne près de 6 000 F, un capésien 7 000 F.

Les responsables du ministère évaluent à quelque 110 milliards de pesetas (5,5 milliards de francs) le coût des revendications des syndicats et proposent, de leur côté, une enveloppe d'augmentations de 33 milliards de pesetas. Ils font valoir que l'effort consenti par le gouvernement dans le domaine de l'éducation ne peut être absorbé exclusivement par les rémunérations et qu'il doit porter également sur l'augmentation de la couverture et l'amélioration de la qualité de l'enseignement public.

Quant aux autres revendications syndicales, elles portent sur les conditions de travail des enseignants. Ces derniers demandent notamment une politique de nominations plus cohérente, qui permettrait à chacun d'enseigner effectivement la discipline dans laquelle il est est diplômé.

Les promoteurs du mouvement semblent d'autant plus résolus que ce conflit survient peu après les élections syndicales dans la fonction publique qui se sont caractérisées dans le secteur de l'enseignement par une participation exceptionnellement élevée et par un recul des syndicats les plus modérés.

THIERRY MALINIAK.

### Visite à un « camp spécial »

Moscou. — Les *Nouvelles de Moscou* dénoncent, cette semaine, les conditions de détention dans les camps de travail en URSS, et notamment le fait que les prisonniers sont utilisés comme main-d'œuvre à bon marché sur les chantiers de construction.

« Qui peut dénombrer tous les chantiers où des prisonniers ont travaillé et sont morts », écrit l'hebdomadaire, en rappelant que, des dizaines ont travaillé notamment à la construction de la ligne de chemin de fer trans-sibérienne BAM (Baïkal-Amour-Magistral), de la route sibérienne de la Kolyma et aux mines de la Kola et de Vorkouta.

L'auteur de l'article ajoute que lui et ses confrères ont été choqués par les conditions de détention qu'ils ont pu constater lors d'une des rares visites officielles à un camp soumis au

régime « spécial » — la plus dure des quatre catégories régissant les camps de travail — dans la région de Mourmansk, dans le nord de l'URSS. Les prisonniers de ce camp sont autorisés à écrire à leur famille une fois par mois, et peuvent en principe voir leurs proches deux fois par an, dans l'une des trois pièces destinées aux rencontres. « Cependant, toutes les pièces », en question, « ont été vides » lors de la visite des journalistes, observe le journal.

Le journal regrette que rien n'ait été prévu pour résoudre le problème de la réadaptation sociale des prisonniers. Plus de trois détenus sur dix au camp de Mourmansk ont déjà purgé au moins une peine, souligne l'article, avant de relever que l'Union soviétique a l'une des populations carcérales les plus importantes du monde.

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Mort en prison du dissident Pavel Wonka

Prague. — Le dévoué politique tchécoslovaque Pavel Wonka est mort mardi 25 avril, à l'âge de trente-cinq ans, à la prison de Hradec Kralov (100 kilomètres à l'est de Prague), a annoncé mercredi à Prague un responsable du Mouvement tchécoslovaque des droits de l'homme « Charta 77 ».

L'annonce du décès de Pavel Wonka a été faite par les autorités pénitentiaires à sa mère, à laquelle les circonstances exactes du décès de son fils n'ont pas été dévoilées, a-t-on précisé de même source.

Toutefois, en l'absence de toute information précise, son entourage excluait que son mauvais état de santé puisse être la cause directe de son décès et évoquait la possibilité d'un suicide ou de mauvais traitements.

Pavel Wonka avait purgé vingt et un mois de détention pour « inci-

tation à rébellion », après avoir tenté de présenter sa candidature sur un programme indépendant lors des élections législatives de 1986 en Tchécoslovaquie. Libéré à terme normal de cette peine, fin février dernier, il était emprisonné à nouveau depuis le 5 avril, pour ne pas avoir respecté les conditions de la liberté surveillée à laquelle il devait encore être astreint pendant trois ans. Il avait été condamné à nouveau à cinq mois de prison ferme pour ce dernier motif le 20 avril.

Pavel Wonka se réclamait de la minorité allemande vivant en Tchécoslovaquie et avait déposé une demande d'émigration vers la RFA, selon son entourage. Il avait déjà été emprisonné pendant quatorze mois en 1984-1985. Son frère Jiri (trente-huit ans), lui-même, purgé une peine de un an de prison pour avoir soutenu la tentative de candidature aux élections de Pavel Wonka.

La famille de ce dernier avait à plusieurs reprises tenté, fin 1987 et début 1988, d'attirer l'attention de l'opinion publique tchécoslovaque et internationale sur l'état de santé, selon elle, « déplorable » dans lequel il se trouvait, et demandé sans succès la venue à son chevet de médecins étrangers.

Pavel Wonka avait toujours refusé de se plier aux règlements auxquels il était soumis par les autorités judiciaires et pénitentiaires tchécoslovaques. Il avait notamment refusé de passer à nouveau en jugement pour non-respect du règlement pénitentiaire pendant sa détention et avait porté plainte contre trois magistrats responsables de sa condamnation à vingt et un mois de prison. Cette dernière plainte avait été rejetée le 8 avril dernier par le tribunal de Prague. — (AFP).

## Diplomatie

### Les Soviétiques poursuivent leur effort militaire estiment les ministres de la défense de l'OTAN

Le groupe des plans militaires de l'OTAN, qui réunit chaque semestre les ministres de la défense de quinze pays (la France n'est pas représentée), s'est réuni à Bruxelles, mercredi 27 avril, pour sa première réunion depuis la signature du traité sur les FNI.

Lors de cette première journée, les conversations ont surtout porté sur la poursuite par l'URSS de son effort militaire, décrite notamment par le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci. Les Américains, a rapporté l'un des participants, estiment que l'URSS s'efforce de compenser la perte de ses FNI (SS-20 de 4 000 kilomètres de portée) en modernisant aussi bien ses armes tactiques que

d'autres éléments de ses forces nucléaires de plus longue portée.

Par ailleurs, les ministres de la défense ont évoqué la situation créée au Danemark par le vote d'une motion parlementaire hostile à la visite dans les ports danois des navires de l'OTAN dotés d'armes nucléaires.

A cet égard, M. Carlucci et son collègue britannique George Younger, ont félicité le gouvernement danois de M. Poul Schlüter pour la politique « constructive et ferme » qu'il a suivie en tentant de s'opposer à cette résolution, adoptée le 14 avril, puis en convoquant des élections anticipées le 10 mai pour trancher la question. — (AFP).

### M. Mitterrand à La Haye le 7 mai

M. Mitterrand se rendra le samedi 7 mai pour quelques heures à La Haye, à la veille du second tour de l'élection présidentielle, et proposera l'allocation de clôture du Congrès de l'Europe 1988 organisée par le Mouvement européen international.

Le Congrès sera ouvert le 6 mai par le président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker. Y participeront notamment M. Jacques Delors et deux ministres italiens, MM. Giulio Andreotti et Emilio Colombo, respectivement aux affaires étrangères et aux finances.

Le Mouvement européen international, association privée, a été fondé après le 1<sup>er</sup> Congrès de l'Europe, qui s'est déroulé en présence de Winston Churchill à La Haye en 1948. L'organisation s'efforce de promouvoir l'idée européenne à l'échelle du continent.

## BELGIQUE

### Les contours d'un programme gouvernemental se dessinent

BRUXELLES  
de notre correspondant

La Belgique pourrait avoir un gouvernement la semaine prochaine. Cent trente-six jours après les élections générales du 13 décembre, les responsables des cinq partis (socialistes et sociaux-chrétiens francophones et flamands ainsi que le Volksunie, parti fédéraliste flamand) susceptibles de former la future coalition, se sont en effet entendus, le mercredi 27 avril, sur le point le plus litigieux de leur futur programme : le statut des Fournes, cette commune de cinq mille habitants rattachée administrativement à la Flandre mais dont la majorité des habitants souhaitent retourner dans la province de Liège. Si les Fournais restent, selon ce compromis flamand, les « facilités » accordées aux francophones seront élargies. Le bourgmestre de la commune, M. José Happart, pourrait toutefois s'opposer à cet accord et entraîner dans son refus une partie du Parti socialiste.

Les cinq partis devraient pourvoir, le 28 avril, leurs négociations sur d'autres points difficiles de leur programme avant de réunir leurs congrès respectifs et demander à leurs militants d'approuver cette ébauche de programme gouvernemental. Il faudra ensuite s'entendre sur la composition du gouvernement et notamment sur le nom du premier ministre. Celui-ci devrait être, selon toute vraisemblance, un social-chrétien flamand. Soit M. Jean-Luc Dehaene, qui a mené ces négociations en tant que « formateur », désigné par le roi Baudouin, soit M. Wilfried Martens. L'ancien premier ministre pourrait en effet revenir au 16, rue de la Loi, en dépit de sa défiance relative aux dernières élections.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## RECHERCHE

### L'ÉVOLUTION DE LA SOURIS

par F. Bonhomme et L. Thaler

### LES ANOMALIES MAGNÉTIQUES DE LA TERRE

par J. Achache, Y. Cohen et J.L. Counil

### LE SILICIUM ORGANIQUE

par J. Durugues

### LES CALCULS RÉNAUX

par G.M. Preminger

### ENQUÊTE : LA SCIENCE AU BRÉSIL

par M. Barrière

### un supplément gratuit :

### L'AVENIR DE L'ESPACE

### LA RECHERCHE ESPACE



29F N°199

مكتبة الأمل







## Amériques

ÉTATS-UNIS

### M. Nixon prédit une courte victoire de M. Bush

L'ancien président américain Richard Nixon a affirmé, mardi soir 26 avril, devant le Club économique de Chicago, que le prochain locataire de la Maison Blanche devrait être l'homme le plus à même de répondre au numéro un soviétique Mikhail Gorbachev, et il a prédit une courte victoire du candidat républicain George Bush à l'élection présidentielle de novembre. Cette prédiction de M. Nixon intervient après les primaires démocrates de Pennsylvanie, remportées, mardi 26 avril, par M. Michael Dukakis, qui semble ainsi définitivement en mesure d'affronter son homologue républicain George Bush.

Après cette primaire, le nombre de délégués aux conventions nationales acquis par les différents prétendants sont les suivants : du côté démocrate, M. Michael Dukakis obtient le score de 1 263,15 (1)

contre 852,1 à M. Jesse Jackson, 427,55 à M. Albert Gore et 184,5 à M. Paul Simon. Le total des délégués démocrates à la convention sera de 4161, et la majorité nécessaire pour l'investiture de 2081. MM. Gore et Simon ont cessé leur campagne, mais restent techniquement en course, ce qui leur permet de garder leurs délégués.

Du côté républicain, M. George Bush obtient 1144 délégués contre 31 à M. Pat Robertson. Sur un total de 2277 délégués républicains qui se rendront à la convention, M. Bush a déjà dépassé la majorité des 1139, nécessaire pour obtenir l'investiture du parti. — (AFP.)

(1) Les décimales s'expliquent par l'attribution à la proportionnelle de certains délégués.



« I'm one of him ! » — littéralement « Je suis l'un de lui » — formule dont l'équivalent pourrait être : « Je suis de sa lignée ». — *International Herald Tribune* du 28 avril.

### La visite de M. Brian Mulroney à Washington

### Le Canada pourra bénéficier de la technologie nucléaire américaine

Washington. — Le président Reagan a affirmé au premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, lors de leur premier entretien mercredi 27 avril à la Maison Blanche, que les États-Unis ne s'opposeraient pas à l'obtention par le Canada de technologie nucléaire américaine. Seule jusqu'ici, la Grande-Bretagne bénéficiait d'une telle mesure, qui ouvre aujourd'hui au Canada la possibilité d'acheter de 10 à 12 sous-marins d'attaque britanniques à propulsion nucléaire de type Trafalgar, déjà dérivé de modèles américains.

En revanche, M. Mulroney n'a obtenu aucune concession du président Reagan sur la question des pluies acides. Le premier ministre canadien avait clairement fait savoir qu'il comptait une nouvelle fois tenter d'amener les autorités américaines à définir un calendrier de lutte contre les émissions industrielles polluantes qui détruisent lacs et forêts des deux côtés de la frontière. Après avoir rencontré les responsables du Congrès, M. Mulroney a été l'hôte d'un dîner offert par le président Reagan. Il devait regagner Ottawa dans la soirée de jeudi. — (AFP.)

Franchises, Français, Des études d'opinion indiquent qu'il nous tarde de constituer la communauté de destin qui nous lie à nos voisins européens en une Europe politique. Chacun doit y contribuer, à sa place, comme acteur de la vie économique et sociale ou comme élu de la République, en tant que citoyen.

L'ouverture des frontières ne suffira pas à redresser l'Europe. Si l'Europe économique et monétaire n'était qu'un marché en proie au laisser-faire, indifférent aux laissés pour compte, elle renoncerait à la solidarité budgétaire et à la cohésion sociale, si nécessaires pour franchir sans encombre le cap de la mutation technologique.

La France ne peut gagner dans une Europe qui perd. Tant que l'Europe diplomatique et militaire ne sera au mieux qu'une alliance, en mal de commandement, fragilisée par l'angoisse des populations du champ de bataille, aucun système d'armes ne peut la protéger du risque de neutralisation, plus réel que celui d'agression.

La France ne peut résister dans une Europe qui cède. Il en va des nations comme des individus : leur liberté, qu'on nomme indépendance, est éphémère. Quand elle ne l'est pas par le droit, elle l'est par la force.

D'ici la fin du siècle, et le choix commence le 8 mai, les Européens devront décider :

- entre la non-Europe éclatée, où la seule loi qui vaille serait celle du plus fort, et l'Europe solidaire, dont les règles du jeu seraient librement consenties,

- entre la non-Europe exposée, bientôt prise en otage par moins libre mais plus fort qu'elle, et l'Europe gouvernée, formant une « société de nations » soumise à sa seule Constitution, et capable de dissuader toute entreprise de démembrement.

La force des divisions de l'Europe asservit ses nations. C'est la loi de l'union qui libère les Européens.

L'espace sans frontières qui nous est promis aura besoin d'un gouvernement. A défaut, il serait bientôt cloisonné de nouveau. Jean Monnet, dont l'Europe commémore cette année le centenaire de la naissance, l'avait compris : l'Europe qu'il nous faut est celle de la délégation de souveraineté à des institutions communes, seul moyen d'assurer l'indépendance et le progrès de nos peuples et la paix de cette partie du monde.

M. ALBERT, R. BARTHÉLÉMY, R. BATTICLÉ, M. BEAUD, R. CARTAN, J. ELLENSTEIN, J.P. FAYE, F. FONTAINE, M. GODET, P. HASSNER, G. ISRAËL, P. LAURETTE, J. MOREAU, E. MORIN, J.R. HABIER, J. BOBIN, P. SABOURIN, S. SUGRA, R. TOULEMON, P. UEL.

A l'initiative du Club Victor Hugo pour les États-Unis d'Europe 71, Bd Richard Lenoir, 75011 PARIS.

## Afrique

MOZAMBIQUE : 100 000 morts en un an, 900 000 réfugiés

### Cris d'alarme à Maputo et à Washington

Ravagé par la guerre civile et la famine, secoué à la fin de cette semaine une offensive diplomatique pour tenter d'arrêter le drame dans lequel il se débat.

Lors d'une conférence spéciale réunie à Maputo, le mardi 26 et mercredi 27 avril, les pays et les organisations donateurs d'aide se sont engagés à fournir une assistance de 270 millions de dollars. Le Mozambique avait estimé à 330 millions de dollars en 1988 ses besoins en secours d'urgence pour faire face à la famine touchant 5,9 millions de personnes du fait de la guérilla de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), soutenue par l'Afrique du Sud. Maputo avait également demandé aux vingt-deux gouvernements et huit agences de l'ONU qui ont participé à la réunion une aide supplémentaire de 50 millions de dollars pour 1989.

Les contributions les plus importantes viennent de la CEE et des États-Unis, où une certaine prise de conscience quant au caractère sanglant de la guérilla livrée par le RENAMO semble se faire jour. Un haut fonctionnaire du département d'État a ainsi accusé mardi les rebelles d'être responsables de « l'un des pires holocaustes depuis la seconde guerre mondiale ».

### Les crimes de la RENAMO

M. Roy Stacy, sous-secrétaire d'État adjoint pour les affaires africaines, a accusé la RENAMO de « mener une guerre atroce, brutale et délibérée contre des civils mozambicains innocents, par le viol, la famine, les contraintes physiques et le meurtre gratuit ». Cette attaque de M. Stacy contre une organisation réputée « anti-marxiste » s'appuie sur un rapport publié récemment par le département d'État selon lequel quelque 100 000 civils mozambicains auraient été tués par la RENAMO depuis un an.

Les États-Unis n'ont toutefois pas officiellement accusé l'Afrique du Sud de soutenir la RENAMO et M. Stacy s'est abstenu de nommer explicitement Pretoria lorsqu'il a déclaré que ceux qui soutiennent la RENAMO, « où qu'ils puissent être, ne peuvent l'avoir le sang de leurs mains à moins de cesser immédiatement tout soutien à cette violence insupportable ».

M. Stacy a enfin souligné que le Mozambique serait en 1988 le principal bénéficiaire de l'aide américaine en Afrique.

Dans le même temps, il semble que Washington encourage la reprise des contacts entre Maputo et

Pretoria pour faire renaitre de ses cendres l'accord de Nkomati, le pacte de non-agression souscrit par les deux voisins en 1984. Après la visite, lundi, à Maputo, du patron de l'Anglo American, le plus grand conglomérat sud-africain, et celle d'un ministre mozambicain mardi au Cap, il semble qu'une rencontre entre les chefs d'État d'Afrique du Sud et du Mozambique soit désormais imminente.

En attendant qu'une éventuelle détente prenne forme entre les deux pays, la guerre civile mozambicaine se poursuit. Au Malawi, pays qui abrite quelque cinq cent mille réfugiés mozambicains, il y en a près de 900 000 au total — le haut commissaire aux réfugiés (HCR).

M. Jean-Pierre Hocke, a annoncé, mercredi, que son organisation se chargera d'obtenir une aide internationale pour ces gens qui croupissent dans des camps.

Les frais de nourriture et d'hébergement pour plus d'un demi-million de réfugiés dépassent en effet largement les ressources limitées du seul Malawi. Le pays a connu de mauvaises récoltes, ce qui lui pose des problèmes alimentaires pour sa propre population, indiquent des rapports publiés récemment. Selon le haut commissaire, une campagne de solidarité pourrait éveiller à ce drame la conscience de la communauté internationale. — (AFP, Reuters.)

AFRIQUE DU SUD

### Mesures d'intimidation contre des ghettos noirs

JOHANNESBURG de notre correspondant

Il y a à peine un mois, deux communautés noires, l'une menacée de déplacement, l'autre d'intégration forcée dans un « township » (banlieue) promis à l'« indépendance », criaient victoire. Après plusieurs années de lutte, elles avaient en gain de cause. C'est du moins ce que leurs leaders pensaient (le Monde du 1<sup>er</sup> avril). Le réconfort aura été de courte durée.

Les 120 000 habitants de Moutse, au nord-est de Pretoria, avaient obtenu devant la justice que leur territoire ne soit pas rattaché au township de KwaNdebele. Le 29 mars, la cour d'appel leur avait finalement donné raison. Ils croyaient alors que cette décision les mettrait définitivement à l'abri d'un autre diktat du gouvernement, estimant qu'un jugement faisait autorité pour tout le monde. Grave erreur. Les autorités ne s'avouent jamais vaincues, même devant les tribunaux.

Si la loi ne peut être tournée, on en fait une autre. M. Chris Heunis, ministre du développement constitutionnel et de la planification, a annoncé, mardi 26 avril au Parlement, qu'un texte était en préparation pour incorporer Moutse et ses habitants au KwaNdebele. Il sera

adopté au cours de la présente session. Cette initiative va inévitablement relancer l'agitation. Le pouvoir blâmera alors les fauteurs de trouble qui ne respectent pas la loi.

Même chose à Oukasic, la « township » noire de Brits, non loin de Pretoria. Ses habitants commencent à peine à s'habituer à leur victoire que M. Heunis fait marche arrière. Plus exactement, au lendemain de ses déclarations annonçant que cette population était autorisée à demeurer là où elle avait vécu depuis vingt-cinq ans, il faisait savoir que ses propos avaient été mal compris, déformés.

Mardi dernier, Oukasic a été proclamé « camp d'urgence ». Une centaine de policiers au moins ont investi la « township » et ont procédé à un recensement de ses habitants et de ses maisons. En vue, semble-t-il, d'empêcher l'installation de nouveaux squatters. Ne pourront désormais passer la nuit dans ce bidonville que les personnes et... les animaux dûment enregistrés. Il ne devrait pas y avoir de déplacement forcé, mais les permis de résidence pourront être supprimés si les habitants ne se plient pas à un règlement tatillon.

Mercredi, la situation était parfaitement calme dans ce petit îlot aux

portes de Brits dont les autorités voudraient bien se débarrasser, car trop proche de la ville blanche. Pour les résidents, cette nouvelle mesure est ressentie comme une manœuvre d'intimidation et de démolition destinée à obliger les habitants à quitter les lieux.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● L'enquête sur l'assassinat de Dulcie September. — Le Congrès national africain (ANC, principal mouvement d'opposition sud-africain, interdit) a accusé mercredi 27 avril à Lusaka les gouvernements français et belge de ne pas poursuivre avec suffisamment de sérieux l'enquête sur l'assassinat, il y a un mois à Paris, de la représentante de l'ANC en France, Dulcie September. Selon un responsable de l'ANC, ces gouvernements disposent de « très bonnes pistes en Belgique [sur ce meurtre], mais pour une raison connue d'eux seuls ils ne veulent pas agir ». Les services de sécurité belges « travaillent en liaison étroite avec leurs homologues français sur cette affaire, mais il semble qu'il y a des gens haut placés au gouvernement qui ne souhaitent pas que les services fassent leur travail », a affirmé à l'AFP M. Godfrey Mosepe, représentant de l'ANC au Botswana, au siège provisoire de l'ANC à Lusaka.

## FRANÇOIS BOTT

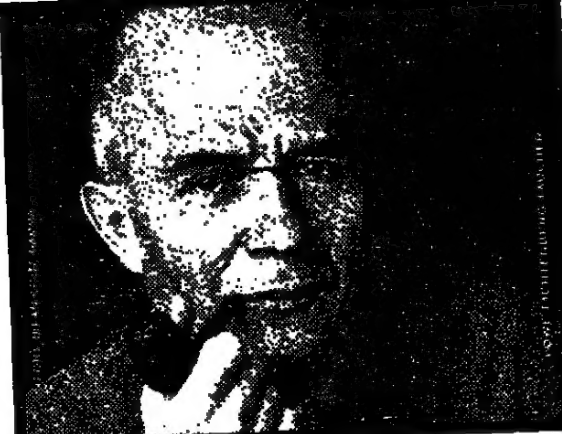
François Bott

### Autobiographie d'un autre

Roman

Flammarion

Flammarion



Un livre à la fois poétique, de distance, une réflexion passionnante sur la République des Lettres, une autobiographie qui ne dit pas son nom.

Bernard Rapp - Europe 1

Ses confidences sont délicates, son style à l'ampleur des orages qu'on a consignés dans une goutte d'encre.

Jean-Paul Enthoven - Le Nouvel Observateur

Une mémoire que l'on aimerait faire sienne parce qu'elle a trouvé la juste et entraînante formulation de sa mélancolie.

Hector Bianciotti - Le Monde

**MADELIOS**

DU 18 AVRIL AU 7 MAI

## PRIX EXCEPTIONNELS

COSTUME	67% polyester - 33% coton	1350F
VESTE	60% coton - 40% polyester	895F
PANTALON	55% polyester - 45% laine	295F
CRAVATE	soie doublée	62F
MOCASSIN	cuir	298F
CHEMISE	coton 60% coton - 40% polyester	185F

هكذا من الاجل



صكذامنا الامم

## Asie

CORÉE DU SUD : après le succès électoral de l'opposition

### Le président Roh a besoin des conservateurs pour disposer de la majorité absolue au Parlement

TOKYO  
de notre correspondant

La perte de la majorité par le parti au pouvoir lors des élections générales du 26 avril modifie profondément la donne politique en Corée du Sud. Pour la première fois, la formation gouvernementale, le Parti pour la justice et la démocratie (PJD), est contrainte de former une coalition et de se concerter avec l'opposition. Afin d'obtenir les vingt-cinq sièges qui lui manquent pour avoir la majorité absolue, le PJD pourra sans doute rallier quelques indépendants. Mais il devra surtout constituer une alliance avec le Nouveau Parti démocrate et républicain (NPDR) de M. Kim Jong Pil, qui a obtenu trente-cinq sièges.

Sur le plan idéologique, il n'y a certainement pas d'obstacles à une telle alliance. Le NPDR est un parti conservateur, ayant pour base populaire la paysannerie et la petite bourgeoisie de la province du Chung-chong, dont M. Kim Jong Pil est originaire : un électoral qu'il a réussi à soustraire au PJD en jouant sur le sentiment régional et le clientélisme. Il n'en reste pas moins que M. Kim Jong Pil, désormais en position privi-

légée d'arbitre, ne se ralliera pas sans tenir la dragée haute au PJD. D'abord, parce que M. Kim Jong Pil est un homme habile, et ensuite parce qu'il a quelques comptes à régler avec le pouvoir en place.

Alors jeune lieutenant, il épaula Park Chung Hee dans son coup d'Etat en 1961, puis devint son bras droit (créant notamment la KCIA, instrument de l'autoritarisme du régime, et le Parti démocrate et républicain), ainsi que son premier ministre. Marié à une nièce de Park, il fut pendant deux décennies le second homme fort de la Corée après le président, dont il passait pour le successeur. A la suite de l'assassinat de Park en 1979, ses espoirs furent annihilés par le putsch des généraux Chun Doo Hwan et Roh Tae Woo. Non seulement ceux-ci le balayèrent de la scène politique, mais ils l'accusèrent de corruption et conquérèrent une partie de ses biens. M. Kim Jong Pil fut banni de la vie politique jusqu'en 1985, année où il bénéficia d'une amnistie. Il réemergea lors de l'élection présidentielle de décembre dernier, obtenant 8 % des voix.

Cette fois, il a fait un retour en force. Disposant d'une base régio-

nale et de la sympathie des nostalgiques de Park, M. Kim Jong Pil bénéficie du soutien actif des cadres du régime défunt (hommes d'affaires ou politiciens) peu ou prou déposés par M. Chun. Le score du NPDR témoigne de la survie des vieux réseaux de pouvoir du temps de Park, que M. Kim Jong Pil s'est employé avec succès à réactiver. Intelligent, d'une redoutable habileté politique, ce dernier est en train de redevenir une figure centrale sur l'échiquier politique avec laquelle M. Roh est contraint à trouver un modus vivendi.

Ces élections donnent aussi à l'opposition l'occasion d'un nouveau départ. Bien que la campagne électorale ait été marquée par des irrégularités aussi importantes que celles de la présidentielle, elle s'achevait, ayant obtenu un succès, d'en contester la validité. Elle doit donc jouer le jeu parlementaire, ce qui, dans son cas, sera aussi un test de maturité. L'opposition se trouve en fait investie d'une responsabilité, celle de constituer — ce qu'elle fut rarement dans le passé — un contre-

point constructif et pas seulement démagogique et brouillon au pouvoir. D'autant que l'Assemblée nationale dispose de pouvoirs de contrôle de l'activité gouvernementale que lui confère la nouvelle Constitution. Une telle responsabilité incombait, notamment, à M. Kim Dae Jung, grand vainqueur de ces élections, et qui, pour la première fois depuis seize ans, retrouve un siège parlementaire à la tête de son Parti pour la paix et la démocratie (PDP).

La nouvelle répartition des cartes à l'Assemblée va vraisemblablement mettre M. Roh dans une position difficile sur deux questions délicates : l'éclaircissement du meurtre de Kwangju (mai 1980), qui ne manquera pas d'être exigé par MM. Kim Dae Jung et Kim Young Sam, chef du Parti pour la réunification démocratique (PRD), ainsi que la poursuite de l'enquête sur les affaires de corruption du régime précédent. Sur cette dernière question, l'opposition pourrait bien avoir le soutien de M. Kim Jong — Pil, trop heureux de faire subir à M. Chun les humiliations que celui-ci lui infligea il y a huit ans.

PHILIPPE PONS.

#### Les résultats

Partis	Vote direct	Nommés (1)	Total
PJD	57	38	125 (168)
NPDR	46	16	70 (24)
PRD	27	13	40 (50)
NPDR	27	6	33 (8)
Indépendants	10	0	10 (21)
Total	224	75	299 (268)

Dans la colonne total, les chiffres entre parenthèses représentent le nombre de députés dans l'Assemblée nationale.

(1) Chaque parti bénéficie d'un certain nombre de députés nommés, en proportion de son résultat électoral. Le parti qui arrive en tête obtient 38 sièges supplémentaires, les autres formations se partagent les 37 sièges restants.

## Kaboul entre la guerre et la paix

(Suite de la première page.)

Quant aux auteurs de l'attentat, il s'agit, à l'évidence, d'ennemis de la paix et de la réconciliation, et le général, au cours d'une conférence de presse, exhiba triomphalement une plaque d'immortalité (celle du camion piégé) intacte et... pakistanaise. Le général Saifullah, bien sûr, n'imagina pas un instant que cet attentat ne soit que le produit d'un banal règlement de comptes entre factions du Parti communiste — un pouvoir, comme c'est souvent le cas. Quelques heures plus tôt, devant le président Najibullah, une représentation « populaire et sportive » s'était déroulée au stade, et son thème était la « réconciliation ». Celle-ci, apparemment, n'est pas encore tout à fait achevée.

Kaboul, pourtant, avait pris un air de fête pour célébrer cet anniversaire et, plus encore — du moins les dignitaires du PDPA, le Parti communiste afghan, feignirent-ils de le croire — la naissance d'un processus de paix. Dans les principales artères de la capitale, des chapateaux d'ampoules électriques ornent les édifices publics, et de grands tableaux ont été accrochés au fronton de nombreux bâtiments : ces fresques allégoriques vantent toutes la « réconciliation nationale », un moujihad de la résistance afghane désignant un soldat de l'armée gouvernementale.

Mercredi matin, dans le stade, des centaines de jeunes garçons et de jeunes filles ont mis en scène des tableaux vivants à l'aide de petits drapeaux de toutes les couleurs : une colombe alterne avec le mot « paix ». Sur le gazon, un spectacle parfaitement édifiant a été offert aux milliers de spectateurs. Deux groupes de « combattants », les uns vêtus de noir (les « rebelles »), les autres de kaki (les soldats de Kaboul), se sont jetés les uns sur les autres. Au bout d'une dizaine de minutes, ils gisaient tous sur l'herbe. « morts », et l'on devait comprendre que, dans la guerre, il n'y a pas de vainqueur. Ensuite, ils s'embrassèrent. Le régime du président Najibullah n'épargne rien pour montrer

notamment aux quelque soixante-dix journalistes étrangers présents à Kaboul — que l'Afghanistan veut tirer un trait sur le passé.

La visite guidée du cimetière Tapa-E-Shohada, où reposent les « martyrs », c'est-à-dire, pour la plupart, des soldats de l'armée régulière, faisait partie de cette démonstration. L'endroit a quelque chose de magique : situé sur une colline qui domine la ville, il abrite plusieurs milliers de tombes, et chacune est bérivée d'une ou plusieurs orfèvres, rouges, vertes, oranges et bleues, qui claquent au vent. Un silence, une humide d'orage, au loin, les redoutables hélicoptères soviétiques qui tournoient dans le ciel de Kaboul. Au hasard des tombes, une

femme en pleurs raconte le sort de son mari : celui de « vingt-cinq membres de (sa) famille, tués par les moudjahid », son admiration pour le « docteur Najib ». L'arrivée sur l'aéroport ressemble à un atterrissage sur le pont d'un porte-avions : plusieurs centaines d'hélicoptères et d'avions soviétiques y sont entreposés, et leur nombre, selon une source occidentale, a augmenté depuis quelques semaines : 5 ou 6 gros porteurs Iliouchine-76 atterrissent chaque jour. Dans le ciel de la capitale, les avions lâchent encore des leurres anti-missiles, preuve que même si les moudjahid ne se risquent plus à lancer des attaques à la roquette sur la capitale, des tirs de missiles Stinger ne sont pas improbables.

Ces heures décrivent de longues arabesques de fumée avant de s'abattre ensuite au hasard, mais presque entièrement calcinées, sur le toit des maisons. Le trafic aérien reste sous la surveillance permanente de six hélicoptères Mi-24 et la nuit, des projecteurs de forte puissance, installés sur les sommets qui entourent le cirque naturel de Kaboul, fouillent la ville et ses abords de leurs pinces lumineuses. Ces fortins sont les principaux éléments de la sécurité « ceinture de sécurité » installée par les forces soviéto-afghanes et qui entourent la ville dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres.

En ville, les soldats soviétiques ne sont visibles qu'en certains endroits.

Chapeau de brousse, gilet pare-balles et kalachnikov à la hanche, cheveux blancs dépassant du casque, ils sont abîmés, reconnaissables. Ils stationnent par groupes de trois ou quatre à certains carrefours et regardent, la nuit tombée, leurs bases, situées à la périphérie de la capitale, où les quartiers de micro-rayon, c'est-à-dire trois ensembles immobiliers réservés aux Soviétiques et aux cadres « méritants », du Parti communiste afghan. L'essentiel de la sécurité, de jour et surtout de nuit, est donc assuré par les forces afghanes, et rien n'indique que, pour mener à bien cette tâche, le régime du président Najibullah ait besoin de l'appui de l'armée soviétique.

LAURENT ZECCHIN.

Alain Guillo autorisé à rencontrer un journaliste français dans sa prison

### « En tant qu'otage, je ne veux pas que des concessions soient faites en mon nom »

Kaboul. — Sept mois après sa capture à la frontière soviéto-afghane, Alain Guillo est apparu, mercredi 27 avril, en bonne forme à un journaliste de l'AFP. Seul représentant de la presse occidentale autorisée à le rencontrer dans sa prison (nos dernières éditions du 27 avril). Arrêté alors qu'il effectuait un reportage sur la résistance, le journaliste français avait été condamné, le 4 janvier, à dix ans de prison par un tribunal de Kaboul. « Je suis en bonne santé physique et morale », a-t-il déclaré, une fois passée la stupeur de se trouver face à un confrère français dans le bureau du commandant de la prison de Poul-e-Charki, à une quarantaine de kilomètres de Kaboul.

Alain Guillo est vêtu d'une tenue afghane — une longue tunique de coton et un large pantalon — sur laquelle il a passé un anneau. « Avez-vous une pièce d'identité me prouvant que vous êtes ? Vous savez, il vaut mieux être prudent », dit-il. Le commandant Ali Shah, jeune officier responsable depuis

quatre ans de la prison, fixe les règles de l'interview, qui se déroule en présence d'un diplomate afghan et d'un officier qui restera silencieux. Pas de magnétophone, pas de photos, il refuse également que l'interview se déroule en français : aucun des officiers présents ne comprend cette langue. La conversation se déroule en anglais.

« J'ai été condamné pour des raisons stupides à la suite d'un procès étonnant, où il n'a jamais été mentionné que j'étais journaliste », dit Alain Guillo. « Je n'ai pas eu d'avocat, pas pu consulter le code pénal afghan. J'ai été condamné uniquement pour avoir fait mon travail ». Son acte d'accusation fait état d'activités d'espionnage et subversives.

« Je suis prêt à rester ici dix ans ou plus », dit le commandant Ali Shah. L'interrompt et lui demande de ne parler que de sa vie quotidienne dans la prison. « Je vais bien », dit Alain Guillo, expliquant qu'ils sont soixante-cinq

dans sa cellule, tous afghans sauf lui et le journaliste italien Fausto Biloslavo, condamné pour les mêmes raisons à sept ans de prison le 7 mars. « Très jeune [il a vingt-quatre ans] il supporte moins bien la détention que moi », assure Alain Guillo, qui est âgé de quarante-cinq ans. Nouveau rappel à l'ordre du commandant. « Je passe mes journées à dormir. Je n'ai aucune activité physique. On ne me laisse pas du papier pour écrire. »

« Je repais bien les vêtements, la nourriture, l'argent, que m'apporte le chargé d'affaires (de l'ambassade de France, M. Christian Lambert) une fois par mois, mais pas les médicaments et surtout ni les journaux ni les livres que M. Lambert apporte à la prison. » On lui a notamment confié le livre de Pérestroutka, le livre écrit par M. Mikhaïl Gorbatchev, raconte-t-il.

Le commandant sort alors un magazine français avec une photo de jeune femme en maillot de bain et un autre avec un portrait du

commandant Massoud, célèbre chef de la résistance afghane. « On ne peut vous donner des journaux opposés à la politique de notre pays. (...) N'oubliez pas que vous êtes en prison ». « Je suis un homme libre dans ma tête », rétorque Alain Guillo. « Je suis ici un otage politique, et mon sort se décide à un niveau politique. (...) En tant qu'otage, je ne veux pas que des concessions soient faites en mon nom. »

Le commandant intervient une nouvelle fois pour évoquer une amitié qui concernerait tous les prisonniers qui n'ont pas commis d'acte terroriste et dont partent les journaux locaux à l'occasion du dixième anniversaire du coup d'Etat qui a permis l'arrivée au pouvoir de ce régime à Kaboul. Le diplomate afghan se montre pour sa part extrêmement prudent et Alain Guillo affirme ne rien attendre. Fin de l'entretien vient ce bledement de bledon gris, aux couloirs vides, couvert de photos et de dessins à la gloire du régime. — (AFP.)

## Proche-Orient

L'incident de Beita

### L'armée israélienne critique sévèrement l'attitude des colons

Le désir d'en découdre et la négligence d'un colon israélien ont contribué à provoquer l'incident de Beita, le 6 avril dernier, au cours duquel deux Palestiniens et une jeune Israélienne avaient été tués, a déclaré l'armée dans un rapport officiel publié mercredi 27 avril.

M. Roman Aldubi, militant ultranationaliste qui avait déjà participé à des actions de milices anti-arabes, a tué Tirza Porat, quinze ans, par accident, après avoir abattu deux jeunes Palestiniens et en avoir blessé deux autres alors qu'il escortait un groupe d'adolescents juifs de la colonie de peuplement d'Elon-Moreh, en Cisjordanie, selon le rapport. Le coup est parti lorsqu'il a été touché à la tête par des pierres lancées par des Arabes du village de Beita.

« Sa négligence dans le maniement de son arme, son mépris des précautions élémentaires et sa précipitation à ouvrir le feu ont été les facteurs qui ont contribué à aggraver les incidents », lit-on dans le rapport. Selon l'armée, l'incident ne se serait pas produit si les colons avaient respecté les règles et prévenu l'armée de leur intention de faire une randonnée dans la région.

Le rapport affirme encore que les villageois arabes sont cependant les premiers responsables de l'attentat. « L'agression des Arabes locaux et leur désir de faire mal à un groupe de randonneurs juifs constituent les éléments premiers qui ont provoqué cet incident et sa conclusion tragique », peut-on y lire.

M. Aldubi est toujours hospitalisé, paralysé et incapable de parler après avoir été frappé à coups de pierres par les Arabes, qui se sont emparés de son arme.

Israël a expulsé sans procès six habitants de Beita vers le Liban et détruit toujours cinquante-trois autres villages. En représailles à l'affrontement, l'armée a détruit treize maisons. Selon le rapport, l'une d'elles a été détruite par erreur, et ses propriétaires, qui n'ont pas pris part à l'incident, seront indemnisés.

Le rapport précise que Tirza Porat n'a été touchée par aucune pierre et a succombé à la balle tirée par M. Aldubi. — (Reuter.)

VIENT DE PARAÎTRE

ENCYCLOPÉDIE BERBERE

ANTHROPOLOGIE, linguistique, ethnologie, histoire, géographie, art... l'ensemble des connaissances sur le monde berbère réunies pour la première fois. Le ouvrage international regroupant 150 collaborateurs sous la direction de Rabah Chahar. VOLUME 5, 16 x 24 cm, 160 p., 100 F.

RENSEIGNEMENTS LA CALADE 33000 AIX-EN-PROVENCE

disud

## AU LONDON CITY AIRPORT, ON N'ACCUEILLE PAS COMME DES TOURISTES CEUX QUI ONT VOYAGÉ EN HOMMES D'AFFAIRES.



À cœur de Londres, le London City Airport est le Premier Business Airport Européen.

Pour, pendant, après le vol, vous êtes toujours traité en V.I.P. Le London City Airport, c'est du temps gagné : embarquement en 10 min, temps minimum de roulage au sol, pas d'embarcadere aérien.

Le London City Airport c'est aussi plus d'efficacité. A votre disposition : 7 bureaux contre ceux des compagnies, restauration de qualité, interprètes, secrétaires, télécommunications.

Le London City Airport : 11 vols quotidiens, jusqu'à 2 heures de gare dans votre journée de businessmen.

11 VOLS QUOTIDIENS PARIS-LONDRES A-R.

London City Airways : 71-90 11 51 11 45  
Air France : 81-10 11 41 11 41 29  
Marshall : 11 41 11 41 11 41  
TSA London City Airways : 81-10 11 41 11 41 29

LONDON CITY AIRPORT LE PREMIER BUSINESS AIRPORT.



## Proche-Orient

### ISRAËL

#### Deuxième attaque palestinienne en quarante huit-heures

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

« C'est seulement le début ». Ayant même qu'il aient eu connaissance de la nouvelle attaque à la frontière libanaise, la seconde en quarante-huit heures, tous les commentateurs israéliens pronostiquaient un réchauffement du front nord. Ils y voient la conséquence directe du début de réconciliation du mouvement palestinien (entre partisans du Fata et pro-paléens) que semble annoncer la récente visite de M. Yasser Arafat à Damas.

Pour le quotidien *Al Hamakhar* (gauche), « la rencontre entre Yasser Arafat et le chef de l'Etat syrien, M. Hafez el Assad, débouchera probablement à court terme sur une nouvelle vague d'attaques spectaculaires contre les intérêts israéliens en Israël et à l'étranger ». L'indépendant *Yedioth Aharonoth* va plus loin : la rencontre de Damas, écrit-il, « a une nouvelle fois changé la carte politique et militaire de la région » et « la nouvelle alliance (scellée en Syrie) aggrave la situa-

tion le long de la frontière nord ». Les faits paraissent corroborer ces analyses.

Pour la seconde fois en quarante-huit heures, un commando palestinien a réussi, mercredi 27 avril, à pénétrer en Israël à peu près au même endroit que l'opération de la veille. Le commando a franchi la frontière en fin de matinée dans l'extrême nord-est du pays. Il était apparemment composé de deux hommes, qui, selon un communiqué militaire, ont ouvert le feu sur un camion civil, blessant le chauffeur. L'alerte a été donnée. Pris en chasse, les deux Palestiniens ont été tués sur les pentes du mont Dov, presque à l'intersection des frontières entre Israël, le Liban et la Syrie.

C'est dans cette même région qu'avait eu lieu l'attentat de mardi, qui s'était soldé par la mort de trois Palestiniens et de deux militaires israéliens, dont un lieutenant-colonel (le Monde du 28 avril). Quelles que soient les causes de ce regain d'opérations — nouvelle alliance de Damas — volonté de venger l'assassinat d'Abou Jihad ou

désir d'appuyer, voire de relancer, la révolte dans les territoires occupés, — il ne fait guère de doute que l'Etat hébreu envisage des représailles.

#### Mort d'une adolescente

Par ailleurs, les milieux militaires se félicitaient des trois jours « de calme relatif » que viennent de connaître la Cisjordanie et Gaza. L'expression donne la mesure du changement intervenu depuis quelques mois dans la manière de qualifier la situation. Car ce « calme relatif » désignait la mort d'une Palestinienne de treize ans touchée d'une balle en pleine tête quand l'armée a ouvert le feu (le Monde du 28 avril) dans le village de Kafar Ed-Dik (sud de la Cisjordanie). L'armée israélienne, n'a pas fait de victimes, le quartier étant pratiquement désert au moment de l'explosion.

ALAIN FRACHON.

### La rupture des relations entre Ryad et Téhéran

#### L'Iran accuse l'Arabie saoudite d'avoir agi sur l'ordre des Etats-Unis

L'Iran a estimé, le mercredi 27 avril, que c'était « sur décision » des Etats-Unis que les dirigeants saoudiens avaient rompu leurs relations avec lui et empêché la venue l'été prochain de pèlerins iraniens à la Mecque, affirmant que Ryad joue « un rôle particulier » dans « l'agression américaine » contre la République islamique.

La radio de Téhéran a affirmé dans un commentaire autorisé, que les Etats-Unis « craignent que les manifestations de pèlerins iraniens » à la Mecque « ne transforment le Hajj en un foyer de contestation contre les Etats-Unis et Israël ». La radio souligne que « jamais la République islamique n'avait été en face de tant d'agressions ». Il y a un « sérieux alignement » de forces contre l'Iran, a-t-elle ajouté, affirmant que Ryad joue un rôle essentiel dans la stratégie américaine qui vise à reporter l'hostilité à l'égard d'Israël sur la République islamique.

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi a affirmé pour sa part que la décision saoudienne témoignait de la soumission de Ryad envers Washington et de l'incompatibilité de « l'Islam authentique avec l'Islam à la solde des Etats-Unis ». M. Mousavi, qui

s'exprimait à l'issue du conseil des ministres, a ajouté que les « Etats-Unis dominent la terre sainte du Hedjaz » rappelant que la décision de Ryad « a coïncidé avec l'agression américaine contre l'Iran dans le Golfe ».

En revanche, l'Irak a qualifié de « logique et courageuse » la décision saoudienne en affirmant par le truchement d'un porte-parole du ministère des affaires étrangères qu'il était « pratiquement impossible d'établir des relations normales et conformes aux règles régissant les rapports entre nations, avec le régime iranien qui a recouru à l'agression, au chantage et au terrorisme contre les pays ». Le porte-parole a enfin estimé que l'Arabie saoudite avait « des raisons justifiées » de rompre et que cette mesure constituait un « exemple » méritait d'être suivi par les pays qui sont confrontés à l'ingérence de l'Iran dans leurs affaires intérieures.

Le Koweït, pour sa part, s'est abstenu de commenter la décision saoudienne. Celle-ci a été marquée par l'explosion d'une charge mercredi après-midi devant les locaux de la compagnie aérienne saoudienne Saudi Airlines. La déflagration, qui a fait voler en éclats les vitres de

trois bureaux de compagnies aériennes dont celles du bureau de Saudi Airlines, n'a pas fait de victimes, le quartier étant pratiquement désert au moment de l'explosion.

Il s'agit du deuxième attentat survenu à Koweït depuis le détournement, le 5 avril dernier, du Boeing 747 des Koweït Airways. Le 10 avril, une charge avait explosé dans une voiture à proximité d'un parking du ministère koweïtien de l'intérieur, provoquant des dégâts matériels mineurs, sans faire de victimes.

A Bruxelles, les ministres de la défense de cinq pays de l'OTAN ayant déployé des navires de guerre dans le Golfe (Belgique, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas) sont convenus mercredi de mieux coordonner les mouvements de leurs flottes dans cette région. Il n'est cependant pas question que ces unités soient placées sous un commandement unique. La France, qui a également envoyé une force navale croiser dans le Golfe et ses abords, mais n'appartient pas au GPNV (Groupe des plans nucléaires de l'OTAN), n'a pas participé à ces conversations qui se sont déroulées en marge de la session ministérielle du GPNV. — (AFP).

### L'utilisation des armes chimiques dans le conflit irano-irakien

#### Un rapport des Nations unies s'abstient de condamner l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Demandé par les deux pays belligérants du Golfe, un rapport de l'ONU sur l'utilisation d'armes chimiques a été rendu public le mardi 26 avril. Elaboré par un médecin militaire espagnol, le colonel Manuel Dominguez, le rapport affirme que « des armes chimiques ont de nouveau été employées dans le conflit irano-irakien » et que « le nombre de victimes civiles augmente ». Aucune allusion ne permet de déceler si, selon l'auteur de l'enquête, de telles armes ont été utilisées par l'une des deux armées ou les deux armées à la fois.

Après s'être rendu, entre le 28 mars et le 11 avril, dans plusieurs régions désignées par les autorités iraniennes et irakiennes, notamment dans la ville frontalière de Halabja, le colonel Dominguez a conclu que, des deux côtés de la frontière, des personnes hospitalisées présentaient des effets d'ypérite (gaz moutarde) et d'agent toxique utilisé fréquemment dans la fabrication d'armes chimiques. Certains débris

examinés portaient des « inscriptions en caractères cyrilliques », note le rapport, qui remarque également que, du côté iranien, la plupart des malades étaient des civils, alors qu'en Irak il s'agissait de militaires.

La teneur du rapport semble déplaire profondément aux autorités irakiennes, qui auraient souhaité que celui-ci mit clairement en cause l'Irak. Déjà le représentant de Téhéran, qui estime que le rapport est un « chef-d'œuvre d'hypocrisie », a demandé l'envoi en Irak d'une nouvelle équipe d'experts. Pour sa part, M. Perez de Cuellar s'est borné à remarquer, le 26 avril, que « les nationalités étaient difficiles à déterminer, tant pour les armes que pour les utilisateurs de celles-ci ».

S'il est en effet malaisé, pour un expert officiel, entièrement dépendant du bon vouloir des autorités locales, de déterminer avec précision la nature des événements qui se sont déroulés dans une zone de guerre, il est également intéressant de noter

que les amis de l'Irak ne souhaitent pas qu'une éventuelle condamnation de Bagdad pour l'utilisation d'armes chimiques puisse être célébrée à Téhéran comme une victoire diplomatique.

CHARLES LESCAUT.

● Manifestation à Paris contre les massacres au Kurdistan irakien. — Quelque cent cinquante personnes ont manifesté, mercredi 27 avril, à Paris pour protester contre le « massacre » de populations civiles kurdes par l'armée irakienne. Les manifestants ont défilé entre la place de la République et le carrefour Richelieu-Drouot en brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait notamment lire : « Halte à la guerre de génocide au Kurdistan irakien » et « Non aux armes chimiques au Kurdistan ». La manifestation était organisée à l'appel de la Ligue des droits de l'homme, du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAEP) et du comité kurde d'Halabja.

## A travers le monde

### Argentine

#### Des responsables de l'ancien régime poursuivis

Pour l'enlèvement d'un homme d'affaires en 1976, la police a arrêté, mercredi 27 avril, José Martínez de Hoy, titulaire du portefeuille de l'économie de 1976 à 1981, et des militaires ont appréhendé quelques heures plus tard le général en retraite Albano Herguindeguy, ministre de l'intérieur pendant la même période.

Le juge Martín Hucan a également mis en cause l'ancien président Jorge Rafael Videla, qui purge une peine de réclusion à perpétuité pour violations des droits de l'homme durant la dictature militaire de 1976-1983, marquée par la disparition d'au moins neuf mille personnes.

D'autre part, le cour fédéral américain de San Francisco a approuvé, mercredi, la demande d'extradition vers l'Argentine de l'ex-général Carlos Suarez Nesson, pour le meurtre de trente-neuf détenus commis par des soldats sous le régime des généraux.

### Ethiopie

#### Aide d'urgence pour trois cent mille réfugiés soudanais

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a approuvé, mercredi 27 avril, une aide d'urgence de 8,6 millions de dollars destinée aux quelque trois cent mille Soudanais réfugiés en Ethiopie. L'arrivée de réfugiés soudanais a été particulièrement massive ces derniers mois, indiquant un communiqué du PAM, qui ajoute que, depuis novembre 1987,

le nombre mensuel de réfugiés arrivant du Soudan est de l'ordre de huit mille. Ils ont été installés dans quatre camps du sud-ouest de l'Ethiopie, à Itang, Dima, Asosa et Fugnido.

Le conflit dans le sud du Soudan, aggravé par la sécheresse et le manque de nourriture, a poussé ces gens à quitter leur domicile, poursuit le communiqué, qui précise que nombre d'entre eux « souffrent de malnutrition grave et font état de la mort de leurs proches pendant leur marche vers l'Ethiopie ».

Un responsable du PAM, qui a visité ce mois-ci le camp de Fugnido, à 110 kilomètres au sud de la ville de Gambella, a indiqué avoir été « horrifié à la vue de deux cent quatre-vingt garçons âgés de neuf à douze ans mourant de faim ». « Du fait de la gravité de la situation, le PAM a décidé de prendre des mesures immédiates pour accélérer les livraisons d'aide alimentaire et d'installer des entrepôts provisoires », ajoute le communiqué.

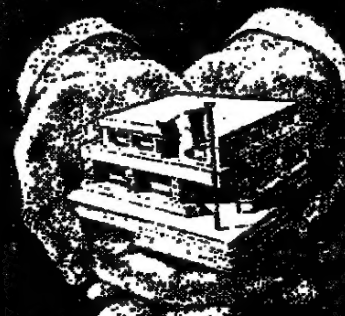
# Le "Dallas" de la politique

STEVE SOHMER



À LIRE ABSOLUMENT, SI VOUS AIMEZ LA CORRUPTION...

LA PASSION DU SERVICE PUBLIC



Les collectivités territoriales (mairies, conseils généraux, etc.) recherchent de plus en plus des managers aptes à faire face aux nouvelles responsabilités que leur confie la décentralisation. Des praticiens de l'économie publique, Haus Fonctionnaires se sont associés au GROUPE E.S.C. BORDEAUX pour créer l'IMOP. Maître Spécialiste en Management Public accessible aux titulaires d'un diplôme Bac+5. L'IMOP prépare à des emplois de haut niveau dans les collectivités territoriales, le secteur para-public ou les entreprises privées travaillant avec le secteur public. Clôture des inscriptions : 11 juin 1988.

INSTITUT DU MANAGEMENT DES ORGANISATIONS PUBLIQUES  
680, cours de la Libération, 33405 TALENCE Cedex  
Tél. 56 80 70 50

Un courant fort

هكذا من الامم



هكذا من الاحل

# Politique

## Difficiles négociations en Nouvelle-Calédonie entre le « commando » du FLNKS et les autorités

Deux compagnies de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine, appartenant à la FAR (Force d'action rapide), ont quitté Vannes, le mercredi 27 avril, en fin d'après-midi, à destination de la Nouvelle-Calédonie où la situation reste extrêmement tendue en plusieurs points du territoire.

Sur l'île d'Ouvéa, où les milices de l'armée de terre et de la marine, réquisitionnées par le haut commissaire de la République, appuient les gendarmes, les négociations engagées entre le « commando » du FLNKS, qui détient vingt-deux otages, et les autorités sont difficiles malgré une tentative de médiation menée par le commandant du GIGN, le capitaine Philippe Legorjus, capturé mercredi avec six autres gendarmes et le premier substitut à Nouméa.

Dans la région de Canala, en revanche, le FLNKS semble en train d'installer un véritable « maquis ». Les indépendantistes armés sont omniprésents dans ce secteur (lire page 44). La

situation est également préoccupante sur l'île de Maré où des barrières de Mélanésiens armés contraignent la circulation sur la route de l'aéroport et où les gendarmes de la brigade de l'adjudant vivent barricadés. Des coups de feu ont été entendus.

A Paris, l'Hôtel Matignon a fait savoir, au terme d'un conseil de sécurité intérieure réuni mercredi après-midi, que « toutes les mesures sont prises pour maintenir l'autorité de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, dont l'immense majorité des

citoyens veut rester français et où les actions terroristes seraient combattues comme partout ailleurs ». Au nom de l'état-major de campagne de M. Mitterrand, M. Jack Lang a accusé le ministre des DOM-TOM de jeter de l'huile sur le feu : « Lors d'audience les violences en Nouvelle-Calédonie, M. Pons les attise et les exacerbe, a déclaré l'ancien ministre. L'impuissance du gouvernement n'a d'égal que son aveuglement. Sa politique irresponsable met en danger les populations et les forces de l'ordre ».

Par décision du Conseil constitutionnel

### Les résultats du scrutin présidentiel sont annulés dans trois bureaux de vote

Saisi par M. Mitterrand, en tant que candidat, d'une demande d'annulation des résultats du premier tour du scrutin présidentiel en Nouvelle-Calédonie, le Conseil constitutionnel a décidé, mercredi 27 avril, d'annuler les résultats proclamés dans trois bureaux de vote du territoire.

Nous publions ci-dessous des extraits de sa déclaration du 27 avril :

« Considérant qu'il résulte de l'instruction et notamment du rapport des députés du Conseil constitutionnel en Nouvelle-Calédonie que le jour du scrutin, dans une partie de ce territoire, des barrières ont été mises en place sur certaines voies en vue de perturber la circulation et d'empêcher l'accès à des bureaux de vote ; que des actes de violence ont été commis contre les personnes et les biens dans la même nuit ; que, sur les cent trente-neuf bureaux de vote qui avaient été créés en application de l'article R. 40 du code électoral, les troubles ont eu pour conséquence, sur la côte est ainsi que dans les îles Loyauté, d'une part, d'empêcher l'ouverture de quatre bureaux de vote, d'autre part, de restreindre très sensiblement la durée d'ouverture de trois autres bureaux ;

« Considérant que, pour graves qu'ils aient été, les incidents ci-dessus relatés n'ont pas eu pour effet, en raison du caractère national du scrutin pour l'élection du président de la République, d'affecter dans l'ensemble du territoire de Nouvelle-Calédonie la validité des suffrages qui y ont été exprimés ;

« Considérant, toutefois, en l'absence d'informations dont dispose le Conseil constitutionnel, qu'il est établi que les conditions dans lesquelles ont fonctionné les deuxième et cinquième bureaux de vote de l'île de Maré ainsi que le quatrième bureau de vote de l'île de Lifou n'ont pas permis une expression régulière des suffrages ; que, dans ces circonstances, il y a lieu pour le Conseil constitutionnel d'annuler les suffrages exprimés dans ces différents bureaux [...] ».

■ M. PASQUA : désaveu. — M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, s'exprimant le mercredi 27 avril, à Paris, devant les élus locaux de la majorité, a affirmé que la décision du Conseil constitutionnel relative au premier tour de l'élection présidentielle en Nouvelle-Calédonie, était « un désaveu singulier d'une manœuvre politicienne subtile du candidat Mitterrand ».

## Vingt-trois otages dont six gendarmes du GIGN

NOUMÉA  
de notre envoyée spéciale

Les négociations se sont poursuivies toute la journée du jeudi 28 avril sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, pour obtenir la libération des gendarmes et du substitut du procureur de la République de Nouméa retenus en otage dans une caverne par le « commando » indépendantiste du FLNKS qui réclame depuis une semaine l'annulation des élections régionales du 24 avril et la suppression du statut Pons.

Aux quinze gendarmes détenus depuis le vendredi 22 avril sont venus s'ajouter six membres du GIGN, capturés mercredi, ainsi qu'un gendarme mélanésien et le magistrat. Le capitaine Philippe Legorjus, commandant du GIGN, pris en otage avec ses hommes, comme l'avait annoncé, mercredi après-midi, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, est de son côté « libre de ses mouvements », indique-t-on jeudi de source officielle à Nouméa. Il sert d'intermédiaire dans les négociations entre les ravisseurs et le général Vidal, commandant en chef des forces armées en Nouvelle-Calédonie, responsable des opérations sur place, et assisté du procureur de la République de Nouméa, M. Belloni.

Le commandant du GIGN a effectué depuis sa « capture » deux aller-retour jusqu'à la gendarmerie de Fayoué, le centre administratif de l'île (1).

Il y aurait donc au total vingt-deux « vrais » otages aux mains d'une quinzaine d'indépendantistes et un « faux otage » mais véritable émissaire, le capitaine Legorjus.

La grotte où sont détenus les otages a été localisée mardi soir. Elle est située au nord de l'île d'Ouvéa, adossée à la mer, sur une falaise, dans une région très difficile d'accès, où la végétation épaisse empêche la visibilité à plus de 2 mètres. Mercredi matin, alors que M. Pons annonçait qu'un « contact direct » avait pu être établi avec les indépendantistes et que le haut commissaire entrevoyait le bout du cauchemar, la situation s'est brusquement aggravée lorsque le substitut, M. Jean Bianconi, venu négocier, a été capturé à son tour avec les gendarmes qui le couvraient.

Selon des sources non officielles, le magistrat avait d'abord obtenu la



libération d'un gendarme malade. Il aurait été oeuillé lorsqu'il est revenu au bord de la grotte, en compagnie du chef du GIGN, le groupe d'intervention auquel les indépendantistes n'ont pas pardonné la mort de leur « chef de guerre », Eloi Machoro, en janvier 1985. D'après le haut commissaire, les hommes du GIGN n'ont pas pu réagir, la jungle étant trop épaisse, et ils se sont laissés désarmer à l'appel du capitaine Legorjus, le « commando » menaçant de tuer le substitut. Les indépendantistes ont saisi les fusils automatiques des gendarmes, mais ceux-ci, toujours selon le responsable de l'information du haut commissaire, ont eu le temps de se débarrasser de leurs armes plus sophistiquées dans les fourrés.

### « Nous avons bien ciblé les opérations »

Le magistrat, les membres du GIGN et le gendarme mélanésien de la brigade de Fayoué — qui avait déjà été pris en otage vendredi puis libéré dans le sud de l'île avec dix autres gendarmes détenus depuis trois jours par un deuxième « commando » — ont rejoint les hommes gardés dans la grotte, poings et pieds liés, selon M. Pons.

Les indépendantistes sont, selon le ministre, au nombre de quinze :

quelques « modérés », d'autres plus déterminés, et un dernier que M. Pons décrit comme un « fou de Dieu », ayant été l'un des premiers membres du FLNKS à suivre un stage en Libye. Il s'agit, selon certaines sources, d'un ancien conseiller régional d'Ouvéa, membre de la tendance dure du FLNKS, le Palika, M. Wea Jubely. Originaire de la tribu de Gossanet, dans le périmètre de laquelle se déroule la prise d'otages, ce protestant devait se rendre prochainement en Suisse pour suivre une formation théologique dans une église évangélique, selon l'un de ses proches. Un pasteur protestant d'Ouvéa a, d'ailleurs, été contacté pour tenter d'« arrondir les angles ».

Le « commando » dispose de vivres, selon le haut commissaire, mais le capitaine Legorjus a cependant fait venir de l'eau et des couvertures par l'intermédiaire de l'appareil de communication qu'il a pu conserver. « Le tout est de savoir s'ils ont assez de vivres pour tenir jusqu'au lendemain du deuxième tour », s'interrogeait-on jeudi matin au haut commissariat.

Le FLNKS, par la voix de l'un de ses chefs, M. Leopold Jorédié, a refusé, jeudi, de se dissocier d'une action, « qui, a-t-il dit, s'inscrit dans la stratégie globale du mouvement indépendantiste depuis le début de l'année pour faire échouer le statut Pons ».

« Nous regrettons la mort des gendarmes », a dit M. Jorédié, mais il s'agit pas d'un assassinat mais d'un affrontement. Pour le moment, nous avons bien ciblé les opérations. Nous ne nous attaquons pas aux caloches mais au gouvernement français et à son système ». Le FLNKS a en des contacts avec Ouvéa, mais M. Jorédié n'a pas voulu indiquer si le bureau politique avait donné des consignes au « commando » : « Les gens savent ce qu'ils ont à faire ».

Selon M. Jorédié, M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, qui se trouve à Hienghène où le téléphone est coupé depuis en plusieurs endroits du territoire, partage cette attitude puisqu'il participait aux réunions du FLNKS qui ont décidé de la stratégie « d'ouï découle la situation ». Dans une interview à Radio-Australie, diffusée mardi, M. Jorédié avait indiqué que l'opération d'Ouvéa avait été préparée « depuis trois mois » et que « les gens se sont organisés pour ». Le texte de cet entretien a été transmis par M. Pons à la justice qui a ouvert mercredi une information pour rechercher les auteurs de la prise d'otages et d'éventuels auteurs « indirects ».

Selon M. Jorédié, le « commando » n'a pas l'intention de « se faire rouler » comme à Poinindia, au début de l'année, lors d'une précédente prise en otage de gendarmes. Les indépendantistes avaient alors libéré les membres des forces de l'ordre à condition d'échapper aux poursuites judiciaires, ce qui n'avait pas empêché « une rafle le lendemain dans la tribu ». Il estime que M. Pons sera « obligé d'ouvrir une porte quelque

part » s'il ne veut pas « rentrer les mains vides » à Paris.

Les autorités judiciaires estiment à une quarantaine le nombre des indépendantistes qui ont participé à l'attaque de la gendarmerie de Fayoué, vendredi dernier, qui a fait quatre morts parmi les gendarmes, et à la prise d'otages en deux groupes séparés des gendarmes mobiles. Quarante militants ont été écroués à la prison du camp est à Nouméa — où se trouvent déjà une soixantaine d'indépendantistes et inculpés d'assassinat, de rébellion par groupe armé, de séquestration illégale et d'association de malfaiteurs.

L'armée qui agit à Ouvéa sur réquisition du haut commissaire et la gendarmerie (trois cents hommes au total) poursuivent jeudi les opérations de recherches. Alors que les indépendantistes font état de personnes « attachées à des cocotiers » et de femmes et enfants « parqués » dans la tribu de Gossanet, les journalistes ont toujours pas pu se rendre sur place. Les communications sont, en revanche, rétablies avec Fayoué. La médecine de la ville a « fait en sorte que son dispensaire soit opérationnel », mais n'avait accueilli jeudi aucun blessé. « Ce n'est pas l'état de siège à Fayoué », indiquait-il. Une famille habitant à 3 kilomètres de la localité, dans une tribu, nous a également affirmé que la situation était calme, mais dit sortir le moins possible par crainte.

Mercredi, le ministre avait déclaré ne plus attendre de renforts. Jeudi, on a cependant appris l'arrivée d'un détachement de la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine (deux cent cinquante hommes), ainsi que d'un escadron de gendarmerie supplémentaire. Des barrières étaient encore signalées en plusieurs points du territoire. Dans l'île de Maré, des avions transportant des gendarmes n'ont pas pu se poser, mercredi, sur l'aérodrome. A Poyé, dans le nord de l'île, les militaires, qui ont survolé un barrage en hélicoptère, ont essuyé des tirs. Ils ont riposté, selon le haut commissariat, mais il n'y a pas eu de victimes.

CORINE LESNES.

(1) Selon le ministre de la défense à Paris, le patron des gendarmes d'Ouvéa « se serait laissé prendre délibérément pour cacher à bien sa mission de l'indivision de groupe captif ». Dans ce genre d'affaires, disait-on mercredi dans les milieux proches du GIGN, il y a deux façons de négocier : face à face ou par interprétation dans un système.

■ ERATUM. — Dans nos précédentes éditions du 28 avril, quelques coquilles ont altéré notre commentaire intitulé « Désinformation » sur la situation en Nouvelle-Calédonie. Il fallait lire notamment que c'est « le non-aboutissement de leur conversation provisoire à la non-violence » par référence au pacifisme des paysans du Larzac — lors du référendum du 13 septembre — qui a poussé les indépendantistes à changer de stratégie, sous le contrôle de M. Tjibaou, chef du mouvement indépendantiste.

## Question d'échelle

LES résultats de trois bureaux de vote de Nouvelle-Calédonie sont annulés quand le candidat François Mitterrand réclame l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle sur la totalité du territoire. « Une victoire du droit », s'exclame néanmoins M. Jack Lang, jamais en panne d'hyperboles et toujours soucieux d'élegance.

Comment cerner une réalité moins flamboyante que ne le proclame l'ancien ministre de la culture, et surtout, grevée en ce moment d'un contexte plutôt tragique ? Les élections en Nouvelle-Calédonie, les deux, présidentielle et régionale, se sont déroulées le 24 avril sur le « Caillou » dans d'exécrables conditions. Elles n'ont pu avoir lieu sur tout le territoire, ce qui est l'une des exigences basilaires de la démocratie.

La demande de M. Mitterrand était politique autant que juridique, tactique autant que sincère, émanant d'un candidat-président à la fois obsédé par la situation de l'archipel des antipodes et trop content de cueillir les fruits de la coupable incurie, des arrangements décatants de ses adversaires.

Cette requête a ramené l'ordre pragmatisme, aux usages si variés, du Conseil constitutionnel. S'appuyant sur les textes et rapports de ses observateurs sur place, sur les observations de son délégué principal, retour de Nouvelle-Calédonie, dont il a recueilli les explications, les huit juges constitutionnels (1) ont d'abord revu à la baisse l'ampleur des désordres strictement électoraux.

Après avoir examiné minutieusement le cas d'une quinzaine de bureaux dont l'ouverture fut retardée, la fermeture anticipée ou qui furent en cours de journées regroupées avec d'autres, le Conseil constitutionnel finit à quantifier le total de vingt-trois était jusqu'alors avancé) le nombre des bureaux qui n'ont pas ouvert et à trois le chiffre

de ceux qui n'ont connu qu'une existence éphémère.

Restait l'appréciation sur le fond. Le Conseil constitutionnel propose une vision dont découle sa décision : pour l'élection présidentielle, tous les territoires français, métropolitain et autres, constituent une immense unique circonscription. La Nouvelle-Calédonie en est une petite partie. Les points noirs — bureaux non ouverts et bureaux « désorganisés » pour régulariser le processus — à l'échelle de la vaste assemblée, avoir pesé sur le cours du scrutin.

Quant à une éventuelle contamination de la partie, la Nouvelle-Calédonie, par les points de désordre, le Conseil en écarte l'hypothèse, précisément par référence à la réalité nationale du scrutin.

Conformément à un jeu auquel aime se livrer le Conseil constitutionnel, la décision peut se lire aussi en creux et à contrario : pour le scrutin régional imprudemment coupé au présidentiel l'échelle territoriale de référence est circonscrite à la Nouvelle-Calédonie. Il n'est donc pas interdit de se demander si les désordres et incidents ont pu, dans ce second cas, « affecter » la validité des suffrages dans l'ensemble de l'archipel. A d'autres de poser éventuellement ces questions devant d'autres juges (2).

Ni débouté absolement ni pleinement satisfait, le candidat François Mitterrand pourra du moins relever un mot qui figure dans la déclaration du Conseil. Un adjectif qui est sans hyperbole le désarroi du droit et les impasses de certaine politique : « grave ».

MICHEL KAJMAN.

(1) Souffrant, M. Maurice-René Simonnet n'a pas siégé.

(2) Après proclamation, le lundi 25 avril, les résultats des élections régionales peuvent être contestés dans un délai de dix jours devant le Conseil d'Etat.

## Polémique franco-australienne

L'ambassadeur d'Australie à Paris a été convoqué le mercredi 27 avril par le secrétaire général du Quai d'Orsay, qui lui a fait part de « l'étonnement » du gouvernement français concernant plusieurs déclarations récentes de dirigeants australiens sur la situation en Nouvelle-Calédonie. Le porte-parole du Quai d'Orsay a estimé que les propos tenus par le premier ministre, M. Hawke — qui avait mis en garde contre la poursuite de la violence — et par le ministre des Affaires étrangères, M. Hayden — qui avait dit qu'il existait sur le territoire une « situation coloniale inacceptable » — constituaient « une ingérence dans les affaires intérieures de notre pays, ce que nous ne pouvons

accepter, même si ces déclarations apparaissent modérées dans leur forme ».

Répondant à la réaction du gouvernement français, M. Hawke a réaffirmé jeudi à Canberra que son pays avait « parfaitement le droit » d'exprimer son point de vue sur la violence « tragique » qui règne en Nouvelle-Calédonie. « Le temps n'est pas venu aux récriminations car les événements là-bas sont trop graves », a-t-il poursuivi. Nous condamnons la violence. Nous voudrions que les otages soient rendus sains et saufs et qu'il n'y ait plus de violence de la part des Canaques comme de celle des Français. »

— (AFP, AP).

### Selon le représentant du FLNKS à Paris

#### « Ce ne sont pas des otages, ce sont des prisonniers politiques... »

M. Djimy Ouné, représentant du FLNKS à Paris, connaît bien les auteurs de la prise d'otages d'Ouvéa. Ce sont, pour le plus part, des jeunes de 15 à 20 ans, parents, proches ou éloignés. Comme eux, en effet, il est natif de l'île. Beaucoup des siens participent au même comité de lutte qu'eux. « Le comité de lutte FLNKS d'Ouvéa, dit-il, est un comité de lutte exemplaire. Il y règne une très forte cohésion et chaque fois il parvient à faire la synthèse des positions des uns et des autres. L'Union calédonienne y est majoritaire, mais il y a aussi des militants du PALIKA et du FULK et lors de notre boycottage du référendum du 13 septembre nous avons aussi travaillé main dans la main avec ceux du LKS ».

La brigade de Fayoué, qui a été attaquée le vendredi 22 avril, et où quatre gendarmes ont été tués, M. Ouné la connaît bien aussi. Sa famille n'habite pas très loin. Il conteste que le « commando » du FLNKS ait délibérément cherché à tuer : « Le but de l'opération était de désarmer les gendarmes, et si l'un des gendarmes n'avait pas tiré il n'y aurait pas eu de morts ». Il met aussi en cause la responsabilité des représentants locaux du RPCR : « Le dimanche précédent il y avait eu un meeting à la tribu de Nimeha tenu par Dick Ukeiwé (sénateur RPCR) en faveur de Jacques Chirac, et le RPCR avait distribué de l'alcool en dépit de l'interdiction. Ses partisans

s'étaient ensuite livrés à de nombreuses provocations contre les gendarmes, sous la protection des gendarmes, et la colère a monté ».

M. Ouné conteste également le fait que le « commando » qui détenait les gendarmes et le magistrat en otages soit dirigé par un mélanésien « libyen » : « C'est incohérent de dire ça, parce que, chez nous, de toute façon, il n'y a pas de chef. Dans ce groupe, composé pour la plupart de jeunes qui ont fait leur service militaire en France, il y a même des garçons, en tout cas au moins un, dont les parents militent au RPCR ! Et, vous savez, ce sont des gens plutôt cool, qui aiment bien, en général, gratter la guitare. Si nous en sommes arrivés là, c'est parce qu'on ne nous a pas laissé le choix. Ce nous a fait mal d'être obligés d'utiliser ces moyens... Tous les ingrédients d'une guerre coloniale sont maintenant réunis ».

Dans l'immédiat, M. Ouné veut pourtant rester optimiste sur le sort des otages : « Ce ne sont pas des otages, ce sont des prisonniers politiques, et nous voulons, comme nos camarades l'ont dit dès le début, une solution négociée. C'est pour cela que nous avons demandé un médiateur. J'espère que François Mitterrand et Jacques Chirac s'entendront au moins sur ce point... ».

A. R.



## Politique

### La préparation du second tour de l'élection présidentielle

#### M. Giscard d'Estaing soutient M. Chirac et prépare le rassemblement au centre

Mise à part la solennité qu'il a voulu conférer à son geste, l'appel de M. Valéry Giscard d'Estaing à voter pour M. Jacques Chirac ne comporte en soi aucune surprise. L'ancien président de la République a en réalité fait le mercredi 27 avril ce qu'il avait dès le départ indiqué qu'il ferait. Le 17 janvier dernier, il avait déclaré au « Grand-Jury RTL-Le Monde » que l'UDF était « sa famille » et la majorité « son camp », il ne désirait point « s'impliquer » avant la fin de la campagne du premier tour. Il ne voulait pas avoir à choisir entre ses deux anciens premiers ministres.

Malgré les pressions de certains dirigeants de l'UDF et l'irritation mal contenue des barrières prenant cette réserve pour une trahison, M. Giscard d'Estaing s'est soigneusement tenu à cette logique.

Après avoir eu vain défendu la thèse de la candidature unique RPR-UDF dès le premier tour malgré la menace Le Pen, M. Giscard d'Estaing est donc encore dans sa logique en appelant à voter « pour celui qui est maintenant le candidat unique de la majorité UDF et RPR ». S'il n'avait pas « jeté la rampe à la rivière », il aurait pu se contenter d'un service minimum en déclarant, par exemple, qu'« à titre personnel, il ne pouvait appeler qu'à voter pour Jacques Chirac », formule assassine que M. Chirac avait employée entre les deux tours de 1981 afin de mieux précipiter sa perte.

Il aurait pu tout aussi bien insister lourdement, comme l'a fait dimanche soir M. Barre, sur les conditions

expresses de son ralliement, à commencer par le chapitre de l'immigration et du Front national. En précisant qu'il avait reçu la veille de M. Chirac « des réponses et des engagements clairs » sur trois points évidents : le consensus, l'Europe, la solidarité nationale et le rassemblement, — M. Giscard d'Estaing n'a pas voulu se montrer plus royaliste que le roi.

#### Rejoindre les premiers rôles

En réapparaissant aussi spectaculairement sur la scène, il est clair en effet que l'ancien président veut rejoindre les premiers rôles. Il semble actuellement tenir encore trois fers au feu. En cas d'élection le 3 mai de M. Chirac, qui, selon lui, tient maintenant du miracle, un contrat pourrait s'établir sur la promesse pour lui de conduire en 1989 la liste de la majorité aux élections européennes.

Dans l'hypothèse plus probable d'une réélection de M. Mitterrand, l'ancien président a le choix. Si M. Chirac se trouve mis brutalement au tapis, et en cas de dissolution rapide de l'Assemblée nationale, il peut s'employer à poser les fondations d'une grande formation de droite, modèle Balladur.

Si, comme il le souhaite, M. Mitterrand n'emploie pas l'arme absolue de la dissolution, il peut ressortir de ses cartons son projet de création d'un grand groupe central apte à gérer avec les socialistes un gouver-

nement de coalition et répondant à sa vieille aspiration du rassemblement « de deux Français sur trois ».

Depuis plusieurs semaines, M. Giscard d'Estaing semble hésiter entre ces deux stratégies. Sa déclaration de mercredi laisse croire qu'il penche aujourd'hui plutôt pour la seconde. Ce texte ne contient aucun mot de revanche contre les socialistes et contre M. Mitterrand qui, au demeurant, pourrait également signer les yeux fermés les trois engagements relevés par son auteur. Enfin, surtout, pour la première fois depuis 1986, M. Giscard d'Estaing n'insiste pas sur la nécessité d'une union entre le RPR et l'UDF, dont il s'était pourtant fait le chantre fidèle. Une indication utile montrant que, comme beaucoup d'autres personnalités modérées, l'ancien président n'exclut plus désormais un rapprochement au sein de la vie politique et une réorganisation de la majorité défunte.

« Si clarification il y a, relevait, mercredi, le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, elle ne doit s'effectuer ni dans la hâte ni mécaniquement, mais en fonction d'objectifs de fond ». Cette idée semble faire du chemin. Des gens comme M<sup>me</sup> Simone Veil, M<sup>me</sup> Jean-Françoise Poncelet, Lionel Stoléru, des élus du groupe sénatorial de la Gauche démocratique, des militants, des adhérents directs y réfléchissent assidûment. Tout indique que M. Giscard d'Estaing n'est pas loin de se préparer à les rejoindre.

DANIEL CARTON.

#### Les VUES de Raymond Depardon



MERCREDI 27 AVRIL

Monsieur le président ne peut pas vous recevoir aujourd'hui 16 heures, je n'ai pas de photo pour demain Je tente ma chance rue François-I<sup>er</sup> Il doit faire une déclaration cet après-midi Bureaux modernes, journalistes sélectionnés Valéry Giscard d'Estaing arrive toujours très élégant Il parle, court.

précis, il connaît bien l'audiovisuel Il dirige tout comme un metteur en scène A la fin il remercie le cameraman de la Une Il dit un petit mot à chaque journaliste Il me voit, surpris il me serre la main Il regrette pour aujourd'hui, un emploi du temps très chargé Je retrouve un photographe de France-Soir, fidèle depuis 1974.

#### Léo colère

Les propos de M. Barre tenus, lundi dernier, devant ses amis de soutien sont restés en travers de la gorge de M. François Léotard. Interrogé, le jeudi 28 avril, sur France-Inter, le secrétaire général du PR, mis en cause en raison des résultats obtenus par le Front national dans le Var et dans sa ville de Fréjus a eu du mal à contenir sa colère : « Moi, a-t-il relevé, quand j'étais candidat dans le Var, j'ai fait trente points de plus que M. Barre. Les leçons, on y viendra, mais après le 8 mai, quand on a perdu, n'est-ce pas encore, quand on a subi un échec, et dimanche ce fut un échec pour l'UDF, il faut essayer d'éviter toute gloire et toute auto-satisfaction et ne pas essayer de faire porter sur l'autre les responsabilités de cet échec ».

● RECTIFICATIF. — Des erreurs s'étant glissées dans la publication des résultats du premier tour de l'élection présidentielle dans le département du Haut-Rhin, voici les résultats officiels : 438 205, vot. 358 361, suff. expr. 350 803. MM. Barre, 63 421 voix ; Juquin, 26 377 ; Le Pen, 76 158 ; Chirac, 69 880 ; Mitterrand, 103 851 ; Bousquet, 887 ; Waechter, 32 610 ; Lagulier, 6 032 ; Lajoie, 5 327.

Par ailleurs, une coquille typographique a déformé le sens de la dernière phrase de l'article consacré, dans nos éditions du 28 avril, au comité de soutien à M. François Mitterrand. Il fallait lire : « Mon tout est une photo de campagne ».



L'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8<sup>e</sup>  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8<sup>e</sup>  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>  
• 13, rue de la République, 69001 Lyon  
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

#### La déclaration de l'ancien président

##### « Votez pour lui ! »

De son bureau parisien de la rue François-I<sup>er</sup>, M. Valéry Giscard d'Estaing a fait, le mercredi 27 avril, devant micros et caméras la déclaration suivante : « Je voudrais vous parler de l'élection présidentielle ».

« Avant l'ouverture de la campagne, j'avais dit à la télévision que le président élu, quel qu'il soit, aurait à assumer deux tâches essentielles :

— Faire travailler ensemble les deux moitiés de la France ;  
— Faire de notre pays la force motrice de l'Europe dans les quatre ans qui viennent ».

« A la lumière de vos réactions pendant cette campagne, j'ajouterais un troisième point :

— Faire que la France n'abandonne pas ses blessés ! Lorsque la France gagne, il ne faut pas que l'Union européenne, d'abord, par l'abandon. Selon lui, les électeurs communistes qui ont fait un autre choix, cette fois-ci, ont voté pour François Mitterrand. Sauf en nombre très limité [...], ils n'ont pas voté Juquin (1). Et c'est, également, en nombre infime qu'ils ont voté pour Le Pen ». Le dirigeant communiste souligne « l'ampleur de la mobilisation de la droite », et sa « radicalisation », ce qui confirme, pour lui, le « glissement à droite » de la société.

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

#### Les résultats officiels publiés par le Conseil constitutionnel

Inscrits	38 128 507		
Votants	31 027 972		
Abstentions	7 100 535 (18,62 %)		
Suffrages exprimés	30 406 038		
Blancs ou nuls	621 934 (2 % des votants)		
	Votes	% exprimés	% inscrits
M. Mitterrand	18 367 220	34,99	27,19
M. Chirac	6 963 514	19,94	15,90
M. Barre	5 031 849	16,54	13,19
M. Le Pen	4 375 894	14,39	11,47
M. Lajoie	2 055 995	6,76	5,39
M. Waechter	1 149 642	3,78	3,01
M. Juquin	639 064	2,10	1,67
M <sup>me</sup> Lagulier	694 917	1,99	1,58
M. Bousquet	116 823	0,38	0,30

#### Le rapport de M. Marchais au comité central

### Le PCF soutient M. Mitterrand sans s'engager à ses côtés

M. Georges Marchais a proposé, le mercredi 27 avril, aux membres du comité central réuni à huis clos, au siège du parti, à Paris, d'appeler à voter pour M. François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle, tout en soulignant que cela « n'implique aucun engagement de notre part au côté » du président-candidat.

Le rapport introductif du secrétaire général, qui est publié dans l'Humanité de jeudi, a été adopté à l'unanimité, à l'issue d'une discussion qui s'est achevée vers 23 heures et dont l'organe central du PCF annonce qu'il rendra compte jeudi.

La première partie du long rapport de M. Marchais porte sur l'appréciation des résultats du premier tour. Tout en soulignant que « la forte participation », le secrétaire général affirme que le résultat de M. Lajoie n'empêche, d'abord, par l'abandon. Selon lui, les électeurs communistes qui ont fait un autre choix, cette fois-ci, ont voté pour François Mitterrand. Sauf en nombre très limité [...], ils n'ont pas voté Juquin (1). Et c'est, également, en nombre infime qu'ils ont voté pour Le Pen ». Le dirigeant communiste souligne « l'ampleur de la mobilisation de la droite », et sa « radicalisation », ce qui confirme, pour lui, le « glissement à droite » de la société.

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« Si nous voulons gagner en 1992, nous ne pouvons pas nous payer le luxe de changer de politique tous les deux ans, et de voter tous les six mois ! »

« J'ai rencontré hier soir le premier ministre, il m'a apporté des réponses et des engagements clairs sur ces trois points ».

« Aussi, je soutiens celui qui est maintenant le candidat unique de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac, et je vous demande de voter pour lui ».

« en barrant la route du pouvoir à Chirac et à Le Pen ».

M. Marchais s'empresse d'ajouter que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

Fort de ce soutien obligé mais plus que réservé, M. Marchais indique que cette décision de soutien n'est pas prise « de gaieté de cœur » et que, en tout état de cause, elle « n'implique aucun engagement ».

derrière M. Mitterrand, qui ne peut, « en aucune façon », ranger les électeurs communistes dans « sa majorité présidentielle ». Selon lui, le dirigeant communiste, « la réélection de François Mitterrand, si elle constitue dans les circonstances présentes le seul moyen d'empêcher Chirac, Barre, Le Pen de s'emparer du pouvoir, n'apportera pas d'amélioration à la vie des gens et du pays. Au contraire ».

particulière qui doit être accordée à la préparation et au succès des manifestations décidées par la CGT dans tout le pays, dimanche prochain, 1<sup>er</sup> mai ».

Pour le reste, tirant un bilan de la campagne électorale de M. Lajoie, auquel le secrétaire général rend hommage, M. Marchais estime que le PCF a « tissé des liens d'une qualité nouvelle avec les gens » et qu'il en « sort renforcé ». Selon lui, la situation d'organisation du parti est nettement meilleure à cette période que ce qu'elle était à la même date les années précédentes.

En conclusion, le secrétaire général a proposé que « toutes les fédérations (prennent), la semaine prochaine, les initiatives qu'il leur est possible d'organiser : meetings départementaux ou locaux, rencontres dans les entreprises et les quartiers — pour exposer nos appréciations et nos choix politiques ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.

(1) Dans ce rapport, M. Marchais affirme que M. Juquin a bénéficié de la signature de « cent soixante-quinze maires et conseillers généraux socialistes ». Interrogé par Le Monde, le PS soutient, de son côté, que « moins de cinquante élus, membres du PS, ont apporté leur soutien à la candidature Juquin ».

O. B.



صكنا من الاصل



## Politique

Après les résultats

# Seules dix-huit circonscriptions sont à l'abri

Dissolution ou non dissolution de l'Assemblée nationale ? M. François Mitterrand, qui avait usé de cette prérogative présidentielle dès son entrée en fonctions le 22 mai 1981, fait aujourd'hui dépendre sa décision de l'attitude qu'adopteront les députés eux-mêmes face à la politique définie par le premier ministre qu'il aura nommé. M. Jacques Chirac est plus catégorique : la législature élue le 16 mars 1986 doit aller à son terme normal de 1991.

Les circonstances pourraient imposer à l'été du 8 mai de chercher à se doter d'une majorité nouvelle (dans le cas de M. Mitterrand) ou plus forte (dans celui de M. Chirac). Mais un tel choix implique aussi une analyse fine des résultats du 24 avril. Nous les

avons transférés dans le cadre des circonscriptions législatives (issues du découpage prévu par la loi du 24 novembre 1986 rendue nécessaire par le rétablissement du scrutin majoritaire uninominal), et nous publions ci-dessous un tableau des rapports de force entre la gauche et la droite dans chacune d'entre elles. Le vote des écologistes étant réparti se faire au tour décisif en faveur de la gauche, nous avons inclus dans une colonne distincte le total gauche (M. Mitterrand, M. Lajoinie, M. Juquin, M<sup>me</sup> Laguille, M. Roussel) et le score de M. Waechter. A côté du total obtenu par MM. Chirac et Barre figure le pourcentage de suffrages exprimés en faveur de M. Le Pen.

Seules sont comptabilisées ici les circonscriptions métropolitaines.

Toutefois, en raison de difficultés techniques, les statistiques globales ne tiennent pas compte de dix d'entre elles (quatre circonscriptions de l'Alsace et les six des Pyrénées-Atlantiques dont nous avons eu trop tardivement les résultats).

Sur un total de 545 circonscriptions, la gauche seule est majoritaire dans 135 des circonscriptions ainsi retenues. Dans 292 autres, elle obtient entre 40 % et 50 % ; dans 118, entre 30 % et 40 % ; dans 8, entre 20 % et 30 % et dans 2 moins de 20 %.

Le « plus » apporté par l'électorat écologiste donne à la gauche des scores supérieurs à 60 % dans 33 circonscriptions, et compris entre 50 % et 60 % dans 198. Dans 264, l'ensemble gauche + écologistes se situe entre 40 % et 50 %.

Département	Circonscriptions	Total gauche	Total gauche + M. Waechter	Total droite	M. Le Pen
Ain	1	41,15	45,42	41,10	13,46
	2	39,98	43,78	36,86	19,42
	3	38,51	43,08	43,12	13,79
	4	38,53	42,19	40,34	17,45
Alpe	1	51,92	55,81	32,15	12,03
	2	53,46	56,54	30,77	12,67
	3	51,92	55,81	32,15	12,03
	4	55,24	58,24	28,24	13,51
	5	49,42	52,92	32,37	14,69
Alv	1	52,02	54,82	35,76	9,41
	2	57,02	60,12	30,88	8,98
	3	54,92	57,97	33,22	8,79
	4	44,85	47,85	38,53	13,61
Alpes-de-Hautes-Provence	1	45,82	50,44	33,25	16,29
	2	43,68	48,11	34,77	17,11
Hautes-Alpes	1	42,13	47,11	39,83	13,05
	2	38,58	44,36	41,11	14,52
Alpes-Maritimes	1	37,15	40,09	34,92	24,98
	2	30,40	33,01	41,93	25,04
	3	34,85	37,70	35,59	26,69
	4	33,27	36,40	41,57	22,22
	5	40,61	43,67	32,88	23,49
	6	32,18	35,58	40,03	24,37
	7	30,35	33,70	41,52	24,77
	8	28,97	31,27	44,51	25,20
	9	32,43	35,87	41,94	22,18
Arèche	1	47,84	50,90	36,09	12,99
	2	41,27	45,47	42,27	12,25
	3	43,93	48,28	38,15	13,55
Ardennes	1	48,23	52,12	33,46	14,40
	2	53,39	56,56	36,37	14,88
	3	47,87	51,46	34,49	14,03
Artois	1	59,16	63	26,92	10,07
	2	56,09	59,30	30,19	10,58
Aube	1	42,36	46,06	39,79	14,13
	2	43,52	46,80	39,84	14,15
	3	45,38	48,73	36,37	14,88
Aude	1	55,49	58,92	28,25	12,81
	2	55,70	58,52	25,14	16,32
	3	53,97	57,25	31,51	11,22
Aveyron	1	36,73	40,00	49,69	9,50
	2	50,25	53,96	39,10	6,92
	3	41,13	45,18	44,50	10,30
Bouches-du-Rhône	1	37,59	40,06	33	26,93
	2	31,84	34,45	41,29	24,24
	3	39,03	41,21	28,92	29,85
	4	52,97	54,73	15,51	29,75
	5	59,93	62,50	30,24	27,24
	6	39,57	42,85	30,10	27,83
	7	47,70	49,82	17,59	32,58
	8	44,88	47,39	23,42	29,17
	9	40,03	42,98	36,64	26,37
	10	43,85	46,96	26,90	26,12
	11	36,90	40,37	34,39	24,82
	12	43,12	46,02	25,24	28,73
	13	51,19	54,63	22,85	22,51
	14	36,99	41,06	35,74	23,19
	15	39,52	43	37,74	25,24
	16	48,25	51,16	26,57	22,36
Calvados	1	45,11	49,71	39,86	10,42
	2	56,76	61,30	29	9,69
	3	48,05	51,64	37,04	11,31
	4	42,11	45,99	41,49	12,50
	5	44,86	48,79	39,53	12,67
	6	45,14	49,31	40,20	10,47
Central	1	45,68	48,42	44,36	7,21
	2	37,27	39,42	53,58	6,98
Charente	1	50,77	53,56	36,79	9,63
	2	49,92	53,05	38,03	8,90
	3	52,24	56,31	33,43	8,24
	4	54,39	57,70	33,50	8,78
Charente-Maritime	1	47,23	51,21	36,90	11,88
	2	47,75	51,54	37,08	11,36
	3	50,84	54,00	36,06	9,13
	4	47,34	50,43	38,95	10,61
	5	41,60	45,06	42,08	12,84
Cher	1	45,74	49,01	38,70	12,28
	2	54,33	57,60	30,58	11,80
	3	49,98	53,17	34,06	10,75
Corrèze	1	51,31	53,75	41,45	4,79
	2	46,87	49,44	42,02	8,53
	3	44,15	46,36	49,17	4,45
Corse-du-Sud	1	37,77	40,28	44,43	15,27
	2	36,10	38,36	47,21	14,41
Haute-Corse	1	43,83	46,42	39,56	14,01
	2	42,34	45	44,24	10,74
Côte-d'Or	1	38,70	43,22	43,35	13,41
	2	42,65	46,61	38,53	14,84
	3	49,19	53,43	31,56	14,59
	4	45,36	49,12	37,20	14,12
	5	43,81	47,77	38,61	13,61
Côte-du-Nord	1	51,36	56,03	35,09	8,06
	2	49,34	52,99	38,25	8,74
	3	50,22	53,97	39,42	6,60
	4	57,89	61,74	31,38	6,87
	5	48,88	53,53	36,46	9,99
	6	54,37	58,78	35,28	7,92
	7	49,90	54,44	40,89	7,65
Dordogne	1	51,40	54,68	34,01	9,29
	2	48,75	52,34	35,82	12,62
	3	52,69	56,47	36,38	8,14
	4	51,55	54,77	36	9,21
	5	43,84	49,26	34,08	16,55
Doubs	1	42,94	47,17	37,77	15,84
	2	46,08	50,75	36,33	12,91
	3	51,55	56,25	29,64	14,10
	4	34,64	39,14	47,21	13,64
Drôme	1	41,67	45,99	36,49	17,60
	2	44,57	48,37	33,79	16,15
	3	44,16	49,92	35,54	13,49
	4	42,50	46,78	35,92	11,19
	5	43,32	46,77	37,07	14,42
Eure	1	45,84	49,32	37,18	14,80
	2	47,32	50,74	38,06	14,12
	3	49,87	53,50	32,06	20,77
	4	46,26	49,51	35,68	14,88
Eure-et-Loir	1	43,47	47,41	38,45	13,27
	2	41,29	44,59	34,62	10,41
	3	46,60	49,90	36,01	10,85
	4	45,71	48,08	38,04	11,11
Finistère	1	47,47	52,34	37,23	7,58
	2	45,65	49,84	39,30	9,79
	3	41,72	45,97	42,91	10,15
	4	47,50	52,29	40,12	9,76
	5	37,72	41,81	48,39	9,76
	6	46,85	49,82	40,02	21,88
	7	46,82	50,21	40,01	25,44
	8	50,82	55,38	34,84	20,19

Département	Circonscriptions	Total gauche	Total gauche + M. Waechter	Total droite	M. Le Pen
Gard	1	42,01	44,95	33,06	17,90
	2	43,75	46,54	27,80	16,34
	3	44,68	48,18	31,61	14,46
	4	50,66	53,87	28,22	13,92
	5	50,03	54,06	29,09	12,01
Haute-Garonne	1	45,14	48,78	36,75	14,46
	2	48,74	52,45	33,64	13,90
	3	48,88	53,49	34,47	12,82
	4	48,70	52,27	33,24	14,48
	5	54,59	58,02	28,47	13,49
	6	52,10	56,11	29	14,87
	7	55,29	58,94	28,52	12,52
	8	58	58,86	31,75	10,18
	9	51,72	55,70	34,45	13,19
Gers	1	49,78	53,34	25,06	10,91
	2	41,44	44,55	42,70	13,43
Gironde	1	39,26	42,80	44	13,17
	2	36,87	40,07	31,01	12,23
	3	40,02	43,82	34,53	11,88
	4	59,53	62,04	23,57	13,31
	5	49,22	52,75	35	11,64
	6	50,01	54	34,40	11,38
	7	45,00	47,53	39,15	11,78
	8	52,82	55,69	32,63	22,65
	9	49,48	52,29	36,31	20,96
	10	53,16	55,53	32,68	21,64
	11	39,45	43,30	34,04	17,54
Hérault	1	41,81	45,98	33,04	15,18
	2	41,42	44,92	33,43	21,35
	3	47,75	51,53	36,90	21,76
	4	53,51	56,99	28,21	9,03
	5	45,92	49,44	32,99	17,83
	6	46,74	49,57	28,66	14,52
Ile-et-Vilaine	1	53,87	59,37	31,58	17,28
	2	47,53	52,51	39,14	8,34
	3	47,34	52,13	39,51	8,35
	4	46,91	51,02	39,81	9,16
	5	38,35	43,31	49,07	9,85
	6	43,54	47,21	45,64	7,14
	7	44	47,59	41,70	10,70
	8	50,35	53,71	33,08	13,19
	9	39,24	43,46	45,55	10,96
Indre	1	58,83	62,30	35,97	10,73
	2	42,90	46,49	40,62	12,88
	3	46,86	49,70	37,50	12,78
	4	51,03	54,43	34,47	11,08
	5	48,12	51,46	36,02	12,51
	6	46,41	49,97	37,79	12,23
	7	38,71	43,57	43,63	12,39
Indre-et-Loire	1	54,79	59,36	25,19	15,44
	2	52,24	57,18	28,36	14,44
	3	46,97	51,46	33,78	14,54
	4	46,18	51,30	33,77	14,92
	5	39,24	43,46	33,92	19,40
	6	42,62	47,87	34,99	17,93
	7	46,46	50,11	32,06	17,81
	8	43,12	48,23	34,82	16,93
	9	43,74	48,89	37,65	13,45
	10	39,68	45,79	37,28	16,81
	11	37,33	41,38	33,92	17,71
Landes	1	49,93	52,41	37,26	10,31
	2	52,04	54,51	35,97	9,51
	3	56,13	58,17	34,71	7,11
Loir-et-Cher	1	46,80	50,26	37,85	12,58
	2	47,84	50,45	37,87	13,27
	3	45,59	48,76	38,73	12,50
Loire	1	43,29	47,11	33,25	19,62
	2	40,60	44,89	36,33	18,76
	3	41,48	45,74	34,53	19,72
	4	46,60	49,46	31,85	16,07
	5	46,28	50,05	36,95	12,99
	6	40,15	44,21	42,73	13,05
	7	38,79	42,88	40,11	17
Haute-Loire	1	37,57	41,52	42,37	16,37
	2	44,60	48,44	42,67	15,07
Loire-Atlantique	1	44,76	49,03	40,33	10



# Politique

du premier tour

## de la pression du Front national

La droite sans l'extrême droite ne franchit la barre des 50 % que dans 18 circonscriptions. MM. Chirac et Barre recueillent entre 40 % et 50 % dans 118 autres, entre 30 % et 40 % dans 317 et entre 20 % et 30 % dans 88.

M. Le Pen obtient son meilleur score dans la 7<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, qui est la seule où il dépasse 30 %. Dans 81 circonscriptions, le président du Front national obtient entre 20 % et 30 %, dans 374 entre 10 % et 20 % et dans 89, moins de 10 %.

M. Chirac est le seul des candidats en lice le 24 avril à avoir recueilli à lui seul la majorité absolue dans une circonscription (il s'agit de la 15<sup>e</sup> de Paris, partie nord du seizième arrondissement).

La hiérarchie des meilleurs scores obtenus par le candidat-premier ministre place en tête ses fidèles parisiens et corréziens.

Pour M. Barre, les circonscriptions les plus favorables se trouvent être la 4<sup>e</sup> Vendée (que convoite M. Philippe de Villiers, l'un de ses proches lieutenants), puis plusieurs du Rhône. M. Mitterrand réalise ses meilleurs performances dans la Nièvre (notamment dans la 3<sup>e</sup>, qu'il a longtemps représentée au Palais-Bourbon), et dans la 4<sup>e</sup> de Seine-Maritime « propriété » de M. Laurent Fabius.

Un palmarès de nature à contredire le proverbe selon lequel nul ne serait prophète en son pays.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Département	Circonscription	Total gauche	Total M. Wacziarg	Total droite	M. Le Pen
<b>Alsace</b>					
Bas-Rhin	1	38,40	43,83	39,35	14,81
	2	40,40	45,18	40,68	14,13
	3	43,38	48,24	37,25	14,48
Haut-Rhin	1	34,85	40,81	46,45	13,53
	2	34,21	39,58	46,06	14,35
	3	31,53	36,24	44,53	19,21
Moselle	1	34,35	39,73	45,14	15,12
	2	33,84	39,26	45,25	15,48
	3	42,77	47,85	41,94	11,98
Paris	1	47,77	46,34	58,53	9,12
	2	35,94	40,34	58,53	9,12
	3	25,77	28,71	68,48	10,68
Seine-Saint-Denis	1	43,28	42,12	52,75	13,45
	2	48,91	52,93	51,48	15,57
	3	44,94	49,85	56,23	14,70
Seine-et-Marne	1	40,82	44,85	52,43	13,21
	2	45,53	52,52	55,16	12,31
	3	43,79	47,79	51,87	11,12
Yvelines	1	42,75	46,94	48,61	12,44
	2	31,70	35,12	53,57	11,56
	3	34,74	38,52	53,57	11,56
Ardennes	1	18,64	20,67	68,01	11,39
	2	16,14	16,92	71,97	11,69
	3	22,51	25,18	62,51	12,57
Aisne	1	41,11	44,85	57,89	17,11
	2	49,28	45,45	57,89	17,11
	3	41,11	45,45	57,89	17,11
Somme	1	49,28	52,66	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Eure	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Seine-et-Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Val-de-Marne	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Val-d'Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Nord	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Pas-de-Calais	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Flandres	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Wallonie	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Luxembourg	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11

Département	Circonscription	Total gauche	Total M. Wacziarg	Total droite	M. Le Pen
<b>Alsace</b>					
Bas-Rhin	1	38,40	43,83	39,35	14,81
	2	40,40	45,18	40,68	14,13
	3	43,38	48,24	37,25	14,48
Haut-Rhin	1	34,85	40,81	46,45	13,53
	2	34,21	39,58	46,06	14,35
	3	31,53	36,24	44,53	19,21
Moselle	1	34,35	39,73	45,14	15,12
	2	33,84	39,26	45,25	15,48
	3	42,77	47,85	41,94	11,98
Paris	1	47,77	46,34	58,53	9,12
	2	35,94	40,34	58,53	9,12
	3	25,77	28,71	68,48	10,68
Seine-Saint-Denis	1	43,28	42,12	52,75	13,45
	2	48,91	52,93	51,48	15,57
	3	44,94	49,85	56,23	14,70
Seine-et-Marne	1	40,82	44,85	52,43	13,21
	2	45,53	52,52	55,16	12,31
	3	43,79	47,79	51,87	11,12
Yvelines	1	42,75	46,94	48,61	12,44
	2	31,70	35,12	53,57	11,56
	3	34,74	38,52	53,57	11,56
Ardennes	1	18,64	20,67	68,01	11,39
	2	16,14	16,92	71,97	11,69
	3	22,51	25,18	62,51	12,57
Aisne	1	41,11	44,85	57,89	17,11
	2	49,28	45,45	57,89	17,11
	3	41,11	45,45	57,89	17,11
Somme	1	49,28	52,66	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Eure	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Seine-et-Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Val-de-Marne	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Val-d'Oise	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Nord	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Pas-de-Calais	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Flandres	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Wallonie	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11
Luxembourg	1	45,97	49,97	57,89	17,11
	2	45,97	49,97	57,89	17,11
	3	45,97	49,97	57,89	17,11

## Le Monde CAMPUS JEUNES DIPLOMÉS L'IMPACT DES ACTIVITÉS ASSOCIATIVES SUR L'INSERTION PROFESSIONNELLE

« Le Monde Campus » publie dans « Le Monde » du mardi 3 mai, une numéro spécial de 80 pages couleurs, avec une enquête sur ce thème réalisée par les junior-entreprises. Cette enquête sera présentée et commentée au cours d'un débat.

**LUNDI 2 MAI à 17 HEURES**  
UNIVERSITÉ DE PARIS-DAUPHINE  
(place Maréchal de Lattre-de-Tassigny)  
- AMPHITHÉÂTRE 8 - 2<sup>e</sup> étage -

- avec la participation :
- Alain LE CORRE, directeur général de la chambre syndicale des banques populaires ;
  - Brigitte BERLIOZ-HOUIN, administrateur provisoire de l'Université de Paris-Dauphine ;
  - Jean CATY, directeur de la communication de HEWLETT PACKARD FRANCE ;
  - Joël COTTON, ICG Service ;
  - Antoine ERNOULT, président de la confédération nationale des junior-entreprises ;
  - Annick GAIME, directeur des ressources humaines de CONTINENT ;
  - Claude MAURY, secrétaire général du comité d'études sur les formations d'ingénieurs ;
  - Jean-Paul VERMES, président directeur général de GOGEPAN, président de la chambre syndicale des conseils en recrutement.
- DÉBAT ANIMÉ PAR FRÉDÉRIC GAUSSEN**  
- Entrée libre -

## Lancia Delta. L'émotion de piloter.

Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87, et cela pour la 6<sup>e</sup> fois. Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale, a dès sa première sortie remporté le Rallye du Portugal. En gagnant le Safari Rally, épreuve réputée impitoyable, Lancia fait la démonstration de son incontestable supériorité technologique qui a mené la fabuleuse Delta HF Intégrale 4 roues motrices à la victoire, et qui se retrouve sur les 6 versions de la Delta.

En plus de l'étonnante nouvelle Delta HF Intégrale

à 4 roues motrices, vous avez le choix entre la très tonique Delta 1300 à allumage électronique, la passionnante 1600 GT i.e. à injection et double ACT, la stupéfiante Delta HF Turbo (140 ch, 203 km/h sur circuit, 7,8-10,2-10,8 normes UTAC) ou même la très performante Delta Turbo Diesel qui vous surprendra par son silence.

Après tout, il n'y a aucune raison de vous priver de l'émotion de conduire la Delta sous prétexte que vous n'êtes pas pilote de rallye.



## LANCIA DELTA. CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 87

75 PARIS 13, Garage de la ROQUETTE, 43 79 88 16 75 PARIS 13, P.L.V., 45 84 15 33 75 PARIS 14, CHATELAIN BRUNEAU, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage d'INTERIEUR, 45 38 19 21 75 PARIS 16, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 17, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 18, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 19, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 20, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 21, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 22, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 23, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 24, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 25, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 26, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 27, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 28, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 29, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 30, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 31, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 32, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 33, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 34, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 35, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 36, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 37, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 38, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 39, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 40, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 41, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 42, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 43, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 44, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 45, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 46, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 47, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 48, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 49, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 50, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 51, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 52, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 53, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 54, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 55, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 56, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 57, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 58, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 59, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 60, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 61, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 62, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 63, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 64, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 65, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 66, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 67, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 68, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 69, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 70, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 71, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 72, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 73, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 74, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 75, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 76, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 77, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 78, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 79, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 80, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 81, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 82, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 83, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 84, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 85, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 86, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 87, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 88, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 89, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 90, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 91, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 92, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 93, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 94, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 95, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 96, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 97, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 98, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 99, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 100, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 101, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 102, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 103, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 104, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 105, Garage de la ROQUETTE, 45 38 19 21 75 PARIS 106, Garage



50 من الاصل

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE**  
Audience publique du Tribunal correctionnel de NANTERRE, 15<sup>e</sup> chambre en date du 27 juin 1986.  
A la requête de M. le Procureur de la République, CROTTI Paul, né le 8 avril 1928 à MUNSTER (68), demeurant 91, quai Dervaux à ASNIÈRES (92), a été condamné à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures comptables. Le Tribunal a ordonné la publication du présent jugement par extrait au Journal officiel de la République française, et dans le Monde, en application de l'art. 1741 du code général des impôts. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. — LE GREFFIER.

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE**  
Audience publique du Tribunal correctionnel de NANTERRE, 15<sup>e</sup> chambre en date du 9 mai 1986.  
A la requête de Monsieur le procureur de la République, VERDIER Philippe, Jean, Jacques, né le 21 mars 1935 à SAINT-LAURENT-EN-CAUX (76), demeurant 37, rue des Longs-Prés à BOULOGNE (92), a été condamné à la peine de 6 mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude en vue de se soustraire à l'établissement ou au paiement d'un livre comptable d'écriture inexacte ou fictive.  
Le Tribunal a ordonné la publication du présent jugement par extrait dans le Journal officiel de la République française, et le Monde.  
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition. — P/LE GREFFIER.

**EXTRAITS D'UN ARRÊT RENDU LE 28 SEPTEMBRE 1987 PAR LA 4<sup>e</sup> CHAMBRE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**  
Entre : la société KINDEY BLOQUET, dont le siège est à Malzeville (54220), et l'avocat, M. Casanova ; et : la société LAURENT D'AGES, dont le siège est à Paris (10<sup>e</sup>), 17, rue de Paradis.  
La COUR : dit que cette marque KINDEY'S (déposée le 26 septembre 1980 par la société LAURENT D'AGES) représentant dans le premier K un garçon mains au sol et dans le deuxième K une fille mains en l'air, constitue l'imitation illicite de la marque KINDEY dont est titulaire la société KINDEY BLOQUET.  
Condamne la société LAURENT D'AGES à payer à la société KINDEY BLOQUET la somme de 30 000 F à titre de dommages-intérêts, la somme de 5 000 F en application de l'article 700 du nouveau code de procédure civile, et les dépens d'appel.  
Pour extraits conformes, MOREAU, avocat à la Cour.



Politique

Le débat télévisé du second tour

Une joute bien française

BIBLIOGRAPHIE

« Duel », de Christine Ockrent

La foi en la télévision

N'avait-on pas dit à l'époque que sa barbe, mal cachée par du maquillage, lui avait coûté l'élection ? Ford et Carter, puis ce dernier et Reagan, ont ensuite remisé avec ce rituel qui s'apparente plus à la conférence de presse qu'à la joute télévisuelle.

En 1984, la nouveauté fut le duel des vice-présidents putatifs, Geraldine Ferraro et George Bush. Retransmises par les chaînes qui le souhaitent, plusieurs jours ou semaines avant l'élection, ces émissions ont amplement le temps d'être exploitées par la presse, appuyée par les nombreux sondages qui désignent souvent a posteriori le « vainqueur ».

Le débat télévisé entre les deux candidats du second tour de l'élection présidentielle est déjà devenu une tradition, bien qu'il n'en soit qu'à sa troisième édition seulement. Tradition toute française, à cause, notamment, du suffrage à deux tours.

Même aux Etats-Unis, où les finalistes sont connus longtemps avant l'élection, la forme des débats est différente. Les règles du jeu sont établies par l'invitant, en général une organisation extérieure aux chaînes de télévision, comme la Ligue des écrivains pour les derniers grands débats. Debout derrière un pupitre, les candidats répondent à un échantillon de journalistes plus qu'ils ne débattent entre eux, même s'ils exercent parfois leur droit de réponse.

Inaugurée par Kennedy et Nixon en 1960 lors d'une soirée mémorable, la formule a été soigneusement évitée ensuite par le même Nixon.

Margaret Thatcher s'étant toujours refusée à une confrontation directe, pour ne pas valoriser ses opposants, les Britanniques sont donc privés de joutes télévisuelles. A défaut, ils peuvent suivre les interviews organisées par les chaînes

après de multiples tractations sur les dates, l'éclairage ou l'horaire.

L'Italie, malgré la profusion de ses chaînes, n'a jamais organisé de face-à-face électoral. L'élection du président se déroule dans le halo des négociations entre partis, les législatives ne donnent lieu qu'à des tribunes politiques des leaders. La diversité est plutôt du côté des journalistes questionneurs, nombreux pour pouvoir doser leur « couleur ».

Le tout ne passionne guère les Italiens, à l'exception parfois des troupes du Parti radical.

L'Espagne, qui s'essaye à la démocratie télévisuelle, ne connaît pas non plus de débat contradictoire. Mais les chefs de partis avaient droit, lors des dernières élections, à des « entrevues » successives, et leurs représentants ont participé à quatre tables rondes à thèmes (bien-être, économie, libertés, réforme de l'Etat) face à un animateur du petit écran.

Quant à la République fédérale d'Allemagne, elle sacrifie avant chaque élection nationale au rituel de la « ronde des éléphants ». Le jeudi précédant le scrutin, les cinq chefs de partis s'assoient sur une chaise (en 1987, les Verts ont été invités), sans table, pour répondre aux questions d'un journaliste de la chaîne invitant (alternativement l'ARD ou la ZDF). En un peu plus d'une heure, se coupant très peu la parole, les orateurs mettent ainsi quasiment fin à la campagne. Les observateurs s'accordent pour penser que cette émission, pourtant très regardée, n'est ni le point culminant de la campagne ni d'une grande influence sur le vote.

M. C. I.

Quelle foi en la télévision ! Et quelle confiance dans la télécratie ! Au tapis, les pourfendeurs de la politique-spectacle, les sceptiques de « L'heure de vérité », les rebelles de l'anesthésie cathodique, les aigris du petit écran ! En 172 pages écrites d'un ton alerte, sur un mode tout à la fois enthousiaste et lyrique, Christine Ockrent leur lance un avertissement à la fois clair et simple : « La TV en démocratie accroit globalement le niveau des connaissances et leur rapidité. Elle nourrit l'esprit critique, sinon le scepticisme qui est le garde-fou de tout système de pouvoir. Elle engendre, chez ceux qui le font, une responsabilité épique à dire et répéter les faits... La TV restitue à la politique son humanité. En la mettant en scène, elle la désacralise, comme elle en dépouille les gardiens du temple ».

Le plaidoyer est passionné, et l'avocate habile. Christine Ockrent n'a pas vécu pour rien quinze ans au sein des chaînes publiques, et son œil averti ne recuse a priori aucune des critiques — pensées et présentées — adressées à la télévision, qu'elles proviennent des politiques (Rocard) ou des intellectuels (Glucksmann ou Finkielkraut).

Mais le propos est clair. Fascinée par le média, la journaliste affirme : « Le discours intellectuel, après le discours politique, ne peut plus recuser la télévision : il doit l'appréhender dans son appréhension du réel. » Et de se lancer dans l'analyse du débat entre les deux candidats à

l'élection présidentielle, un « duel » qui représente à ses yeux l'« apogée du processus démocratique à l'âge de la démocratie ».

Plus encore que le bulletin dans l'urne, écrit-elle, c'est le moment à la fois collectif et intime où se fige la représentation du choix. Et la journaliste s'empare. Le duel devient « combat des chefs », « dernière sur-vieillesse française des temps de chevalerie » : il « renouvelle la joute médiévale du tournoi » et devient ce « moment privilégié où la politique malgré son poids de rhétorique, est mise à nue et retrouve sa dimension fondamentale : la subjectivité ».

A preuve : les deux précédents débats télévisés qui, en 1974 et en 1981, ont opposé Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand... Minutieusement, Christine Ockrent les décortique, analyse, dissèque et compare.

Le style a évolué, les thèmes ont changé, les candidats aussi. Le débat de 1974 s'articule autour du « changement » ; celui de 1981 autour de la crise et des problèmes sociaux. En sept ans, le pouvoir a vieilli Giscard, lequel doit surtout justifier son action. Mitterrand, lui, qui « a appris la TV comme autrefois le latin », montre une plénitude nouvelle.

ANNICK COJEAN.

« Duel », de Christine Ockrent, Hachette, 172 p., 63 francs.

**DISSOLUTION ?**  
... c'est page 154 du  
**Dictionnaire de la CONSTITUTION**  
CUJAS 640 p. 98 F.

**ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS**  
**LE MONDE ET SES PUBLICATIONS**  
Gérez vos abonnements sur minitel  
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7  
**ABONNEMENTS**  
**36.15 LEMONDE**

**2 HEURES POUR SEDUIRE**  
QUAND IL FAUT ÊTRE LE PLUS RAPIDE ET LE PLUS Vendeur  
**DE 50 A 2000 COPIES COULEUR RECTO-VERSO EN 2 HEURES**  
**RAPIDOCOLOR**  
CAP 18 / RUE DE L'EVANGILE - BAT. 56 - VOIE C / 75018 PARIS / TEL. 40.38.15.00

"Pour mes transmissions de données..."

Un réseau d'experts

FRANCE TELECOM  
AU SICOB  
147 4 ALLÉE J. H. SAND 4002  
MARSEILLE 13<sup>e</sup> SECTEUR 13000000  
DU 15 AU 30 AVRIL 1988

... je consulte FRANCE TELECOM."



# Politique

## La progression du Front national

Le score du Front national au premier tour de l'élection présidentielle continue de susciter des réactions. L'Union des étudiants juifs de France (UEJF) a appelé, le mercredi 27 avril, à Paris, les candidats à l'élection présidentielle « à ne pas contracter aucun accord avec le FN, à ne tolérer aucun compromis, ni compromission avec Jean-Marie Le Pen ».

La percée du FN suscite également des craintes dans les communautés protestantes et musulmanes de France. « Ces résultats révèlent

que beaucoup de gens ont été trompés par ceux qui simplifient les problèmes, qui exploitent la peur », a affirmé à l'AFP M. Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France. Pour sa part, Chaïm Abbas, recteur de la grande mosquée de Paris, a affirmé que les musulmans, « les premiers confrontés au racisme avant toute autre communauté », maintiennent « toutes leurs forces et leurs moyens pour combattre les extrémismes quels qu'ils soient, politiques, religieux ou raciaux ».

M. Jean-Marie Le Pen avait décidé, quant à lui, mercredi, de s'offrir sa victoire en faisant une escapade à Marseille pour remercier les 102 451 Marseillais (28,34 % des suffrages exprimés) qui l'ont placé en tête de tous les candidats lors du premier tour de scrutin de l'élection présidentielle. Cette visite privée, mais nullement confidentielle, a pris la forme d'un déjeuner avec les quatre députés FN du département et leurs épouses dans un restaurant flottant du Vieux Port faisant face à la mairie de Marseille.

En un lieu aussi manifestement symbolique, il était aisé de suivre le regard du président du Front national. Les prochaines municipales à Marseille ? - Marseille sera lepniste en 1989 », a-t-il affirmé, tout en estimant « prématurée l'annonce de sa candidature », pour « ne pas froisser la délicatesse après sa déclaration d'amour ». « En matière de fiançailles, a-t-il ajouté, moi le même ton badin, on dit qu'on se fréquente... Considérons que nous sommes à ce stade... »

## La « gifle » de Beaucaire

BEAUCAIRE  
de notre correspondant régional

« Lundi matin, j'ai failli démissionner », M. Jean-Marie Le Pen, maire « libéral » de Beaucaire (Gard) a mal encaissé, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, le score réalisé dans sa commune par Jean-Marie Le Pen. Un peu plus de 30 %, soit une progression de quatre points par rapport au résultat obtenu par la liste du Front national aux élections législatives de 1986, « sans qu'ils bougent, sans qu'ils aient, sans campagne », A. Saint-Gilles, la commune voisine, le candidat de l'extrême droite a noté encore plus large : 37 %.

Installé depuis 1983 dans une maison qui avait été communiste pendant vingt-quatre ans, le maire de Beaucaire fait le constat suivant : « Mes prédécesseurs avaient laissé tomber le centre ancien. Résultat : entre 70 et 80, 2000 Beaucairais des classes moyennes sont partis vers la périphérie où les communes limitrophes et ont été remplacés par des immigrés à forte proportion maghrébine. Sur 13000 habitants, ceux-ci représentent aujourd'hui 25 % de la population et jusqu'à 40 % dans le centre. Si l'on ajoute à ce phénomène celui de l'insécurité (13 % d'augmentation de la petite délinquance entre 1986 et 1987) et le chômage (19 % des actifs), on a l'explication du vote Le Pen ».

Insistant sur la famille des remplacements, c'est-à-dire de la nature des pédagogues, depuis vingt ans, cet ancien responsable de l'association des chômeurs d'Emmatis s'est engagé dans la politique pour « élargir son champ d'action ». Une expérience qui n'a pas été à la hauteur de ses espérances. Assailli par les problèmes économiques et sociaux, une vitu-

ture qui bat de l'aile, une zone industrielle enclavée et invendable, un tourisme à l'arrêt, il a obtenu des crédits rochers, lancé un port fluvial sur le canal du Rhône à Sète, conçu, avec l'aide des programmes intégrés méditerranéens (PIM) l'aménagement d'une base nautique sur un bras dormant du Rhône.

Il a recruté aussi deux cents TUC en 1985 (seulement cent à Nîmes), qui ont été employés dans les services municipaux de six à dix-huit mois, créé un conseil communal de prévention de la délinquance, implanté une maison des jeunes (dont l'autogestion a échoué), lancé avec l'aide du fonds d'action sociale d'importantes actions de formation et d'animation destinées aux jeunes. Mais ces initiatives n'ont pas suffi pour régler des problèmes relevant d'abord de l'autorité de l'Etat. « J'ai eu beau frapper à toutes les portes à Beaucaire, j'ai dit que, si l'on ne faisait rien, le Front national monterait ici à 40 % et s'emparerait de la mairie et du canton, on m'a pris pour un alarmiste... »

« Si chacun prenait ses responsabilités... »

M. André incrimine donc les « gouvernants » qui ne vivent pas les réalités du terrain et auxquels, selon lui, les électeurs ont voulu donner une leçon. « Les Beaucairais qui ont voté Le Pen, je les connais, ce ne sont pas tous des racistes et des xénophobes. Ils ont voulu montrer aux responsables politiques qu'on les avait oubliés. Ils ont peur des vols, des bris de vitrines, des incendies, et peut-être de perdre d'anciennes valeurs. C'est un climat. On ne les raisonne plus. Ils n'ont d'oreille que pour Le Pen qu'ils considèrent comme un recours... »

Pour le maire de Beaucaire, il faudrait d'urgence « assurer la sécurité, faire éclater les ghettos d'immigrés », et, bien sûr, « car c'est la clé de tout, s'attaquer sérieusement au chômage ». Des trinités ? Sans doute. Mais M. André n'a pas d'autre vérité à proposer. Si un jour on « l'oblige à aller trop loin avec les immigrés », alors oui, il quittera la mairie. Mais il ne regrette pas d'avoir mis au tribunal brutal et qui ont été condamnés. Depuis, le calme est revenu dans les bals publics de la commune, et si chacun démissionne, le phénomène Le Pen disparaîtrait.

GUY PORTE.

LYON  
de notre bureau régional

La peur et la honte aujourd'hui. La peur quotidienne de la vitrine brisée ou de l'autoradio volé et celle, obédiente, qui retient de partir en vacances parce qu'on redoute de voir disparaître de son appartement le meuble bien amassé par la vie. La peur accumulée qui s'ajoute à la peur du dimanche, dans le secret de l'isolement, quand l'heure est venue d'envoyer précautionneusement de petits billets plus ou moins signés à la Marianne. Et aujourd'hui, la honte de figurer parmi les villes qui ont donné la préférence à M. Le Pen.

Le 24 avril, à La Ricamarie, gros village de la banlieue ouvrière de Saint-Etienne, géré depuis vingt ans par un maire communiste, M. Le Pen est arrivé en tête de tous les candidats à la présidence de la République, avec plus de 28 % des suffrages exprimés. Le « tremblement de terre » a frappé jusqu'au cœur des terrils et, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, la vieille cité minière paraît prendre peur de sa propre peur.

« Depuis dimanche, je n'en ai pas trouvé un seul qui ose me dire qu'il a voté Le Pen », affirme Fernand Montagnon, maire communiste de La Ricamarie depuis 1965. « Les gens sont devenus fous, estime le gardien du gymnase Gagarine. Je le reconnais, je suis un peu raciste, je n'aime pas quand mes fils ramènent à la maison des jeunes Algériens, mais j'ai la conscience tranquille : moi, je n'ai pas voté pour lui. » Il ne veut pas être exploité comme leurs pères, explique le fils de la gardienne. A force d'être rejetés, eux aussi deviennent racistes. « C'est sûr qu'ils pourraient être un peu plus polis avec les gens. Ils voudraient que ce soit le Français qui adopte leurs mœurs », cache un vieux monsieur. « Sans être raciste, on est forcé de le reconnaître, parce qu'on le voit », explique avec embarras l'animateur d'un club d'handicapés.

« Comme toutes les banlieues des grandes villes, on hérite des familles les plus pauvres et les plus fragiles », rappelle le maire de la commune. Dès qu'elles se sentent prodigées, elles choisissent de rester. Attirés par la mine, les Italiens, les Polonais, les Espagnols et les Algériens de la première heure se sont ainsi progressivement intégrés à « La Ric ». Mais la cellule familiale a éclaté, poursuit M. Monta-

gnon. Les parents ne travaillent plus, et ce sont les jeunes, plus insoumis, qui gèrent la frêle à la maison. Puis, lentement, l'ancien ouvrier de Manufrance, révoqué en 1952 et réintégré dix-sept ans plus tard à la faveur des événements de mai 1968, sort un vieux papier jauni de son portefeuille, un certificat de recensement qui date de l'Occupation : « Français non juif ». « Après cette guerre, on croyait que c'était fini du racisme, soupire-t-il. Mais, à chaque crise économique, on voit resurgir les mêmes problèmes... »

« Pas pire qu'ailleurs »

Rue de la Libération, l'arrière-commerçant de La Ricamarie, une vitrine expose pieusement le boulet, le coque, l'anthracite, l'extracite Sophia et la soignée de Blazy. En contrebas de la ville, avec sa tour devenue inutile et les oléoducs rouillés qui en descendent comme deux bras ballants, le puis Pigeot, fermé en 1984, rappelle bien sûr que la crise est passée par là. Sur près de 1000 habitants, « La Ric » compte cinq cents chômeurs et 15 % d'étrangers. Comme le dit un jeune « beur » : « Ce n'est pas pire qu'ailleurs ». Mais, à cause de quelques délinquants, cinq ou six, une dizaine peut-être, que tout le monde ici semble connaître, La Ricamarie fait une fixation sur la gendarmerie qu'on lui a retirée en 1972.

« Pourquoi qu'on Chambon [le chef-lieu de canton voisin] ils ont le commissariat et la gendarmerie et nous rien ? » insiste la gardienne du gymnase. Il y a bien deux gardiens et un poste de police ouvert comme le précise l'adjudant. « Tous les jours de 8 heures à 18 heures, sauf les samedis, dimanches et jours fériés », Mais, vérification faite, ce jour-là, il n'y a plus personne à 17 h 55. Aussi, à la fin du mois de mars, à l'initiative de la municipalité, une délégation est montée en car à Paris au ministère de l'Intérieur. « On a été bien servi, même par les commerçants », précise l'adjointe aux sports, Denise Médard. On a pris le risque de mener cette action en pleine campagne électorale et, du coup, peut-être qu'on a monté en épingle le phénomène de l'insécurité.

On ne peut rien reprocher au maire. Il a fait ce qu'il fallait, affirme une cliente du magasin Casino du quartier du Montcel, cambriolé le 21 février dernier.

## La peur rentrée de La Ricamarie

« C'était couvert d'inscriptions, les légendes étaient pittoresques, juste pour faire le mal, raconte la grand-mère. Cette fois, ils en ont arrêté un, le petit Sidi, mais il n'a pas voulu donner les autres... »

Avec ses petits immeubles en terrasse, le Montcel n'a en rien l'apparence des grands ensembles délabrés des banlieues ouvrières. Pas de graffiti, pas de boîtes aux lettres fracturées, mais des jardinières de tulipes sur les balcons et du linge qui sèche au vent dans des jardins pas même fermés par des clôtures. « On ne connaît ni racket, ni trafic de drogue, affirme un animateur, et le centre social n'a jamais été fracturé. Au Montcel, il y a simplement 35 % d'habitants originaires des pays du Maghreb, et c'est assez pour que les autres cherchent à déménager. En ce moment, c'est le Ramadan. Ils ne font rien de mal, mais ils discutent sous mes fenêtres jusqu'à trois heures du matin. Ils pourraient tout de même penser à ceux qui travaillent », se plaint une jeune femme de l'ilot des Toits noirs.

Si ça tourne mal

Dans le centre de La Ricamarie, tout paraît calme pourtant. Au milieu de l'après-midi, le patron d'un bar joue aux cartes avec son unique client, un travailleur immigré en congé pour quelques jours. Lui aussi espère qu'il y aura un jour un commissariat à « La Ric », parce qu'il n'a « pas envie de tringuer à cause de cinq ou six conards... »

Plus tard, un grand brun arrive en compagnie de deux petits blonds. « Ceux-là, ce ne sont pas les miens. Je ne peux pas les déclarer tous, lance-t-il en riant, sinon on va encore dire que les immigrés ne vivent que des allocations familiales... » L'insécurité passerait-elle par les sînes ?

« J'aimerais qu'on me dise une fois pour toutes ce qu'on attend de nous, rétorque un jeune formateur algérien. On parle français, on joue au tiercé comme les Français, qu'est-ce qu'ils veulent de plus ? A la fois qu'on travaille et qu'on ne leur prenne pas leur travail ! Moi, je suis bien placé pour savoir qu'il n'est pas facile de casser un jeune Maghrébin chez un patron... »

Sur la place principale du bourg, les affiches des neuf candidats du premier tour sont encore apposées sur les panneaux officiels, intactes. Sauf une, celle de Jean-Marie Le Pen. « Je ne pensais pas qu'il ferait autant », affirme Djamilia, une jeune Algérienne bien décidée désormais à se faire naturaliser. Jusqu'à présent, j'avais la flamme, à cause de toute la paperasse qu'on nous demande, mais du coup je n'ai pas pu voter. « C'est toujours la proportionnelle aux municipales ? demande une autre. Ça veut dire qu'il va y avoir l'un prochain des conseillers fascistes à La Ricamarie ? ». De toute façon, tranche Djamilia, si ça tourne mal, nous on peut toujours rentrer chez nous, en Algérie. Comme disent mes cousins, c'est plutôt les Français qui sont à plaindre... »

JEAN-LOUIS SAUX.



FRANÇOISE XENAKIS

La vie exemplaire de Rita Capuchon

Orpheline. Prostituée. Très belle. Hérite de milliards. S'en fiche. Prix Nobel. Cherche : un père, un fils, et une vengeance aux petits oignons

J. Clotès

## Morcellement syndical le 1<sup>er</sup> mai

## Seuls la CFDT, la FEN et les autonomes font l'unité face à la manifestation de M. Le Pen

Le 1<sup>er</sup> mai aura un caractère bien particulier cette année. Non, parce qu'il se situera entre les deux tours de l'élection présidentielle : cela s'était déjà produit en 1981. Non, parce qu'il serait unitaire : les regroupements ne seront que partiels et les syndicats manifesteront en ordre dispersé. Ce 1<sup>er</sup> mai sera original parce qu'il sera « célébré » à la fois par les syndicats — conformément à la tradition du mouvement ouvrier — et par le Front national de M. Jean-Marie Le Pen.

En confirmant, au soir de son succès du premier tour, que lors de sa manifestation parisienne de dimanche matin, le Front national célébrerait à la fois Jeanne d'Arc et... la fête du travail, le « grand perturbateur » est devenu aux yeux des syndicats le grand profaneur.

Les syndicats, mais aussi d'anciens résistants et des intellectuels, y ont vu un insupportable défi. Au demeurant, on peut se demander ce que le Front national va vraiment célébrer le 1<sup>er</sup> mai, puisqu'on voit mal dans ses orientations ce qui pourrait faire l'héritier de ceux qui manifestaient à Chicago le 1<sup>er</sup> mai 1886, puis à Paris, le 1<sup>er</sup> mai 1906, pour réclamer la journée de huit heures. Les positions de M. Le Pen sur le plan social sont aux antipodes des orientations du mouvement syndical.

Les syndicats se sont trouvés confrontés à un double défi : immédiat face au 1<sup>er</sup> mai et à moyen terme quant à la réflexion que doit leur inspirer la percée de M. Le Pen. Pressés de toutes parts de faire l'unité, ils n'y sont pas vraiment parvenus. Le mouvement syndical apparaît morcelé le 1<sup>er</sup> mai. Si, en 1983, la CGT, la CFDT et la FEN avaient, sans danger lepniste, manifesté à Paris au coudé à coudé, il n'en sera pas de même en 1988. La seule initiative unitaire est venue de la CFDT, de la fédération des fonctionnaires (FGEF) et du Syndicat national unifié des employés (SNUE), qui avec l'UNEF-ID, PSA (« Pour un socialisme autogestionnaire », proche de la CFDT) et la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) ont appelé à des manifestations communes à Paris et en province.

A Paris, le Collectif pour un 1<sup>er</sup> mai unitaire, qui regroupe des militants CFDT, FEN, FO et CGT sera présent aux deux manifestations : celle de la CFDT et de la FEN à 11 heures au métro Couronnes (pour un défilé jusqu'à la Nation après un « arrêt symbolique » au métro Charonne où en février 1962 neuf personnes avaient été tuées lors d'une manifestation contre l'OAS), et celle de la CGT à 15 heures de la République à l'Opéra. La CGT, qui annonce plus de trente manifestations à travers la France, n'a pas entendu les sirènes unitaires.

« Un formidable détournement »

Même du côté de la CFDT et de la FEN, il y a eu des réticences quant à une manifestation commune. Les syndicats redoutent en effet autant les provocations que l'éventuelle faiblesse du cortège, faiblesse redoutable si de son côté M. Le Pen fait défilé beaucoup plus de monde à Paris... En sautant le pas, la CFDT et la FEN (avec les autonomes) ont voulu marquer le coup. Il s'agit, pour M. Maire, « d'un surcroît d'indignation face à ceux qui veulent détourner le sens d'un jour qui veut détourner le sens d'un jour qui veut détourner le sens d'un jour... »

Simbron, secrétaire général de la FEN, il a affirmé qu'il fallait absolument que les organisations syndicales marquent que le pavé parisien n'appartient pas à l'extrême-droite.

Mais la « riposte » syndicale restera très éclatée. Au nom de FO, M. Claude Pitou, secrétaire confédéral, a condamné ce « formidable détournement » d'un 1<sup>er</sup> mai qui appartient au « patrimoine historique » des syndicats. Mais il a en même temps souligné que cette journée doit « demeurer une journée strictement syndicale, clairement à l'écart du combat politique ».

M. Bergeron prendra la parole à Orléans-Sainte-Marie (Pyrénées-Atlantiques). Quant à M. Bernard (CFTC), il participera le 30 avril à un meeting européen à Sarreguemines dans cette Moselle où M. Le Pen a fait 19,9 %.

Il reste que les syndicats sont interpellés à plus long terme par le score de M. Le Pen. Selon l'enquête CNRS-BVA-Le Monde (le Monde du 27 avril), n'a-t-il pas recueilli les suffrages de 16 % des ouvriers (contre 17 % pour M. Lajoie), de 13 % des salariés du secteur public (contre 11 % au PCF), et de 19 % des chômeurs (contre 9 %). Dans l'élection de M. Le Pen il y a aussi des exclus qui ne trouvent pas de réponse dans le mouvement syndical.

MICHEL NOBLECOURT.

COHABITATION... c'est page 54 du Dictionnaire de la CONSTITUTION CUJAS 640 p. 98 F

هكذا من الاجل



هكذا من الاصل



## Politique

Un sondage de la SOFRES pour « le Monde », TF 1 et RTL

### I. - L'image de MM. Chirac et Mitterrand

QUESTION : Dans cette liste de qualificatifs, quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à Jacques Chirac ?  
Et quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à François Mitterrand ?

	Jacques Chirac	François Mitterrand
- Compétent	31	37
- Dit franchement ce qu'il pense	16	10
- Respecte ses engagements	10	16
- Courageux	37	23
- Respectueux des opinions d'autrui	9	32
- Moderne	36	4
- Sans opinion	20	24
% (1)	% (1)	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

QUESTION : Dans cette autre liste de qualificatifs, quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à Jacques Chirac ?  
Et quels sont ceux qui s'appliquent le mieux à François Mitterrand ?

	Jacques Chirac	François Mitterrand
- Manque de sens politique	6	7
- Sectaire	15	12
- Agressif	36	4
- Manque de générosité	8	5
- Trop théoricien, trop loin des réalités concrètes	17	28
- Loins des préoccupations des gens	24	13
- Sans opinion	27	46
% (1)	% (1)	

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

### III. - Les attentes à l'égard de MM. Chirac et Mitterrand

QUESTION : Si Jacques Chirac est élu président de la République, pensez-vous que les choses en France iront dans les sept prochaines années en s'améliorant ou en s'aggravant ?  
Et si c'est François Mitterrand ?

	Jacques Chirac	François Mitterrand
- Les choses iront en s'améliorant	32	33
- Les choses iront en s'aggravant	29	19
- Ni l'un, ni l'autre	29	36
- Sans opinion	10	12
100 %	100 %	

#### LA FICHE TECHNIQUE DE LA SOFRES

Sondage effectué pour : le Monde-TF 1-RTL.  
Date de réalisation : les 26 et 27 avril 1988.  
Echantillon de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de dix-huit ans et plus.  
Méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage PCS) et stratification par région et catégorie d'agglomération.

### II. - Les aptitudes de MM. Chirac et Mitterrand

QUESTION : Entre Jacques Chirac et François Mitterrand, à qui feriez-vous le plus confiance pour :

	Jacques Chirac	François Mitterrand	Ni l'un ni l'autre	Sans opinion
Redresser l'économie française dans les sept prochaines années	38	37	16	9
Faire face au problème de l'immigration	41	32	16	11
Lutter contre la pauvreté	23	52	15	10
Accroître la place de la France dans le monde	37	43	9	11
Lutter contre l'insécurité	50	30	10	10
Maintenir les avantages sociaux	28	40	16	14
Lutter contre le déclin de la France	22	60	9	9
Défendre les libertés	36	37	12	15
	30	50	8	12

QUESTION : Entre Jacques Chirac et François Mitterrand, à qui feriez-vous le plus confiance pour :

	Jacques Chirac	François Mitterrand	Ni l'un ni l'autre	Sans opinion
Mener à bien les réformes nécessaires : leur éducation, la formation, la Sécurité sociale, etc.	32	45	12	11
Faire diminuer le chômage	29	27	34	10
Maintenir la protection sociale	25	56	9	10
Assurer le bon fonctionnement des institutions	31	47	8	14
Développer la construction européenne	34	44	7	15
Maintenir le pouvoir d'achat des Français	28	40	18	14
Préparer la France à l'adhésion au marché unique européen fin 1992	37	36	10	15
Rassemblement les Français	22	48	16	13
Faire face aux problèmes de la jeunesse	36	37	16	12
Donner du dynamisme à la France	45	31	11	13

QUESTION : Qui de Jacques Chirac ou de François Mitterrand vous paraît le plus capable de :

	Jacques Chirac	François Mitterrand	Ni l'un ni l'autre	Sans opinion
Mener la politique que vous souhaitez s'il est élu	36	46	12	7
S'entourer d'une bonne équipe gouvernementale	37	43	8	12
Restaurer à l'écoute des Français	29	49	11	11
Assurer la stabilité politique	30	42	12	16
Eviter les crises sociales	23	46	18	15

### Les deux candidats attendaient du débat à la télévision un renforcement de leur image

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand concède, en effet, les atouts du candidat de la gauche (il distance son rival dans tout ce qui est « social » : lutte contre la pauvreté, maintien des acquis, capacité à éviter les crises sociales) et ceux de la fonction présidentielle : il est mieux placé pour rassembler les Français, développer la construction européenne, assurer le bon fonctionnement des institutions, la stabilité politique, s'entourer d'une bonne équipe gouvernementale.

Dans cette liste des aptitudes comparées, M. Chirac ne l'emporte, de peu, que pour « diminuer le chômage » (29 % contre 27 %), et plus nettement pour « donner du dynamisme » à l'économie (45 % contre 31 %).

Parce qu'il ne sera toutefois surpris de la domination qu'exerce M. Chirac sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité. Elle signifie clairement que le premier ministre se trompe s'il pense gagner des voix en se lançant dans une quelconque surenchère avec le président du Front national : son image est suffisamment forte dans les domaines où il est en concurrence avec lui. Il aurait incontestablement mieux

à faire en cherchant à compenser ses propres points faibles.

Les attentes, enfin, des Français marquent la difficulté que le nouvel élu devra affronter : il se trouve la différence essentielle entre le scrutin de 1981 et celui de 1988. Il y a sept ans, l'attente du changement était dominante. Cette année, les Français s'attendent rien ou si peu : bien peu nombreux sont en effet ceux qui font confiance à l'un ou à l'autre pour résoudre le problème qu'ils continuent de mettre au premier rang de leurs préoccupations : le chômage. Dans ce domaine, l'échec est donc largement partagé.

La différence, au profit de M. Mitterrand, se fait davantage sur le pronostic : la réflexion du président ne suscite guère d'inquiétude ; l'élection du premier ministre fait naître une part d'inquiétude : pour 29 % des personnes interrogées, les choses « iront en s'aggravant » si M. Chirac est élu ; pour 19 % elles s'aggraveront si M. Mitterrand est réélu.

Après le « rassemblement » du 8 mai, la gestion reprendra le dessus. Elle sera difficile.

J.-M. C.

### SPECIAL ELECTION

15 pages d'analyses des résultats

dans

# Politis

LE NOUVEL HEBDO DU JEUDI

AU SOMMAIRE DU N° 15

- Recherche scientifique : le bilan du septennat
- Dé-penser l'économie : l'actualité de Georges Bataille

"Pour mes transmissions de données..."

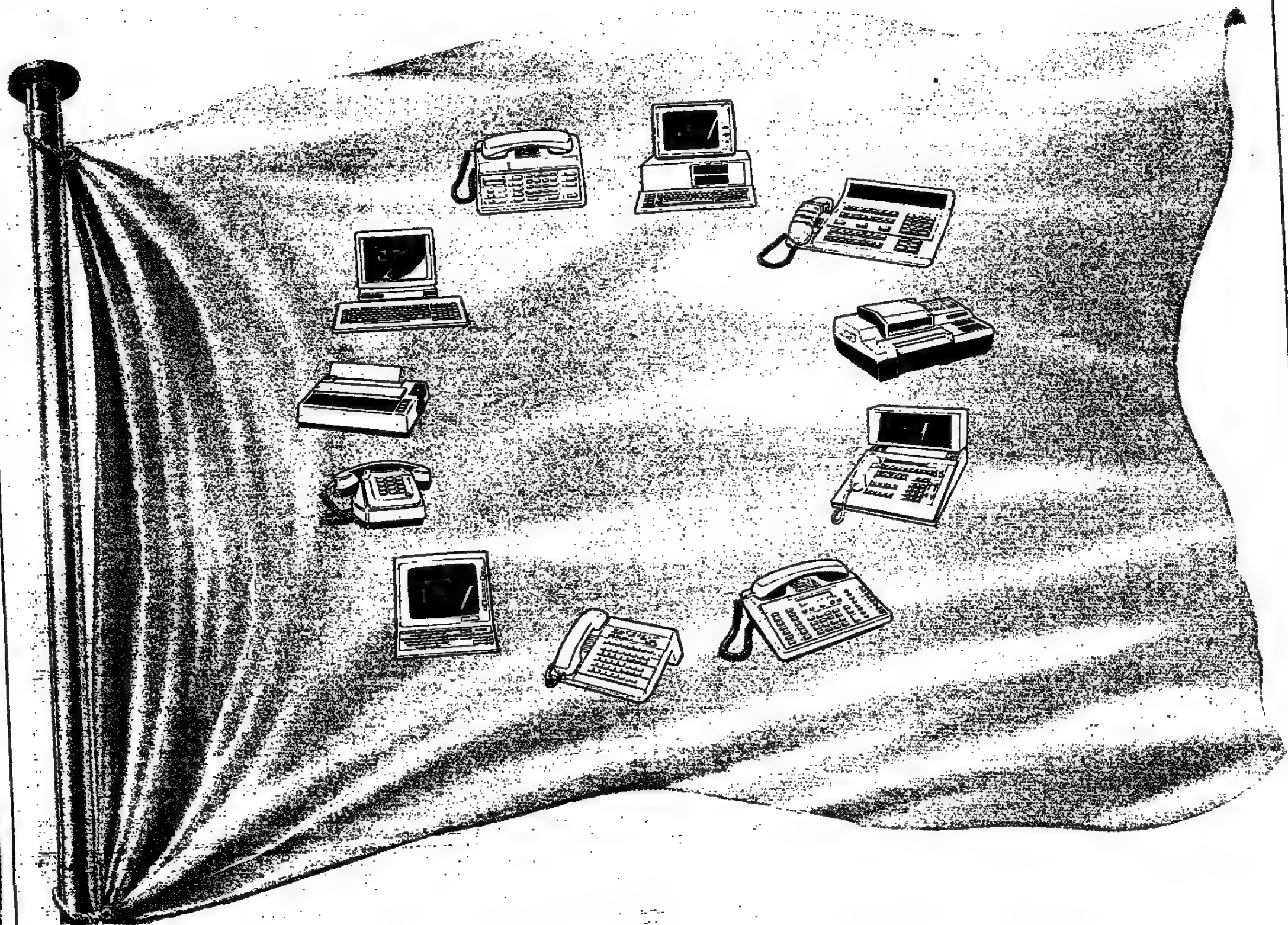
Une volonté de qualité.

FRANCE TELECOM

FRANCE TELECOM

... je consulte FRANCE TELECOM"





## ENFIN L'EUROPE VA POUVOIR SE FAIRE ENTENDRE.

Qui pourrait nier l'importance vitale que prend aujourd'hui la communication des entreprises dont le champ d'activité n'est plus la France mais le monde ? Voilà pourquoi deux grands des télécommunications chacun dans leur pays, JEUMONT-SCHNEIDER en France et TELENORMA, filiale de BOSCH, en Allemagne, se sont associés pour créer JS TELECOMMUNICATIONS. Résultat: le seul groupe 100% européen des télécommunications, c'est-à-dire issu de deux pays de la Communauté Economique Européenne, est déjà opérationnel.

Il en résulte pour ses clients :

- La capacité d'innovation exceptionnelle que confère la puissance: le groupe BOSCH et JS TELECOMMUNICATIONS consacrent 3,8 milliards de francs en recherche et développement.
  - La garantie de pérennité des installations qui répondent à toutes les normes européennes actuelles et futures, notamment celles du réseau numérique à intégrations de services (R.N.I.S.).
- JS TELECOMMUNICATIONS c'est l'Europe branchée sur l'avenir.

### L'ALLIANCE JEUMONT SCHNEIDER/BOSCH LE DÉFI EUROPÉEN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.



**JS Télécommunications**

31/32 Quai de Dion-Bouton - 92811 Puteaux Cedex - Tél. (1) 42.91.61.23 - Télex 610.425 MELEC F

SICOB: HALL 4. ALLÉE JK. STAND 4066

هكذا من الامم



سكنا من الاجل

# Société

Le reclassement de trois collaborateurs du ministre des affaires sociales et l'après-8 mai

## La colère non calculée de M. Séguin

La question était simple, la réponse fut laborieuse. De l'une à l'autre, cette simple curiosité de journaliste : dans une atmosphère alourdie par une odeur de défaite, comment les ministres préparent-ils l'après-8 mai de leurs collaborateurs ? Le résultat est une comédie civique. En trois actes comme il se doit.

Le premier consiste en quelques informations surprenantes. Documenté à l'appui, le Monde apprend qu'au ministère des affaires sociales et de l'emploi, des calculs, apparemment inédits, ont été faits, en mars dernier. Ils établissent les « allocations pour perte d'emploi » dont trois membres du cabinet de M. Philippe Séguin, n'ayant pas le statut de fonctionnaires mais considérés comme des « agents non titulaires de l'Etat », pourraient bénéficier au lendemain du second tour, en cas de défaite et, donc, de départ du ministre.

Outre qu'ils ne témoignent pas d'un optimisme excessif sur les chances électorales de M. Jacques Chirac, ces calculs prospectifs surprennent le néophyte par l'importance des sommes en jeu. Entré au cabinet de M. Séguin, le 23 mars 1986, comme chargée de mission, Mme Anne de Cazanove pourrait ainsi prétendre à une allocation d'un montant total de 275 215 francs. Entré le 25 mars 1986, attaché parlementaire du ministre, M. Jean-François Bregnon aurait droit à une allocation de 247 596 F. Enfin, entré le 1<sup>er</sup> janvier 1987 comme chargé de mission, M. André Sarfati se voyait attribuer, après seize mois d'activité au ministère, une allocation de 333 058 F.

Les trois formulaires aboutissent à ces résultats selon le barème appliqué à l'importe quel agent contractuel de l'Etat « involontairement privé de son emploi », en d'autres termes ni démissionnaire ni limogé pour faute grave, mais tout simplement licencié. Le fonctionnaire chargé de les établir y a ajouté les

précisions suivantes : « Date de licenciement : 9 mai 1988 inclus », « Inscrit comme demandeur d'emploi : le 10 mai 1988 ». Il relève de la direction de l'administration générale, du personnel et du budget, dont le titulaire, M. Paul-Pierre Valli, est l'ancien directeur adjoint du cabinet de M. Séguin.

Peu familier du dédale administratif, on est a priori surpris par cette pratique. Anciens ou actuels, dans l'opposition ou dans la majorité, des membres de cabinets d'autres ministères assurent n'en avoir pas eu vent, a fortiori ne pas en être ou en avoir été bénéficiaires. Un raisonnement, apparemment de bon sens, s'ébauche. Les contrats d'engagement comme agents contractuels de l'Etat des trois membres de cabinet concernés précisent bien qu'ils seront réélus « de plein droit à la date à laquelle M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, cessera ses fonctions ». Ils ajoutent qu'en cas de licenciement, les « modalités d'indemnisation » sont celles fixées par un décret du 17 janvier 1986, qui précise, notamment, que les agents recrutés pour une « durée déterminée » ou « démissionnaires de leurs fonctions » n'ont pas droit à l'indemnité de licenciement.

La durée de fonction étant déterminée par celle du ministre, un membre de cabinet n'est-il pas forcément « démissionnaire » quand son ministre part ? On verra, dans le second acte, qu'il n'en serait rien selon les collaborateurs de M. Séguin. Une nouvelle qui ne manquera pas d'intéresser dans d'autres ministères.

Entre-temps, d'autres fuites, sans doute non dénuées d'arrière-pensées politiques — mais c'est la loi du genre, à droite comme à gauche, — mettent le Monde sur la piste d'un membre fantomatique du cabinet de M. Séguin. Embauché le 14 octobre 1986 comme agent contractuel à l'administration centrale, mais

affecté au cabinet, M. René Sautour n'y figure cependant pas sur l'organigramme officiel. Et pour cause. Attaché parlementaire de M. Séguin de juin 1978 à juin 1986, M. Sautour travaille en fait à la mairie d'Epinal, conquise par le RPR en 1983.

### Emotion

Plus proche collaborateur vosgien de M. Séguin, il est inscrit au budget de la municipalité avec l'indice 633 comme contractuel non titulaire, son salaire tournant autour de 14000 F. Or il est en même temps salarié du ministère, à l'indice brut 474, « pendant la durée du cabinet de M. Séguin », ainsi que le prévoit son contrat, exceptionnellement signé par le ministre lui-même, le prédécesseur de M. Valli à la direction de l'administration générale n'ayant pas voulu « faire une fleur à Sautour », comme on l'y invitait.

Au sein d'un ministère chargé de traiter le chômage et la pauvreté, et parmi des fonctionnaires lassés des attaques en vogue les accusant d'en vouloir « toujours plus », ces faits bruts n'ont pas manqué de susciter quelque émotion. A tort, évidemment. Car tout cela serait parfaitement légal, ne relevant d'aucun détournement de procédure administrative. C'est ce que l'on finit par apprendre, après bien des détours, durant le second acte — une scène de genre politique et administrative, — qui se déroule, rue de Grenelle, dans le bureau du directeur du cabinet de M. Séguin.

Afin de nous éclairer sur ces mystérieuses « allocations pour pertes d'emploi », se trouvaient réunis plus d'interlocuteurs qu'il n'en fallait pour une réponse claire : le ministre lui-même, en bras de chemise, entier et direct, tempêtant contre ses collaborateurs — « inutile de vous dire que je découvre ça ! », son directeur de cabinet, M. Landouzy ; l'un de ses chargés de mission, M. Sarfati, le directeur de l'administration

générale, M. Valli, auquel s'adjoignirent, sur la fin, le délégué national à l'emploi et l'un de ses collaboratrices. C'est peu dire que M. Séguin tenait à jouer le transparent.

Montre en main, il fallut trois heures pour aboutir. Les débats furent laborieux, quelque sympathiques. La démonstration de son directeur de l'administration générale ne convainquit pas le ministre, qui ne l'envoya pas dire : « Tous vos calculs sont faux ! ». Qu'est-ce que c'est que ce bordel !... Devant quelqu'un de l'extérieur, en plus... Votre circulaire est illisible !... Tandis que l'on consultait circulaire, décrets et ordonnances, qu'on en lisait des passages à haute voix, confrontant les exigences, le secrétaire général du gouvernement, M. Demais de Saint-Marc, était lui-même appelé par M. Séguin en consultation téléphonique sur cette « discussion byzantine ». Bien qu'alerté sur les curiosités du Monde — les nouvelles vont vite — il semblait ne guère avoir de lumières sur le sujet.

### Contrats à terme fixe

Finalement la démonstration de M. Valli devait l'emporter. Payés sur les fonds de l'administration — et non sur les « points cabinet », — les trois collaborateurs non fonctionnaires de M. Séguin ont des contrats à terme fixe — le départ du ministre — mais dont le terme n'est pas fixé. Leur durée est, en théorie, déterminée, mais elle est, dans les faits, indéterminée. Le départ du ministre équivaut à un licenciement, dont ils ne sont pas responsables : « Le jour où l'entreprise ferme, vous êtes virés », devait résumer M. Séguin. En conséquence, ils ont droit à des allocations de chômage, payées par l'Etat, calculées en fonction de leurs salaires. Les sommes ainsi définies ne constituent pas un « pactole » qu'ils toucheraient en

une seule fois, mais le montant total des allocations mensuelles auxquelles ils ont droit durant vingt-six mois, s'ils justifient, pendant toute cette période, de leur inscription comme demandeur d'emploi.

Ce serait donc la simple application des textes, notamment d'une ordonnance du 21 mars 1984. Pensant plus loin le raisonnement, M. Séguin devait même découvrir qu'en licenciement à l'amiable ces membres de son cabinet avant son départ du ministère, il leur donnerait droit, en sus, à une indemnité de licenciement. Enfin, M. Valli eut le bonheur d'appuyer sa démonstration par la découverte de deux précédents, de moindre ampleur comptable : deux secrétaires affectées au cabinet de M<sup>me</sup> Georgina Dufour qui ont bénéficié, avant et en mars 1986, de ces avantages — ou de ces droits — inconnus jusqu'ici dans la plupart des autres départements ministériels.

Le troisième acte est à venir : la discussion d'une pratique ambiguë, que le ministre lui-même du mal à comprendre. Sans doute quelques syndicalistes de son ministère feront-ils remarquer à M. Séguin qu'on ne saurait comparer deux secrétaires à trois collaborateurs politiques. Le fond du débat est d'ailleurs là : les collaborateurs politiques non fonctionnaires d'un ministre doivent-ils être pénalisés ou, à l'inverse, récompensés pour le choix qu'ils ont fait ? Répondre de M. Séguin : « Le fait de travailler pour des gens qui ont une responsabilité politique ne frappe pas d'un reproche les gens concernés, susceptible de les faire déroger au code du travail. L'Etat rémunère bien des permanents d'organisations syndicales qui ne font rien pour lui et qui lui créent plutôt des emmêlements permanents ! »

Il en faudra sans doute plus pour convaincre des fonctionnaires amers au vu de leurs 2,1 % d'augmentation en 1987. Des fonctionnaires qui s'empressent de faire savoir que

deux membres du cabinet de M. Séguin ont bénéficié, le 29 janvier 1988, de compléments de rémunération atteignant 7 750 F et 5 673 F d'augmentation mensuelle, soit un saut de +25 % pour l'un d'eux. En donnant son accord, le sous-directeur du budget devait, au nom de M. Alain Juppé, préciser amicalement : « Je rappelle que ces deux compléments de rémunération autorisés par la présente correspondance revêtent un caractère personnel et tout à fait exceptionnel. »

Quant à son collaborateur vosgien, payé à la fois par la mairie d'Epinal et par son cabinet, M. Sautour précise volontiers qu'il a en l'accord du ministre délégué chargé du budget : « Quand vous êtes élu ministre, vous restez un personnage global. Il est mon représentant permanent à Epinal, j'occupe de mon courrier, vient une fois tous les quinze jours ici. On peut-on reprocher à M. Séguin une pratique sans doute fort répandue ? Tout au plus souligne-t-elle le coup de pouce donné à l'élu local par ses responsabilités ministérielles.

M. Séguin, en l'occurrence, a très courtoisement joué le jeu. Il ne sera donc pas dit que la peur du lendemain de certains de ses collaborateurs l'aurait obligé à démentir sa proclamation de foi du 6 avril dernier, dans ces colonnes : « Dans le domaine de sa compétence, celui du ministère des affaires sociales et de l'emploi, et des organismes qui sont sa tâche, j'aimerais que l'on m'explique où et comment j'ai introduit l'Etat RPR... »

EDWY FLENEL

• 15 millions de francs votés à Toulouse. — Un groupe de maires — sept ou huit selon les élections — ont gardé en otage, dans la nuit du 26 au 27 avril, à Toulouse, deux employés du siège de la société de transport de fonds Brink's avant de se faire ouvrir les coffres et de s'enfuir avec un butin de plus de 15 millions de francs.



Mr. Financement

La Supercinq FIVE

312 F/mois la 1<sup>ère</sup> année.

ça m'intéresse

C'est une L.O.A. sur 60 mois. Moyennant un versement initial de 17.800 F (dont 11.125 F de 1<sup>er</sup> loyer majoré et 6.675 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale) et 11 loyers de 312 F, ensuite 12 loyers de 312 F, enfin 36 loyers de 841 F. Coût total en cas d'acquisition 57.652 F. Offre valable jusqu'au 31/05/88 sur toute la gamme V.R. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC SA au capital de F. 321.490.700. 27-33 rue de la Gaillo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221. RENAULT SUPERCINQ FIVE Prix TTC: 44.590 F au 08/02/88. Mr. Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERT 05.25.25.25

APPEL GRATUIT

MR. FINANCEMENT, LE 1<sup>er</sup> SERVICE RENAULT.

RENAULT DES VOITURES A VIVRE



# Société

## JUSTICE

### Aux assises de la Gironde L'art consommé de François Korber de retarder l'essentiel

BORDEAUX  
de notre envoyé spécial

Même l'avocat général a fini par s'ennuyer. Après trois jours d'audience, M. Georges Brabant, dresse sa haute silhouette pour tonner : « Mais quand donc en arrivera-t-on à ce qui est intéressant ? Un cadavre dont on ne parle jamais ! »

On ne saurait mieux dire. Du meurtre ou de l'assassinat de Jacky Eichers, collègue d'affiches du RPR dont le corps a été retrouvé en mars 1982 enroulé dans une pique de moquette au bord de la Dordogne, au feu-dit Tréoston-les-Chats, il n'a toujours pas été résolu. L'information sur la mort de Jacky Eichers a été entendue son complice hors procès-verbal, la cour se fait un devoir d'entendre longuement un magistrat, M. Jean-Pierre Esparben.

Comme espiègle par son verbe, François Korber, trente-trois ans, ancien chargé de mission du RPR à Bordeaux, accusé d'être à l'origine de la mort d'Eichers, n'en finit plus de manipuler la parole, et il est bien question de tout. Excepté du fond de l'affaire. Autour dans le passé d'un mémoire d'histoire consacré à Philippe Henriot, tribun de la collaboration avec l'occupant nazi, cet accusé « intelligent » semble en permanence ciller à une logorhée inspirée et buissonnière devant une cour d'assises qui a rendu les armes.

Devenu un redoutable procédurier depuis son incarcération en 1982, François Korber dirige donc son procès inconnu du tout qu'il se fait en multipliant les incidents et les digressions. Mais a-t-il seulement réalisé sa position, cet ancien jeune loup sangé dans un costume fatigué, qui s'est pris de passion pour le droit au point de préparer sa défense ? N'a-t-il pas trop rêvé de cet instant, persuadé que son silence verbal, et son vocabulaire étendu et précis, pour repré-

dre la formule d'un expert, subjuguerait tout un chacun ! François Korber, blé par ses amis politiques, proprement ruiné, n'en tient pas moins la cour en respect, soucieuse qu'elle est d'éviter tout motif de pourvoi en cassation. Aussi l'écoute-t-elle raconter sans être un mot les quelques pages hueruses — mais rares — de sa vie d'homme libre : « Un jour, dans son avion, en allant à Paris, Chaban m'a dit : « Vous comprenez, Korber, vous êtes un type gentil. Alors, vous vous faites avoir... » Et, lorsqu'il sous-entend, en s'appuyant sur le témoignage de son coaccusé Roger Ambeau, de son juge d'instruction chargé de l'information sur la mort de Jacky Eichers, il entend son complice hors procès-verbal, la cour se fait un devoir d'entendre longuement un magistrat, M. Jean-Pierre Esparben.

### Nativité et mégalomanie

Aujourd'hui, les jurés savent tout ou presque tout de Korber. Ils ne peuvent plus ignorer que, ce passionné d'histoire et de littérature, ce travailleur acharné, s'est embarqué en politique, par naïveté, idéalisme et mégalomanie. François Korber à l'évidence a eu tort de vouloir se mêler de la chose publique au prétexte de suivre la voie — tragique — de l'un de ses ancêtres présumés, Jean-François Borie, du groupe des quatre sergents de La Rochelle en lutte contre Louis XVIII et exécutés en 1822. Les jurés en savent trop sur sa personne et décident pas assez sur un certain 14 mars 1982 lorsque Jacky Eichers fut tué de deux balles de 22 long rifle dans la tête par Roger Ambeau, en présence de Korber.

Suite des débats jeudi 28 avril.

LAURENT GRELSAMER.

### Les « administratifs » des prisons préparent un durcissement de leur action

On force la porte du directeur de l'administration pénitentiaire plus facilement qu'on ne le pense. C'est ce qu'a pu constater la petite centaine de membres des personnels administratifs venus des quatre coins de la France pour être reçus par M. François Bonnelle. En grève depuis le 28 mars (le Monde du 13 avril), ces parents pauvres de l'administration pénitentiaire — greffiers, économistes, secrétaires, comptables — réclament une prime de sujétion spéciale de 14 % qui est (selon des taux allant de 14 % à 20 %) accordée aux autres catégories de fonctionnaires travaillant en prison. Faute d'être reçus au moment où s'élaboraient les projets de budget, ils ont décidé de prendre une journée de congé, se sont cotisés pour payer les déplacements et sont venus devant les locaux de l'administration pénitentiaire, rue Saint-Honoré à Paris, faire le siège de leur directeur.

A leur grand étonnement, M. Bonnelle les a reçus brièvement pour leur proposer une audience le 29 avril. Surprise, l'intersyndicale a fini par refuser ce rendez-vous, estimant qu'il s'agissait d'une manœuvre dilatoire. Au contraire, l'intersyndicale envisage de décider le 28 avril un durcissement du mouvement. Jusqu'ici les « administratifs » s'étaient contentés de refuser de répondre au courrier, au téléphone, de bloquer les locaux de recrutement, car ils ne voulaient pas pénaliser les détenus.

Ils pourraient refuser de se rendre en détention, de préparer les commissions d'application des peines et ne plus assurer les commandes de cantine. Alors qu'à la direction de l'administration pénitentiaire, on est très inquiet des récentes révoltes dans les prisons et notamment à Ennsheim, le mouvement des administratifs, s'il devait se durcir, serait source de nouveaux tracas dont on se serait volontiers passé.

Ag. L.

## RELIGIONS

### Au séminaire traditionnel des Petits-Gris Les « moines-soldats » de Jean-Paul II

L'Eglise catholique, fait du dimanche 24 avril une journée de sensibilisation à la crise des vocations sacerdotales et religieuses. En France, cent six prêtres ont été ordonnés en 1987 dans les diocèses, et les séminaristes, toutes filières confondues, sont près de mille trois cents. Des tensions apparaissent déjà entre les filières classiques de formation du clergé et des communautés religieuses nouvelles qui tendent à devenir une source la plus importante du recrutement de prêtres et de religieux. L'exemple le plus spectaculaire est celui de la communauté des Frères de Saint-Jean, en Saône-et-Loire.

RIMONT (Saône-et-Loire)  
de notre envoyé spécial

Ils s'appellent Philippe-Marie, Marie-Dominique, Stéphane-Marie, Jacques-Vianney, Marie-Alain, Jean-Philippe, Jean-Emmanuel, autant de noms qui fleurissent la bonne vieille tradition catholique, celle des saints, des Apôtres et des docteurs. Plus familièrement, on les surnomme les Petits-Gris en raison de leur jeune âge — vingt-sept ans en moyenne — et de leur habit monastique, ce qui, avec leur crâne rasé de près, n'a pas peu contribué à la réputation d'austérité de la communauté de Saint-Jean.

Depuis des années, ils suscitent une curiosité, voire une passion dans l'Eglise de France. Ils avaient bruyamment manifesté leur attachement au pape, le 6 octobre 1986 à Ars, imitant l'autre partie du clergé présent. On leur colle depuis l'étiquette de « moines-soldats » de Jean-Paul II.

Les Petits-Gris ont des chiffres de recrutement qui font pâlir d'envie les supérieurs de grands séminaires, les pères abbés de monastères (seul ceux des traditionalistes, qui se portent bien) et surtout les responsables des grands ordres apostoliques engagés dans l'enseignement, la santé, la presse, etc.

Une trentaine de jeunes gens frappent chaque année à la porte d'un noviciat qui n'a pas dix ans d'âge, à Saint-Jodard (Loire). Ils viennent de HEC ou de polytechnique, ont été OS ou médecins, ils viennent tout juste d'avoir leur bac ou arrivent directement de la ferme de leurs parents. Beaucoup sont passés par les Scouts d'habit, dit Samuel. Il y avait avec moi un agriculteur, un polytechnicien, un routier, un Américain engagé auprès des « chicanos », un ancien boudhiste, un adepte du zen et des syndicalistes d'extrême gauche recomvertis.

Leurs études se poursuivent à Rimont (Saône-et-Loire) dans des locaux prêtés par Mgr Le Bourgeois, ancien évêque d'Aulun, qui n'a pas craint la réputation de « séminaire parallèle » de cette communauté, à la fois contemplative et active. Après dix ans de démarches en France et à Rome, elle a obtenu, en 1986, un statut sur mesure d'« institut religieux-clérical de droit diocésain ». Elle compte déjà 210 frères (dont 70 novices) et 50 sœurs. Elle ordonne une quinzaine de prêtres par an, soit plus que le total des ordinations dans les trois diocèses de Paris, Lyon et Marseille. Elle ouvre enfin des prieurats peu peuplés en France et à l'étranger.

### Une génération de « fêlés »

L'engagement pour cette communauté s'explique sans doute par l'ajustement entre le type de vie religieuse proposée et la mentalité de « minoritaires cernés » qui est, aujourd'hui, celle de certains jeunes catholiques. « Nous sommes une génération de fêlés », dit un frère. Nous ne supportons pas les chrétiens qui ne vivent pas concrètement et radicalement leur foi.

Au noviciat, le père-maître, Philippe-Marie, ferait régner une discipline de fer : clôture totale « désert » trois jours de suite chaque semaine, coupure avec l'extérieur (courrier très limité, pas de journaux). Au réfectoire, on lit l'« Observatoire Romano » et saint Augustin, le Choix de Dieu du cardinal Lustiger ou la livre-brûlée du cardinal Ratzinger sur les « déviations » du concile.

Certains craquent. « Les portes sont ouvertes dans les deux sens », dit Pascal, ancien chercheur à l'INSERM. Les autres sont fixés sur leur sort. Ils font jusqu'aux veaux perpétuels (chasteté, pauvreté, obéissance). « Et la perpétuité, ça dure longtemps », dit, avec humour, Marie-Augustin, qui, autrefois, était libraire au quartier Latin.

Ils ont une vénération sans faille pour leur fondateur-prieur, professeur, Marie-Dominique Philippe, un dominicain qui a enseigné au Saclay, à Frébourg, connu dans son ordre pour ses idées traditionnelles, qu'une complicité de philosophie rapproche du pape. Il est très introduit à Rome. « Vos jeunes frères sont les religieux de la deuxième évangélisation de l'Europe », lui aurait dit Jean-Paul II.

Ils aiment sa rigueur doctrinale et sa philosophie « réaliste », puisée à la source d'Aristote plus qu'à celle des dialecticiens modernes. « A l'école, on nous demandait de spéculer sur la notion d'amour. On lit Kierkegaard, Platon ou Levinas, mais on ne nous parle jamais de l'amour comme d'une expérience concrète », explique un frère. Leur formation repose sur un soupçon avoué que la philosophie n'est plus enseignée dans les séminaires, que le concile Vatican II a « épousé le monde », mais pas « le cœur et l'intelligence de l'homme ».

S'agit-il de former un « clergé parallèle » ? Le Père M.-D. Philippe ose l'objection et préfère en rire. « On fait figure de vilains petits canards », admet-il volontiers. Son action est comprise par un nombre plus grand d'évêques et par le jeune clergé, mais il est vrai qu'elle cadre mal avec les références et les critères qui sont ceux de mouvements et d'un clergé plus âgé formé par le concile. « Nous ne nous imposons jamais. Nous ne faisons que répondre à la demande des évêques », dit le prieur général.

Ceux-ci, d'entre eux ont quasiment « passé commande » à Jean-Paul II, pour relancer une paroisse morte, un lieu de prière ou de pèlerinage, une autonomie de jeunes. Des évêques écrivent et viennent du Zaïre, du Cameroun, du Sénégal, du Togo, du Bénin, l'Eglise d'Afrique pousse dans les congrégations missionnaires françaises. Aujourd'hui, elle est bien obligée de se rabattre sur nous », dit-on à Rimont.

Des Petits-Gris ont déjà la responsabilité de paroisses : à Aulnay (Oise), à Cologny (Vaud) ; d'une maison de réduction de drogues à Philadelphie (Indre), de centres spirituels à La Chaise-Dieu (Haute-Loire) et Murat (Cantal), de grandes aumôneries de jeunes à Aurillac et au collège de Passy-Buzanet à Rueil (Haute-de-Seine), où un conflit a eu lieu avec les Frères des écoles chrétiennes. A partir de septembre, chrétiens. A partir de septembre, chrétiens. A partir de septembre, chrétiens.

Il n'ont pas la tête enfiée. Ils sont lucides sur leur situation et leurs capacités. « Nous sommes avant tout des contemplatifs », disent-ils, se délectant comme un clergé complaisant, plutôt que concupiscent. La crise du recrutement sacerdotal et religieux dure, alors que se tisse tout un réseau de communautés nouvelles (1). La redistribution des tâches dans l'Eglise poura difficilement se faire sans grincements.

HENRI TINCO.

(1) Voir à ce sujet deux livres récents : *Le Nouveau Disciple* de Monique Hébrard. Le Centaure, 1987, 378 p., 125 F. Et *Les Communautés nouvelles* de Frédéric Lezou, qui a interviewé leur fondateur. Payot, 365 pages, 120 F.

### L'affaire de la société SOLIS

### Guy Lux inculpé de complicité d'escroquerie et de publicité mensongère

L'animateur de télévision Guy Lux a été inculpé, le mercredi 27 avril, de complicité d'escroquerie et de publicité mensongère par M. Jean-Pierre Maréchal, juge d'instruction à Grasse (Alpes-Maritimes), qui l'a entendu pendant environ une heure. Guy Lux, qui avait fait l'objet d'un mandat d'amener, fêta d'avoir obtenu à plusieurs convocations écrites du juge d'instruction, a été remis en liberté

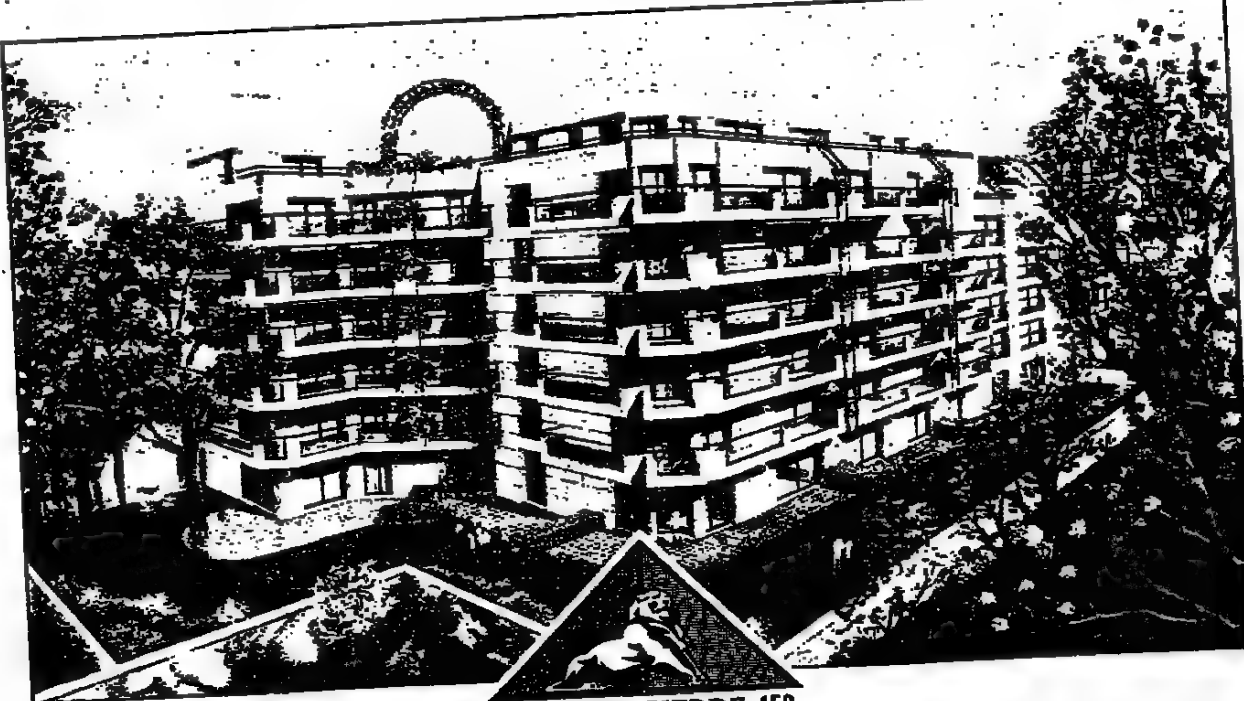
et, après versement d'une caution, placé sous contrôle judiciaire.

Le présentateur avait prêté son concours à la publicité d'une société de Camet-Rochefort, la SOLIS (le Monde du 28 avril), dont les activités ont fait l'objet d'une plainte déposée par l'Union départementale des consommateurs des Alpes-Maritimes. Il a déclaré qu'il avait signé un contrat de publicité avec

cette société, mais de durée limitée » et qu'il n'était pas concerné par ce qui s'est passé ensuite », indiquant qu'il avait porté plainte contre cette société depuis le mois de mars 1987.

## LE PIERRE 1<sup>er</sup> SCHEFFER

5, rue Scheffer-Paris 16<sup>e</sup>



GROUPE PIERRE 1<sup>er</sup>

Venez retrouver le sens des valeurs au cœur du Trocadéro, dans un jardin entouré de jardins, à trois rues du pittoresque marché de Passy à trois minutes des métros, à trois pas du pont d'Iéna.

Le Pierre 1<sup>er</sup> - Scheffer réunit tous les avantages de sa situation exceptionnelle : le calme de son jardin et la sécurité, le luxe des prestations et la qualité technique de la construction. Une résidence de prestige.

30 appartements du studio au 4/5 pièces.

Bureau de vente : 5, avenue du Président Wilson - 75116 PARIS - Tél. 47201810

## BLEUSTEIN BLANCHET



« La success story de Marcel Bleustein-Blanchet, ce n'est pas la simple histoire d'un fils de pub comme il en fleurit des douzaines. C'est un peu l'histoire vécue de l'Hexagone depuis les années 20, par un homme d'affaires qui est aussi un honnête homme ».

JEAN BAUMIER « LE NOUVEL OBSERVATEUR »

« Son entreprise a soixante ans. Lui, quatre-vingts. Sa plume, vingt ».

PHILIPPE DUEY « LE FIGARO MAGAZINE »

سكن من الاحل



هذا من الاجل

(Publicité)

# MAISON

## L'art de vivre



Mobilier en marbre, granit et pierres diverses. Salles de bains, cuisines. Devis gratuits. Ouvert au public du lundi au samedi de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. : 43-34-02-37

### Tectona

LE TECK C'EST

### Tectona

MOBILIER DE JARDIN EN TECK MASSIF

### Tectona

PARASOLS TOUTES DIMENSIONS

### Tectona

3, AV. DE BRETEUIL 75007 PARIS (1) 45 55 28 24

### Tectona

### PROTECTION CAMBRIOLAGE

1 BLINDAGE  
1 SERRURE  
2 500 F  
1 BLINDAGE  
1 SERRURE  
3 500 F  
POSE COMPRENE  
DEVIS SUR  
SIMPLE APPEL

S.P.S.  
43-48-90-20

### Rémy



Petit bureau autrichien du 19<sup>e</sup> siècle en loupe de MYRTE blonde créé pour une princesse de la cour impériale.  
REMY : 80-82 Fg St-Antoine  
Tél. : 43-43-65-68

**L**e confort, ce n'est pas forcément, comme on le croit, quelque chose qui coûte très cher. Le confort, c'est un ensemble de petites choses, de trucs, de trouvailles qui vous rendent la vie plus facile. Nous vivons une époque privilégiée, celle des gadgets. Il ne faut pas sourire des gadgets, ils rendent la vie très amusante et souvent moins fatigante. Nous avons donc rassemblé dans cette page quelques idées nouvelles qui contribueront à améliorer votre cadre de vie. Quelques exemples où vous découvrirez que ce qui est pratique peut aussi être beau. L'essentiel est de savoir concilier l'un et l'autre !

#### LE TISSU QUI ISOLE TOUT

La grande nouveauté chez Artirec ? Un nouveau tissu mural, construit sur un vrai molleton, n'ayant que les qualités dont on rêve ! Le tissu de surface, en fibres artificielles, résiste, fantastiquement bien à la lumière, quant au molleton, il assure la circulation de l'air, empêche la migration des poussières, résiste à l'électricité statique tout en diminuant le bruit de 45 décibels ! Que des qualités donc, même le prix : 57,50 F le m<sup>2</sup>. Artirec Murs, 8-10, impasse Saint-Sébastien, Paris.

#### CARRARE, OUVRE-TOI !

Qui, « La Marbrerie » est une véritable caverne d'Ali Baba du marbre. On les trouve tous : veinés, grisés, ramagés, mouchevés, coquillés. Tous les coins du globe qui produisent les plus belles pierres sont visités par ce magasin. Sodalite, granit deviennent objets, meubles, lampes, mosaïques, carrelages, murs. Et ne croyez pas que le marbre soit un luxe inaccessible, vous serez surpris par les prix. 38, rue Saint-Denis à Aubervilliers.

#### RESTAURER CHEZ SOI

Enfin, vous allez pouvoir restaurer vos meubles anciens, chez vous, comme si vous étiez un vrai professionnel ! Grâce au coffret « Restauration » proposé par les « Produits des Anciens Ebénistes », contenant sept onguents et accessoires mystérieux ! Vous n'avez plus à courir après de la laine d'acier 000, de la popote pour bois clair et autres antiques pour la préparation des fonds. Tout est dans le coffret avec un mode d'emploi précis ! 290 F dans les grandes surfaces et centres de bricolage.

#### LA PORTE DE L'AN 2000

Picard nous présente « Parade », un nouveau système de serrure, entièrement automatique... et sans clé ! La porte ouvrira en composant un code d'accès que vous avez choisi et que vous pouvez changer à volonté ! Mieux encore, cette porte est munie de dix péna et son temps d'ouverture ou de fermeture est de quatre secondes ! Rendez-vous à la Foire de Paris du 30 avril au 12 mai au stand « Maison de la sécurité » ou à « Paris Protection service », 96, rue Camborne, Paris.

#### LES MODULAIRES.

Aujourd'hui les appartements ne sont plus ce qu'ils étaient ! Il faut gagner de la place ! Charron l'a bien compris qui propose des meubles modulaires ! L'ingéniosité de leurs créations est stupéfiante ! Voici des lits escamotables qui existent en toutes longueurs, toutes largeurs, toutes profondeurs et en deux hauteurs ! Ça peut y juxtaposer des éléments de rangement ou des meubles de séjour gain de place. Une visite s'impose, 47, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris.

#### LE JARDIN EXTRAORDINAIRE

Vivez aux rythmes du Jardin extraordinaire de Charles Trenet, grâce à Tectona, qui vous propose le caviar des meubles de jardins, puisque ceux-ci sont en teck massif. Ce bois, venu des forêts tropicales, peut rester dehors des septennats et des septennats, sans entretien aucun ! Et même près de la mer ! Fabeleux.

### Merveilleux tissus muraux

est possible, les 4 couleurs ou toutes les couleurs.  
**soldés 3950 le m<sup>2</sup> en 270**  
**chez Artirec**  
8, Impasse St Sébastien, 11e. M<sup>o</sup> St Sébastien-Froissant ou R<sup>o</sup> Lenoir.  
Superbes Moutures 59,50/m<sup>2</sup> anti-staques, creux, feu, salissures. Choisissez votre choix, anti-salissures, soldés 39,50

### LA BOITE A OUTILS

VENTE ET LOCATION D'OUTILLAGE  
Pour la première fois la « BOITE A OUTILS »  
expose à la Foire de Paris  
au Salon « BRICOLAGE POUR TOUS »  
du 30 avril au 12 mai  
Nous serons heureux de vous accueillir :  
BAT. 5 - Stand 7 - Allée F  
METABO, SAM, ROBIN.  
Des techniciens vous conseilleront et vous guideront dans votre choix.  
Des prix exceptionnels seront consentis sur le stand.  
Tél. : 46-44-48-15

### Les modulables Charron

TOUT SUR LE GAIN DE PLACE  
LITS ESCAMOTABLES  
RANGEMENTS, TABLES, CONSOLES  
7, rue du Faubourg St-Antoine  
75011 Paris  
Tél. 43-43-22-19

son ? Tectona vous propose bancs, sièges, canapés... Vente exclusive au 3, avenue de Breteuil, 75007 Paris, et par correspondance.

#### LA SÉCURITÉ AVANT TOUT

Si vous cherchez des serrures aussi sophistiquées que le tableau de bord d'une Rolls, voilà une bonne adresse : « Serrurerie Pyrénées Service », SPS pour les initiés ! Là, vous trouverez, par exemple, la fameuse serrure « Medeco » avec sa clé inimitable pour 3500 F avec points d'ancrage et blindage compris ! Pour le même prix et prestations, vous pouvez avoir la « Muel » et sa clé à puce ou la serrure ordinaire ! Tout cela : 54, rue des Pyrénées, 75020 Paris.

#### RANGER, MAIS EN BEAUTÉ !

Il y en a partout, sur les tables basses aussi bien que de nuit, sur la cheminée, dans le couloir. Il s'agit du fouillis : des livres, des archives, des dossiers, des bibelots ! Pourtant la solution existe ! Il vous suffit de connaître R.M. Leroy ! Cet homme de bon sens propose, en effet, d'astucieux rayonnages-bibliothèques. En 15 hauteurs, en 5 profondeurs et en 2 longueurs standard. Vous avez compris qu'il existe, bien évidemment, des équipements sur mesure ! Il y'a pas un mur qui résiste à M. Leroy ! 208, avenue du Maine, Paris.

#### UN CRUEL EMBARRAS DU CHOIX

C'est Sia qui le propose, avec une collection d'objets de décoration comportant des vases, de l'art de la table, des cache-pots

en faïence ou en verre signés Kjell Melander qui, malgré son nom scandinave, n'apporte à ses créations aucun emprunt aux grâces nordiques ! Bien au contraire, chaque vase est plus joli l'un que l'autre. La décoration est ardue ! Sia, c'est aussi des fleurs artificielles à s'y méprendre, allant du lotus à l'orchidée en passant par de grands palmiers, sans oublier les roses romantiques. Grands magasins, BHV, Galeries Lafayette, et Printemps.

#### COPIE CONFORME

Chez M. Rémy, on trouve toutes les copies d'anciens tels que des meubles Louis-Philippe, si romantiques, ou Louis XVI, dont l'élégance ne vous trahira jamais. Vous y découvrirez aussi d'autres meubles, stupéfiants d'originalité, comme, par exemple, ceux de style autrichien en loupe de myrte ! A noter un grand choix de mobilier « Art déco » qui vous absolument le décor, tout comme les meubles 1900 d'après Gallé ! Découvrez tout cela au 80-82, faubourg Saint-Antoine, Paris.

#### LA BOITE A OUTILS.

Un rêve de bricoleur, c'est ce que vous propose « La boîte à outils » avec le plus grand choix jamais vu ! Et vous ne pouvez imaginer combien il en existe, qui vous simplifie la vie ! Mieux encore : « La boîte à outils » ne fait pas que vendre. Elle loue aussi. Une adresse précieuse, sans compter que, pendant la Foire de Paris, La boîte à outils représentera, en exclusivité, de 30 avril au 12 mai à la Porte de Versailles, l'électroportatif Metabo ! Pour tout louer, 42, rue Béranger, 92320 Châtillon. Tél. : 46-44-48-15.

### RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R.M. Leroy, fabricant  
208, av. du Maine  
75014 PARIS - M<sup>o</sup> Alésia  
T. : 45-40-57-46



### sia

### « LA FÊTE des CADEAUX »

38, rue de la Vierge  
LE PONTEL  
78640  
VILLIERS ST-FRÉDÉRIC  
Tél. : 34-69-49-45

### LES PRODUITS DES ANCIENS EBÉNISTES

FORÉ DE PARIS  
Stand K 21 Hall 5

## Ça vient de sortir

### Golf sur deux étages

Les fous de la petite balle vont se réjouir à la découverte de cette nouvelle boutique « Air shot compagnie », qui consacre ses deux étages... exclusivement au golf. Vous y trouverez une ligne de vêtements « prêts à jouer », conçus par trois spécialistes, ainsi que du matériel signé par tous les grands noms. Mais encore, un service gadget et même un putting 4 trous pour les clients ! 10, rue Falguère, 75011 Paris.

### Un grand retour

La prestigieuse maison Balenciaga, récemment reprise en main, avec en tête Michel Gons comme dessinateur pour la couture, ajoute une ligne de vêtements masculins et aussi la première collection de lingerie ! Très coquine, la femme de Balenciaga, si elle choisit le thème « Fantin Latour ». Voici la guêpière rose pâle brodée de rose, bleu et blanc avec balconnet et trou-trou sur un body en satin très décolleté, sans oublier le porte-jarretelles ! Sage non ? Balenciaga, 10, avenue George-V, 75008 Paris.

### Pas une ride

Dire d'un institut de beauté qu'il aurait pris quelques rides serait drôle, mais, avec l'institut d'Isabelle Lancray ce n'est pas possible ! En effet, il vient de ouvrir ses portes après un « lifting » ! La spécialité de la maison est ce que l'on appelle « Isapro », une méthode qui associe la pratique traditionnelle nippelle à l'électrochoc. Oh, (Electro) shocking ! Soins proposés aussi bien pour le visage que pour le corps. Réouverture donc, à Paris, au 4, Faubourg-Saint-Honoré, au 3<sup>e</sup> étage. Tél. : 42-66-97-39 et aussi à Bordeaux, 10, rue Sainte-Catherine au 1<sup>er</sup> étage. Tél. : 56-81-47-25.

### La femme en jeans au tennis

C'est grâce à un architecte et à un futur médecin qui s'est créé « Tennis-action » afin de répondre aux besoins de tous les amateurs de tennis en mal de salles et de moniteurs ! Bref, « Tennis-action » suggère un rite de tennisman et woman en proposant des stages comme s'il en pleuvait, de l'intensité à la longue durée, pour le week-end, pour les vacances, et ainsi de suite jusqu'à la technique de Lendl ou de Connors. Le rêve qui ? 145, rue de Valenciennes, 75015 Paris. Tél. : 47-34-36-36.

### Les coordonnées dans la maison

En avril, ne se découvre pas d'un fil, et pas davantage en août, c'est plus sûr ! Choisissez les plats de José Houel, pour les heures fraîches. Ils sont matebassés, en linge et taffetas, agréables pour les siestes, subtils aussi, puisqu'ils peuvent s'assortir à des couscous ou à des rizioux. 820 F le plat, 148 F le coussin. Tissus vendus au mètre. Chez George Pesle par exemple.

### Cartier sur son vingt et un !

La montre « 21 » de Cartier, avec son petit cadran et son large boîtier, a été créée pour les jeunes loups de demain ! Pour les séduire encore davantage, le bracelet de cuir est proposé dans des couleurs vives ou sobres. L'ensemble est insolite et dépayssant, mais superbement élégant.

### La lumière à l'est

C'est nouveau, cela vient des États-Unis et cela va faire beaucoup d'heureux. Voici « Walabite », une lampe qui se plante dans le jardin, à l'endroit que vous souhaitez, à condition qu'il soit au soleil. Et, le soir, elle se déclenche automatiquement et éclaire gratis, ce, grâce à son système capteur d'énergie solaire ! 495 F au Comptoir Sedao, 39, rue des Grands-Champs, Paris, ou par correspondance.

### Bagages de week-end

Nous avons découvert, sous la marque « Airstar », une ligne de bagages en tissu synthétique souple, d'une très grande légèreté. Cette ligne va du sac shopping aux bagages avion en passant par le sac bandoulière. Les prix sont dérisoires et leurs formes modernes se prêtent au train, au bateau, à la voiture, au vélo comme à l'avion. Grands magasins, magasins spécialisés.

### RECTIFICATIF CAMARFLX

Dans la page « la Beauté sous toutes ses formes », parue dans le Monde daté 1<sup>er</sup> avril 1988, il fallait lire : Le grand couturier parisien a créé POUR cette marque des coutures de styles très différents... ET NON PAS « a créé cette marque ».

G.P.



## Le Monde DES LIVRES

### Fernando Pessoa ou l'intranquillité de penser

A sa mort, l'écrivain portugais laissait en désordre la matière d'un livre, l'une des clés de son œuvre et peut-être du siècle.

LA veille de la première guerre mondiale, lorsqu'il commençait d'écrire par fragments ce *Livre de l'intranquillité*, dont les derniers feuillets seraient rédigés peu de temps avant sa mort, Fernando Pessoa avait vingt-cinq ans. En fait, ce livre, il se le composa jamais. Aussi, l'éditeur français, de même que précédemment l'italien (1), a-t-il ordonné ces nombreuses pages éparpillées de façon quelque peu différente de l'édition portugaise, laquelle date de 1982 seulement, et pratiqué certaines coupures afin de limiter les répétitions.

Il ne serait pas opportun pour le moment de juger de la pertinence d'une telle démarche, ni de s'en plaindre comme à la parution des *Cahiers* de Valéry dans *La Pléiade*. Maurice Blanchot, qui regrettait le classement par thème, ce qui, selon lui, empêchait de suivre au jour le jour les bonds, les caprices et les détours de la pensée de celui qui travaillait « entre la lampe et le soleil ».

Au moment où l'on dispose enfin en français de l'un de ces ouvrages de la littérature de notre temps que l'on peut dire essentiels, on s'en fait une idée, et c'est de dire au lecteur, comme Larbaud dans l'introduction d'Allen : « Et maintenant vous ouvrez la porte, vous tournez la page et vous entrez au beau milieu d'une phrase ». Au demeurant, on ne saurait trop lui conseiller de renvoyer en fin de volume, après

même la subtile post-face d'Antonio Tabucchi, traducteur de Pessoa en italien, préface, note et autres avertissements destinés surtout à justifier les audaces d'une traduction fort belle, mais dont certaines tournures et quelques néologismes risquent de faire sursauter le lecteur, voire de l'arrêter tout net. Pas de commentaire avant que la lecture ait eu lieu. Quand il s'apprête à écouter les derniers quatuors de Beethoven, un gentleman ne lit pas le programme.

Le thème du *Livre de l'intranquillité*, qui obsède l'époque, Novalis l'énonçait déjà en ces termes : « Le problème suprême de la culture est d'arriver à dominer son « moi » transcendantal, d'être le « moi » de son propre « moi » ».

Parmi les contemporains du Portugais, trois autres écrivains de génie ont traité avec honneur, et peut-être épuisé, cette idée fuyante comme du mercure : Pirandello, Valéry et Borges. Soit dit par parenthèse, on croirait que dit par parenthèse, nous fait un clin d'œil à propos de ce dernier, quand on lit sous la plume de Pessoa : « ... contre le haut bureau de Borges où je suis allé chercher le bvard que, tout à l'heure, je lui ai prêté... ».

Pour ce qui est de Pirandello, qu'il suffise de citer rien que le titre de son dernier roman, *Un, personne et cent mille* (2), qui résume son inspiration, où le Sici-



Fernando Pessoa par Almeida-Negreiros.

lien dit que le « moi » n'est « un » que dans l'instant fugitif, et qu'il ne serait pas s'il ne pouvait pas être un autre. A quoi Valéry répond, dans ses *Cahiers* : « C'est ce que je porte en moi d'inconnu à moi-même qui me fait moi », et qu'il a des « moi » plus « moi » que d'autres.

#### Devenir à lui seul toute une littérature

Quant à l'Argentin, le thème de l'identité on le trouve en filigrane pour ainsi dire à chaque page de son œuvre, si toutefois il onet en général, avec élégance, ce mot fatigué, ce « moi » irrémédiablement entaché de psychanalyse.

Pessoa, qui vit dans la réelle, maladroite inquiétude de se sentir plusieurs à lui tout seul, n'arrivant

pas à établir des rapports avec la réalité à cause de cette prolifération en lui de « lui-même » — et qui s'est jeté, dans son adolescence, le défi de devenir à lui seul toute une littérature. — Pessoa, donc, s'en est sorti en inventant non pas simplement des personnages divers de poètes, mais, comme l'observe Octavio Paz, en devenant un créateur d'œuvres de poètes, chacun doté d'une voix tout à fait personnelle.

Qu'il ait réussi, entre bien d'autres, les poèmes d'un sage voulant atteindre à l'unité de l'être et à la plénitude du présent (Alberto Caeiro) : ceux d'un formaliste dont l'œuvre procède d'Horace et des Stoïques (Ricardo Reis) : ceux d'un futuriste ressemblant plus à Whitman qu'à Marinetti (Alvaro de Campos), constitue, certes, une sorte de miracle. Mais ce prodige ne doit pas nous éblouir, car nous risquons de le réduire à une prouesse sportive. Dans l'exercice de la diversité, Pessoa a, bien entendu, mis son immense talent, mais une sorte de génie en lui dépassait l'artiste virtuose.

A propos des grands créateurs, de Shakespeare, de Léonard, Pessoa dit qu'ils sont des préfigurations de quelque chose de plus grand que l'homme, qu'ils restent inaccomplis, à la frontière : « Ils échouent, non parce qu'ils auraient pu faire mieux, mais parce qu'ils ont fait mieux. Ils se sont surpassés et perdus » (3). On pourrait en dire autant de lui.

HECTOR BIANCIOTTI  
(Lire la suite page 21,  
ainsi que les articles d'André Velter  
et de Patrick Kéchichian.)

(1) Febrinelli 1986  
(2) Gallimard / l'Imaginaire  
(3) *Excentric*, Editions de la Différence, 1987.

### Le « polar » flou de Pierre Vilbreau

L'Indiscrétion, une enquête au cours de laquelle, de page en page, le mystère s'épaissit.

Si l'auteur de *l'Indiscrétion* n'était pas lui-même trop discret et trop modeste, il n'aurait sans doute pas attendu la cinquantaine pour publier, en 1983, son premier roman, *Je cherche un livre*, bientôt suivi de *Petites nouvelles du monde entier* et de *Portrait de Frédéric* (1). Et puis, comme il est journaliste — sous un autre nom — dans un grand journal parisien, il se serait servi de ses relations pour faire parler de lui.

Mais tout cela n'est guère dans la manière de Pierre Vilbreau. Lecteur passionné, « fou » de Proust jusqu'à lire tout ce qui a été écrit sur lui, il est de ces écrivains tranquilles qui font passer le plaisir de se raconter des histoires — et, quand on les trouve suffisamment achevées, de les faire lire à d'autres — avant les calculs sur les ventes éventuelles, conduisant à tenter de faire des livres « calibrés » pour un public défini à l'avance.

#### Plusieurs années de prison

Alors, sans bruit, Pierre Vilbreau va son chemin, par lequel il serait dommage de ne pas faire le détour. Dans *l'Indiscrétion*, comme dans ses précédents romans, il se joue de ses inquiétudes, de ses rêves, de ses fascinations : la recherche — plus ou moins vaine — de quelque chose on de quelqu'un, l'insolite des rencontres, le flou des identités. Le tout dans un style aigu, sec, précis, d'autant plus simple que l'intrigue est plus complexe. Mais, cette fois-ci, Vilbreau propose une trame plus aisée à saisir (en apparence) et un suspense plus directement de type policier.

Qui donc poursuit de ses menaces le narrateur, Mathieu Fresquet, un banal employé de banque, un peu gris, qui « a vu », de sa fenêtre, ce qu'il ne devait « pas voir » ? Et qu'a donc vu Mathieu ? Une femme gisant devant son immeuble, blessée — du sang coulait, sous sa jupe blanche, entre ses jambes — et criant : « Le salaud, il m'a pas man-

qué. Pourquoi lui dit-on : « Tu sais ce que tu ne devrais pas savoir », alors qu'il ne sait rien ?

Mathieu voudrait comprendre, sans trop se mettre en avant toutefois, et surtout sans aller voir la police. Car ce petit homme n'est pas aussi anodin qu'il y paraît. N'a-t-il pas fait plusieurs années de prison, au moment de la guerre d'Algérie ? Et ses anciens « amis » de ce temps-là ne cherchent-ils pas à le retrouver ? Enfin, quand on vous aura dit qu'entre en scène, par hasard, une jeune fille, Claudine, et qu'on se demande ce qu'elle vient faire dans cette histoire, vous ne pourrez plus résister à l'envie d'ouvrir *l'Indiscrétion*, n'est-ce pas ?

L'enquête, pour découvrir l'identité de ceux qui menacent Mathieu, loin de dénouer les fils, comme on s'y attend, les noue et les renoue très habilement, comme pour égarer le lecteur, tout en le tenant en haleine et en lui faisant croire qu'il progresse dans la recherche de la vérité.

En fait, plus on avance, plus le mystère s'épaissit, plus le narrateur lui-même, Mathieu, devient un personnage incertain. Pourtant, Pierre Vilbreau ne triche pas avec le roman policier et, à la dernière page, arrive celui qu'on attendait : le dénouement... On peut alors s'arrêter, penser que tout est éclairci, terminé, net. Mais on peut aussi se dire que tout est plus obscur que jamais et qu'il faut réinterpréter ce qu'on a lu à la lumière de l'ultime périple.

Ainsi *l'Indiscrétion* est, comme le veut Pierre Vilbreau de tous ses livres, un roman à plusieurs entrées : une enquête rondement menée, un « polar » à la conclusion insolite, ou un « objet » bizarre à observer à la loupe, à tourner et à retourner longuement avant de savoir comment l'ouvrir — et si même il existe une clé à cet effet.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Tous trois chez Flammarion.

★ *L'INDISCRETION*, de Pierre Vilbreau, Flammarion, 192 p., 79 F.

#### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

La Femme sous l'horizon, de Yann Queffélec  
L'Hispano blanche, de Jean de Baroncelli

### Toute enfance est maudite

Sous couvert d'éclairer nos libertés, les sondages limitent celles-ci à la possibilité de faire mentir les sondages. Le phénomène n'atteint plus seulement nos opinions politiques, mais, ce qui est plus grave, nos attentes en art, donc nos plaisirs. A en croire les gens de marketing, de plus en plus suivis par les auteurs à façon, nous ne rêverions que de fictions idéologiques, de sagas à l'ancienne finissant bien, malgré l'inévitable avant-guerre en fond de tableau.

Périodiquement, des succès de librairie viennent démentir ce besoin préfabriqué. Témoins les *Noces barbares*, de Yann Queffélec. Peu de Goncourt ont obtenu un aussi vaste triomphe que ce cri 1985 : on y voyait une mère se fermer aux appels déchirants d'un enfant, rejeté parce que né d'un viol. Séquestrations arbitraires, incendies et noyades ponctuèrent la détresse du mal-aimé. Auparavant, Queffélec avait fait des débuts remarqués avec le *Charme noir*, où un québécois dressait le sombre bilan d'une vie où l'envie de plaire avait dû se changer en son contraire (1983, Folio).

Déjà, *La Femme sous l'horizon* ramène le vieux mélentendu. Enhardis par les marchands de sommeil pseudo-scientifiques, certains journalistes croient complaire à leur public en dénonçant ce que le dernier roman de Queffélec aurait, selon eux, d'excessivement lugubre. Tout juste s'ils ne reprennent pas, à l'antenne des vendeurs de vaudevilles, au théâtre : la réalité est assez dure comme ça, changez-nous les idées !

C'est vrai : *La Femme sous l'horizon* n'est pas un festival de rigolade. On y voit des émigrés russes cultiver, au fond de la forêt lorraine, un passé de feu, de violence, d'alcool, de désolation, d'amours saccagées. Et alors ? N'est-ce pas ainsi que les gens vivent, comme disait l'autre ? Toute enfance ne

tend-elle pas à se croire maudite, ainsi que le suggère un autre livre dont je parlerai plus loin, bercé d'apparente insouciance ? Et de quoi nous plaignons-nous, puisque ce thème, décidément proche de son être profond, l'écrivain Queffélec en tire une des proses les plus suggestives qui se publient ces temps-ci, les plus habitées de poésie ?

LES Tarassévitch ont quitté la Russie des tsars en feu. Leur manoir d'Ukraine, Baba Yaga, a brûlé comme une torche. Après Alexandrie, les survivants auraient pu suivre à Paris la colonie fantasmagorique qui se gève de slavons aux messes de la rue Daru et de violon arrosé de vodka les nuits de spleen, avant d'aller dormir sous les croûtes penchées de Sainte-Geneviève-des-Bois. La vieille Zin-neïde et les siens ont préféré la claustration mède et les siens ont préféré le temps. Comme les sequestrés de Sarre dans la banlieue de Hambourg, ils ignorent l'histoire et la géographie environnantes. Ainsi l'exigent les nostalgies abolues : ruminer la violence fondatrice, parachever volontairement la destruction subie, prêter main-forte à ce qui nous détruit tous, dans ce mouvement fou qui brouille les frontières entre la rage et l'ébriété, entre briser et cajoler.

La petite Tita n'est pas un monstre construit artificiellement pour anéantir dans le grand-guignolesque. Comme le gamin des *Noces barbares*, elle vit dans sa chair et dans ses rêves betoués l'impossibilité de l'innocence au sein d'une famille emmurée par le refus de vivre, par la croyance que ce refus est affaire de fidélité, que redonner ses chances au bonheur, à l'amour, serait trahir. Tita est marquée.

(Lire la suite page 21.)

## ANDREE CHEDID

Andrée Chedid

Mondes Miroirs  
Magies

Nouvelles

Trois capitales...  
trois mojosculs...  
des nouvelles...  
Une dimension  
de littérature  
indispensable  
aujourd'hui.  
Bernard Rapp -  
Europe 1

Flammarion

هكذا من الاجل



صكزا من الاجل

● DERNIÈRES LIVRAISONS

CINÉMA

● YVES THORAVAL : *Regards sur le cinéma égyptien*. — Enfin publié en France, après une édition beyrouthine qui fit date en 1977, le « petit livre de base » sur le principal septième art arabe. Arabisant anciennement journaliste en Égypte, Yves Thoraval est un excellent connaisseur du cinéma nilotique (préface de Jean Lacouture, L'Harmattan, 150 p., 90 F.).

ÉDITION

● GABRIEL BOILLAT : *la Librairie Bernard Grasset et les lettres françaises*. — Le deuxième volet de cette histoire de la maison Grasset, chapitre important de l'histoire de l'édition française, est consacré à la période de la première guerre mondiale, Temps des incertitudes, comme le souligne le sous-titre du volume. La première partie de cette étude avait paru en 1974 (Librairie Honoré Champion, 354 p., 180 F.).

ESSAI

● PHILIPPE G. KERBELLEC : *Comment lire Raymond Roussel*. — Cet essai, qui inaugure une « bibliothèque roussellienne », s'attache à démontrer que, derrière « l'homme du procédé », derrière l'auteur de *Comment j'ai écrit certains de mes livres*, se dissimule un « Roussel alchimiste » (J.-J. Pauvert et Compagnie, « bibliothèque roussellienne », 2 bis, rue Bénard, 75014 Paris, 264 p., 168 F.).

MYTHOLOGIES

● EMMA JUNG ET MARIE-LOUISE VON FRANZ : *la Légende du Graal*. — Emma Jung, femme de Carl Gustav Jung, a envisagé dans cet ouvrage les thèmes présents dans les légendes du Graal en s'appuyant sur la psychologie jungienne. Décédée en 1955, elle ne put terminer ce travail que Jung demanda à Marie-Louise von Franz d'achever. Traduit de l'allemand par Marc Hagenbourger et Anne Berthoud (Albin Michel, 398 p., 190 F.).

RÉCIT

● INGRID NAOUR : *les Livres mortes*. « Ma naissance fut un interminable coma » ; « L'état civil est une escroquerie » ; « Dès mon plus jeune âge, vivre me parut être une humiliation insupportable ». — Seul livre de l'auteur, ce récit autobiographique écrit d'une plume douloureuse et crispée a d'abord paru en 1982 ; il est repris ici dans une édition revue et complétée par un texte intitulé : *le Devoir d'incompréhension* (L'Instant, 190 p., 89 F.).

RELIGIONS

● L'Évangile selon Jean. Nouvelle traduction de Jean Grosjean. Après la Genèse, parue l'an dernier, et beaucoup d'autres textes sacrés, Jean Grosjean s'affronte au Quatrième Évangile. « Une ferveur sans épanchement tissée un texte sans couture, mais non sans reprises, et donne à chaque phrase une vibration d'autant plus étonnante qu'elle semble ne rencontrer que par hasard son écho à la fois pudique et intime », écrit Jean Grosjean dans une courte et belle introduction. (Gallimard, 84 p., 48 F.).

ROMAN

● JACQUES BAYNAC : *le Cheval blanc*. Spécialiste des mouvements révolutionnaires russes, auteur de plusieurs livres sur ce sujet, Jacques Baynac a pris pour toile de fond de ce roman historique — premier volet d'une série de trois — le début de la révolution d'Octobre et la première guerre mondiale. Une question : pourquoi avoir choisi une couverture d'une si spectaculaire laideur ? (Denoël, 406 p., 115 F.).

SOUVENIRS

● ALPHONSE BOUDARD : *Ma vie pleine de trous*. Selon S. Deviri, qui écrit une thèse sur l'auteur de *la Métamorphose des cloportes*, l'œuvre de Boudard relève d'une « réjouissance intellectuelle », de « l'allégresse spirituelle face à la création d'un texte ». Il raconte ici sa vie à Daniel Costello (Plon, 236 p., 90 F.).

VOYAGES

● R. BURTON ET J. SPEKE. *Aux sources du Nil* (La découverte des grands lacs africains 1857-1863). Deux officiers victoriens de l'armée des Indes accomplirent au siècle dernier un vœu des hommes remontant à l'Antiquité : identifier les sources du Nil au cœur de l'Afrique noire. Les deux explorateurs nous laisseront, en outre, dans la presse française de l'époque, le récit de leur épopée : le voici présenté et édité dans la collection « Tour du monde » par Chantal Edel (Phébus, 325 p., 128 F. Avec illustrations du temps).

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

— LA VIE DU LIVRE —

STAGE D'ÉDITION

Initiation aux métiers du Livre (2, 4 ou 6 jours). Les rouages de l'édition : la direction littéraire et artistique, les services commerciaux, diffusion et distribution, la fabrication, le service de presse, droits étrangers et coédition, etc.  
S.I.P.E.L. Renseignements et inscription : 45-50-23-30  
8, place du Palais-Bourbon 75007 Paris.

LA MICROÉDITION EN LIBRE SERVICE !!!

Tirez vos documents Macintosh ou IBM sur notre imprimante à laser LASERMARK 48 bit Richard Lenoir 75011 Paris  
Tél : 48 06 84 01  
Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

LIVRES ILLUSTRÉS

**VARIA**  
LISTE SUR DEMANDE  
Librairie YVES CERINO  
13, rue de Boigne  
75008 CHAMBERY  
Tél. : 79-33-27-60

LIVRES

**POLONAIS**  
et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
LIBELLA  
12, rue Saint-Louis-en-Tile, PARIS-4  
Tél. : 43-26-51-09

● ROMANS

## Les illuminés de François Thibaux

Un roman historique flamboyant et une réflexion sur la nature du pouvoir.

À la fin du dix-septième siècle, à la frontière du royaume de France, les notables protestants d'un village endormi vivent dans la nostalgie de Réalmont le Grand — prophète, dictateur, musicien, poète et assassin, — qui avait arraché, en 1570, à la France et au Vatican l'autonomie de la cité.

« Plus de passé ! », s'écriait ce despote éclairé lorsqu'il invitait ses détracteurs à goûter du blécher. Quant aux sceptiques, toujours trop nombreux à son gré, Réalmont le Grand se contentait de les confier à la hache du bourreau.

Escoissens, le narrateur du roman de François Thibaux, appartient au conseil des sages qui régent l'existence des villageois et des gueux, catholiques en majorité. « Nous redigeons des lois que nous abolissons quand bon nous semble », admet volontiers cet homme de foi qui, non content de se dire le descen-

dant d'un soldat d'Attila, se flatte d'inspirer de la répulsion à ses ouailles.

Escoissens, qui manie aussi bien le verbe que l'épée, éprouve une grande amitié pour Jean-Antoine Réalmont, arrière-petit-fils de Réalmont le Grand et pasteur alcoolique aux sermons aussi sentencieux que vides de signification. Les deux hommes se livrent sans remords aux plaisirs de la chair, et ils accomplissent les bêtises comme autant de signes d'opulence, mais ils tiennent à les bien marier !

La Vallée des vertiges est une heureuse surprise. François Thibaux ne s'est pas laissé enfermer dans le cadre étroit du roman historique à la française. Certes, les rebondissements et les scènes un rien épiques abondent, mais l'humour de l'auteur est tel que même les détails cruels prêtent à rire. Et puis, il y a le bonheur que procure l'écriture de Fran-

çois Thibaux, ce style flamboyant et poétique parfaitement maîtrisé.

L'auteur exprime également dans son récit une certaine critique sociale, en laissant entendre qu'il n'est de pouvoir véritable que fou et absolu. Ainsi, la justice est rendue dans le village par le conseil des sages mais, pour que les juges ne perdent pas de temps, les prévenus sont soumis à la question. Et chacun sait que de la question à l'aveu, le chemin n'est pas long.

### « Un massacre joyeux mais précis »

Néanmoins, malgré les tortures et les exécutions, les villageois s'amusent et leurs maîtres ne savent plus quelle barbarie inventer pour les distraire. Seule la plus excitée des imaginations, et autorise les évasions : « Quelquefois, l'aube sentait la mer.

L'odeur venait des eaux dormantes, des étangs bordés de grands arbres touffus par la mousse, des fleurs sauvages et des orties qui fermaient les sentiers, des feuilles pénétrées par les pluies de la nuit. »

Charles de Riols, un moine illuminé qu'accompagne une chatte, prendra en charge les illusions des gueux. L'encusation d'un jeune banni, coupable d'être revenu chez les siens, permettra au fanatisme des pauvres de répondre enfin à l'intolérance des villageois. Le moine mènera la révolte et ordonnera « un massacre joyeux, mais précis » des familles représentées, au conseil des sages. Passé d'une tyrannie à une autre, le village retrouvera l'ordre à défaut de la beauté.

PIERRE DRACHLIER.

★ LA VALLÉE DES VERTIGES, de François Thibaux, Lattès, 236 p., 89 F.

## L'homme qui se méfiait des femmes

Les mauvaises rencontres, d'Alain Bonnard ou l'histoire d'un jeune homme amoureux de son suicide.

Ce jeune homme nous intéresse. Il a du savoir-vivre. S'il doit se tuer un jour, ce sera à 180 à l'heure, entre deux rangées de platanes. Comme tous les jeunes gens, il est amoureux de son suicide. La vie ne le charme que par son cynisme. Il sait qu'il ne l'égalera jamais dans ses ruses assassines. Alors, il annonce que le monde n'est pas à la mesure de ses appétits ; et quelle meilleure preuve pourrait-il donner qu'en le quittant sans regret ?

Ce jeune homme si plein de tact habite Reims. Il nous assure qu'il se conduit mal avec les femmes. Il leur confie peu de choses — à peine une âme : « Elles encombre la frigidaire

avec leurs pots de yaourt », voilà tout.

Narcisse aux abois, il n'a pas mis longtemps à comprendre que les femmes offrent une bien faible issue à nos insatisfactions. « Elles ne font jaillir que de petites morts. Cela fait des taches poisseuses et imitables. Cela engendre de la littérature : un écoulement de mots et de chignons tombés. »

### Un conquérant de l'inutile

Les mauvaises Rencontres est le premier roman d'Alain Bonnard. Les phrases tombent comme des couperets. Tant de précision dans la nullité et d'élé-

gance dans la cruauté augurent bien. On devine que ce jeune homme plein de tact aspire à devenir un écrivain exceptionnel.

A cette fin, il ne néglige aucune aventure : la grande fille un peu moche à l'allure de basketballeuse ou l'étudiante de Tananarive — une page de gagnée, c'est toujours bon à prendre.

A force de pousser les portes au hasard à la recherche de corps à incendier, Alain Bonnard nous entraîne dans les très cérébrales et ironiques rêveries d'un conquérant de l'inutile. Quand il nous confie qu'on devrait interdire aux femmes les longs tunnels et ne jamais voyager avec elles qu'uniformes de sparadrap et d'une paire de menottes, on se réjouit que ce

jeune homme si prometteur ait tant d'humour et d'insolence que de savoir-vivre.

Il a également un principe : celui de ne pas trop abuser de ses conquêtes. « En vérité, l'on doit jeter les fruits dont on a épuisé le suc. » N'abusons pas d'Alain Bonnard et laissons-le traquer pour notre plaisir ces jeunes femmes qui tentent vainement d'échanger des déhanchements contre des sentiments.

ROLAND JACCARD.

★ LES MAUVAISES RENCONTRES, d'Alain Bonnard, Grasset, 138 p., 62 F.

A lire aussi, du même auteur : *Marthe réchète*. Ed. Le Débatant (11, rue Barrois, Paris-13), 36 p., 55 F.

● BANDES DESSINÉES

## Mondes intérieurs

L'HOMME est représenté petit, un peu voûté, enroulé dans un manteau et une écharpe, coiffé d'un chapeau à large bord. Il porte moustaches, barbe, et une paire de lunettes à verres blancs mais opaques, que le regard ne franchit pas. L'homme se promène par des chemins campestres forestiers, sous la pluie et, plus tard, sous un ciel étoilé. Il parle, avec lui-même sûr, mais aussi au coin du feu, accompagnant sa promenade, lui donne de loin en loin la réplique. Et les phrases qu'il prononce l'un brillant tissu d'anecdotes, de mots d'esprit et de divagations philosophiques sortent d'un écrivain mort en 1910, à quarante-six ans : Jules Renard.

Le Journal de Jules Renard lu par Fred s'inscrit, après le remarquable Maus d'Art Spiegelman, comme le deuxième volume d'une collection à laquelle Flammarion a maintenant donné le nom — assez malheureux — de « Roman BD ». Imprimée en noir, c'est une œuvre toute de poésie, où le dessinateur de Philémon ramène avec la veine ironique, tendre et pudique d'un chef-d'œuvre déjà ancien : le Petit Circus. Adapter en bande dessinée des fragments d'un journal était une entreprise périlleuse ; il fallait trouver le moyen d'introduire une suffisante continuité narrative.

Avec la liberté et l'invention dont il a toujours fait preuve (sur le plan de la mise en pages notamment), Fred n'était pas homme à buter sur cette difficulté. La promenade n'est-elle pas, précisément, l'allure naturelle de ce courtier tranquille qui, dans tous ses livres, n'a jamais rien fait d'autre qu'accrocher des anecdotes à un canevas peu contraignant ? C'est plutôt par rapport au format (plus petit que celui des albums traditionnels) qu'on le voit ici chercher ses marques, et réduire progressivement la quantité d'images par page pour épouser son trait. Un trait qui respire, change constamment de régime, ne triche pas avec les aspérités du papier, et qui se révèle, en définitive, profondément inspiré par la philosophie orientale du dessin. Ce superbe Journal bicochonné est destiné à devenir un album de chevet, dont les amateurs laisseront infuser chaque page. (Le Journal de Jules Renard lu par Fred, Flammarion, 138 pages, 69 F.)

C'est un journal d'une tout autre nature que tient Henriette, l'attachante héritière de Dupuy et Berberian. Cette école au physique disgracieux, qui ne trouve auprès de ses parents qu'incompréhension, brimades et moqueries, confie quotidiennement sa révolte et son ambition — devenir écrivain ! — au cahier dont elle a fait son compagnon de solitude. L'écriture est



Extrait du Journal de Jules Renard lu par Fred

pour Henriette une voie d'accès au fantasme : face à la feuille blanche, la fillette multiplie les projections flatteuses d'elle-même, en même temps qu'elle engendre des doubles désobligeants de ses bourreaux ; son recours à la réalité n'en est souvent que plus brutal. Avec ce personnage, Dupuy et Berberian (qui collaborent tous deux tant au dessin qu'au scénario) donnent une ampleur nouvelle à un thème — l'enfance brisée et incomprise — déjà central dans leurs deux premiers albums : *Petit Palais* (chez Magie Strip) et *Graine de voyous* (chez Audiel). (Le Journal d'Henriette, de Dupuy et Berberian, Audiel/Fluides Glaciés, 52 p., N° 46 F.)

Calvin, lui, est un petit garçon américain comme les autres. Juste un peu plus turbulent, peut-être, et qui théorise ses relations avec ses parents (fantasmes et sympathiques, pour le coup) et avec Susie Hobbes, son premier amour. Mais c'est avec Hobbes, son tigre en peluche, qu'il entretient une complicité écorchée. Tout se passe pour lui (et bientôt pour nous, lecteurs) comme si Hobbes était vivant, doué de sentiments, de la parole, et formidablement sympathique. Série créée en 1985 dans les journaux américains, où elle paraît quotidiennement, Calvin et Hobbes est la meilleure création de genre depuis très longtemps.

L'auteur, Bill Watterson, a su rendre étonnamment crédible ce genre qui n'incarne pas seulement l'enfance dans ce qu'elle a d'irréversible, mais aussi une génération, obscurcie de télévision (Calvin est fier de films d'épouvante) et poussée à la consommation. Éminemment drôle et d'une inspiration constamment renouvelée, Calvin et Hobbes est une bande dessinée qui enchante les lecteurs de tous âges. (Calvin et Hobbes, de Bill Watterson, Hachette, 128 pages N° 58 F.)

La Fille du modèle est le premier grand récit de Jean-Claude Götting, journaliste, dessinateur, éditeur. Il y a deux ans par *Crève-cœur*, et qui avait jusqu'ici cherché son grand talent dans les illustrations et les histoires courtes. Cet album attendu pêche un peu par manque d'ambition : d'un amateur déclaré de poèmes, on espérait davantage de souffle, un scénario plus dense, plus nerveux. Il faudra peut-être s'habituer à la flic de la « réécriture » est un principe de l'art de Götting, tout en finesse, en suggestion. La Fille du modèle se nomme Claudia ; elle cherche à retrouver la trace d'un peintre pour lequel sa mère avait eu un amour. Désireux de lui venir en aide, plusieurs hommes se heurtent autour d'elle à un chassé-croisé, dont la motivation première est peut-être de tromper leur commun dévouement. Le résultat : une petite musique agréable mais un peu vaine. L'originalité et la très haute qualité de l'illustration gravée : voilà ce qu'on retiendra de cet album, où le sens de la lumière et de la matière de Götting fait merveille. La grise, qui dans ses réalisations antérieures s'apparentait à de la salissure, devient ici la couleur fondatrice d'une esthétique qui s'apparente à ce réalisme poétique d'un certain cinéma français d'après-guerre. C'est une œuvre à la fois d'art et de littérature, d'art et de littérature bien mûres : c'est le paradoxe de ce curieux album. (La Fille du modèle, de Götting, Futuropolis, coll. « S », 45 F.)

THIERRY GROENSTEEN

« La Solution Salom » inaugure la bande dessinée de dimanche du 26 au 29 janvier 1989 à Angoulême, à l'indigé, pendant le Salon du Livre de Paris. M. David Camès, adjoint au maire d'Angoulême, M. Camès a promis de nombreuses réformes, à la fois pour satisfaire les professionnels, qui se plaignent de voir le Salon « réchète aujourd'hui à une simple foire commerciale » et pour répondre à l'attente, en Salon consacré qui doit se tenir à Angoulême, aux salons d'été, organisés en liaison avec le maire, par l'association des Amateurs d'Angoulême, M. Pierre Pascal.



## Les chimères d'Eric Deschodt

Le portrait d'un jeune aristocrate qui s'ennuyait et qui devient, en 1941, l'aumônier de la LVF

Le septième roman d'Eric Deschodt, qui marie brillamment l'histoire et la fiction, puise sa source en Arles, juste à l'endroit où le Rhône esquive un coude. Le héros du livre, Anatole de Meyrargues, a été élevé dans un bel hôtel, face aux arènes, qu'il se quitte pour partir en villégiature avec sa mère et ses sœurs dans un mas de Camargue. Avec son camarade Albert, il se divertissait en chevauchant durant des heures, parmi les étangs et les marais. L'évocation de cette enfance, marquée par les odeurs et les couleurs si particulières à cette partie de la Provence, est l'une des plus belles réussites de l'ouvrage.

En raison de son jeune âge, Anatole de Meyrargues n'est mobilisé qu'en 1918, tandis que son père poursuit sa principale occupation, depuis le début du conflit : rester terré chez lui. Le jeune homme rentrera frustré de sa brève expérience des combats — bien que médaillé de la croix de guerre pour un acte de bravoure qu'il n'a pas accompli.

Désœuvré, désorienté, Anatole se jette dans les illusions de l'amour, puis il se tourne vers la prêtrise, « par ennui ». Dès ce moment, il connaît la dérive de ces « jeunes anciens combattants » de 14-18, incapables de renouer avec la vie civile. Anatole, qui se mêle aux conversations politiques, est attiré par les gens qui haïssent la III<sup>e</sup> République. Monté à Paris, devenu chanoine grâce à l'intervention de sa mère auprès des milieux ecclésiastiques italiens, il se confie dans ses choix politiques.

### Le désarroi des « jeunes anciens combattants »

En juin 1941, au lendemain de la rupture du pacte germano-soviétique, les principaux leaders des partis de la révolution nationale parviennent à s'unir pour créer une Légion des volontaires français contre le bolchevisme.



Eric Deschodt.

Celle-ci servira l'Allemagne hitlérienne en allant se battre sur le front russe. Anatole de Meyrargues devient l'aumônier de la LVF, et ses propos rappellent alors moins l'idée que l'on peut se faire des sermons chrétiens que les envolées de Robert Brasillach dans *Je suis partout* (27 août 1943) : « Ils sont vraiment partis comme paraissent pour la première croisade ceux qu'enflammait la voix des frères prêcheurs et des guerriers illuminés par la foi ».

En 1947, la justice devait naturellement se pencher sur les ac-

tivités de ce prêtre durant l'Occupation. Il allait être accusé, emprisonné, puis relâché deux années plus tard pour finir ses jours dans une petite aumônerie.

Eric Deschodt a su rendre très joyeusement le climat de cette époque. Après plusieurs romans historiques qui se déroulaient au temps de Louis XIV (*Le roi a fait battre tambour*, 1984), ou au seizième siècle (*Le Général des galères*, 1979) (1), s'attaquer à la période de l'entre-deux-guerres, pour y retracer l'existence d'un antihéros, n'était pas un choix facile, mais l'auteur a gagné son pari. Il trace avec beaucoup de justesse le portrait de cet aumônier égaré dans le vingtième siècle, alors qu'il était fait davantage pour vivre dans l'antique royaume d'Arles.

SANDRINE TREINER.

★ LE ROYAUME D'ARLES, d'Eric Deschodt, Lattès, 315 p., 105 F.

(1) Tous les livres d'Eric Deschodt ont été publiés aux Éditions Lattès.

## Bohringer de toutes les dérives...

Le livre d'un amoureux des mots et de la vie.

C'EST un livre abrupt et touchant comme son auteur. Successivement violent et tendre — et les deux à la fois, — naïf parfois, et ému par la maladresse non feinte de temps en temps. C'est beau une ville la nuit n'est pas de ces « livres-crit », à la va-comme-je-te-pousse, même si, pour se débarrasser des souvenirs trop lourds, pour revenir enfin de toutes les dérives, des flirts sans gloire avec la mort, Richard Bohringer avait besoin de les écrire.

Ce récit, qui porte bien son sous-titre *Blues*, est le livre d'un amoureux des mots, d'un lecteur fanatique de prose et de poésie, d'un adepte de l'« *Envoyez-vous* », de Baudelaire — « *de vin, de poésie* ». Quant à la « *virtu* », qui termine le vers du poète, Bohringer en ignorait sans doute jusqu'à

l'existence. Qu'importe ! Dans l'écriture, il la trouve, découvrant un bonheur que les prétendus « paradis » artificiels ne lui apportèrent jamais. Il dit au contraire magnifiquement comment les drogues l'ont mené aux frontières de l'enfer.

C'est beau une ville la nuit devrait donner des envies de lecture à tous ceux qu'on a persuadés, depuis l'enfance, que lire ne « servait » à rien et qui, aujourd'hui, se retrouvent manchots de leur imagination. Il paraît qu'ils sont tous en train de lire Bohringer. Quelle bonne nouvelle ! Car Bohringer ne triche pas. Il n'écrit pas pour se donner une image intellectuelle, pour faire le « look » du grand auteur qu'il est. Il a su se garder autant de se prendre pour Proust que de

laisser un éditeur lui fabriquer un livre sur mesure.

A ses côtés, vous sombrerez dans un terrible chagrin d'amour, vous parcourrez les territoires glauques de l'alcool triste et de la défiance-suicide, vous prendrez New-York et ses folies comme un coup de poing dans l'estomac, après un voyage de trois jours, celui, dit Bohringer, des trop pauvres pour prendre les avions directs, qui traversent l'Atlantique en six heures. Dans ce récit de toutes les duretés et de tout le mal de vivre, vous trouverez, pourtant, un inépuisable amour de la vie, une indéfinissable envie d'écrire. Bref, Bohringer, c'est une bouffée d'oxygène.

J.A.S.  
★ C'EST BEAU UNE VILLE LA NUIT, de Richard Bohringer, Desol, 152 p., 55 F.

### LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

## Toute enfance est maudite

(Suite de la page 19.)

De l'accident qui a tué sa mère, elle garde un fillet de cicatrice qui la désigne aux forces mauvaises, libérées par l'entourage à force de perversités, de achnaps, de clous avalés, d'insultes à la tendresse. Les tarots l'ont prévenue : ses bonnes étoiles sont sous l'horizon. Elle ne sera pas de ces enfants que soulage l'élucidation de leur naissance. La malédiction du manoir la rattrapera. Elle doit en faire sa liberté, ou rien.

Les béats qui déniaient tout réalisme à cette chronique du mal absolu pourront toujours se repaître du style qu'elle inspire à l'auteur : une phrase charnue, imprégnée du froid des lacs et des poëles éteints, d'autant plus excitée que l'auteur y a mis « ailleurs », le geste, l'océan prêtant son effroi noble à la plaine ukrainienne, et le grincement du bois torsadé. Et cela chante rûpeux, cristallin et désolant, comme du Rachmaninov...

MÊME comblée, l'enfance tend à se croire maudite et vit de plein-pied avec le drame. Au cas où vous en douteriez en suspectant la noirceur de Quénéflec — la noirceur de Quénéflec ! —, ouvrez *l'Hispano blanche*. Jean de Baronecchi est le contraire d'un désespéré complaisant. Les cinéphilos lecteurs du *Monde* ont pu apprécier durant trente ans son élection mesurée et courtoise, où le divertissement tenait bonne place. Eh bien, c'est par un gros chagrin d'adolescent, et lourd de menaces, qu'il renoue, la retraite venue, avec ses débuts de romancier (Vingt-  
hommes, Gilbert, le Disgracié, les Chevaliers de la lune).

Nous sommes loin des semences et de la forêt lorraine. Saint-Raphaël arrondit ses anses de minois. L'îlot de Lion de mer est visible des fenêtres familiales. Michel, treize ans, partage ses vacances entre le crawl, le vélo, les *Pieds nickelés*, et l'amour d'une mère, aussi belle qu'aisée, Christine. L'époque ajoute aux douceurs du site : 1924, ses costumes rayés, ses tangos, ses virées à Monte-Carlo, ses flirts, ses excès rieurs...

UN riche héritier genre anglais courtise maman. Comme souvent, il fayote auprès du fils. Il l'emmène dans son Hispano blanche à fauteuils cramoisi. La rêve ! Mais la grisaille en cabriolet, même pour un fou de bagnoles, ça ne remplace pas la tranquillité du cœur. Si Christine sort tard et rentre éméchée, dans les chuchotements, c'est que, avec le père de Michel, rien ne va plus. Député modéré, il n'a refusé le divorce que pour ne pas effrayer son électeur. Il passe en coup de vent, le temps d'embrasser son fils sur le front, et de faire des allusions sibyllines aux mœurs des amies de Christine, aux drogues de son amant...

Michel ne peut compter que sur cette mère, qu'il croit en danger de le quitter pour un individu peu recommandable. Le monde, si cela était, s'effondrerait. Alors lui vient l'idée la moins convenable qui soit, de la part d'un fils de grand bourgeois de centre droit, l'idée la plus folle, entre deux parties de nage ou de vélo, et aussi la plus naturelle, à cet âge où la jalousie caducienne ne recule devant

aucun théâtre : quitte à « aller en enfer, plus tard », saboter la somptueuse Hispano, afin de supprimer le rival à chemises de soie...

L'ACCIDENT salvateur aura lieu. On ne saura même pas s'il est dû au geste de Michel ou à un chauffard ivre venu en face. C'est l'annuité, avec les adultes : rien n'est jamais net et tranché. L'enfant aura fait, d'un coup, le triple apprentissage de la souffrance, du doute et de la fuite. C'est beaucoup, en un été caniculaire, à treize ans.

J'ai dit que Baronecchi renouait avec une vocation romancière un peu délaissée. On peut regretter qu'elle l'ait été. Le narrateur tient posément la guide à son récit, et ménage d'heureuses distances avec le double de lui-même que semble le petit héros. On songe au charme acide des *Enfants terribles*, du *Boy* de Christine de Rivoyre, aux sourires soudain graves de Félicien Marceau. Au dernier Modiano, aussi, par la manière de guetter les mots des grandes personnes, ces armes à feu. L'écriture, quand c'est réussi, rassemble toujours plus ou moins à l'étonnement d'un enfant collant l'oreille à la cloison des parents, et s'inventant des définitions du bonheur ou du malheur moins abruptes que celles qu'il surprend, moins cruelles, moins vides de sens.

Jean de Baronecchi fait peut-être partie des journalistes qui ont sacrifié à leur journal les germes d'une œuvre potentiellement plus ample et reconnue. Mais quelle horreur ! Ne parlons pas de ça !

★ LA FEMME SOUS L'HORIZON, de Jean Quénéflec, Julliard, 248 p., 95 F.  
★ L'HISPANO BLANCHE, de Jean de Baronecchi, Orlan, 230 p., 82 F.

## Florent GABORIAU

### chrétiens confirmés

#### le sacrement de la croissance

250 p., 100 F

coll. « Théologie Nouvelle »

éd. A.C.

30, rue Madame, 75005 Paris

011 Tequi

### ÉDITIONS NOUVELLES

## ŒUVRES DE SIGMUND FREUD

NOUVELLES CONFÉRENCES D'INTRODUCTION À LA PSYCHANALYSE

SIGMUND FREUD PRÉSENTÉ PAR LUI-MÊME

LA QUESTION DE L'ANALYSE PROFANE

Préface de J.-B. Pontalis. En appendice : La Question en débat, par Michel Schneider.

L'INQUIÉTANTE ÉTRANGÈTE et autres essais.

L'HOMME MOÏSE ET LA RELIGION MONOTHÉISTE

Préface de Marie Moscovici.

VUE D'ENSEMBLE DES NÉVROSES DE TRANSFERT

Un essai métapsychologique.

Édition bilingue d'un manuscrit retrouvé.

Commentaires d'Ilse Grubrich-Simitis et de Patrick Lacoste.

LE DÉLIRE ET LES RÊVES DANS LA "GRADIVA"

de W. JENSEN

Préface de J.-B. Pontalis.

TROIS ESSAIS SUR LA THÉORIE SEXUELLE

Préface de Michel Gribinski.

UN SOUVENIR D'ENFANCE DE LÉONARD DE VINCI

Préface de J.-B. Pontalis.

SUR LE RÊVE

Préface de Didier Anzieu.

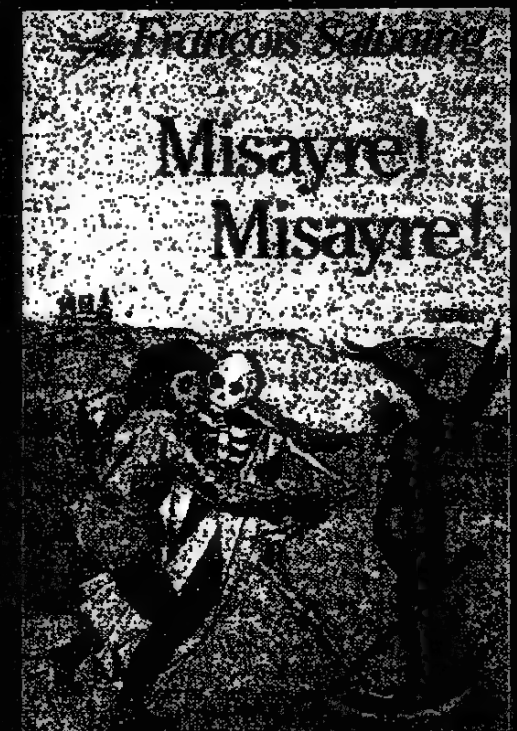
Connaissance de l'Inconscient

GALLIMARD nrf

## MISAYRE! MISAYRE!

### livre inter 88

un prix  
décerné  
par  
des lecteurs  
comme vous



Balland

حکومت الامم المتحدة



هكذا من الاحول

● PHILOSOPHIE

## Plotin redécouvert

Une nouvelle édition, due à Pierre Hadot, de cette « perle de la sagesse antique ».

**P**LOTIN est un philosophe parfaitement surabondant. L'œuvre n'est pas démesurément longue, mais la métaphysique y atteint une sorte de profusion sans égal. En réinventant Platon, sous prétexte de le commenter, Plotin invente un voisinage unique de puissance rationnelle et de ferveur inspirée. A la froideur cristalline du ciel des idées, il substitue un principe débordant de vie. Au cheminement presque purement intellectuel du maître, il ajoute l'aventure amoureuse de l'âme vers le bien. Car ce raisonneur méticuleux, qui affronte les difficultés les plus « techniques », est aussi un mystique, qui se laisse ravir par l'extase.

La philosophie prépare à cette union-fusion de l'âme avec la présence, intense et soudaine, du bien absolu. Elle en garde mémoire. Elle ne peut en tenir lieu. Car elle ne se borne pas à construire un discours, mais à faire vivre une expérience. C'est pourquoi le

texte de Plotin est à la fois si difficile et si limpide, inséparablement : il mesure combien ce qui est absolument simple nous paraît hors de portée. C'est pourquoi, aussi, il n'a cessé de fasciner et d'influer.

Depuis la mort du sage, en 270 après J.-C., son œuvre a régulièrement nourri la pensée et la spiritualité occidentale. De saint Augustin à Bergson, des philosophes arabes à Goethe, Fichte et Schelling, en passant par la Renaissance avec Marsile Ficin et les platoniciens de Cambridge, ses lecteurs dessinent une trame aussi diverse que puissante. Il est vrai qu'après Marx, Nietzsche et Heidegger, notre siècle, le moins platonicien qui soit, tend à l'oublier. En dépit des travaux dus notamment à J. Guitton, J. Moreau, Maurice de Gandillac, ou J. Trouillard, on ne lit plus Plotin, ou presque.

Du coup, il y a une belle témérité, de la part de Pierre Hadot, professeur au Collège de France,

et des éditions du Cerf à se lancer dans une nouvelle publication. D'autant que chacun peut trouver en librairie la traduction française des *Ennéades* publiées en sept volumes, de 1924 à 1938, par Emile Bréhier (1). Il est vrai qu'elle est émaillée de pas mal d'omissions et de contresens, mais cela ne saurait justifier qu'on entreprenne de la remplacer. Pourquoi donc une nouvelle édition ?

Le premier motif, ce sont les progrès décisifs accomplis dans l'étude des manuscrits. Les dernières éditions critiques du texte grec par P. Henry et H.-R. Schwyzler (2) modifient le sens de bien des formules. Il existe déjà de nouvelles traductions anglaises, allemandes, italiennes, espagnoles. Et il n'y aurait rien en France ?

Le second motif, plus décisif, est de rendre Plotin à lui-même. En effet, nous l'avons toujours lu en désordre. Il a laissé cinquante-quatre traités, dont la longueur varie de quelques pages à quel-

ques dizaines. Son disciple Porphyre nous en indique l'ordre chronologique (3). Mais l'édition de Porphyre, reprise au fil des siècles, ne respecte pas cet ordre. De manière fort arbitraire et artificielle, elle regroupe les traités en six « neuvièmes » (*Ennéades*), sans hésiter à en morceler certains. Pour la première fois, l'édition de Pierre Hadot respectera l'ordre de composition des textes.

Ce n'est pas son seul mérite. Des tableaux synoptiques éclaireront la marche des argumentations, des notes discuteront les choix de traduction, de multiples index aideront les recherches. Et surtout, un très copieux commentaire, ligne à ligne, constitue un véritable cours sur chaque traité, guidant pas à pas le lecteur d'aujourd'hui dans les méandres d'une pensée où, sinon, erreur et malentendu le guettent à chaque pas. C'est le cas pour ce *Traité 38*, le premier publié, puis que Pierre Hadot a choisi d'inaugurer par des textes majeurs cet ensemble de publications.

Nul n'était mieux placé que lui pour mener à bien ce vaste projet, qui s'étendra sur une quinzaine de volumes, publiés sur une dizaine d'années. L'auteur d'*Exercices spirituels* et *philosophie antique*, mais aussi de *Porphyre et Victorinus*, de *Plotin ou la simplicité du regard* (4), a passé sa vie dans l'intimité de la pensée plotinienne.

Sans des entreprises de cette rare qualité, on pourrait craindre que les hommes de demain ne fussent définitivement plus capables de lire les grandes œuvres de l'Antiquité.

ROGER-POL DROIT.

★ **TRAITÉ 38 de Plotin.** Introduction, traduction, commentaires et notes de Pierre Hadot. Les éditions du Cerf, 428 p., 150 F.

- (1) Ed. Les Belles Lettres.
- (2) Notamment Clarendon Press, Oxford, 1964, 1977 et 1982.
- (3) Dans sa *Vie de Plotin*, éditée sous la direction de Jean Pépin, Vrin, 1982.
- (4) Ces titres ont été publiés par les *Études augustiniennes*.

● LA VIE DU LANGAGE, par Denis Slakta

## Concordance

**A**UX conflits sociaux, intellectuels et autres, il nous faut ajouter cette pomme de discorde que constitue la concordance des temps. Une fois de plus on va voir qu'une question grammaticale peut cacher « un problème de société » : à la manière d'un dessous de comode qui laisse en évidence la queue du chat.

L'autre jour, j'ai mentionné en passant la lettre qui reproche l'emploi du futur dans cette phrase tirée du *Monde* : « M. Lacanuet a jugé que M. Mitterrand sera à nouveau candidat ». Seul « le futur dans le passé » (allus à la conditionnel présent) serait correct dans la subordonnée complétive dépendant d'un verbe au passé — ici le passé composé : « M. Lacanuet a jugé que M. Mitterrand serait à nouveau candidat ».

A première vue, force est de constater que M. Michel La Guern a la régression actuelle de la concordance des temps ; surtout dans les subordonnées au subjonctif. Nul n'ignore, en effet, que l'imparfait du subjonctif tend à se réfugier dans la période : si vous avez fréquenté chez un médecin ces temps-ci, vous avez pu lire dans *Jours de France* cette « bulle » que Jacques Feizant prête à un certain Raymond porteur d'un tee-shirt à l'américaine : « J'aurais aimé qu'on expliquât sur ce tee-shirt qu'il était bon que je me présentasse afin que vous votassiez pour moi si vous aviez souhaité que je présidasse la République. Mais l'imprimeur a trouvé cela un peu long ».

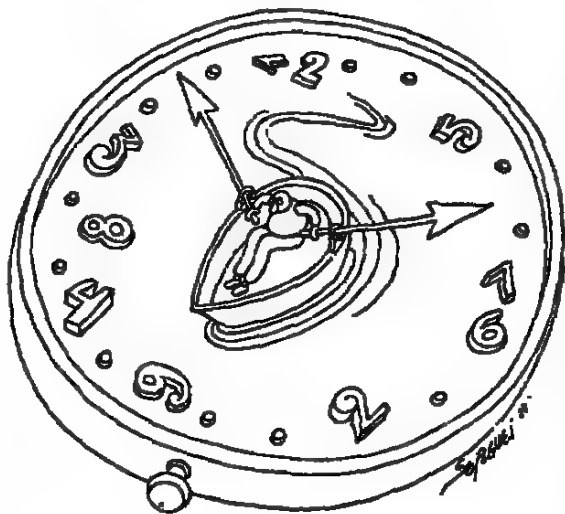
Pourtant ce « déclin » de la concordance des temps n'est pas aussi récent qu'on le dit. Et les causes n'étant pas toujours claires, on cherche des bœufs égarés.

Suivrez, je vous prie, attentivement mon regard et considérez avec sympathie la belle que voici : « Je t'ai dit que Jacques et Lolotte viennent dîner ? » Cette phrase, de dialogue, n'est pas de qui vous pourriez croire ; mais d'André Maurois cité par Damourette et Pichon (*Des mots à la pensée*, 1911-1940) qui ajoutent avec onction et componction : « Nous soupçonnons que M. Maurois reproduit sa propre façon de parler, car les Israélites forment un milieu relativement fermé qui conserve des habitudes allogènes ; et [...] il nous a été donné souvent de remarquer que les juifs faisaient moins volontiers la concordance que le gros des Français ». Outre que Français présente l'avantage de rimer avec Allemands, ces mots donnent effectivement à penser ; mais dirait l'autre c'est encore « un point de détail ».

Reste qu'une certaine angoisse se perçoit quand les grammairiens croisent Henri de Régnier, « d'habitude si correct » : « Elle a compris que je ne m'intéressais jamais à ce qui intéresse les gens d'ici » ; ou Georges Clemenceau : « L'Allemagne a contracté de fait, envers nous, depuis cinquante mois, une dette écrasante ; j'ai dit qu'elle sera payée. » (*Le Journal*, 5 octobre 1918).

Comme il leur paraît impossible de « soupçonner » Henri de Régnier (Noblesse oblige) et le Père la victoire d'influences « sémitiques », les deux « honnêtes Français » penchent alors pour des « effets sémantiques particuliers ».

Au demeurant, il est clair que la mécanique soumise s'effraye bien souvent ; et les fameuses règles n'ont pas de statut grammatical assuré. Législateurs frustrés, des grammairiens ont cherché depuis le dix-septième siècle à les imposer :



n'étant pas nécessaires, qu'elles deviennent au moins obligatoires : comme des lois. Jusqu'au jour où Ferdinand Brunot, l'auteur de *La Pensée et la Langue* (1), prononça un jugement célèbre : « Ce n'est pas le temps principal qui amène le temps de la subordonnée, c'est le sens. La chapitres de la concordance des temps se résument en une ligne : il n'y a pas ».

Débarrassés de présent d'inutiles contraintes et

d'insinuations oiseuses et odieuses, examinons la phrase incriminée, les oreilles et la tête en repos.

Les futurs sont possibles dans la subordonnée, même quand la principale contient un passé composé : « M. Lacanuet a jugé que M. Mitterrand sera (ou serait) à nouveau candidat ». Mais il convient alors d'évaluer les changements de signification et de force.

Un mot d'abord sur les futurs (conditionnel et futur simple) : ils se forment tous deux d'un « R », marque de l'éventualité selon Gustave Guillaume. Dieu ou Diable aidant, évoquez maintenant votre candidat ; que choisirez-vous de lui dire : vous réussirez ou vous réussirez ?

Avec « la forme en - Rais », vous imaginez une hypothèse, parmi d'autres ; ou vous dessinez une simple possibilité, dont rien ne dit qu'elle sera un jour d'actualité : la réussite n'est pas impossible. C'est tout, c'est peu. En revanche, dire vous réussirez à votre interlocuteur, c'est lui « montrer des chances de succès dans un plan où elles apparaissent aussi peu hypothétiques que le futur le comporte » (Gustave Guillaume) (2). Autrement dit, la réussite de votre candidat est bel et bien une certitude positive. Au moins pour vous ; car seule l'horloge parlante (3) a la chance de pouvoir articuler ses certitudes à la nécessité : « Au troisième top, il sera exactement 20 heures 00 minutes ». Dites-le vous, mariage déseillé !

Dans ce dernier cas, Guillaume parle de futur catégorique ; et propose, hélas sans succès, de substituer futur hypothétique à « conditionnel présent ». Et le passé composé ? Dans la pratique écrite, cette forme verbale stupide, dans son rapport au présent, l'améniorité d'une action et son accomplissement : « Quand il a pris sa douche, Ronald signe sa machine ». Rien n'interdit donc d'utiliser le passé composé (« ce présent de l'accompli ») en relation avec les deux futurs.

Affirmant « J'ai dit qu'elle sera payée », Clemenceau n'exprimait pas une simple hypothèse (cf. J'ai dit qu'elle serait payée... un jour) ; mais une certitude qui valait promesse, comme on n'ose plus dire aujourd'hui. Pour M. Lacanuet, il s'agissait de faire connaître une conviction : d'où le futur. Spéculer seulement sur la possibilité, ou l'hypothèse, d'une candidature de François Mitterrand aurait eu moins d'intérêt encore ; il fallait éviter le futur hypothétique.

Pour finir, révoquons un peu. Même avec Alexandre Dumas fils (que le Grand Larousse de la langue française dans une remarquable entrée « concordance des temps ») : « Vous relèveriez un peu votre jupe pour ne pas la mouiller, si bien que je pus voir que vous avez des pieds charmants... »

- (1) Et surtout de *l'Histoire de la langue française des origines à 1900*, de Ferdinand Brunot.
- (2) Temps et verbe. *Théorie des aspects, des modes et des temps*. Réédition 1965, Honoré Champion, Paris.
- (3) Voir Robert Martin, *Pour une logique du sens*, 1963, Presses universitaires de France, Paris.

## L'Etre et l'équation

Avec *L'Etre et l'Événement*, Alain Badiou nous livre une somme « athlétique ».

**P**ROFESSEUR de philosophie, romancier (*Alma-gestes*), auteur d'un livre d'opéra aussi étrange que beau (*L'Echarpe rouge*), Alain Badiou n'est pas moins connu pour le caractère intransigeant de ses positions politiques que pour sa passion du concept. Maîtrise en 1968, althussérienne et lacanienne, il n'a cessé depuis lors d'être attentif tant aux pratiques révolutionnaires, d'où qu'elles viennent, qu'aux derniers développements des sciences mathématiques. Ce double aspect de sa personnalité donne à chacune de ses interventions un côté spectaculaire : Badiou est le seul philosophe qui mette la révolte en équations et qui ait trouvé dans la théorie des ensembles l'idée d'un monde meilleur.

### Transgresser les savoirs établis

Les années ont passé. Depuis 1982 (*Théorie du sujet*), le militant a cédé la place à un penseur soucieux d'affecter la synthèse entre ses expériences historiques et ses convictions intellectuelles. Mais l'érudition d'Alain Badiou est tellement vaste qu'une telle synthèse doit être sans cesse élargie. Son dernier livre, *L'Etre et l'Événement*, en constitue donc l'ultime version connue : mais peut-être est-elle appelée à un prochain dépassement.

Prévenons le lecteur : il s'agit d'un livre touffu, confus comme l'époque qu'il prétend embrasser, oscillant pendant près de six cents pages entre les profondeurs abyssales de la métaphysique spéculative et l'aridité des démonstrations logico-mathématiques. On y entre plein d'espoir, on ne tarde pas à s'y perdre, on se sort meurtri. Nul ne peut être sûr d'avoir tout compris. Mais l'ampleur du projet a quelque chose de saisissant et l'on y sent un souffle épique.

que qui n'est pas si courant dans la philosophie actuelle.

L'objectif de Badiou est de donner ses cadres intellectuels à notre temps. Pour ce faire, il lui faut penser ensemble l'interrogation heideggerienne sur l'Etre, la philosophie des mathématiques et le freudo-marxisme. On admettra que ce n'est pas simple. Badiou s'en tire en plaçant la théorie des ensembles au fondement de l'ontologie : l'Etre est donc irrémédiablement voué au multiple, et Heidegger remplacé par Cantor. A partir de là, la voie est libre pour penser, au-delà de l'Etre, ce qui rentre dans la catégorie du temps ou, comme dit Badiou, de l'*« événement »*.

Par événement, il faut entendre ici une relation, un passage, un franchissement, l'acte d'un sujet tentant de transgresser les savoirs établis. Avec ce retour du sujet s'ouvre devant nous le champ de l'action : Badiou y repère quatre grands axes, qui vont de la science à la politique, de l'art à l'amour. On ne voit pas clairement pourquoi il privilégie ceux-là plutôt que d'autres, mais l'on sent que toute sa métaphysique — car c'en est une — est orientée par le désir d'inspirer les expérimentations les plus audacieuses, les pratiques les plus novatrices.

Elle ne peut, de ce fait, que susciter la sympathie. Sans pourtant parvenir à emporter notre adhésion : il est dommage que Badiou ne puisse s'affranchir une bonne fois de sa fascination pour Heidegger et de sa religion des mathématiques. Libéré de l'une comme de l'autre, il parviendrait sans doute mieux à saisir cet « esprit de l'époque » qui l'inquiète tant, ainsi qu'à le traduire en termes accessibles.

CH. DELACAMPAGNE.

★ **L'ÊTRE ET L'ÉVÉNEMENT**, d'Alain Badiou. Seuil, coll. « L'ordre philosophique », 1988, 576 p., 200 F.

● PSYCHOLOGIE EN MIETTES

## Ludwig Binswanger et la souffrance mélancolique

**L**e mélancolique vit dans l'appréhension de sa fin : « On est dans la vie mais aussi dans la mort ; ce sont des sentiments qui le plus souvent poussent à la mort », disait l'écrivain suisse, Reto Ros, soigné par Ludwig Binswanger, et qui mit fin à ses jours en se pendait à l'âge de quarante-cinq ans.

De ce suicide, Binswanger nota qu'il serait erroné de l'envisager seulement comme fait ou fuite devant la vie ; il serait plus juste de voir en lui le dernier « matériau de combustion » qui peut encore être jeté « dans le brasier de la souffrance », et cela après que l'on se fut soi-même effacé et que l'on se fut « rayé de son livre de comptes ».

Ludwig Binswanger (1881-1966), l'auteur du *Cas Suzanne Urban* (1) et de l'introduction à l'ouvrage posthume (éd. de Minuit), appartenait, avec Eugen Bleuler, son maître, Carl Gustav Jung, Hermann Rorschach et Medard Boss, à l'école helvétique de psychiatrie, qui manifesta toujours une très grande liberté à l'égard des théories et des doctrines. Bien que lié à Freud, Binswanger s'inspira de Kraepelin et surtout de Husserl et de Heidegger ; il reprochait à la psychanalyse de priver l'homme de sa dimension ontologique en le

réduisant à un déterminisme naturaliste et à la « mécanique des pulsions ».

Fils et petit-fils de psychiatre — son grand-père avait fondé la clinique Bellevue à Kreuzlingen, — Ludwig Binswanger se souvenait encore dans *Mélancolie et manie* (1960) de la « figure géométrique » de Cécile Münch et de son regard profondément mélancolique. Il avait alors dix ans. « Si, avoue-t-il, cette figure humaine, en tant que première impression de la menace intérieure et extérieure qui pèse sur notre vie, a représenté un repère précoce de mon expérience au sens de la connaissance pratique de l'homme, maintenant à la fin de ma vie elle apparaît aussi comme une figure de référence transcendantale objective du point de vue de mon expérience scientifique ».

★ **MÉLANCOLIE ET MANIE**, de Ludwig Binswanger. Traduit de l'allemand par Jean-Michel Azorin, Yves Tottay et Arthur Tatonian. Présentation par Yves Pélicot. Presses universitaires de France, coll. « Psychiatrie ouverte », 136 p., 78 F.

(1) Publié en 1957 chez Desclée de Brouwer dans une traduction de Jacqueline Verdoux. Ce livre vient d'être réédité chez Gérard Monfort (Saint-Pierre-de-Salerno, 27800 Brinnes, 144 p., 75 F.).

## Margarete Mitscherlich et l'agressivité féminine

**M**ARGARETE MITSCHERLICH, membre de l'Institut Sigmund-Freud à Francfort, avait, dans un livre retentissant, *Le Deuil impossible* (Payot, 1972), écrit en collaboration avec son mari, Alexander Mitscherlich, dont la description des mécanismes psychologiques qui avaient permis à la plupart des Allemands de se soustraire à tout sentiment de culpabilité face aux horreurs engendrées par le dictateur nazi.

Le dernier essai de Margarete Mitscherlich, *La Femme pacifique*, pose, à travers de nombreuses études (l'une d'elles, excellente, s'intitule : « L'antisémitisme, une maladie d'hommes ? »), la question suivante : que faire pour que l'homme redevienne destructeur et ne conduise à s'annuler et à mettre en péril la vie ? A la violence masculine ne pourrait-on opposer la pacifisme féminin ?

Même si elle admet que nous en savons encore trop peu sur ce qui fait la différence psychique si profonde entre les hommes et les femmes et sur ce qui rend si souvent incommensurables leurs difficultés à se comprendre et à vivre ensemble, Margarete Mitscherlich ne tient pas à bécoter ses lectrices de faux espoirs : il existe chez la femme un

potentiel agressif aussi redoutable que chez l'homme. Pour des raisons dues aux méthodes d'éducation, et au mode de socialisation, les femmes retournent leur agressivité contre elles-mêmes et vivent dans la culpabilité et la peur d'être abandonnées. Sans reprendre à son compte le mot de Phyllis Chesler, « la legs de la mère, c'est la captivité », Margarete Mitscherlich croit qu'il appartient aux femmes d'empêcher leurs compagnons de chercher des boucs émissaires, aussi bien dans leur vie privée que professionnelle que dans la vie politique. Aux femmes de refuser leur adhésion à la « forteresse et à l'hypermasculinité masculine ». Ces plusieurs injonctions marquent les limites du livre de Margarete Mitscherlich : souvent intéressant, toujours moralisateur.

ROLAND JACCARD.

★ **LA FEMME PACIFIQUE**, de Margarete Mitscherlich, traduit de l'allemand par Sylvie Ponsard. Ed. Des Femmes, 276 p., 117 F.

— A signaler également en poche, et en deux volumes, la réédition de la célèbre étude d'Heinrich Deutsch sur *La Psychologie des femmes* (Coll. « Quadrige », PUF, T. I, 327 p., 49 F. ; T. II, 413 p., 49 F.).



LE MONDE DES LIVRES

• SOCIÉTÉ

# Les pauvres ont la vie dure

Serge Milano et Jean-Michel Belorgey  
à la recherche du dernier « filet de sécurité »

LES beaux esprits enragent. Ils vivent dans des pays qui figurent au palmarès de la production par tête d'habitant et il existe encore de ces « têtes d'habitants » courbées, marquées par une vie sans joie, vidées d'espoir. Oui, les pauvres sont toujours là, rasant les murs de la ville, tendant ou non la main, ballottés d'un centre d'hébergement à l'autre, gavés de petites annonces sans suite, de tristes impayées, de rebuffades. Décidément, les pauvres ont la vie dure.

Ceux du bas de l'échelle, combien sont-ils ? Dans son ouvrage, Serge Milano refuse autant la sensibilité que la démagogie. Ainsi, affirme-t-il, contrairement à ce que l'on lit souvent, les pauvres (1) sont moins nombreux qu'il y a une dizaine d'années (1 million de personnes contre 4 millions en 1975). Si l'on veut distinguer parmi les pauvres ceux qui n'ont vraiment « rien pour vivre », il faut isoler 120 000 à 140 000 foyers qui regroupent environ 300 000 personnes. Cette réduction en nombre des personnes « pauvres », est la conséquence des politiques menées depuis dix ans en faveur des personnes âgées, des handicapés, etc.

## Les chômeurs en fin de droit

Si les pauvres sont moins nombreux, ils sont hélas plus pauvres. Cette population est devenue plus homogène, composée majoritairement de chômeurs en fin de droits, de personnes isolées et de familles monoparentales. Serge Milano estime qu'il faudrait environ une dizaine de milliards par an pour porter au « seuil de pauvreté » l'ensemble des ménages qui se situent au-dessous. Ce qui ne représente que 0,1 % du PIB. Et pourtant, le phénomène de clochardisation se déroule dans l'indifférence générale.

Comment faire face à cette honte de notre société ? Dans de nombreux programmes politiques figure maintenant le revenu minimum garanti. Encore faut-il savoir de quoi l'on parle. Un certain nombre de thèses défendent l'idée d'un revenu minimum qui se substituerait à l'ensemble des prestations en espèces distribuées au titre des différentes législations de la protection sociale. Serge Milano réfute les principaux arguments soutenus par ceux qui défendent cette idée et se prononce pour un « revenu social d'insertion ».

De quoi s'agit-il ? De nombreux pays européens ont adopté des dispositifs d'aide généralisée et en France même, certaines communes ont institué des prestations nouvelles dites de « mini-



mun garanti ». En outre, l'Etat a expérimenté une formule de garantie de ressources pour les plus démunis : le complément local de ressources (CLR) créé en 1984 et qui a changé de nature avec le nouveau gouvernement. Il réamène aujourd'hui un travail à mi-temps éventuellement complété par une formation.

## « La trahison de l'Etat-providence »

Le revenu social d'insertion préconisé par Serge Milano s'apparenterait juridiquement à l'actuel CLR mais serait plus ambitieux. Destiné aux 140 000 ménages les plus pauvres, il aurait vocation à être généralisé aux 200 000 autres ménages situés au-dessous du seuil de pauvreté. Ce revenu social serait attribué pour six mois, deux fois renouvelable. Une durée de dix-huit mois est en effet suffisante pour juger des possibilités effectives d'insertion des personnes intéressées. Si, malgré tout, l'échec est constaté, l'assistance, qui est un droit pour chaque individu, devrait prendre le relais sous la forme de l'aide sociale des communes.

Au-delà de la solidarité, estime Serge Milano, la pauvreté exige

une remise en cause des rapports sociaux. Chaque époque a ses « nouveaux pauvres » : les personnes âgées, hier ; les chômeurs en fin de droits aujourd'hui. La pauvreté révèle et dénonce en définitive la « trahison de l'Etat-providence ». Conçu et géré pour assurer le bien-être social, il a enfermé les individus dans le statut étroit de travailleur et de consommateur.

Selon Serge Milano, il faut aller vers un nouveau compromis social. « Les luttes de classement sont aujourd'hui plus importantes que les luttes de classes », dit-il. Le clivage essentiel de notre société est entre les actifs et les passifs. Serge Milano est cependant réconforté par certains signes montrant que le progrès social peut être le facteur décisif du progrès économique. Autre indication du rapprochement des points de vue : le RPR Philippe Séguin dans la préface et le socialiste Claude Evin dans la postface s'accordent pour trouver le livre exemplaire.

Jean-Michel Belorgey, député socialiste, qui, lui, épingle un peu Serge Milano à la page 110 de son livre *La Gauche et les Pauvres* à propos d'un article de ce dernier, serait sans doute également

convaincu par les arguments de l'auteur de *La Pauvreté absolue*. L'ouvrage de J.-M. Belorgey participe en tout cas de la même volonté d'inscrire la lutte contre la pauvreté dans celle que l'on mène pour les droits de l'homme. La facture est toutefois différente : plus technique, plus « programmatique », plus polémique. Ce qui plaît d'entrée de jeu dans la démarche de l'auteur, c'est son franc-parler.

## La répartition de la pénurie

Le catalogue des « trous de la protection sociale » est à méditer, un crayon à la main, tout comme la grande « défausse » de la décentralisation où l'on a vu un clivage s'établir entre départements « vertueux » menacés de débordement et d'autres pratiquant dans le champ social une politique de répartition de la pénurie. Jean-Michel Belorgey a la dent dure (« improvisation et archaïsme ») à propos des programmes de lutte contre la pauvreté, qu'ils soient de droite ou de gauche.

La pauvreté ne s'exprime pas seulement par le manque de ressources et J.-M. Belorgey étudie avec rigueur les politiques favorisant le droit au logement, le droit à l'activité, les libertés et la participation à la vie civique, montrant leurs réalisations et leurs insuffisances. « La « carrière du pauvre » débouche plus ou moins inévitablement un jour sur l'errance », écrit-il. C'est le mérite de ces recherches heureusement convergentes sur le minimum de ressources et l'insertion d'essayer de donner de nouvelles racines à ceux qui dérivent.

PIERRE DROUIN.

★ LA PAUVRETÉ ABSOLUE, de Serge Milano. Hachette, « Coll. Minitations », 270 p., 130 F.

★ LA GAUCHE ET LES PAUVRES, de Jean-Michel Belorgey. Syros, 224 p., 95 F. Ce livre ouvre la collection « Alternatives sociales », jumelle d'« Alternatives économiques ». Dans cette nouvelle série viennent également de paraître : *D'une génération à l'autre* de Francis Godwin et Paul Bonfratigue ; *La Politique sociale unitaire* de Frédéric Lemaire ; *Des manœuvres au chantier* d'Alain Jentet et Henri Tiger ; *La Fin du mariage* de Françoise Battaglia ; *Informations et travail social*, de Françoise Darrieux.

(1) Sont appelés « pauvres », en l'occurrence, les ménages dont le revenu disponible était au plus de 55 F par jour et par unité de consommation, soit 1 665 F par personne et 2 830 F pour un couple sans enfant (coefficient 1,7 en unité de consommation). Ce « seuil de pauvreté » correspond à celui qui a été adopté par la Commission des Communautés européennes.

# France-Japon : la qualité de la ville

L'urbanité nipponne face à l'ordre haussmannien.

RÉFLEXION sur la conception de la ville, prenant comme pôle de référence deux traditions urbaines s'inscrivant dans des cultures singulières (celle de la France, et plus généralement de l'Occident, et à l'opposé celle du Japon), *La Qualité de la ville, urbanité française, urbanité japonaise* est un livre riche, foisonnant par les thèmes abordés (sens de l'urbain, formes et durées, monuments, patrimoine et aménités, lieux et rapports sociaux, etc.) et leurs implications. Malgré son caractère académique, il est loin d'être un ouvrage uniquement réservé aux spécialistes car, en définitive, c'est de la dimension culturelle de la ville, donc pas seulement de sa matérialité et de son organisation mais de la manière dont ses habitants la vivent, dont il s'agit.

La conception de la ville ou son architecture sont le reflet de l'arbitraire qu'est toute culture :

par le jeu de miroir entre des conceptions occidentale et japonaise dont il est le lieu, ce livre montre combien la ville ne peut exister indépendamment des interprétations subjectives qu'on font ceux qui la vivent quotidiennement, « pas à pas ».

## « L'immuable est tel le rite »

Fruit du colloque qui s'est tenu en mai 1987 à Tokyo (*Le Monde* daté 7-8 juin 1987) et du travail réalisé dans le cadre du programme de recherche de la Maison franco-japonaise, sur le thème « Qualité de l'environnement urbain au Japon », l'ouvrage, illustré de photographies et de cartes, réunit une quarantaine de textes et trente et un auteurs français et japonais. Son mérite tient à la diversité des voix qui s'y

expriment (écrivains, architectes, sociologues, chercheurs en sciences humaines) et, par conséquent, des approches et des sensibilités.

Dans son épilogue, qui, plus que de clore la réflexion, cherche à l'ouvrir, Augustin Berque, directeur de la Maison franco-japonaise et maître d'œuvre du colloque et du programme de recherche, souligne combien l'urbanité japonaise contraste avec l'ordre haussmannien par l'instabilité des formes et la prégnance des comportements et des savoir-faire : « L'immuable est ici le rite, non la substance ». S'inscrivant dans une conception du rapport au temps différent, la monumentalité de la ville, c'est-à-dire une identité sociale mémorisée, relève au Japon et en Occident de deux traditions antithétiques.

L'ouvrage soulève, au fil des pages, nombre de questions :

celle, par exemple, de la beauté de la ville qui, en définitive, est loin d'être garante de qualité de vie, ou celle de la volonté ordonnatrice qui préside à son organisation urbaine. Le cas japonais montre que la qualité de la ville sord de pratiques héritées d'une mémoire urbaine plus qu'elle n'est le résultat de préoccupations de la puissance publique, mais aussi que cette non-intervention engendre d'autres maux. A travers la ville et l'originalité de deux expériences urbaines à bien des égards opposées, c'est en réalité une dimension fondamentale de la modernité qui est évoquée.

PHILIPPE PONS.

★ LA QUALITÉ DE LA VILLE, URBANITÉ FRANÇAISE, URBANITÉ NIPPONE, présenté par Augustin Berque, Publications de la Maison franco-japonaise, diffusion : Peeters, P.B. 41, B-3000, Louvain, Belgique.

# EDNA O'BRIEN



## LES FILLES DE LA CAMPAGNE

On ne peut pas aimer l'Irlande sans aimer Edna O'Brien et réciproquement, tant ses livres sont imprégnés de fascination pour cette terre vaguement barbare qui vous fait le cœur fanatique.

Gérard Heudon, *Libération*

Avec la trilogie des Filles de la Campagne, Edna O'Brien, Irlandaise de la révolte, de la force, du drame et de l'émotion, signe l'une des plus vigoureuses critiques des non-valeurs d'aujourd'hui.

Jean-Marie de Montremy, *La Croix*



Du même auteur chez Fayard  
Un cœur fanatique, Avant-propos de Philip Roth, traduit de l'anglais par Leo Dile.

FAYARD

هكذا من الامم



صكزا من الالجل

● LETTRES PORTUGAISES

## Almada-Negreiros, inventeur de formes

**A**VEC Mario de Sa-Carneiro et Fernando Pessoa, José de Almada-Negreiros fut l'un des principaux représentants du mouvement artistique moderniste au Portugal. L'éventuelle collective, qui eut en 1915 les deux numéros de la revue *Orpheu* pour support, fut de courte durée : Sa-Carneiro (1) se suicida à Paris l'année suivante et Pessoa s'éloigna peu à peu en lui-même. Seul Almada-Negreiros persista dans la voie moderniste qu'il illustra, avec éclat et profusion, jusqu'à sa mort en 1970, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Peintre et décorateur, prosateur et poète, à l'occasion chorégraphe et danseur de cabaret...

Reprenant le thème de Flaubert et Arlequin, dont il se servit également dans ses œuvres picturales ou théâtrales, Almada met en scène les masques et les pièges de l'amour.

Relevant d'une esthétique résolument moderniste, *Nom de guerre* n'est pas un roman expérimental, le laboratoire d'une avant-garde qui se cherche. D'une écriture nerveuse, en phrases courtes, descriptives ou sentencieuses, Almada peint, avec un lyrisme dominé et une grande force d'évocation, un univers dans lequel les aspirations de l'individu et les contraintes de la société restent irréconciliables. Mais, inaccessible, l'accord existe pourtant : « Les astres commandent ! Et ils commandent une chose pour



ret... « Voir ensemble des cinq sens c'est penser », écrivait Almada-Negreiros. D'un « *Ultimatum futuriste aux générations portugaises du vingtième siècle* », lancé en 1917, à sa grande œuvre murale réalisée peu avant sa mort pour la Fondation Gulbenkian de Lisbonne et intitulée *Comme un cerf*, l'artiste a manifesté dans tous les domaines sa vigueur créatrice. Inventeur de formes, moderne à tout prix, Almada a également mené, durant toute sa vie, des recherches sur le « nombre parfait » tout en défendant l'innocence et l'ingénuité poétique face à la raison calculatrice.

En 1925 mais plus tard, *Nom de guerre* est un roman d'apprentissage, le récit symbolique d'une enfance qui n'atteint pas la maturité mais se perd dans les méandres du siècle, « une œuvre circulaire dont le protagoniste-prétexte, venu du néant y retourne », écrit José-Augusto França, qui préface la traduction française du livre.

chacun ! Et cet ordre si serré des astres est une véritable anarchie pour la société. »

En 1925 mais plus tard, *Nom de guerre*, « nouvelle ordinaire laboite », est une œuvre et allégorie fantaisie, une pochade surréaliste jouissante dans laquelle l'ontisme et la fantasmagorie s'expriment en inventions verbales et visuelles.

**\* NOM DE GUERRE** (Nom de guerre), de José de Almada-Negreiros, traduit de portugais par Marie-Claire Vromans et Anne Viennet, préface de José-Augusto França, La Différence, 250 p., 89 F.

**\* LA REPASSEUSE** (A Repasseuse), de José de Almada-Negreiros, traduit de portugais et préface par Anne-Marie Quint, La Différence, 86 p., 49 F.

(1) *La Confession de Lucio et les Poèmes complètes* de Sa-Carneiro ont été publiés à La Différence en 1987.

## Autres parutions

● **Lisbonne. La nostalgie du futur.** Autrement, hors-série n° 30, avril 1988. Composée par Michel Chandeigne, avec la collaboration de Pierre Lélis-Costa, un beau cahier d'hommage et d'amour dédié à la ville blanche, rose et d'ocre, poème vivant déclamé à l'écrit de l'Europe, capitale d'un Cinquième Empire encore à venir... (Ed. Autrement, 224 p., 85 F.)

● **La Forêt dans le fleuve.** de Lidia Jorge. Les destins mêlés de deux femmes dans le Portugal d'aujourd'hui. Cette fable sociale est le troisième roman de Lidia Jorge, et le premier à paraître en France. Traduit du portugais par Anne Viennet. (A.-M. Métailié, Albin Michel, 384 p., 150 F.)

● **Écrits de la terre et blanc sur blanc.** poèmes d'Eugénio de Andrade. Deux nouveaux volumes de ce poète de Porto qui chante le soleil et le corps mais dont le regard ne se détourne ni de la vieillesse ni de la mort. Deux autres recueils avaient paru chez le même éditeur en 1986 (« Le Monde des livres » du 9 janvier 1987). Traduit du portugais par Michel Chandeigne. Édition bilingue. (La Différence, 138 p. et 110 p., 69 F. chaque volume.)

● **Animal regard.** d'Antonio Ramos Rosa. Michel Chandeigne a également traduit ce choix de poèmes d'un poète originaire du sud du Portugal, qui connaît les prisons salazariennes et traduit Cher, Michaux et Bonnefoy en portugais. En quête de liberté charnelle et spirituelle, Ramos Rosa écrit « pour ne pas vivre sans espèce, pour que le corps ne meure pas dans l'ombre froide ». Édition bilingue. (Ed. Unes, BP 59, 83490 La Mure, 72 p., 81 F.)

● **Objet à trouver.** de Virgílio de Lemos. Poète né au Mozambique, vivant en France, Virgílio de Lemos a composé les deux cycles insulaires — celui d'Ibo au Mozambique et celui de Noirmoutier en Vendée — réunis dans ce volume, à vingt-cinq ans de distance, le premier en portugais, le second directement en français. Traduit du portugais par Americo Nunes. Édition bilingue. (La Différence, 128 p., 69 F.)

● Signalons enfin un dossier sur le futurisme portugais présenté par Henri Deluy dans le n° 110 d'*Action poétique*. On trouvera notamment dans cet ensemble des traductions de Pessoa, Sa-Carneiro et Almada-Negreiros. *Action poétique*, rue J.-Mermoz, n° 8, La Fontaine-au-Bois, n° 2, 77210 Avon, 80 F.)

## Fortunes de Fernando Pessoa

**L**E destin posthume d'une œuvre n'est jamais totalement étranger à sa nature et à ses particularités. Celle de Fernando Pessoa n'échappe pas à cette règle. Œuvre cachée, plurielle, empruntant tous les détours pour masquer son unité ou pour la contester, elle semble, par cette nature même, refuser de s'offrir dans son intégrité et son intégralité. Cinquante-trois ans après la mort du poète, il n'existe pas d'édition vraiment complète, scientifique de ses œuvres : des trois qui ont été publiées, au Portugal et au Brésil, aucune n'offre les garanties d'une édition de référence. Celle qui est actuellement en chantier ne verra sans doute pas le jour avant plusieurs années.

Ainsi, reconnus dans son pays comme une figure presque emblématique de la nation — ses cendres furent transférées en 1985 au monastère des Jérônimos où elles reposent non loin des tombeaux de Vasco de Gama et de Camões — comment par des générations de critiques et d'universitaires, admis dans le panthéon de la littérature occidentale de ce siècle, Pessoa n'est pas encore, dans sa totalité, sorti de l'ombre.

C'est paradoxalement en France que le centenaire de la naissance de Fernando Pessoa (le 13 juin) est célébré avec le plus d'éclat. La fortune de l'écrivain dans notre pays est déjà ancienne : deux personnes y ont contribué d'une manière décisive : Pierre Hourcade

d'abord, lecteur à l'université de Coimbra dans les années 30, puis directeur de l'Institut français de Lisbonne, le seul Français à avoir rencontré Pessoa et qui, le premier, traduisit et présenta quelques-uns de ses poèmes ; Armand Guibert, ensuite et surtout, qui publia en 1960 un volume de la collection « Poètes d'aujourd'hui » dont la pertinence ne s'est pas démentie, et qui traduisit une partie de l'œuvre poétique, les poèmes d'Alberto Caeiro (Gallimard, 1960) et ceux d'Alvaro de Campos (idem, 1968), notamment. Exception faite de quelques autres publications isolées, on en resta là.

Dirigée par Robert Bréchon et Eduardo Prado Coelho, l'édition des œuvres de Fernando Pessoa, dont quatre volumes sur huit paraissent aujourd'hui, est le fruit d'un travail collectif qui a rassemblé traductions et commentaires. C'est en 1984 que l'Institut portugais du livre chercha un éditeur français désireux de prendre en charge l'entreprise. Christian Bourgois, avec l'aide de l'Institut et du Centre national des lettres, accepta avec un certain courage de se lancer dans l'aventure.

L'édition Bourgois ne se prétend pas complète. Elle vise à offrir l'essentiel de l'œuvre de Pessoa, d'ailleurs (peut-être trop) présentée et balisée par les différentes introductions et préfaces. Robert Bréchon a voulu organiser

ces volumes en fonction d'un public non forcément averti. Il s'agit donc plus ici d'initier, de guider le lecteur que de l'encombrer d'un lourd appareil scientifique. D'où le choix d'une édition non bilingue, excepté pour quelques poèmes.

En dehors de cette édition dont les qualités comprennent largement les limites, La Différence se lance dans une aventure d'une tout autre ampleur et ambition : éditeur qui défend avec beaucoup d'ardeur la littérature portugaise, Joaquim Vital, directeur de cette maison, publiera à la fin du mois le premier — voir l'article d'André Velter — des dix-huit volumes d'une édition des œuvres complètes de Pessoa. Deux autres volumes de cette édition, dans laquelle toute la poésie serait présentée en bilingue, verraient le jour avant la fin de l'année. Les choses s'arrêtent-elles là ? Nullement, puisqu'il est également fortement question de deux volumes de « la Pléiade », reprenant, pour la partie déjà traduite ou en cours de traduction, l'édition Bourgois.

L'œuvre labyrinthique du poète aux multiples visages se trouve ainsi, en France, l'objet de sollicitudes nombreuses et diverses. Y a-t-il lieu de se féliciter de ces empiètements ou de craindre qu'ils ne contribuent à égarer le lecteur au seuil d'une œuvre encore à découvrir ? Il faudra en juger sur pièces.

PATRICK KÉCHICHIAN

## «Après-demain je serai un autre»

**R**EN de plus naturel pour Fernando Pessoa que d'avoir été précédé sur les sentiers de la gloire littéraire par la « coterie inexistant » de ses doubles. En France, depuis trente ans, ce sont les hétéronymes majeurs, Alberto Caeiro et Alvaro de Campos, qui confisquent l'attention, au point de couvrir d'une ombre parfaite les œuvres de celui qui les avait inventés. On célébrait le *Gardeur de troupeaux*, l'*Ode maritime* et *Bureau de tabac* ; on ne soupçonnait nullement l'ampleur des écrits signés « Pessoa ».

Désormais, et soudainement, comme d'un puzzle dont une seule pièce aurait été visible avant que toutes les autres ne soient jetées en vrac, nous disposons de traductions multiples qui réorientent vers d'autres plus subtiles déviations.

D'abord, la version intégrale des poèmes d'Alvaro de Campos, superbement traduits par Michel Chandeigne et Pierre Lélis-Costa, confirme la place centrale de ce faux ingénieur naval transmuté en vrai génie poétique. Le paradoxe, c'est que la personnalité de Campos en vienne à s'imposer au fil des pages avec plus d'intensité que celle de Pessoa et suive plus exactement les détours d'une vie qui ne fut sienné que par délégation. Ainsi, le reflet accède à la réalité, tandis que l'auteur véritable reste en exil de lui-même. Et Campos de prophétiser, comme s'il tenait à léguer un peu d'être et d'espérance à son créateur, comme s'il savait qu'il lui revenait de prophétiser pour deux : « Après-demain je serai un autre/Ma vie triomphera d'elle-même. »

En fait, il n'y eut pas de triomphe : une méchante cirrhose ponctuellement entretenue soir après soir devait refuser à cet homme de quarant-sept ans d'assister ne fût-ce qu'à l'ébauche de sa reconnaissance littéraire. Pessoa disparaît en laissant une malle saturée de manuscrits, plus quelques plans pour prévoir les éditions de l'ensemble. Il entendait notamment regrouper toute sa poésie lyrique sous le titre de *Cancioneira*. Là devait prendre place des poèmes issus de l'affrontement intime de la sensibilité et de la conscience de soi, des textes à caractère expérimental de la période dite « moderniste » — en liaison avec l'aventure de la revue *Orpheu* — et d'étranges compositions ésotériques où se conjuguent une foi gnostique et une exaltation de la mission du poète initié.

Car Pessoa ne craignait pas de s'assigner pour but ultime « de reconnaître la vérité comme vérité et en même temps comme erreur, et de vivre les contraires sans les accepter, de tout sentir de toutes les manières et, en fin de compte, de n'être rien, sinon l'intelligence de tout ». Et en effet, voilà bien le projet de démiurge de Fernando Pessoa, projet d'un architecte de l'univers qui, ne se sentant rien, eut comme

personne l'intelligence de tout. « Parfois je suis le dieu que je porte en moi/Je suis alors le dieu et le croyant et la prière/Est l'image d'Ivoire/Où l'on oublie ce dieu/Parfois je ne suis rien de plus qu'un aïeul/De ce dieu personnel que je suis dans mon exaltation/Je contemple en moi un ciel tout entier/Et ce n'est qu'un ciel haut et vide. »

### Cette épopée réduite aux symboles

Le seul livre publié du vivant de Pessoa sous son nom fut *Messias*. Les Portugais le lisent aujourd'hui comme le poème emblématique de leur destin où se révèle l'histoire et la légende, les échos et la gloire. Avant d'aborder ce texte codé, il est impératif de parcourir la préface de Patrick Quillier, qui excelle dans le rôle d'éclaircisseur de labyrinthe, puis, une fois repérées les figures de Dom Sébastien, d'Henri le Navigateur, de Jean l'ou de Philippe de Lancastre, de s'abandonner à cette épopée réduite aux symboles, à ce chant

sans voix qui s'en tient aux notes sèches et pures, aux éclats fulgurants : « La vie est brève, l'âme est vaste ;/Posséder, c'est être en retard. »

Plus qu'un poème patriotique auquel on voulait longtemps le borner, *Messias* témoigne de la volonté d'engendrer une « aspiration immense », un mythe nouveau dans lequel Pessoa détachait « le mystère le plus haut qui soit permis à l'œuvre humaine ». Volonté pathétique s'il en est, comme une lueur suscitée au bout du désespoir chez un être qui avait dit : « Je suis un nationaliste mystique », en ajoutant aussitôt : « mais je suis en outre et surtout en contradiction avec cela, beaucoup d'autres choses. »

Ces « autres choses » se dévoilent dans les *Proses* (1) éparpillées entre 1912 et 1935. Chroniques, critiques, manifestes provocateurs, du *Préjugé de l'ordre au Banquier anarchiste*, c'est encore une multitude de Pessoa qui coexistent ou s'affrontent. A ceux-là, il n'a pas voulu donner d'autre nom que le sien. Finalement, à ses yeux, la fiction des hétéronymes rejoignait la fiction

où il cherchait sa vie. La signature devenait alors moins qu'un signe. Restait l'œuvre qui seule allait changer en destin la trace de cet abîme absent... « Vivre n'est pas nécessaire ; ce qui est nécessaire, c'est créer. »

ANDRÉ VELTER

(1) *Proses*, premier tome des œuvres complètes de Fernando Pessoa (à paraître le 15 mai), traduit du portugais par Simone Ribetfeld, Dominique Tonati et Joaquim Vital, La Différence, 159 F.

● **ŒUVRES POÉTIQUES D'ALVARO DE CAMPOS**, de Fernando Pessoa, traduit de portugais par Michel Chandeigne et Pierre Lélis-Costa, éditions Christian Bourgois, 301 p., 100 F.

● **CANCIONEIRO**, de Fernando Pessoa, traduit par Michel Chandeigne et Patrick Quillier, éditions Christian Bourgois, 266 p., 98 F.

● **POÈMES ÉSOTÉRIQUES, MESSAGE, LE MARIN**, de Fernando Pessoa, traduit par Michel Chandeigne et Patrick Quillier, éditions Christian Bourgois, 210 p., 98 F.

● Par ailleurs, Bernard Sesté a traduit séparément, MESSAGE et LE MARIN aux éditions José Corti (respectivement 171 p., 75 F et 69 p., 70 F).

## L'intranquillité de penser

(Suite de la page 19.)

Et si l'on sait que, en famille de Poe et de Wilde, rien en ce monde n'émouvait Pessoa qui ne fût passé au tamis de la littérature — dont la pratique, au demeurant, était sa passion exclusive, — on peut entrevoir déjà son génie dans son attitude à l'égard de ses écrits : quelques poèmes de jeunesse en anglais et un autre en portugais exceptés, ainsi que des publications en revues, les milliers de pages qu'il avait noircies obéissant à une inéluctable nécessité, on les trouvera, à sa mort, entassés dans une malle.

Non par indifférence, mais, d'une part, parce que l'important avait été pour lui de faire son œuvre, et non de la publier ; et de l'autre, parce que, sans doute, il répondait à la secrète volonté que son destin fût exemplaire : pour que nous nous apercevions que, sa vie durant, il avait exercé le métier de penser et qu'il l'avait exercé contre vents et marées, contre la pauvreté, contre sa propre difficulté à aimer d'amour autrui, et aussi bien pour lui que pour nous tous, pour l'honneur de l'homme.

On songe à Socrate sur son lit de mort, renvoyant sa femme et l'ami qui pleurent, parce qu'il voulait continuer d'échanger des idées avec ses disciples, discuter encore, réfléchir. On pense aussi, en lisant ce livre où s'absorbent tous les visages de Pessoa, tous ses hétéronymes, à cet apologue de Borges dans lequel Shakespeare, se sachant en présence de Dieu, s'exclame : « Moi qui ai été tellement d'homme en vain, je désire en être un seul qui soit moi » pour entendre, du fond d'un gouffre, cette réponse : « Moi non plus, je ne suis pas, j'ai rêvé mon

monde comme tu as rêvé ton œuvre, William Shakespeare, et parmi les apparences de mon rêve il y a toi qui, comme moi, es multiple, et, comme moi, personne. »

Nous ignorons les mots que Pessoa, dans la même occasion, a pu échanger avec son Créateur. Mais en lisant ce livre qui est la clé et le chiffre de son œuvre, nous devinons ce que, avec stupeur, avec nostalgie, avec frayer, il dut ressentir vers la fin de sa vie, quand il comprit qu'il s'émoussait à l'intérieur de ce vêtement, son corps, qu'il avait porté pendant quarante-sept ans : il sentit qu'il allait cesser de penser.

### « Mon homologue de cette époque future »

C'est là même, en cet instant de froid, de solitude absolue, que nous devons entrer en contact avec Pessoa, si nous voulons saisir, au-delà de ses éblouissantes inventions, toute sa grandeur. C'est à partir de ce *Livre de l'intranquillité*, qu'il n'acheva pas, car le Temps en personne y travaillait de concert, que nous devons commencer ou recommencer à le lire.

● Signalons également le livre de José G. B. *Fernando Pessoa et la Métaphysique des sensations*. Cet essai analyse la multiplicité qui est au cœur de l'esthétique et de l'œuvre du poète portugais (La Différence, 248 p., 138 F.). Par ailleurs, les Éditions Royaumont Hourcade et d'Euzennet Hourcade de quelques poèmes d'Alvaro de Campos. Un essai d'Eduardo Lourenço, *Fernando Pessoa, roi de notre Bavière*, paraîtra dès les prochaines semaines à la Librairie Séguier (218 p., 89 F.). En outre, le centenaire de la naissance de Fer-

En ouvrant le volume au hasard, en le refermant, mais pour y revenir, tout en ayant soin de ne rien négliger, et surtout pas de paragraphes révélateurs où l'ironie le dispute à la mélancolie : « Un jour peut-être on comprendra que j'ai accompli, comme nul autre, mon devoir... de naissance dirai-je... d'interprète d'une bonne part de notre siècle ; et quand on le comprendra, on écrira qu'à mon époque j'ai été incompris [...] Et celui qui écrira tout cela péchera, à l'époque où il écrira, par incompréhension envers mon homologue de cette époque future, tout comme ceux qui m'environnent aujourd'hui. Car les hommes s'apprennent jamais qu'à l'usage de leurs ancêtres, déjà morts. Nous ne savons enseigner, qu'aux morts les vraies règles de la vie... »

HÉCTOR BIANCOTTI

● **LE LIVRE DE L'INTRANQUILLITÉ** (Livro de Desassossego), de Fernando Pessoa (traduit du portugais par François Lave, préface d'Eduardo Lourenço, Postface d'Antonio Tabacchi, Christian Bourgois éditeur, 278 p., 98 F.

● Signalons également le livre de José G. B. *Fernando Pessoa et la Métaphysique des sensations*. Cet essai analyse la multiplicité qui est au cœur de l'esthétique et de l'œuvre du poète portugais (La Différence, 248 p., 138 F.). Par ailleurs, les Éditions Royaumont Hourcade et d'Euzennet Hourcade de quelques poèmes d'Alvaro de Campos. Un essai d'Eduardo Lourenço, *Fernando Pessoa, roi de notre Bavière*, paraîtra dès les prochaines semaines à la Librairie Séguier (218 p., 89 F.). En outre, le centenaire de la naissance de Fer-



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Découvrez Louise Erdrich, Indienne Chippewa

★ LA BRANCHE CASSÉE, roman de Louise Erdrich, traduit de l'américain par Marianne Véron. Robert Laffont 64, 332 p., 190 F.

aujourd'hui aux États-Unis un peu plus d'un million. Déposés de leurs terres et de leurs traditions (1).

LES Indiens de Louise Erdrich n'ont ni plumes ni peintures sur le corps. Ils sont boutiquiers ou vagabonds, prêtres ou truands, comme dans n'importe quel roman de Caldwell, révént d'être Miss Dakota ou Miss Bettrewe comme n'importe quelle majorette. Seulement, il y a dans leur être quelque chose qui ne va pas, un appel du vide et de l'espace, un besoin de surmonter et de miracles, l'envie de suivre le vent qui claque les portes et gonfle les rideaux comme des voiles, une soif d'amour, de parfums délicats, l'envie de s'envoler. Ou de tomber. De brûler. Jusqu'à être consumé par la grille.



Louise Erdrich

Quand Louise Erdrich était petite, dans la Ferrière, non loin de la frontière du Canada, au pays des Indiens Chippewa, son père lui donnait une pièce de cinq cents chaque fois qu'elle écrivait une histoire. Agée aujourd'hui d'une trentaine d'années, elle est devenue en cinq ans l'une des romancières les plus remarquables de la jeune génération avec un recueil de poèmes, *Jacklight* (1982), des nouvelles : *The World's Greatest Fisherman* remporté en 1982 le premier prix Nelson Algren - et trois romans : le premier, *L'Amour sorcier*, Laffont, 1986), a été très remarqué par les lecteurs et la critique ; le deuxième, qui vient de paraître en français, *La Branche cassée*, a confirmé avec éclat les qualités de cette conteuse de grand style. Le troisième volume de cette « saga des Indiens du vingtième siècle », *Tracés*, qui doit paraître en septembre prochain chez Henry Holt et Company, se situe au début de notre siècle, dans un monde déchiré par l'affrontement des cultures et des mythologies, chez des Indiens pris entre leurs anciennes croyances et le christianisme, auquel ils ont été, comme l'auteur, convertis.

Les Indiens, ceux des Réserves et ceux qui les côtoient, sont les personnages de l'œuvre de Louise Erdrich. Née en 1954 au Minnesota, mais élevée dans l'État voisin du Dakota du Nord, près de la Réserve de Belcourt, la belle Louise, elle-même enfant d'un couple d'enseignants, est d'origine allemande par son père, Indienne Chippewa par sa mère. Elle aime à expliquer qu'elle « travaille » à quatre mains : en collaboration avec son mari, Michael Dorris, écrivain comme elle, et dans le monde éditorial, qui a publié en 1987, chez le même éditeur qu'elle - Holt aux États-Unis, Hamish Hamilton en Grande-Bretagne - *A Yellow Raft in Blue Water* (à paraître à la rentrée chez Ramsay). Ethnologue spécialiste des Amérindiens, Michael Dorris avait adopté, alors qu'il était éditeur, à partir de l'âge de vingt-deux ans, trois enfants Indiens auxquels se sont ajoutés leurs deux fillettes de deux et quatre ans, Persia et Pallas, qui ont certainement bercé la gestation de *La Branche cassée*.

BARRERMENT, titre choisi pour la traduction française de *La Branche cassée* pour *The Best Queen* (le Raine des betteraves), et pourtant ce titre, qui rappelle un grand roman de Chester Himes, semble infiniment plus savoureux. Sans si on n'aime pas les betteraves : belles et d'ailleurs, sucrées, ne sont absolument pas comestibles. Pourtant, nombreuses sont dans le roman les recettes de cuisine des Indiennes ou les pratiques de fabrication des saucisses et des pâtis, décrites avec une précision d'ethnologue... ou de gourmand.

Les Indiens des westerns, objets d'études anthropologiques nombreuses, sont toujours représentés à qui on donne la photo, pour qu'ils posent avec vous sur la photo, sont les oubliés, les refoulés des deux Amériques, même quand on leur érige un monument ou un musée, même quand ils viennent manifester devant le bureau des affaires indiennes à Washington « contre les traités violés » ; même quand ils occupent Wounded Knee. Évalués à plusieurs millions avant la Conquête de l'Ouest, massacrés jusqu'à n'en laisser vivants que quelques centaines cinquante mille, les natifs sont

1932. Par le train qui vient de Minneapolis deux enfants - Karl (quatorze ans) et Mary (onze ans) - sautant du wagon de marchandises, qui vient de traverser la frontière du Dakota du Nord et du Minnesota ; les deux orphelins sont venus à Argus à la recherche de la sœur de leur mère - qui tient là une boutique. Karl se sauve et repart dans son fourgon, poursuivi par un chien pour avoir cassé, dans une pluie de pétales, la branche odorante d'un arbre en fleurs. Mary se retrouve seule. « Voilà donc comment je suis arrivée à Argus, la fille engoncée dans son manteau, c'était moi ».

C'EST ainsi que se présente Mary Adams qui, en quelques pages serrées, nettes, froides comme un constat, va nous exposer la tragédie de sa vie, en ce temps de crise qui a ruiné l'Amérique : petite bâtarde qui n'a jamais eu qui était son père jusqu'au jour où le monsieur qui venait voir sa mère mourut étouffé - suicidé ? - dans un silo à blé. La mère, la belle et délicate Adelaide, se retrouve à la rue, sans argent, enceinte ; seule, elle met au monde un petit garçon rachitique à qui elle ne donne pas de nom et qui, à moins d'un mois, va être enlevé à la fête de bienfaisance, le « pique-nique des orphelins », sur le terrain de foire de la ville. Le voleur, Martin Miller, a voulu remplacer Jude, son enfant mort à trois jours. Mary ne reverra

jamais plus sa mère : pour un dollar, Adelaide a pris un baptême de l'air et s'est envolée auprès du « grand Omar, le sensationnel aviateur ». Pour toujours. « Le grand Omar n'est qu'une boucle au-dessus du terrain et je vois la longue chevelure rousse de ma mère jaillir de son chignon pour flotter librement et lui envelopper les épaules ».

Quand elle ouvrit le « trésor » laissé par sa mère, le coffret de velours bleu qui doit renfermer les précieux bijoux d'Adelaide, la fille ne trouve que des épingles, des boutons et un bon dérivatif une bague et un collier mis au clou à Minneapolis. « M'interdisant de penser ou de me souvenir, je m'habitais à la vie. Cependant, je ne pouvais bannir le rêve. La nuit, ils m'apparurent. Ils s'efforçaient de traverser le ciel et la terre. Ils s'efforçaient de me dire qu'il y a une raison à tout. Mais je me bouchais les oreilles. J'avais perdu confiance dans le passé ».

C'est quarante années de la vie de Mary et de ce qui lui reste de famille, jusqu'en 1972, qu'elle raconte Louise Erdrich dans une suite d'histoires courtes qui se suivent à elles-mêmes, mais qui peu à peu s'embolent comme dans un puzzle ou comme un drame classique, puisque les frères et sœurs finissent tous par se rencontrer, sans toutefois que ces retrouvailles supposent un happy end. Les personnages principaux - Mary, son frère Karl, sa cousine Sita, son amie Celestine - vont raconter, chacun à la première personne, un morceau de l'histoire avec, en guise de décor : la crise de 1929, la guerre de Corée, la guerre du Vietnam qui se développe en 1964, l'installation de sites de missiles dans le Dakota du Nord.

Mais l'Histoire (avec un grand H), même si elle apporte son lot de misères, de blessures, d'invalides et de « héros », n'a qu'un rôle secondaire devant la réalité et la profondeur des sentiments qui sont décrits. « Quand on néglige de les examiner ou de les aérer, les sentiments peuvent changer, pourrir et tomber en décomposition, ou fermenter et devenir vénéreux », se dit Mary quand elle pense à son frère Karl dont elle laisse l'image gravée dans la glace, comme la voile de Véronique, en tombant du toboggan la tête la première...

SUPERBE personnage de roman que cette femme, laide, lourde, volontaire, excellente charcutière, propriétaire de la « Maison de la viande » et qui reste seule à vie. Louise Erdrich sait à merveille agencer un roman et faire rebondir l'intrigue, tout en développant une galerie de remarquables personnages pleins de sève, de jeunesse et de tendresse rentrée : Sita, la cousine jalouse de la pauvre orpheline qui lui prend tout et qui, devenue riche, sombre dans la folie ; Clementine, la petite amie indienne qui est chippewa, dont la mère vient de la réserve, et dont le beau-père, Dutch James, a été retrouvé solidifié dans la glace ; Fleur Pillager, l'Indienne qui sauve Karl, blessé, et qui vit de colportage, tirant sa charrette comme un cheval ; Russell, le frère de Clementine, « le héros le plus décoré de la ville », qui n'est plus qu'une plante dans sa voiture d'invalidité ; Wallace Pfeiffer, promoteur de la betterave à sucre, dont il va couvrir toute la région et s'enrichir. Et Dot, la fille de vingt ans qui, elle aussi, voudrait s'envoler, quitte à mourir avec les yeux grands ouverts. Décidément, voilà un beau livre. Je vous défie de ne pas avoir les yeux qui brûlent en le lisant.

(1) Pour connaître l'essentiel sur les Indiens d'Amérique, des origines à nos jours, on lira *La Terre des Peaux-Rouges*, de Philippe Jacquin. Collection « Découvertes », Gallimard n° 14.

ARTISTES  
ARTISANS  
ET PRODUCTION ARTISTIQUE  
AU MOYEN ÂGE

"Toute réflexion sur l'art médiéval passe désormais par ces volumes".

Michel Sot, Le Monde.  
Vol. 1, 624 p., 148 ill., 420 F  
Vol. 2, 584 p., 313 ill., 370 F  
PICARD ÉDITEUR  
82, rue Bonaparte, 75006 Paris  
DEPUIS 1889

OU TROUVER UN  
LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

8, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

## JEAN GENET

lettres à olga  
et marc Barbezat



1 vol. 372 pages  
32 photos inédites 90 F  
GENET  
INÉDIT  
L'ARBALÈTE

## PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER

Margarita  
KARAPANOU



Le somnambule

roman

GALLIMARD nrf

Marian Pankowski  
aux frontières du macabre

La férocité allègre de l'écrivain polonais n'épargne ni l'Eglise ni l'Etat.

ÉCRIVAIN de théâtre, poète et romancier polonais, Marian Pankowski est encore peu connu en France. Après les *Pélerinages d'Ultime*, les éditions Actes Sud publient son roman *Le Gars de Lvov*. Né en 1919, résistant, arrêté et déporté en Allemagne pendant la guerre, Pankowski s'installe, en 1945, à Bruxelles où il enseigne la littérature. Poète bilingue, il est aussi l'auteur d'une anthologie en français des poètes polonais (1961). A propos de cette traduction, Milosz signalait : « son étonnante sensibilité linguistique qui prête aux mots la qualité d'objets » (1). Sa création romanesque (et notamment *Le Gars de Lvov*) n'échappe pas à cette richesse du verbe.

Dans une petite ville polonaise des années 30, surgit un jour le gars de Lvov, Manius Smorodinski, métallo-fondeur qui séduit une fille, brève l'ordre et la morale, profane les lieux saints et provoque le scandale. Mais ce récit n'est lui-même qu'une histoire dans l'histoire. Un épisode raconté par un

immigré polonais qui échange des souvenirs avec un autre exilé sur la plage de Biarritz. Leurs voix se superposent plus qu'elles ne se répondent. L'un évoque les barricades de Varsovie, l'autre l'image perdue d'une Pologne idéale. Le roman oscille constamment entre l'histoire de Manius et ce faux dialogue, le souvenir éloigné et le présent de l'exil.

Les libertés  
de langage

Les vestiges discordants du passé, les esquives floues de la mémoire retrouvent parfois le climat de Gombrowicz, où « la vie passe comme derrière une vitre - au loin [...], comme si l'on regardait le réel depuis un train en marche » (2). Comme lui, Pankowski refuse la tyrannie de la forme lorsque celle-ci devient « l'interdiction proferée et admise d'aller plus loin ». Il triture les mots, se déflecte dans les libertés de langage, multiplie les raccourcis et les associations, se régalant d'onomatopées,

affectionne le style parlé pour mêler joyeusement la verve à la poésie. Aux frontières du macabre, érotisme et sarcasme sacrilège s'entrechoquent à l'envi.

La férocité allègre de Pankowski, qui n'épargne ni l'Eglise ni l'Etat, la satire, la virtuosité du langage n'excluent pas du roman le sens de la souffrance, de la solitude et du désespoir. Et le lecteur déconcerté, baissant l'échine après une lecture parfois difficile, heureux cependant d'avoir découvert cette prose ardente et singulière, reforme le livre sur une image presque baudelairienne de la destinée : le spectre pitoyable de nos « jours grisonnants qui s'inclinent tous jours plus bas au-dessus du lit desséché de la réalité ».

FLORENCE NOUVILLE

★ LE GARS DE LVOV, de Marian Pankowski, traduit de polonais par Elisabeth Desbrière-Van Widen, Actes Sud, 216 p., 89 F.

(1) Czesław Milosz, écrivain polonais, Prix Nobel de littérature, 1958.  
(2) Witold Gombrowicz, *Journal* tome 1 : 1953-1956.



## RÉVOLUTION

Au cœur de l'actualité artistique, Cercle d'Art ne se contente pas d'éditer les grands artistes contemporains.

Le *David* de Luc de Nanteuil, publié dans la collection *Grands Peintres* est, à la veille du bicentenaire de 1789, un ouvrage vibrant d'actualité.

Voici la plus importante étude consacrée à l'auteur de *La mort de Marat*.

Un nouveau regard sur l'œuvre d'un créateur qui influence toute la peinture du XIX<sup>e</sup>.

éditions Cercle d'Art



Un autre regard sur la peinture

حکذا من الاجل



# Sports

FOOTBALL : la préparation de la Coupe du monde de 1990

## L'armée des émigrés

En match de préparation aux éliminatoires de la Coupe du monde de football 1990, l'équipe de France a obtenu un score nul (0-0), le mercredi 27 avril à Belfast face à l'Irlande du Nord.

Belfast  
de notre envoyé spécial

Avec ses pylônes d'éclairage en forme de mirador, le stade du Linfield, le très protestant club de Belfast, se fonde parfaitement dans l'environnement. Une architecture de camp militaire à quelques centaines de mètres de Falls Road, la rue principale du ghetto catholique où les soldats anglais patrouillent, l'armée pointée sur les badauds.

Pourtant ici le foot n'est pas la guerre. Hormis Linfield, où dirigeants, joueurs et supporters sont exclusivement protestants, tous les autres clubs pratiquent une certaine tolérance. Le nouveau champion d'Irlande du Nord, Glentworth, est l'un des grands clubs protestants de Belfast, mais il compte dans ses rangs plusieurs joueurs catholiques. A l'inverse, le seul club catholique de la ville, Cliftonville, a comme gardien de but un protestant, Bobby Carlisle, transfuge du Linfield. Certes, par mesure de sécurité, l'équipe de Linfield n'est pas autorisée à aller jouer à Cliftonville, territoire catholique à haut risque, mais les rencontres aller et retour sont disputées à Windsor Park dans une paix relative.

S'ils ne sont pas le théâtre d'affrontements entre communautés, les stades virent en revanche à l'image du championnat d'Irlande du Nord : mixtes. L'Irish Football Association (IFA) ne regroupe que vingt mille licenciés dans les six comtés de l'Ulster. Quarante équipes de première division se disputent un championnat de mière. Le football vivote grâce aux maigres sommes d'argent insuffisantes dans le ballon par les marchands d'alcool. La vodka Smirnoff parraine le championnat pour 150 000 livres par saison et les marques de bière locales peuvent offrir un club avec moins de 10 000 livres par an. Les joueurs sont des semi-professionnels qui touchent moins de 100 livres par semaine.

Comment dans ces conditions cette minuscule patrie de football

a-t-elle pu participer à trois phases finales de coupe du monde ? Pourquoi la France, avec ses 1 700 000 licenciés et son football multimilliardaire, a-t-elle autant de peine à s'imposer contre elle ? Après le 0-0 concédé l'an dernier au Parc des Princes, le score nul de mercredi soir tend à confirmer un nivellement des valeurs entre ces deux formations.

### Une déception de taille

Sur la pelouse de Windsor Park, il n'y avait, il est vrai, aucun joueur évoluant dans la ligue d'Ulster. Pour composer son équipe, Billy Bingham, le sélectionneur irlandais, n'a pas tenu compte de la conviction religieuse de tel ou tel. Il lui a simplement le rappel dans tous les milieux professionnels irlandais partis monnayer leurs talents ailleurs.

D'Allen McKnight, gardien catholique du Celtic de Glasgow, à Norman Whiteside, vedette du Manchester United, tous deux retrouvés naturellement le fameux fighting spirit en enfilant le maillot vert.

La plupart sont nés sur cette terre il y a vingt ou trente ans, mais pas tous. Au regard des règlements, il suffit d'avoir un parent ou un grand-père irlandais pour être sélectionné. C'est le cas du jeune Kingsley Black, dix-neuf ans, entré en cours de jeu contre la France. Né à Luton, en Angleterre, où son père a émigré naguère, il ne vient en Ulster que l'été pour des vacances familiales du côté de Londonderry.

Sollicité par Bobbie Robson, l'entraîneur de l'équipe d'Angleterre, Black avait commencé par refuser cette sélection avec l'Irlande du Nord. Coûte que coûte de Bingham, embaras de la famille et gros titres dans la presse de Belfast. Le jeune ailier gauche s'est finalement ravisé à la veille du match sur les conseils insistants de son père. Son choix est désormais définitif. Il ne peut plus jouer dans une autre sélection nationale.

Ses quelques interventions furent brillantes contre la France. Nul doute qu'il participera à la nouvelle campagne de l'Irlande du Nord pour obtenir une place au Mondial 90. Le parcours commence le mois prochain face à Malte, et le point d'orgue sera l'affrontement fratricide avec l'Eire. Dans cette perspective, le match de mercredi a procuré quelques satisfactions à Billy Bingham. En revanche, la déception est de taille du côté français.

Le redressement entrepris contre l'Espagne ne s'est pas confirmé. En dépit des commentaires élogieux et du bonnet optimiste, d'Henri Michel à la fin de la rencontre, la prestation des bleus pose plus de questions qu'elle n'apporte de solutions. Il se reste plus qu'un match amical, contre la Tchecoslovaquie au mois d'août, pour trouver la bonne formule avant d'entrer de plein-pied dans la phase éliminatoire et d'y rencontrer notamment l'Espagne, une formation britannique d'un calibre supérieur à l'Irlande du Nord.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

### Après le match nul (2-2) contre l'Angleterre

#### Des espoirs contre la Grèce

L'équipe de France espoirs s'est qualifiée pour la finale du championnat d'Europe espoirs grâce à un match nul (2-2) obtenu le mercredi 27 avril, contre l'Angleterre qui avait été battue (4-2) le 13 avril à Besançon. C'est la première fois que des espoirs français se qualifient pour une finale européenne. Ils affronteront en matches aller et retour, à des dates qui n'ont pas encore été fixées, par l'Union européenne (UEFA), leurs homologues grecs : battus 2-0 par les Néerlandais le 27 avril, les Grecs se sont qualifiés grâce à leur victoire 3-0 au match aller.

Comme à Besançon deux semaines auparavant, c'est le duo Paillet-Cantona qui a été le plus actif sur la pelouse de Highbury (Arsenal) pour permettre à la sélection de Marc Bourrier d'obtenir la qualification. Deux fois menés au score à la fin des Anglais très entreprenants, grâce à des buts de Gascogne (6<sup>e</sup> min) et de Silvestre contre son camp (67<sup>e</sup> min), les Français sont parvenus à égaliser par Cantona (56<sup>e</sup> et 79<sup>e</sup> min). Les qualités physiques et techniques des joueurs en défense ont permis de résister au « pressing » des Britanniques. L'arbitre avait néanmoins refusé un but à Carr en première période pour hors-jeu.

Enquêtes : les activités physiques des Français

## Le consensus sportif

Les Français ne sont plus en pantoufles mais en jogging. Les trois quarts des habitants de l'Hexagone ont une activité physique de loisirs. C'est ce que révèle une enquête de trois sociologues de l'Institut national du sport et de l'éducation physique. Confirmation d'une évolution en profondeur des comportements sociaux.

La France est-elle devenue une grande nation sportive sans le savoir ?

Les chiffres les plus optimistes des fédérations concernées donnaient 11 millions de licenciés pour l'année 1985. Par extrapolation, on pouvait estimer de 22 millions à 23 millions le nombre de pratiquants. Cela représenterait déjà un Français sur deux, proportion élevée dans un pays réputé plus spectateur qu'acteur. Or trois chercheurs du laboratoire de sociologie de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) arrivent, après dépouillement de « l'enquête nationale sur les usages sportifs de temps libre » menée en 1985, à un « score » encore plus impressionnant : les trois quarts des Français s'adonnent à une ou plusieurs activités physiques, selon Paul Iringer, Catherine Louveau et Michèle Motonelli.

Un tel résultat pêche-t-il par optimisme ? On a tendance à le penser quand on trouve comptabilisé 22,5 % de la population pratiquant la natation. La gestion des piscines serait sûrement beaucoup moins difficile si un Français sur cinq faisait régulièrement de longues de bassin. Nombre des 3 000 personnes interrogées pour les besoins de l'enquête ont sans doute estimé que baignade équivalait à natation. Mais, telle est bien la logique de cette recherche qui s'intéresse aux pratiques des loisirs physiques. Les 10 % de skieurs alpins correspondent bien aux 5 millions de clients des stations de ski. De même, un parc de 500 000 planches à voile donne bien 4 % de vélisportistes. Dans les 6,8 % de Français footballeurs, on retrouve bien les 3 500 000 de joueurs licenciés et non licenciés recensés par la Fédération. Et les 0,7 % de pratiquants du judo correspondent au nombre d'affiliés à la FFJDA.

Femmes des villes et des champs

L'enquête de l'INSEP permet ainsi de déterminer les secteurs sportifs auxquels les Français consacrent leurs loisirs en dehors de toute structure : la course à pied compte soixante-dix fois plus de pratiquants qu'il n'y a de licenciés à la Fédération d'athlétisme (100 000), la moto 58 fois plus (12 000), le ski nautique, 30 fois plus (8 000), le volleyball 20 fois plus (65 000), le patinage artistique 14 fois plus (27 000), le tennis de table 13 fois plus (110 000), la voile 12 fois plus (110 000).

De tels résultats montrent l'importance du mouvement associatif, axé sur le sport de compétition et la performance, à gérer les pratiques de loisirs.

Celles-ci sont-elles pour autant laissées en pâture au secteur commercial ? Le développement récent des entreprises de service sportif — par exemple, les Gymnases-clubs de Patrick Dalia à Paris — est un exemple de ce phénomène. Il en va de même avec l'essor récent des clubs de tennis traditionnels au profit de structures privées qui offrent le jeu « clé en main » à tous les niveaux de joueurs — par exemple les Forest Hills de Michel Corbère à la périphérie de Paris. A contrario, le golf, dont les effectifs ont été multipliés par deux en quelques années pour dépasser les 100 000 licenciés, fait l'objet de toutes les attentions des investisseurs, alors qu'il n'apparaît pas dans les trente-six premiers sports pratiqués par les Français.

La lecture de l'enquête devrait donc amener les responsables de l'administration et du mouvement sportif à réviser leur stratégie de

pénétration dans le public, dont paradoxalement l'intérêt va prioritairement à des activités physiques traditionnelles — culture physique 26,3 %, marche 24,9 %, natation 22,5 %, vélo 15,4 %, — les disciplines « branchées » restent très minoritaires — arts martiaux orientaux 0,6 %, aquasol 0,6 %, canoë-kayak 0,9 %.

Explosion des pratiques, démocratisation du sport. Les cadres habitant une grande ville restent les plus gros consommateurs de sport. Toutefois, les sociologues de l'INSEP montrent que l'écart qui existait entre les agriculteurs et les professions libérales s'est sensiblement annulé. La différence ne reste marquée qu'entre les femmes rurales et citadines et pour les loisirs de vacances (en raison de leur coût). Faut-il en déduire qu'il existe un véritable consensus sportif ? Les chercheurs ne sont pas froids de le penser, après avoir examiné les audiences des sports à la télévision.

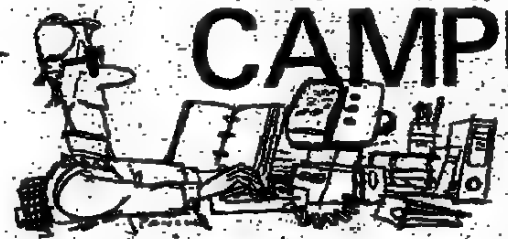
L'enquête fait, à cet égard, tomber une autre idée reçue : il n'y a pas, d'une part, ceux qui regardent le sport, et, d'autre part, ceux qui pratiquent ; la grande majorité des Français s'intéressent aux sports. Les émissions sportives à la télé-

sion sont suivies — au moins de temps en temps — par 75,8 % des pratiquants et 58,1 % des non-pratiquants. D'une façon plus fine, les enquêtes constatent que 0,7 % des Français entre douze et soixante-quatre ans ont pratiqué le patinage artistique, mais qu'ils ont été 53,1 % à le regarder à la télévision. Ces pourcentages respectifs sont de 6,8 % et 55,3 % pour le football.

En fait, il existe au royaume d'hommes (19 %) et de femmes (39 %) qui ne regardent jamais les émissions sportives à la télévision. Les préférences des téléspectateurs vont au patinage (54 %), à la gymnastique (49 %), au tennis (44 %) et au football (37 %). Celles des téléspectateurs vont au football (55 %), au tennis (53 %), au patinage (52 %) et au vélo (44 %).

Les travaux de Paul Iringer, Catherine Louveau et Michèle Motonelli arrivent à point : ils montrent qu'au moment où l'Etat se désengage de plus en plus du sport (0,22 % du budget), une véritable culture des activités physiques est en train de se développer en France. Bref, un nouveau décalage s'est créé entre la France profonde et la France officielle.

ALAIN GIROUD.



## CAMPUS « Télécom Etude », meilleure junior-entreprise

L'équipe de la meilleure junior-entreprise a été élue à celle de l'école nationale supérieure des télécommunications : « Télécom Etude ». Il lui a été remis par la Confédération nationale des junior-entreprises et le journal Les Echos, pour avoir particulièrement bien rempli les trois critères exigés d'une « JE » : niveau élevé des prestations, bonne gestion et dynamisme de l'équipe. Elle a notamment réalisé deux études de haute compétence technologique, l'une, pour NEC-France (programmation en assembleur des logiciels nécessaires à une imprimante télématique), l'autre, pour EDF (conception d'un logiciel en temps réel de calcul de phase).

Le jury, composé de responsables d'entreprises et d'organismes publics, a également accordé le « prix de la meilleure progression » à la junior-entreprise d'HEC : « HEC junior conseil », qui a augmenté de 115 % son chiffre d'affaires en 1987, réalisant le chiffre record de 5 millions de francs. « ISC Promo », junior-entreprise de l'Institut supérieur de commerce, a reçu une « mention spéciale » pour son dynamisme dans l'aide aux créateurs d'entreprises qui lui avait déjà valu le « label Point chance » du ministère de l'Industrie.

Les Echos offrent un voyage aux Etats-Unis aux trois principaux membres de Télécom Etude. Mais l'essentiel de la récompense réside dans un label de qualité, qui consécra la bonne réputation des lauréats auprès des chefs d'entreprises. Ceux qui étaient présents à la remise des prix ont d'ailleurs rappelé qu'en faisant travailler des « mini-conseillers », ils trouvaient une bonne occasion de tester d'éventuels collaborateurs. Signalez que le prochain événement Campus mensuel qui paraîtra dans le Monde daté du 3 mai publiera une enquête sur l'impact des activités associatives dans l'insertion professionnelle réalisée par quinze junior-entreprises, sous la direction d'ICN Service, de l'Institut commercial de Nancy.

B. R.

### 1992 et la santé

Les étudiants en gestion hospitalière de l'université de Lyon-I ont organisé, le 24 juin, un symposium sur la santé, consacré à l'acte unique européen sur la santé en France intitulé « 1992 et après ? ».

(Université Claude-Bernard, Département gestion des entreprises, 43, boulevard de 11-Novembre-1918, 69622 Villeurbanne Cedex. Tél. : 78-94-88-30.)

### Flexibilité à voile

Les seconds entraineurs de Sup de Co-Clermont auront lieu des 4 et 5 mai et seront flots sur « l'Entreprise flexible : du bon usage des flexibilités ».

(Sup de Co-Clermont, 3, boulevard Trudaine, 63017 Clermont-Ferrand. Tél. : 73-92-38-71.)

### Planche à voile

L'école supérieure d'informatique-électronique-

automatique (ESIEA) organise une régata de planche à voile du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai sur le lac d'Enghien (Val-d'Oise). (Renseignements : vingt-quatre heures dans le vent, 8, rue Vessale, 75005 Paris.) D'autre part, la deuxième édition de Sup de Fun, course de planche à voile entre grandes écoles, organisée par Sup de Co-Marseille et le Yachting Club de la Pointe-Rouge, aura lieu à Marseille les 6, 7 et 8 mai.

(Contacter Gilles Calvet et Jérôme Paillet. Tél. : 81-41-26-68. Ecole supérieure de commerce de Marseille, Domaine de Luminy, Case 911, 13288 Marseille Cedex 9.)

RECTIFICATIF : Le tirage des bourses en 1988 est de 2,1 milliards de francs (et non millions, comme nous l'avons imprimé par erreur dans le numéro Campus du 27 avril).

## Claude Bez s'offre une radio

Les Girondins de Bordeaux lancent une radio privée qui devrait commencer à émettre en juin prochain, sous le nom de Wite-FM, sur une fréquence (100,7 MHz) cédée par une autre radio locale privée, Hite-FM.

BORDEAUX  
de notre correspondant

Pour lancer leur radio privée, les Girondins s'appuient sur deux structures : une SARL, Marine et blanc Communication (rappel des couleurs de l'équipe), dont le capital est détenu à 99 % par le club et à 1 % par neuf de ses administrateurs ; une association dépositaire de l'autorisation d'émettre et présidée par Claude Bez, président du club.

Wite-FM dispose, d'entrée de jeu, d'importants moyens financiers : 10 millions de francs, dont la moitié est consacrée à l'équipement. Les studios, en cours d'aménagement, seront installés au nouveau siège du club, vaste immeuble récemment acheté à EDF, à deux pas du stade municipal de Bordeaux. La radio dispose d'un émetteur de 500 watts, limite maximale légale de puissance. Elle emploie vingt-deux personnes, dont quatre journalistes, sous la direction de Jean-Louis Morin, ex-grand reporter sportif à RMC. Le directeur d'antenne responsable de la programmation devrait arriver sous peu de RTL.

Wite-FM diffusera vingt-quatre heures sur vingt-quatre un pro-

gramme de musique et d'informations, selon une grille calquée sur les stations périphériques. Elle produira elle-même la totalité de ses émissions, y compris les spots publicitaires.

« Gagner de l'argent avec une radio commerciale », telle est, selon Claude Bez, la seule raison qui a conduit les Girondins à créer une radio. « A condition de ne pas en faire une radio réservée aux amateurs de foot, nous devrions réaliser 3 millions de francs de bénéfices en trois ans. » Bref, Wite-FM sera « une radio du club mais pas une radio de club ». Cela laisse une place très particulière aux Girondins.

Yann Lavoix, le journaliste sportif de la rédaction, sera d'abord et avant tout attaché à l'équipe, à laquelle les trois principaux bulletins quotidiens réserveront un créneau, afin de « fidéliser les supporters ». Les autres sports et clubs trouveront place à l'antenne. « Je ne vous cache pas, glisse, ironique, Claude Bez, qu'on ne parlera pas beaucoup de certains clubs de football. J'accepte d'être tendancieux dans ce domaine-là. » Célèbre pour ses déclarations sur les médias, le président des Girondins n'aurait-il pas d'autres ambitions ? Par exemple, faire de sa radio le passage obligé pour vendre les retransmissions des matches en direct du stade bordelais ? « A moyen terme, pourquoi pas ? répond-il. Je continue à trouver absolument anormal les retransmissions intégrales, qui reviennent à s'approprier un spec-

tacle de football. Mais je n'ai pas créé une radio pour régler les comptes avec les médias : ce n'est pas l'objet principal de l'opération. »

Dans un premier temps, la station du club se bornera à négocier des retransmissions pour d'autres radios locales privées. En revanche, Wite-FM se réserve d'emblée l'exclusivité de la retransmission en direct à Bordeaux des matches joués par les Girondins à l'extérieur. Le monopole est actuellement concédé à Radio-Bordeaux-Gironde, la station décentralisée de Radio-France.

Mais l'opération « médias » ne se limite pas à la radio. Les Girondins de Bordeaux, qui gèrent déjà un terrain des boutiques et un hôtel, vont-ils devenir aussi une entreprise multimédia ? A la rentrée, Marine et blanc, le magazine du club (une quarantaine de pages en quadrichromie) devient hebdomadaire, avec un tirage de vingt-deux mille exemplaires. « La télévision ? Nous y pensons aussi, répond sans hésiter Claude Bez. Nous commencerons par une société de production pour vendre nos matches ; les canaux des autres télévisions seront alors insérés de suite. » Ce projet s'inscrit dans la logique de la perte de bras de fer qui opposa naguère le président des Girondins aux sociétés de télévision, puisqu'il s'agit de négocier les droits de retransmission des matches de son club. Le président Bez a de la suite dans les idées.

GINETTE DE MATHA.

Quarante-sept hooligans arrêtés en Grande-Bretagne. La police britannique a lancé, le mercredi 27 avril, un important coup de filet, à Londres et dans la région de la capitale britannique, qui a permis l'arrestation de quarante-sept supporters des clubs de football de West Ham et Crystal Palace, soupçonnés de violences dans les stades. Selon Scotland Yard, cette opération a été réalisée grâce à des policiers

infiltrés depuis le début de l'année dans les bandes de hooligans. — (AFP.)

● BASKET-BALL : championnet de France. — Une « belle » ne sera pas nécessaire, le mercredi 30 avril, pour départager Orthez et Limoges. Déjà vainqueur au match aller (101-82), le Cercle Saint-Pierre s'est imposé encore une fois au

match retour, mercredi 27 avril, dans la salle de l'Elan béarnais (88-80). Battu d'un point lors de la « belle » de la finale de 1987, Limoges disputera donc la finale 1988 contre un adversaire encore à déterminer : une troisième rencontre doit avoir lieu le samedi 30 avril à Cholet pour départager les joueurs locaux des Nantes. Battu au match aller (78-75), Cholet a, en effet, dominé Nantes au match retour 105-88.

SAMEDI 30 AVRIL DE 10 H A 14 H

**Journée PORTES OUVERTES**

Avec ENTREE LIBRE D'ORIENTATION

**ESSE SUP**

ESSE SUP propose des formations de haut niveau en informatique et en gestion.

15, rue de la Gare, 93100 CERGY-PONTOISE

**MAÎTRES SPÉCIALISTES ESSEC**

L'ESSID PROPOSE AUX DIPLOMÉS DES GRANDES ÉCOLES OU DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DEUX FORMATIONS DE 3 CYCLES A BUT PROFESSIONNEL EN :

- CONCEPTION ET GESTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE DÉCISION
- INGÉNIERIE DE LA CONNAISSANCE ET SYSTÈMES EXPERTS EN GESTION

RENSEIGNEMENTS : A.M. SIMPLAT  
École Supérieure des Systèmes d'Information et de Décision  
ESSID GROUPE ESSEC S.A. 105-9501 CERGY-TEL : (1) 30-38-34-00  
Établissement d'Enseignement Supérieur Privé

**GROUPE ESSEC**



# Il y a des performances qui méritent bien d'avoir un prix.

**970** les 5 pièces.

Baignoire plastique. 100 x 50 cm.

Porte-bébé transformable en matelas à langer.

Matelas à langer. 65 x 75 cm.

Baignoire plastique. 100 x 50 cm.

Matelas à langer. 65 x 75 cm.

Porte-bébé transformable en matelas à langer.

Porte-bébé ventral.

Couffin entièrement garni. Osier tressé main.

Baignoire plastique. 100 x 50 cm.

Porte-bébé transformable en matelas à langer.

Matelas à langer. 65 x 75 cm.

Porte-bébé ventral.

Couffin entièrement garni. Osier tressé main.

**30%** pour les triplés.

**40%** pour les quadruplés.

**20%** pour les jumeaux.

**POUR AVOIR NOTRE RÉDUCTION Jumeaux, Triplés ou Quadruplés VOUS POUVEZ VENIR AVEC LES CHÉRUBINS (ET PAS CEUX DES VOISINS), VOTRE ÉCHOGRAPHIE (ET PAS CELLE DE LA VOISINE), UNE PHOTO DE VACANCES, UN MOT DE LA DIRECTRICE DE LA CRÈCHE, VOTRE LIVRET DE FAMILLE, ETC.**

C'est pas juste que ce soit toujours le mec qui pose fier et tout quand c'est la nana qui fait tout le boulot... C'est pas juste que pour un quart d'heure de conception (un jour faste, sûrement) il faille 9 mois de réalisation... C'est pas juste de le voir fuir devant les fuites mais donner des conseils sur le choix des couches culottes... C'est pas juste, c'est pas juste... Remarquez qui c'est qui va aller une fois, deux fois, trois fois chez IKEA? Qui c'est qui va ramener des tas de jolies choses pour que les chers petits puissent gazouiller gaiement dans leurs petites berceaux, leurs petites baignoires, leurs petites

chaises etc., etc., etc. Et qui c'est qui va monter tout ça, sans se tromper, sans se faire un gros bobo au didi parce que chez IKEA tout est tellement facile à monter que ce n'est pas la peine de se pincer pour y croire?... C'est le petit minou qui va faire tout ça... Mais avant, comme il y a un peu d'urgence et surnombre, la première visite ce sera pour l'ensemble BABY nouveau-né. Ça, voilà une bonne idée: tout ce qui est de première nécessité est offert à un premier prix. Comme ça, il ne pourra même pas dire que c'est cher d'avoir des enfants: avec IKEA on peut en meubler 4 pour le prix d'un ailleurs, ou presque. Pas cher

les chers petits. D'autant plus que, avec ce qu'on va gagner sur les tranches d'impôts, on peut y retourner souvent chez IKEA. Et ramener des petits lits, des petits bureaux, des petits rangements, des petits fauteuils à des prix petits, petits, petits. Jusqu'à ce que les enfants soient grands. Au fond, le mec, il va travailler plus que la nana...

Offre valable jusqu'au 8 mai 1988 dans la limite des stocks disponibles.



Ils sont fous ces Suédois

**MINI TEL. 3635 IKEA**  
**IKEA PARIS NORD II - ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.90.25 - LUN. A VEN.: 11-20 H. - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H. ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**  
**IKEA EVELY LISSES - 21 LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVELY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN. A VEN.: 11-20 H. - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM.: 10-20 H. ☐ ☐ PARADIS D'ENFANTS.**  
**IKEA D'ON - ZAC DU CHAMP DU PONT - 92000 EPPREY TEL. 72.26.49.49 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS. IKEA VITROLLES - EN IS. QUARTIER DU GRIFTON - VITROLLES TEL. 42.88.96.35 ☐ ☐ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.**

هكذا من الاجل



CINÉMA

A propos de « Rendez-vous avec la mort », de Michael Winner

Lauren Bacall, les yeux ouverts

On ne l'avait pas vue au cinéma depuis huit ans. Elle revient dans un Agatha Christie laborieusement mis en scène par Michael Winner. Mais elle revient...

Qu'advient-il de ces inaccessibles que la légende a découpés en tranches ? « The look », en l'occurrence, « The voice », « The legs » ? On ne sait trop. Elles sont entrées vivantes dans un Panthéon en noir et blanc où le temps n'a plus de prise sur elles, et où elles règnent, jeunes, éternellement. Lauren Bacall est de celles-ci. Après huit ans d'absence, elle revient au cinéma dans *Rendez-vous avec la mort*, de Michael Winner, un Agatha Christie de série, où Peter Ustinov pioche à nouveau dans son inépuisable catalogue, l'accent supposé belge d'Hercule Poirot, et où elle incarne le lady excentrique de service.

Croisière, poèmes, poison... Le film est sans doute le plus tannique qu'il y ait eu en un metteur en scène à bord du bateau, mais Lauren Bacall est du voyage, et elle met tant de bravoure, de distance déshanchée, d'humour crâne dans ce rôle conventionnel, qu'on est heureux, quand même.

L'âge ? Miss Bacall n'a rien à cacher. Et surtout pas l'âge qu'elle a, soixante-trois ans. La franchise est sa devise. Passant par Paris pour une courte tournée promotionnelle, elle descend comme une reine d'une Rolls blanche. De location. Et puis elle parle. Vrai.

« Rendez-vous avec la mort » est très drôle.

Est-ce que j'ai été élevée pour devenir une « distraction », c'est toute la question !

On ne vous avait pas vu depuis longtemps.

J'étais sur scène. J'y suis restée sept ans. Et sept ans, c'est trop long. Malheureusement, en Amérique, vous devez signer une pièce pour un minimum d'un an. Afin que les

investisseurs retrouvent leur argent. Sinon, on ne trouve plus d'argent ni d'ailleurs d'investisseurs. La dernière pièce que j'ai jouée aux États-Unis, en Angleterre et en Australie, est *Doux plaisirs de jeunesse*. La production à New-York était immonde. A Londres, en revanche, j'ai adoré. Avoir Harold Pinter comme metteur en scène, un bonheur ! Quel homme magnifique !

Le théâtre, pour un acteur, c'est ce qu'il y a de mieux. On ne peut pas vous couper au montage. Il faut bien dire aussi que si j'ai fait autant de théâtre, c'est parce qu'on me l'a demandé. On m'a offert des rôles intéressants au théâtre, pas au cinéma.

Il faut être réaliste

Quand vous jouez au théâtre, les gens de cinéma commencent par se dire : « Oh ! Elle n'a plus aucune envie de tourner, c'est clair. » Puis ils vous oublient pour de bon. Ils vous oublient, aussi simple que ça. En Californie, si vous n'êtes pas là, vous n'êtes nulle part.

Un jour, j'ai donc décidé que cela devait changer. Je n'étais pas apparue sur un grand écran depuis sept ans. Pas plus d'ailleurs que sur le petit. C'était un peu ridicule, non ? Quoique, désormais, les beaux rôles se font rares. De temps en temps, bien sûr, je voyais un beau film avec un beau rôle. Justement, on ne m'en avait pas proposé.

J'ai compris que si je restais assise dans mon coin à rêver du rôle sublime dans un film sublime qui obtiendrait un sublime succès, j'étais foutue. C'est dur, mais il faut être réaliste : dans ce métier, on est rejeté. Tout le temps rejeté.

Et c'est sur ces fortes pensées que j'ai tourné trois films en un an. Trois films où, dirons-nous, j'apparaissais. A Londres, un thriller où je joue une grand-mère siphonnée, pas vraiment mon truc, mais enfin... A Boston, *Mister North*, qu'a réalisé le plus jeune fils de John Huston, et ce *Rendez-vous avec la mort*.



Lauren Bacall dans « Rendez-vous avec la mort »

J'ai aussi, durant l'année écoulée, participé de très près à l'élaboration d'un documentaire sur Bogey. Pour plusieurs raisons. D'abord, il trouve que tous ceux qui ont été faits jusqu'ici sont mauvais. Ensuite, je voulais rétablir certaines vérités, pour les enfants. Le culte de Bogey est très simpliste, très réducteur. Mégot au coin de la lèvres. Revolver. Le dur... Mais, je voudrais qu'on sache que c'était un acteur, un vrai. Qui avait un énorme respect pour le travail bien fait. Je pense que ça n'a pas été assez dit.

Par contre, on a beaucoup trop dit qu'il était ivrogne. Je peux vous l'affirmer, Bogey n'était pas le moins du monde alcoolique. Il buvait, beaucoup. Il buvait même trop, d'accord, mais jamais pendant le boulot. De toute façon, au fil des années, il a bu de moins en moins. Au cours de son troisième mariage, il était bien obligé de boire pour survivre, sa femme était seule vingt-quatre heures sur vingt-quatre (rires).

Pour expliquer tout cela, j'ai donc autorisé que soient exploités certains

documents inédits, des petits films que j'avais chez moi, des carnets de notes datant de ses débuts au théâtre. Je me suis vraiment impliquée dans ce documentaire.

Follement amoureuse

Et maintenant ? Malheureusement ? Je suis célibataire !

Comment expliquez-vous la nostalgie universelle qui entoure les films que vous avez tournés avec Humphrey Bogart, le *Grand Saumier*, *Key Largo* ?

Je pense que c'était des bons films. Cette survie exceptionnelle est due à Bogey, pas à moi. J'y suis associée, mais Bogey vient en premier. Puis le couple que nous formions... J'ai passé une grande partie de ma vie à essayer de trouver ma propre identité. Et ça n'a pas été facile. Ce n'est toujours pas facile. Après tout, cela fait trente ans que je travaille sans lui.

Vous avez eu beaucoup de mal à devenir une star à part entière ?

Et comment ? C'était déjà très dur d'en avoir envie. Quand vous commencez une vie commune, quand vous êtes tellement amoureux, je voulais qu'il ne manque de rien, je voulais qu'il ait ce qu'il n'avait jamais eu. Ma carrière passait au second plan, évidemment. On s'est séparés, une fois. Quand j'ai tourné *Comment épouser un milliardaire*, il faisait un film en Italie. Une fois seulement.

C'est comme ça. Je n'ai aucun regret. Si j'avais agi autrement, j'aurais sans doute fait une ou deux choses intéressantes de plus. Et après ?

Vous avez récemment tourné en Europe. Et jamais en France ni en Italie.

Je ne sais pas pourquoi. J'aimerais beaucoup. De toute façon, je suis une nomade, je n'arrête pas de voyager.

Vous exportez toujours un peu de votre maison avec vous ?

Quoi ? Des petits bibelots ? Des petits coussins ? Non. Rien. Les photos de mes enfants, c'est tout. L'enfance tout dans les valises, l'emporte trop de choses, jamais les choses qu'il faut.

Combien de valises ? 950, au moins. Les gens me regardent comme une folle.

On imagine le contraire. Miss Bacall, la déesse au tailleur ? Si élégante. Sachant toujours ce qui va avec quoi.

Ah, non ! Je ne suis jamais qu'une femme sur le dos. Je reste plantée devant mes placards pleins, et je m'arrête pas à me décider. En voyage, c'est pire.

Vous enfants ? Ils sont si grands ! L'Abel est producteur de télévision. Il vit dans le New-Jersey. Il vient de s'installer en Floride. Ma fille vit en Californie. Sam, le plus jeune, le seul acteur des trois, ne gagnait pas sa vie au théâtre, à Broadway. Il va partir pour Hollywood... Mes enfants ? Ils ont seulement besoin de savoir que je suis vivante...

Quand je reviens chez moi, à New-York, je m'aperçois que mes amis ont un peu souffert de mon éloignement. Les gens sont contents de m'entendre au téléphone. « Ah, chère ! tu es là ? ». Mais je ne fais plus partie du leur vie. Et puis, la plupart de mes amis sont des couples. J'ai de plus en plus de mal à jouer les surnuméraires. Comme je n'aime pas non plus me trouver dans la seule compagnie des femmes ! Je pense que je suis en train de devenir une sorte d'ermite.

Excellent pour se livrer à l'écriture. Je vais donc écrire, ou du moins essayer d'écrire, la suite de mon autobiographie. *By myself*. Par moi-même. Ça signifie, aussi.

Toutes seules. Vous aimez ce titre ? C'est Irving Shaw qui m'a aidé à le trouver.

Et continuer à me taper... by myself. Plus on vit, moins on sait. Mais tant pis. Ça ne m'empêchera jamais d'ouvrir les portes, les fenêtres. D'ouvrir les yeux.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

COULISSES

L'empereur va parler chinois

Grâce à ses multiples Oscars, le film de Bernardo Bertolucci, *Le Dernier Empereur*, va être autorisé à sortir en Chine. Elle est prévue pour le mois de juin. La mise en chantier du doublage s'est faite le lendemain de la remise des prix. Jusqu'à présent, les officiels demeuraient prudents. Les réalisateurs chinois ne pardonnaient pas à Bertolucci d'avoir pu tourner dans la Cité interdite alors qu'eux-mêmes n'y ont pas accès. D'autre part, certaines scènes ont paru osées. Les spectateurs chinois ne les verront d'ailleurs probablement pas.

Les années 50

En avant-première à l'exposition et à la série de manifestations sur les années 50 qui auront lieu du 30 juin au 17 octobre, le Centre Georges Pompidou organise une rétrospective du cinéma français de ce temps-là qui commencera le 4 mai et se poursuivra jusqu'au 17 octobre. Cent cinquante films sont inscrits au programme, dont des classiques comme *Casque d'or*, de Jacques Becker ; *Fanny la Tulipe*, avec Gérard Philipe ; *Les Yeux sans visage*, de Franju ; *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais ; *French Cancan*, de Jean Renoir ; *Lola Montès*, de Max Ophüls... quelques nazars du genre *O Que Manobé*, avec Jules Berry ; *la Môme Vert-de-gris*, avec Eddie Constantine ; *Marina la fille sans voile*... Et des titres qui portent la marque de leur époque : ainsi *M'sieur la Caille*, tiré du roman de Francis Carco, *Jésus la Caille*. Les cinéastes vieillissent. A cette époque, une prostituée s'appelait une respectueuse, à cause des trois points qui suivaient le P sur les affiches de la pièce de Jean-Paul Sartre, *la Putain respectueuse*.



MUSIQUES

« Le Crépuscule des dieux », par Daniel Mesguich, au Théâtre des Champs-Élysées

Bayreuth bouleversé

Si l'on mesure l'originalité à la violence des réactions et aux passions des spectateurs, la Tétralogie selon Daniel Mesguich figurera en bon rang parmi les mises en scène scandaleuses et mémorables qui jalonnent l'histoire du Ring.

A ceux qui envoient des lettres indignées en se drapant dans l'auguste manteau des réalisateurs de Wieland Wagner et de Patrice Chéreau, on rappellera l'indignation que celles-ci soulevèrent à leur naissance. L'histoire se répète.

Ce n'est pas à dire qu'il faille mettre Daniel Mesguich sur le même plan et il semble puéril de vouloir donner des notes de Wagner, alors que Chéreau d'abord, Mesguich ensuite revendiquent une liberté d'interprétation des mythes, justement pour éviter que la musique de Wagner ne meure emprisonnée dans le wagnérisme.

Rassurons les gardiens du temple : Wagner, de toute façon, sortira indemne de l'aventure Mesguich, mais celle-ci aura permis à tout un public français, par son approche primaires, latine, un peu gavroche et bande dessinée (et par le sous-titrage admirablement réussi), d'entrer dans le fabuleux paysage mythologique et l'inépuisable réservoir d'images de la Tétralogie. Quel meilleur exemple donner de la fécondité intacte du vieux mythe ?

En ce qui concerne le *Crépuscule des dieux*, tout m'a paru d'une grandeur et d'un respect indéniables, une fois admis quelques-uns des principes essentiels de Mesguich. Et, avant que le tumulte ne se déchaîne quatre minutes avant la fin, il régnait, vendredi, au Théâtre des Champs-Élysées une attention et une communion dignes de Bayreuth, dues à cet Orchestre de Nice puissant, sombre, séduisant, sous le bras lourd et pensif de Brislav Klobucnar, et à une interprétation scénique et musicale très intense.

Venons-en à la dernière scène et à son « scandale » : c'est un « final », et traité comme tel par Mesguich, un homme de théâtre qui rassemble autour de lui tous les artisans d'un spectacle en une grande fraternité. Il a combiné plusieurs de ses décors et convoqué un maximum de ses personnages et de ses figures symboliques : les géants et les clowns, les héros préhistoriques de la Tétralogie 1876, les gens du monde, les soldats à casque à pointe, bien d'autres, et le petit Siegfried. Rien de tout cela ne va troubler la monnaie d'une immense émotion jusqu'au sonnet du chœur de mort de Brünnhilde, accompagné par les extraordinaires gongs sacrés de conchion, de prière ou d'étonnement qu'invente chacun des personnages médusés.

Mais voici que, lorsque Brünnhilde s'est tue et a gagné le fond du théâtre en flammes, les éclairagistes apparaissent dans leurs grilles, les machinistes circulent sur la scène, les acteurs épiloptent amicalement entre eux, commencent lentement à défaire leurs costumes, Siegfried lui-même se relève, tandis que la musique plane en apothéose... Et le public hurle de fureur, crie à la trahison et au sacrilège !

Pourtant, dans la magnifique coda, la musique nous annonce, elle

aussi, que la pièce est finie, qu'il convient maintenant d'acclamer les artistes grâce auxquels, quatre soirs durant, nous avons vécu ces furies d'imagination. Faut-il reprocher à Mesguich cette ultime gambade, ce clin d'œil pour nous dire qu'il ne faut pas prendre la Tétralogie tout de même pour la grande messe de l'humanité ?

Il nous a tout donné, malgré des imperfections ou de grosses erreurs (en particulier au premier acte de la *Walkyrie*) : soulignons qu'il ait la possibilité et l'envie de revenir sur son travail et de l'affiner comme Chéreau à Bayreuth.

A tous les artistes déjà cités (le *Monde* des 15 mars et 12 avril), il faut ajouter le Siegfried paradoxal de William Cochran, très corpulent aux mouvements coupés à la serpe, engoncé dans un costume de maquignon avec une cravate rouge et une chemise en guise de gilet, il a l'air plutôt d'un anti-héros avec cette voix d'abord monotone et qui semble manquer de fond de timbre... Et puis peu à peu, on s'habitue à son apparence, la voix s'affermait, s'éclaircit, se bronze, et l'air ultime où il résume toute sa vie devient un Lied d'une émotion pathétique et bouleversante, à l'égale du chant du cygne d'Anne Evans, grande Brünnhilde.

JACQUES LONCHAMPT.

Grève du zèle à la Bibliothèque nationale

Les bibliothécaires adjoints de la Bibliothèque nationale ont décidé de limiter leurs activités « aux tâches techniques d'exécution » prévues par leur statut. « Statut qui ne traduit plus la réalité de leurs fonctions au sein des bibliothèques », puisqu'ils remplissent, précise un de leurs communiqués, « dans une grande majorité des cas, des tâches semblables à celles des conservateurs, dont ils sont souvent proches par leurs diplômes ou leur formation ».

Or les conservateurs, comme les magasiniers à l'autre bout de l'échelle, viennent de voir leurs salaires revalorisés. Les bibliothécaires adjoints, qui sont mille six

cents en France, touchent 5 013 F en début de carrière et au bout de vingt-cinq ans un peu plus de 7 000 F. Celle-ci, en outre, est sans réel débouché, puisque très peu d'entre eux arrivent à intégrer le corps des conservateurs de bibliothèques.

Ils réclament donc des négociations dans les plus brefs délais. En attendant, des perturbations ont lieu dans certaines salles de lecture de la BN et le mouvement menace de s'étendre à d'autres bibliothèques. Ce sera au prochain gouvernement de régler ce dossier.

E. de R.

THÉÂTRE

« L'Inconvenant », de Gildas Bourdet, à la Colline

Paroles de riches

Affrontement de paroles de riches et de discours d'artistes pour un vaudeville moins méchant que ne le souhaite son auteur.

Gildas Bourdet, directeur de la Salamandre-Centre dramatique du Nord, avoue être fasciné par les magazines à sensation, précédemment *Paris-Match*. Le choc des photos — la juxtaposition des horreurs (depuis le Liban jusqu'à la prostitution des enfants) et du bonheur insolent de ceux qui l'ont rangé dans la rubrique « gens » — l'impressionne plus que le poids des mots. Metteur en scène, scénariste mais également auteur, les mots, il s'en charge.

Se dernière pièce, *L'Inconvenant*, au Théâtre de la Colline, s'inspire plutôt de *Jours de France* — que Bourdet ne dédaigne pas. L'horreur en est absente, il y a seulement le ton d'un châtiment avec pitié, où une équipe de cinéastes vient tourner un « film d'auteur ». Le réalisateur (Dominique Pinon) convoite un vain sa starlette (Isabelle Carré). Son assistant (Gisette Garcia) est brave, dévouée et lesbienne. Le producteur (Romana Weingarten) bégaye. La star masculine, sorte de Gaby Vieux (André Collin), boit plus que de raison. Le maître de maison (Pierre Vernel) gère le fortune de sa femme (Marianne Borgo), qui ressemble à Sue Ellen revue par Jacky Kennedy. Leur fille, sourde et muette (Madeleine Assa), est fiancée à un avocat au-bourdon (Guy Parrot).

Les femmes sont frustrées, ce qui veut dire que les hommes ne sont pas des lions, sauf le chef machinois et légionnaire, ex-cascadier jeune-blond, costard, déshabillé et gervéche (Maxime Leroux). Il révèle le désir des dames et y répond. Il est ce point « inconvenant » qu'il propose un miracle : la fille de la maison retrouve l'ouïe et la parole. A partir de là, d'ailleurs, elle se montre insupportable.

Tout est en place pour la comédie-vaudeville. Gildas Bourdet se défend d'avoir voulu introduire le début de commencement de discours idéologique. Pourtant y foisonnent des débuts de commencement.

qui se fondent en un moralisme tendancieusement de gauche. L'ennui est que la pièce pousse en avant un personnage puis l'autre sans les faire évoluer. L'intrigue en pâtit, car le genre exige une construction classique à béton. Ce genre, Gildas Bourdet le revendique — on a parfois l'impression qu'il s'inspire de son homonyme Edouard Bourdet, en particulier des *Temps difficiles* — et en même temps prend ses distances. Notamment avec les changements de décor à vue, gracieux ballets pour panneaux à roulettes et machinistes sur une musique allégre d'Angélique et Jean-Claude Nachon.

Jeu des masques

Les acteurs en tout cas jouent le jeu. Ils déboulent à grands pas, out des attitudes stéréotypées, portent la vie comme au Boulevard, sont coiffés, vêtus exactement comme il convient. Ils sont les copies conformes des héros de feuilletons français : « Dailis » ou « Falcen Crest ». Mais au cinéma — à la télévision — certains personnages peuvent se contenter de s'inscrire dans l'image. Ils font partie du décor, servent à mettre en valeur une situation. Ils passent. Au théâtre, la moindre apparence doit être chargée de vie. Chacun doit avoir son identité, sinon ça fait des trous.

Le jeu des masques et des poncifs se complique. Reste celui des paroles. Ici, dans le groupe des riches et dans l'équipe de cinéastes, chacun parle son langage. Mais on remarque des décalages. L'argot du mâle triomphant est daté « réalisme poétique ». Le vocabulaire « intello » du cinéaste anglois rappelle celui des directeurs de jeunes troupes dans les années 70, quand ils ne dirigeaient pas encore des centres dramatiques. Les riches parlent comme dans les feuilletons doubles, de starlette semble venir du « Petit Théâtre de Bonnard ». Que ce soit ou non délibéré, et malgré l'efficacité des gaffes et des fécules, on ne retrouve pas la force inventive de quelques textes précédents : *Attention au travail*, les *Bas-fonds* et naturellement *Le Supplément*.

COLETTE GODARD.

\* Théâtre de la Colline, 20 à 30.



## Communication

Le vingt-cinquième Marché international des programmes de télévision

### Bernard Chevry garde le cap sur Cannes

Vingt-cinq ans ! Pour son premier quart de siècle, le Marché international des programmes de télévision (MIP-TV), qui se tient à Cannes du 28 avril au 3 mai prochain, affiche son habituelle fièvre de records : 18 000 mètres carrés de stands qui se partagent aux trois quarts les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ; 6 000 participants qui représentent quelque 1 500 sociétés et 105 pays. Trente-trois mille heures de programmes présentés, enfin, ce fi-

« Qui parle de retraite ? », s'étonne Bernard Chevry. « Il faut savoir vendre à temps et ne pas faire comme beaucoup de chefs d'entreprise qui refusent de passer la main. Lui a su ! En octobre 1963, la société MIP-TV a été créée, et Bernard Chevry avait accepté, à la demande du groupe acquéreur — le britannique TVS — de continuer à diriger l'activité pendant trois ans. Il préfère aujourd'hui partir au lieu de sa retraite et ne conserver qu'un titre honorifique de président-fondateur. Le marché de la communication arrive à maturité, et Bernard Chevry reconnaît : « avoir plus rien à prouver ».

Une réussite qu'il doit à l'économisme allié que forment un flair exceptionnel — il appelle cela joliment les « flèches de l'existence » — et un esprit pratique méticuleux : « on vous juge toujours sur de petits détails », dit-il. Depuis 1963 et le premier MIP-TV à Lyon, n'a-t-il pas rodé son système jusqu'à la perfection ? Il a d'abord trouvé à Cannes un site exceptionnel et la convivialité d'une « unité de temps et de lieu » renforcée par la construction d'un Palais des festivals sur mesure. Il s'est ensuite toujours efforcé d'accompagner les exigences des participants. « L'organisation est une question de bon sens », dit-il modestement. C'est surtout une discipline de fer et un professionnalisme hors pair, communiqué à une équipe réduite — une cinquantaine de personnes — mais fidèle.

La saga s'écrit comme un rythme des sigles que forge cet infatigable créateur de marchés internationaux. Au MIP-TV viennent s'ajouter le MIDEM — disque et édition musi-

ques, documentaires et émissions pour enfants —, comme chaque année, le haut du pavé. Mais, signe des temps, trois distributeurs de longs métrages — Fechner films et Rolsey films pour la France, Odeon pour l'Italie — font leur apparition dans ce temple du petit écran. Le MIP est plus que jamais une véritable institution pour la télévision. Une institution que son fondateur, M. Bernard Chevry, préside pour la dernière fois.

Mais à soixante-cinq ans, il rêve toujours d'autres horizons. « Aujourd'hui, c'est Cannes qui m'intéresse », confesse-t-il dans sa maison de la ville. « Je ne fais rien d'autre que de vendre à Cannes, et c'est tout. » Les 20 000 congressistes qu'il draine annuellement, n'ont pas dérangé l'an dernier 140 millions de francs dans la ville ? — et accru la renommée. Après avoir été poster, libraire, organisateur de Salons, Bernard Chevry se verrait-il bientôt maître ? Nul doute qu'il ait déjà sa petite idée...

PIERRE-ANGEL GAY.

### Les producteurs demandent une suspension temporaire de la 5

Reçus le 26 avril par la CNCL, toutes les organisations de producteurs audiovisuels ont demandé des sanctions immédiates contre la 5. Les professionnels reprochent à la chaîne de MM. Hersant et Berling de n'avoir diffusé que 24,5 % de programmes français, soit la moitié des pourcentages exigés par le cahier des charges. Ils s'estiment aussi « trompés » lorsque la 5 comptabilise dans ses efforts de production de fiction les sketches des émissions de Philippe Bouvard et de Stéphane Colard (le Monde du 4 avril).

La CNCL a sanctionné ses manquements aux cahiers des charges en demandant au Conseil d'État (section du contentieux) de prononcer en référé des astreintes financières si la 5 ne relève pas son pourcentage de programmes français par paliers mensuels. Les producteurs jugent l'initiative « positive mais insuffisante ». Ils souhaitent que la CNCL suspende temporairement les émissions de la chaîne « pour l'exemple ».

J.-F. L.

L'affaire Michel Droit devant la cour d'appel de Paris

### Retour au calme

L'affaire Michel Droit aura décidément été soumise à la quasi-totalité des juridictions siégeant au palais de justice de Paris. Inculpé de forfaiture par le juge d'instruction Claude Grellier, l'accusé a obtenu de la Cour de cassation que son dossier soit instruit à Rennes. Mais M. Grellier, en maintenant ses investigations dans une information ouverte pour trafic d'influence où M. Pascal Valléry-Radot, chargé de mission à la CNCL, est inculpé, a découvert que M. Michel Droit pouvait également figurer dans ce second dossier.

Afin de vérifier l'importance des charges retenues par un témoin, le magistrat avait délivré une commission rogatoire par laquelle il demandait aux policiers d'examiner ses comptes bancaires pour déterminer si Michel Droit avait continué à être rémunéré par le groupe Hersant après sa nomination à la CNCL malgré les incompatibilités attachées à la fonction.

Le parquet réagissait aussitôt en considérant que le magistrat instructeur n'avait pas le pouvoir d'élargir son enquête, alors que M. Grellier soutenait qu'il n'était pas sorti des limites de son dossier. Aussi, le parquet saisissait la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris en lui demandant d'annuler la commission rogatoire litigieuse et d'évoquer elle-même l'affaire, ce qui reviendrait à dessaisir M. Grellier une deuxième fois.

Tout affaire cessante, la cour fixait son audience au vendredi 22 avril, mais, à l'ouverture des débats, les avocats de Larsen FM, Radio-Julia, Radio-Contact et Radio-Média-Marne-la-Vallée, parties civiles, demandaient le renvoi. La procédure écrite de cette juridiction impose un délai aux avocats pour présenter leur mémoire. Or, le parquet général ne leur a fait connaître sa position qu'après l'heure limite, empêchant ainsi les défenseurs de répondre à ses arguments. Cependant, la cour, avec un acharnement inouï, persistait à vouloir prendre l'affaire immédiatement, ce qui conduisit les avocats à

contester son objectivité, en demandant sa récusation au premier président de la cour d'appel, M. Pierre Drai.

Celui-ci accordait un délai de trois jours aux magistrats de la chambre d'accusation afin qu'ils puissent répondre aux griefs formulés à leur égard « avec calme et sérénité », et, dans le même esprit, ordonnait que les débats soient suspendus. Dans son ordonnance, rendue le mercredi 27 avril, M. Drai a rejeté la demande en récusation présentée par les avocats des radios en leur infligeant à chacune une amende civile de 1 000 F prévue par la loi en cas d'échec.

### une « simple allégation »

Le premier président déclare que la décision de refuser le renvoi « ne saurait servir de fondement à une récusation (...), dès lors que n'est pas démontrée la réalité concrète et personnelle d'une manifestation d'opinion ou de pré-jugé pouvant faire suspecter l'impartialité d'un ou de tous les juges ».

Mais le haut magistrat a jugé nécessaire d'ajouter : « La prétendue installation d'un « climat difficile » consécutif aux incidents préliminaires et qui, selon les récits, porterait atteinte à la nécessaire sérénité des juges demeure à l'état de simple allégation. La conscience des juges dans l'accomplissement des devoirs de leur charge doit, à elle seule, rendre inopérante une telle allégation ».

Il reste que la précipitation manifestée la semaine dernière, qui faisait dire à l'un des avocats : « Tout est fait pour cadencer la procédure avant le premier tour des élections », a fait place à une relative pondération, puisque la chambre d'accusation n'examinera l'affaire que le 4 mai prochain... si d'autres incidents ne surviennent pas d'ici là.

MAURICE PEYROT.

### EN BREF

● Hachette décline plus de 90 % de Groslier. — L'offre publique d'achat lancée par CTH Acquisition, filiale américaine d'Hachette, sur le groupe d'édition Groslier est arrivée à échéance le 22 avril à minuit. A cette date, quelques 16 582 000 actions avaient été présentées. Celles-ci s'ajoutent aux actions déjà acquises par Hachette et ses filiales avant le déclenchement de l'OPA le 14 mars. Le groupe français détient désormais plus de 90 % du capital de l'éditeur américain.

● L'éditeur britannique Reed rachète l'entreprise de presse américaine Communications Today. — L'un des plus importants groupes de presse et d'édition britanniques, le groupe Reed International, qui contrôle déjà plusieurs quotidiens nationaux et régionaux et des dizaines de magazines, vient de racheter Communications Today, une société américaine de Caroline du Nord. Communications Today publie des revues professionnelles consacrées à l'aménagement et aux mou-

bles. Reed l'a rachetée environ 200 millions de francs par l'intermédiaire de Cahners Publishing, division de sa filiale américaine Reed Publishing USA. Communications Today a enregistré un bénéfice de 20 millions de francs en 1987. Selon ses résultats futurs, Reed pourrait acquiescer jusqu'à 100 millions de francs de plus d'ici à 1992, afin d'avoir le contrôle total de Communications Today.

● PUBLICITÉ : WCRS achète 50 % de SGGMD. — Concrètement l'accord annoncé il y a plus d'un mois (le Monde du 9 mars), l'agence de publicité britannique WCRS va acheter, pour 54,6 millions de livres (689 millions de francs) la moitié du groupe SGGMD (Gilbert Gros Michel Doliner). Ce dernier, qui réalise un bénéfice de 462 millions de francs pour 6,96 milliards de chiffre d'affaires dans l'achat d'espaces publicitaires, sera contrôlé par une holding baptisée Carat Espace, formée conjointement par WCRS et les propriétaires actuels de SGGMD.

(Publicité)

# FETE DES JEUNES POUR L'EGALITE GRAND CONCERT GRATUIT

ALPHA BLONDY - LES AVIONS - ALAIN BASHUNG - GUY BEDOS - JEAN BENGUIGUI  
RACHID BOUCHARED - MICHEL BOUJENAH - CANADA - JACQUES HIGELIN  
CHEB KADER - FRANCIS LALANE - GABRIEL LAZURE - CHRISTOPHE MALAVOY  
LAURENT MALLET - ALAIN MANEVAL - MATHIEU - ELLI MEDEIROS - NIAGARA  
PRINCESS ERIKA - MARC SEBERG - YVES SIMON - SMAÏN - ZOUK MACHINE

## SAMEDI 30 AVRIL. 19 H

## HIPPODROME DE VINCENNES

METRO CHATEAU DE VINCENNES OU RER JOINVILLE (300 m à pied)  
Renseignements : MINITEL 36.15 code GAU

هكذا من الاجل











## « services »

## PHILATÉLIE

Un « plus » dans les collections

## Les timbres perforés

Un timbre-poste perforé ne perd pas forcément sa valeur à cause des trous qui le traversent.

De nombreuses entreprises, en France et à l'étranger, ont perforé des timbres. Ces perforations représentent des initiales, des monogrammes, des symboles et les dessins les plus divers : étoile, coq, vache, croix, éléphant... Il s'agit, le plus souvent, de profiter de la surface du timbre pour faire de la promotion et de couvrir leur utilisation.

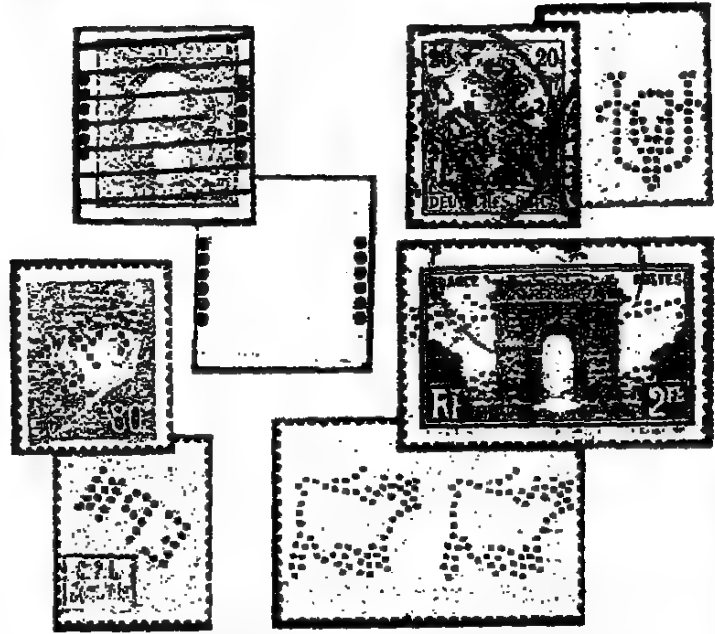
Quand, en France, en 1873-1874 apparaissent les premières perforations, le poste réagit immédiatement en interdisant cet usage. Les chambres de commerce interviennent et évoquent le détournement de timbres dont leurs adhérents sont victimes. Une décision ministérielle datée du 15 novembre 1876 fixe alors les règles de la perforation des timbres : le tiers de la surface du timbre pour laisser entièrement visible la valeur faciale. Mais, en 1954, cette pratique est de nouveau interdite car assimilée à une détérioration de valeur fiduciaire.

L'intérêt des perforés ? Ils permettent aux philatélistes, spécialisés dans une thématique, de sortir du strict contenu du timbre : la perforation, sa nature, son origine, sont un « plus ». On recense en France plus de deux mille perforations différentes. Celles provenant des grandes banques sont les plus fréquentes et ont moins de valeur.

Il est préférable de collectionner les perforés sur lettres, à en-têtes commerciales, qui permettent de les identifier et de les authentifier et leur donneront toute leur valeur. La perforation la plus célèbre ? L'EIPA 30 (Exposition internationale de poste aérienne) sur un timbre émis en 1930, coté 25 000 F.

\* Un club spécialisé : l'ANCOPEP, 4, rue des Capucins, 92190 Mondon, qui a d'ailleurs édité un catalogue Franco-colonies françaises des perforés.

Pour tout renseignement concernant cette rubrique, s'adresser au : **Monde des philatélistes**, 24, rue Chateaub, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.



Perforés américains et allemands (haut). Perforé EIPA (Exposition philatélique de Nancy) sur 90 c vert-jaune Pétain, vendu du 23 au 26 juin 1942 (30 000 exemplaires). Vache du chocolat Vianey.

## En filigrane

● Le cycle et la poste. — Un ouvrage intitulé *Le Cycle et la Poste* vient de paraître, écrit par J.-P. Mangin et R. Gaslin. Il comprend deux parties : une histoire passionnante des postes cyclistes dans le monde depuis 1887 — par exemple le courrier « par express » de Cuba de 1889 à 1910, la poste cycliste vers les gares à Paris en 1892... — et un catalogue où tous les timbres émis sur le thème de la petite reine sont répertoriés des origines à nos jours. Un travail fastidieux réalisé par M. Gérard Longuet, à deux mois du Tour de France. — *Le Cycle et la Poste*, 324 pages, 1200 illustrations, format 21 x 29 cm, prix 278 F port compris. J.-P. Mangin, 8, rue de Grimonbois, 55000 Bar-le-Duc.

● Expositions à l'étranger. — L'Inde accueillera à New-Delhi, du 20 au 29 janvier 1989, une exposition philatélique mondiale (renseignements : Department of Posts, Dek Bhuven, Parliament Street, New-Delhi-110 001, Inde). La Bulgarie, pour sa part, organise à Sofia, du 22 au 31 mai 1988, la Sofia International Philatelic Exhibition. Au programme : des philatélistes, les grèves, le travail et les ombres...

loterie nationale			
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS			
La réglementation de TACO-TAC en vigueur selon l'arrêté (L.O. du 20/06/87)			
Le numéro	5 3 1 7 2 7	gagne	4 000 000,00 F
Les numéros approchant à la centaine de mille	0 3 1 7 2 7 1 3 1 7 2 7 2 3 1 7 2 7 3 3 1 7 2 7 4 3 1 7 2 7	gagnent	40 000,00 F
Les numéros approchant aux			
Milliers	501727 530727 531027 531707 531720	gagnent	10 000,00 F
Centaines	511727 532727 531127 531717 531721		
Dizaines	521727 533727 531227 531737 531722		
Unités	541727 534727 531327 531747 531723		
	551727 535727 531427 531757 531724		
	561727 536727 531527 531767 531725		
	571727 537727 531627 531777 531726		
	581727 538727 531827 531787 531728		
	591727 539727 531927 531797 531729		
Tous les billets	1 7 2 7	gagnent	4 000,00 F
se terminant par	7 2 7		400,00 F
	2 7		200,00 F
	7		100,00 F
<b>LOTO</b> 5 7 24 31 36 44 20 11 TRANCHE DU MARCHÉ DU 27 AVRIL 1988 POUR LES TRANCHEES DU MARCHÉ 4 ET 5 DU 27 AVRIL 1988 VALABLE JUSQU'AU 12 MAI 1988			
<b>TACO-TAC</b> 88 TRANCHE DU MARCHÉ DU 27 AVRIL 1988 34			

هكذا من الامم

## Médecine

Les difficultés financières de l'hôpital public

## Un hémophile inadmissible

La direction administrative d'un hôpital public peut-elle interdire, pour de simples raisons financières, la prise en charge médicale d'un malade ?

Impensable il y a quelques années, un tel scénario n'est plus aujourd'hui tout à fait irréalisable, comme en témoigne l'histoire d'un homme de cinquante ans, hémophile, auquel la direction du centre hospitalo-universitaire de Bordeaux refuse, depuis plusieurs mois, l'accès aux soins.

Hémophile, cet homme est aussi, comme 10 % environ des personnes atteintes de cette maladie, victime d'une anémie sévère consécutive de l'apparition d'anticorps dirigés contre les médicaments coagulants habituellement utilisés pour le traitement. Ces patients consomment donc moins de produits anticoagulants que les autres hémophiles. En revanche, lorsque leur état de santé nécessite des transfusions, celles-ci doivent être faites avec du sang rempli de très grandes quantités pour « saturer », avec des substances fabriquées à l'étranger et particulièrement coûteuses, l'anticorps que leur organisme produit. Le problème se pose le plus souvent lors des interventions chirurgicales.

Or, précisément, l'état de santé du malade en question impose aujourd'hui une double intervention au niveau de ses genoux. Faute d'une telle

opération, il serait condamné au fauteuil roulant et devrait cesser toute activité professionnelle.

« Les dossiers nécessaires à la prise en charge de ce malade avaient été établis et acceptés par la caisse d'assurance-maladie compétente, écrit M. Francis Graeve, préfet honoraire et président d'honneur de l'Association française des hémophiles. Mais la couverture hémorragique de l'opération avait été estimée à trois millions de francs, la direction de l'hôpital n'a pas donné son accord pour que l'opération ait lieu, le budget de l'hôpital ne pouvant supporter une telle dépense, ce qui paraissait évident à la lecture des données chiffrées citées par le directeur dans une lettre datée du 11 février [...]. Nous nous trouvons dans l'un des cas où la société doit choisir, en dehors même de toute considération humaine, entre le coût de soins et celui de l'invalidité. » (1).

La lettre de M. Graeve n'a pas laissé insensible M. François Delafosse, directeur des hôpitaux, qui qualifie cette situation d'« inacceptable » et a adressé une lettre au préfet de la région concernée.

« Je ne saurais tolérer de telles pratiques qui remettent en question les missions essentielles du service public et les règles élémentaires de la déontologie », écrit le directeur des hôpitaux. En conséquence, je vous demande d'user de votre autorité pour obtenir

l'hospitalisation de l'intéressé au centre hospitalier régional dans les meilleurs délais. L'importance des résultats d'exploitation excédentaires de ce centre hospitalier régional affectés soit à l'équipement (43 millions de francs en 1985, 60 millions de francs en 1986), soit à des comptes de réserve ou de provisions, ainsi que le volume considérable des subventions d'équilibre aux budgets annexes (27 millions de francs en 1985, 29 millions de francs en 1986) laissent supposer que cet établissement peut, sans crainte de dépasser l'enveloppe budgétaire allouée par vos services, assurer dans de bonnes conditions la prise en charge médicale de ce patient.

Les hésitations du ministère

Cette lettre, datée du 11 mars, n'a, si l'on en croit la direction générale, toujours pas été notifiée au CHR de Bordeaux. On assure toutefois, à la direction générale des hôpitaux, qu'une solution rapide devrait être trouvée.

Au-delà du cas particulier de ce malade, qui est toujours dans l'attente quant à la prise en charge du traitement que son état de santé nécessite, cette affaire soulève une série de problèmes tenant notamment à la mission des établissements hospitaliers publics à vocation universitaire et

régionale. Elle pose aussi, de manière concrète, les difficultés liées au carcan du budget global auquel sont soumis les établissements hospitaliers publics dont M. Michèle Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille avait, il y a quelque temps, promis de tout faire pour améliorer le fonctionnement.

Le groupe de travail « sur l'organisation des soins aux hémophiles » que M. Barzach avait mis en place sous la présidence du docteur Yves Coquin, médecin-inspecteur régional en Ile-de-France et dont les propositions devaient être soumises au ministre, propose que des cas de ce genre soient traités à l'échelon hospitalier, en dehors du budget global. On hésite toutefois, au ministère de la santé, à autoriser une telle mesure. On craint, en particulier, qu'elle entraîne, d'autres maladies imposant des traitements coûteux soient à l'origine de dépenses élevées non programmées. « La thérapeutique de l'hémophilie n'est pas la seule en cause, confie un cadre hospitalier. Depuis peu, des problèmes similaires concernent les problèmes de hanches ou des actes de chirurgie oculaire se posent dans certains établissements hospitaliers publics. »

JEAN-YVES NAU.

(1) L'Hémophile, numéro 113, mars 1988. Revue éditée par l'Association française des hémophiles.

## REPÈRES

## Chasse

## La Cour européenne condamne la France

La Cour européenne de justice a condamné, le mercredi 27 avril, la France pour des lacunes dans sa législation sur la protection des oiseaux sauvages. Les juges européens ont, en revanche, autorisé la chasse au furet et les gîteux, vigoureusement dénoncés par les écologistes, la Cour estimant que les règlements sont assez stricts pour protéger les espèces.

Fin mars, 20 000 manifestants environ avaient protesté à Bordeaux en faveur de la chasse à la tourterelle. Mais la Ligue française de protection des oiseaux a l'intention d'appeler à une manifestation dans le Sud-Ouest pour dénoncer le jugement de la Cour de Luxembourg et le non-respect en Aquitaine des règlements interdisant la chasse printanière à la tourterelle.

## Espace

## Colombus se heurte à la neutralité suisse

La Suisse ne participera pas au programme Columbus, contribution européenne à la station spatiale américaine. Cette décision, annoncée le mercredi 28 avril, a été prise en partie pour des raisons financières, la Suisse jugeant suffisamment lourd son engagement dans les programmes Ariane-5 et Hermès. Mais c'est essentiellement la neutralité suisse qui a causé ce retrait. Le gouvernement fédéral a estimé, au vu de

l'accord intergouvernemental qui devrait être bientôt signé entre les participants européens et les Etats-Unis, que l'éventuelle utilisation militaire de la station par les Américains pouvait entrer en conflit avec la neutralité de la Confédération. Il est à noter que l'Autriche, l'Irlande et le Suède ont aussi décliné tout engagement dans le programme Columbus.

## Religions

## Nomination d'évêques en Lituanie

Le pape a nommé, le mercredi 27 avril, un nouveau président de la conférence épiscopale de Lituanie. Il s'agit de Mgr Vincas Sladkevicius, qui succède ainsi à Mgr Linas Pivonis, archevêque de Kaunas, démissionnaire pour raisons d'âge et de santé. Le nom de Mgr Sladkevicius dans cette République balte soviétique, où plus de la moitié de la population est catholique (2 millions sur 3,5 millions d'habitants), est symbolique : évêque auxiliaire de Kaunas, il avait été assigné à résidence, de 1983 à 1982, dans une ville éloignée de son diocèse. Ce n'est qu'en 1983 qu'il avait été autorisé à retrouver ses fidèles.

Comme archevêque de Kaunas, Mgr Pivonis est remplacé par Mgr Praksas, qui était son auditeur. Ces nominations interviennent juste après la visite quinquennale à Rome des évêques lituaniens, au cours de laquelle le pape avait évoqué, le 18 avril, « le vent de renouveau » soufflant sur l'URSS et avait souhaité qu'ils apportent une liberté religieuse accrue.

## Réglementation d'un médicament contre l'acné aux Etats-Unis

Les autorités sanitaires américaines ont décidé, le mercredi 27 avril, d'imposer à la multinationale pharmaceutique suisse Hoffmann-La Roche une série de mesures visant à prévenir l'apparition de malformations chez les enfants nés de femmes ayant utilisé durant leur grossesse un médicament contre l'acné (*Le Monde* du 24-25 avril). Le produit concerné, l'Accutane ou isotrétinoïne, tenu pour responsable de plus d'un millier de malformations fœtales, sera maintenant sur le marché américain, parce qu'il s'agit, selon les autorités américaines, « du seul traitement

efficace de certaines formes d'acné ».

Les conditions (absence de grossesse au moment de la prescription du médicament et mise en garde des femmes sur l'obligation de suivre une méthode contraceptive fiable un mois avant le traitement et jusqu'à quatre semaines après l'arrêt de ce dernier) ont été décidées d'un commun accord entre les autorités américaines et les responsables de la multinationale. En France, où le produit est commercialisé depuis 1986, ces précautions sont déjà recommandées par le fabricant.

## DÉFENSE

## La France, l'Allemagne fédérale et le Royaume-Uni construiront un missile antichars commun

La Grande-Bretagne a décidé, mardi 26 avril, de rejoindre le consortium franco-ouest-allemand Euromissile pour participer, à ses côtés, à la conception d'un nouveau missile antichars, baptisé Trigat, qui remplacera les missiles Milan et Hot en service dans plusieurs armées.

En 1987, déjà, la France et l'Allemagne fédérale avaient décidé de s'associer sur ce projet Trigat, et le Royaume-Uni, sollicité d'y participer, avait réservé sa réponse.

A Londres, le ministère de la défense a annoncé que le gouvernement de Margaret Thatcher venait d'accorder de signer le protocole d'accord instituant une coopération trilatérale au sein d'un nouveau consortium, dénommé EMDG (pour Euro-missile Dynamic Group) et responsable du projet. La société britannique British Aerospace se partagera le contrat Trigat avec la société française Aérospatiale et le groupe ouest-allemand Messerschmitt-Bölkow-Blom (MBB).

Le système d'arme Trigat représente, en réalité, deux missiles anti-

chars différents. Le premier missile, destiné à l'infanterie, porte à environ 2000 mètres : il est à guidage par faisceau laser et il peut être tiré en sautoir (pour le combat urbain). Le second missile, lancé par un hélicoptère ou monté sur un véhicule, porte à plus de 4500 mètres : il est du type « fire and forget » (tire et oublie), c'est-à-dire qu'on lui désigne à l'avance son objectif, qu'il s'y dirige automatiquement (et peut même être lancé en sautoir de quatre missiles à la fois contre des cibles différentes) pour permettre au tireur de s'écarter.

A l'origine du projet, il y a la volonté des trois armées concernées de disposer d'un missile capable de servir par tous les temps et de percer tous les blindages soviétiques connus ou à venir, comme le blindage actif ou osérmique.

La France a prévu d'acquérir 1 500 postes de tir et 60 000 missiles, pour l'infanterie, à partir de 1993 et 345 postes de tir et 13 000 missiles, pour ses hélicoptères et ses blindés, à compter de 1997.

## Au conseil des ministres

## Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Girard, le conseil des ministres du mercredi 27 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Mariage.** — Sont promus : contre-amiral, les capitaines de vaisseau Michel Berger et Jean Cottin.

Sont nommés : inspecteur des armements militaires, le vice-amiral Dominique Barnaud ; sous-chef d'état-major « matériel » à l'état-major de la marine, le contre-amiral Charles Mechet ; directeur du cours supérieur interarmées et commandant l'Ecole supérieure de guerre interarmées, le contre-amiral Philippe Saint-Claire Deville.

● **Terr.** — Sont promus : général de division, le général de brigade Jacques Favre et le général de brigade Roland Bourgeois (nommé directeur central du matériel) ; général de brigade, le colonel Bernard de Lesquen, du 11<sup>e</sup> Régiment de Cavalerie.

Sont nommés : adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la première région militaire, le général de division Jean Roué ; gouverneur militaire de Marseille et com-

mandant la cinquième-troisième division militaire territoriale, le général de brigade Marcel Durand ; commandant la Légion étrangère, le général de brigade Raymond Le Corre ; directeur adjoint à la direction centrale du matériel, le général de brigade Claude Herique ; sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Marc Bonnet.

● **Armement.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Bernard Thaurin et Bernard Pauchon ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Claude Desquilbet (nommé chef du service central des commandes à la direction des armements terrestres), François Bée et Jean Cavailles.

● **Généralissime.** — Sont promus : général de division, le général de brigade Pierre Devemy ; général de brigade, les colonels Albert Dupont et Christian Verger.

Sont nommés : commandant la troisième région de gendarmerie, le général de brigade Reynaud Sibaud ; sous-directeur de la logistique, le général de brigade Paul Ferraz.

loterie nationale			
LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS			
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	100000
5	1000	10000	100000
6	1000	10000	100000
7	1000	10000	100000
8	1000	10000	100000
9	1000	10000	100000
Tous les billets ne comportant qu'un seul chiffre ont des sommes suivantes :			
0	1000	10000	100000
1	1000	10000	100000
2	1000	10000	100000
3	1000	10000	100000
4	1000	10000	



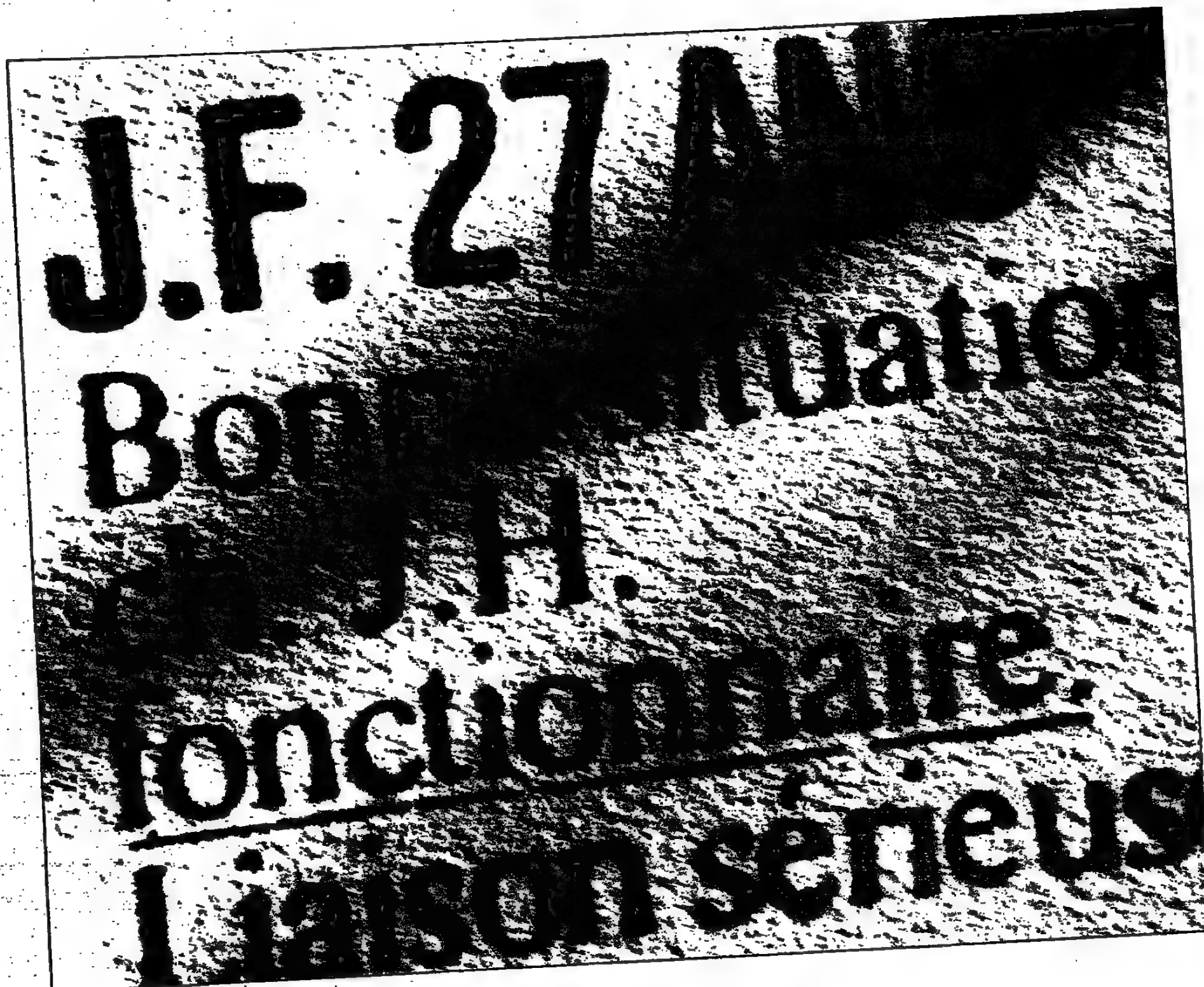








**Nous pouvons vous prêter tout l'argent  
que vous voulez  
mais pas le fonctionnaire qui va avec.**



INFORM  
ASSOCI

INFORM  
ASSOCI

ENTREPRENEUR  
COOPÉRATIF

CRÉDIT COOPÉRATIF

**PRÊTS PERSONNELS RÉSERVÉS AUX  
FONCTIONNAIRES.** Contrairement à un  
préjugé tenace, on ne prête pas qu'aux  
riches. En fait, on ne prête qu'aux fonc-  
tionnaires. En tout cas chez CRESERFI.  
La société financière du Crédit Social  
des Fonctionnaires réserve en effet  
aux fonctionnaires et aux agents  
du secteur public et nationalisé  
des prêts personnels à des condi-  
tions tout à fait exclusives. De  
10 000 à 50 000 F ou plus, rembour-  
sables au choix en 12, 24, 30 ou  
36 mois, accordés immédiatement\*



**CRESERFI**

et ce à des taux parmi les plus bas du  
marché... Pour se priver d'une telle affaire,  
il faudrait vraiment ne pas être fonction-  
naire! Et encore. En regardant bien  
autour de vous, vous trouverez sûre-  
ment un moyen de fonctionner avec  
un(e) fonctionnaire.

...Et si un prêt personnel ne  
vous suffisait pas, sachez que  
CRESERFI est à votre disposition  
dans tous les bureaux du CSF pour  
étudier avec vous d'autres plans  
financiers.

\*sous réserve d'acceptation de votre dossier.

**CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES  
NOUS PRIVILÉGIONS LES FONCTIONNAIRES**

9, RUE DU FAUBOURG-POISSONNIÈRE, 75009 PARIS - TÉL. : (1) 42 46 72 56

هكذا من الاجل



## SOMMAIRE

■ Mesures anti-inflationnistes en Suède. Les entreprises devront déposer 15 % de leurs bénéfices auprès d'un fond peu rémunéré. (lire page 40).

## Une réunion de conciliation sans résultats pour les grévistes de Michelin

« On sent que ça pousse, affirmait M. René Lemerle, représentant de la CFDT. La base a l'air d'en vouloir. » Un rassemblement prévu pour 9 heures, jeudi 28 avril, devait permettre de faire le point. La journée pouvait être décisive alors que le mouvement s'étend à d'autres établissements, dont celui du Puy où les syndicats sont absents.

Comprenant le danger pour son image, la direction de Michelin décidait, le 27 avril, de s'ouvrir et choi-

Les salaires ne se négocient pas. Une fois encore, les Bib risquent de retourner au travail sans savoir si leur conflit prévu pour durer a été réglé.

## JAN KRAUZE

- Toutes les entreprises, moyennes ou grandes, sont obligées de donner un préavis d'au moins soixante jours avant de fermer une unité de production ou d'effectuer un licenciement collectif.

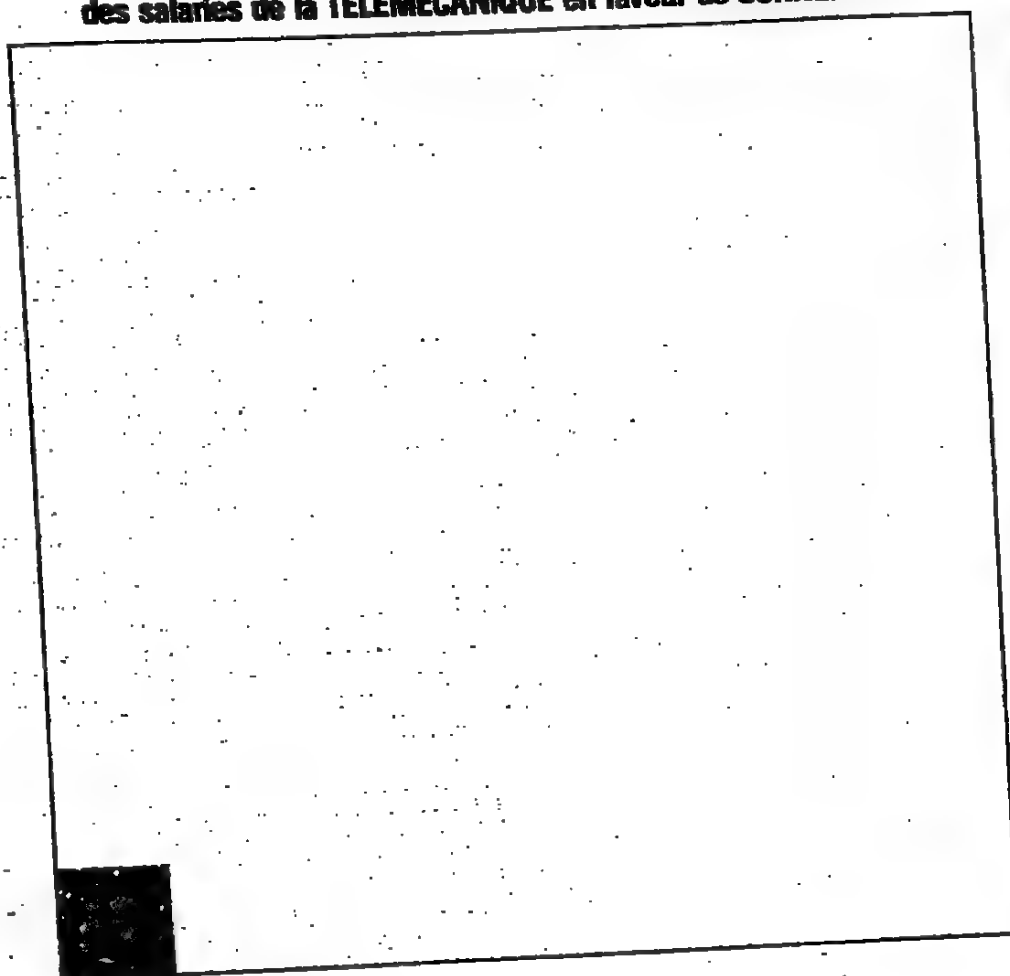
**Renseignements:**  
**COGETOM**  
r Maine Montparnasse.  
rue du Maine. 75015 Paris  
Tél. 45 38 52 22

## N4/Aubier



**21%**

des salariés de la TELEMECANIQUE en faveur de SCHNEIDER.



**89,9%**

des salariés de la TELEMECANIQUE en faveur de FRAMATOME.



Le 19 avril 1988, dans l'esprit d'innovation sociale qui caractérise la Telemecanique, les salariés consultés à bulletin secret, et sous contrôle d'huissier se sont, à une énorme majorité, prononcés en faveur de l'Offre Publique d'Achat de Framatome.

prononcés en faveur de l'Offre Publique d'Actes de Transfert												
Vote 19 04 88	INSCRITS	VOTANTS	Abstention		Exprimés		FRAMATOME		SCHNEIDER		Blancs-Neutres	
			Nombre	% inscrits	Nombre	% votants	Nombre	% votants	Nombre	% votants	Nombre	% votants
TOTAL	8812	8134	680	7,8%	7472	92%	7382	99,9%	171	2,1%	651	8%

Etude de maître PERRAULT et VOISIN, huissiers de justice à Rueil-Malmaison.

Est-ce un hasard, si les salariés d'une société qui a toujours considéré les Hommes comme la meilleure garantie de son développement industriel se sentent massivement concernés par l'avenir de leur entreprise ?

Est-ce un hasard si la motivation du personnel se retrouve très concrètement dans les résultats d'une entreprise aujourd'hui en pointe dans le monde entier ?

La Telemecanique a toujours fait des bénéfices. Depuis 5 ans, ce pourcentage de bénéfice n'a cessé de croître. Dans la même période la marge brute d'autofinancement a plus que doublé et les investissements ont été multipliés par trois.

Ces bons résultats sont le fruit d'une stratégie connue et partagée par le personnel. Plus de 6% du chiffre d'affaires est consacré à la recherche. La Telemecanique participe aux plus grands projets technologiques européens et mondiaux.

Alors à votre avis quand 89,9% des salariés d'une telle entreprise se prononcent en faveur d'un projet d'avenir, ne montrent-ils pas leur profonde détermination ?

Que peut-on espérer sans en tenir compte ?  
Quelle est la solution la plus efficace pour l'avenir de la Telemecanique ?



**Telemecanique**

**L'AVENIR NOUS RESSEMBLERA.**

Question  
S'il est impossible de maintenir l'indépendance totale de Telemecanique, je préfère l'intégration de l'entreprise dans le groupe Schneider  
S'il est impossible de maintenir l'indépendance totale de Telemecanique, je préfère l'intégration de l'entreprise dans le groupe Framatome

هكذا من الاميل



هكذا من الاحمل

## Économie

### ÉNERGIE

Alors que les exportateurs indépendants proposent une baisse de 5 %

### L'Arabie saoudite n'est guère favorable à une réduction de la production de l'OPEP

VIENNE  
de notre envoyée spéciale

L'OPEP laissera-t-elle échapper l'occasion d'élargir enfin le cercle des pays prêts à coopérer pour soutenir les prix du pétrole, menacés depuis cinq ans par la surproduction mondiale ? Jeudi 28 avril, tandis que sept délégations de producteurs indépendants (1), venus à Vienne pour la première fois offrir leur appui à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, s'apprêtaient pour la plupart à regagner leurs pays, après deux jours de discussions, l'enthousiasme initial semble singulièrement retombé. Ils ont proposé de

réduire pour deux mois leurs exportations de 5 % à condition que l'OPEP fasse de même. Mais leur offre s'est heurtée d'emblée au refus de l'Arabie saoudite, qui la juge insuffisante.

Certes, rien n'est encore définitivement joué. Le comité de l'OPEP (2) qui les a reçus devait soumettre jeudi soir leur proposition à l'ensemble des treize membres de l'organisation, réunis en conférence consultative, qui seuls peuvent décider de la réponse à donner. La pression de ses partenaires peut pousser le royaume saoudien à modifier sa position initiale, et à consentir un « geste » en direction des « NOPEP ». Et le communiqué commun publié à

l'issue de la réunion de contact précisait d'ailleurs que « les pays présents ont convenu que ce premier pas doit être suivi de contacts continus au niveau jugé nécessaire ».

Mais il est d'ores et déjà évident que le grand plan de solidarité qui aurait pu naître de cette rencontre a tourné court. Les producteurs indépendants, tout en s'efforçant de préserver un optimisme de façade, cachent mal leur désappoint.

Chaque producteur indépendant jugera s'il convient ou non d'appliquer la baisse de production proposée au vu des résultats de la conférence de l'OPEP qui va suivre, ajoute-t-il, précisant qu'aucune date de réunion ultérieure n'a été fixée, bien que le principe en ait été accepté.

### Un cheval, une alouette

L'OPEP a treize se retrouve donc une fois de plus confrontée à ses propres contradictions. Refuser l'offre des NOPEP, alors que l'organisation ne perd pas une occasion depuis cinq ans de clamer qu'elle ne peut, seule, assurer la défense des prix du brut et ne cesse de réclamer l'appui des producteurs extérieurs, paraît difficile. D'autant qu'un échec précipiterait presque à coup sûr une recrudescence des cours du brut sur tous les marchés internationaux. Mais l'Arabie saoudite a beau jeu de souligner la faiblesse des concessions proposées par les NOPEP au regard des sacrifices déjà consentis au nom de la défense des prix par les membres de l'organisation, lesquels ont réduit leur production d'un bon tiers depuis 1980 — soit 9 millions de barils par jour. Aujourd'hui même, la répartition des nouveaux efforts à consentir pour rééquilibrer le marché — 200 000 barils par jour du côté des NOPEP, 700 000 pour l'OPEP — relève plus d'un « cheval, une alouette » que d'un équilibre partagé des responsabilités.

Surtout la crise politique et militaire qui déchire les différents pays du Golfe membres de l'organisation — Arabie saoudite, Koweït, Irak, d'un côté, Iran de l'autre — a rarement été aussi aiguë et augure mal d'un éventuel consensus. Le vice-ministre iranien du pétrole, à son arrivée à Vienne, mercredi soir, a accusé l'Arabie saoudite d'avoir rompu les relations diplomatiques avec Téhéran pour, entre autres, saboter la réunion avec les non-OPEP et son impact sur les prix.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Mexique, Égypte, Chine, Malaisie, Angola, Oman, Colombie.  
(2) Arabie saoudite, Koweït, Nigeria, Indonésie, Algérie, Venezuela.

### CONJONCTURE

La reprise actuelle de l'investissement pourrait ne pas durer estime l'OFCE

« Il est difficile d'annoncer des choses sombres alors que tout va bien », a déclaré, mercredi 27 avril, M. Philippe Sigogne, directeur du département diagnostics à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Si le krach boursier a en pour cause la perte de confiance dans la coordination des politiques économiques, il a eu aussi pour conséquence de renforcer la coopération internationale. « La RFA et le Japon ont assoupli leur position monétaire et les États-Unis ont fait quelques concessions budgétaires. Les taux d'intérêt ont pu baisser dans ces trois pays. La remontée du taux d'épargne des consommateurs américains et la baisse des cours du pétrole ont différé l'aggravation des tensions inflationnistes ». M. Sigogne estime, de plus, que le déficit commercial des États-Unis devrait se réduire en valeur au cours des mois à venir, le dollar s'étant stabilisé et les exportations croissant nettement plus vite que les importations en volume.

### Climat d'incertitude

Dans cet environnement qui verrait la croissance américaine ralentir, passant de 2,9 % à 1,9 % cette année, la France connaîtrait une croissance de 1,8 % seulement du fait d'une moindre progression de la consommation des ménages (+ 2,1 %, après + 2,4 % en 1987). Mais le point le plus notable de l'analyse de l'OFCE est la prévision d'un ralentissement de la croissance des investissements des entreprises en 1988 et en 1989. « Les dépenses d'équipement des entreprises pourraient moins augmenter dès 1988 et à nouveau en 1989. La reprise actuelle de l'investissement, essentiellement fondée sur les petites et moyennes entreprises, est sujette à retournement dès que l'activité se tassera [...]. Un climat d'incertitude accru quant à la demande et aux rendements futurs renforce l'hésitation de la croissance externe par rachat d'entreprises concurrentes ».

### La hausse des prix de détail en mars : + 0,3 %

La hausse des prix s'est un peu accélérée en mars, atteignant 0,3 % en un mois, ce qui ne s'était pas produit depuis avril 1987. Cette accélération provient de l'habillement et du textile (+ 0,6 % en un mois), des combustibles et de l'énergie (+ 0,5 %), à cause notamment du relèvement de la taxe sur les produits pétroliers, des services de santé (+ 0,6 %), du fait du relèvement de certains honoraires médicaux, des hôtels, cafés, restaurants (+ 0,5 %). Les services du secteur privé (+ 0,5 % en un mois, + 5,6 % en un an) continuent de progresser nettement plus vite que la moyenne.

	VARIATIONS (en %) AU COURS			
	Des 12 derniers mois (mars 88/mars 87)	Des 6 derniers mois (mars 88/sept. 87)	Des 3 derniers mois (mars 88/déc. 87)	Du dernier mois (mars 88/fevr. 87)
● ENSEMBLE	+0,25	+0,11	+0,07	+0,03
● ALIMENTATION (y. c. boissons)	+0,11	+0,09	+0,05	+0,02
Prod. à base de céréales	+0,38	+0,22	+0,14	+0,02
Vinifères de boisson	+0,26	+0,13	+0,05	+0,01
Porc et charcuterie	+0,18	+0,04	+0,03	+0,02
Vol., lap., gib., prod. issue viande	-0,01	+0,19	+0,08	+0,01
Produits de la pêche	+0,37	+0,23	+0,14	+0,02
Lait, fromages	+0,11	+0,12	+0,11	+0,05
Oeufs	-0,28	-0,14	-0,05	-0,07
Corps gras et beurres	-0,13	+0,01	+0,00	+0,01
Légumes et fruits	+0,10	+0,09	-0,03	-0,01
Autres produits alimentaires	+0,13	+0,07	+0,02	+0,01
Boissons alcoolisées	+0,11	+0,06	+0,07	+0,02
Boissons non alcoolisées	-0,09	-0,16	-0,02	+0,01
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+0,14	+0,02	+0,03	+0,03
1) Habillement et textiles	+0,35	+0,20	+0,08	+0,04
Vêtements de dessus	+0,34	+0,17	+0,05	+0,02
Autres vêtements et accessoires	+0,42	+0,25	+0,08	+0,05
Articles chaussants	+0,30	+0,19	+0,05	+0,02
Autres articles textiles	+0,19	+0,06	+0,02	+0,03
2) Autres produits manufacturés	+0,09	+0,03	+0,01	+0,03
Mobilier et tapis	+0,33	+0,21	+0,12	+0,07
Appareils ménagers élec. et gaz	+0,11	-0,02	+0,01	+0,02
Autres art. équipement du ménage	+0,27	+0,12	+0,09	+0,03
Service mén. produit entretien	+0,08	+0,04	+0,01	-0,02
Articles relatifs au soin	+0,05	+0,05	+0,03	+0,01
Véhicules	+0,04	-0,07	+0,10	+0,01
Électronique-bijoux-jouets	+0,04	+0,04	+0,03	+0,04
Pharm., optique, électroménager	-0,09	-0,23	-0,10	-0,02
Autres articles de loisir	+0,33	+0,17	+0,07	+0,02
Combustibles, énergie	-0,09	-0,24	-0,12	+0,05
Tobacs, prod. pharm. divers	+0,33	+0,04	+0,01	+0,01
Produits pharm. secteur privé (1)	+0,19	+0,10	+0,07	+0,03
● SERVICES	+0,58	+0,23	+0,13	+0,03
Services relatifs au logement	+0,63	+0,31	+0,15	+0,02
Dent : loyers	+0,68	+0,35	+0,16	+0,00
Soins personnels, habillement (2)	+0,54	+0,31	+0,20	+0,05
Services de santé	+0,33	+0,15	+0,11	+0,06
Transports publics	+0,41	+0,09	+0,08	+0,02
Serv. d'utilité publ. priv. (3)	+0,59	+0,25	+0,15	+0,04
Hôtels, cafés, rest., casinos	+0,58	+0,28	+0,15	+0,05
Autres services (4)	+0,25	+0,05	-0,02	+0,01
Services privés (5)	+0,56	+0,29	+0,17	+0,05

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en mars 1988 à 169,9 contre 169,4 en février 1988.

En rythme annuel sur les trois derniers mois (janvier, février, mars), la hausse des prix est de 2,8 %.

- (1) Hors loyers.
- (2) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.
- (3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
- (4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolaire, mais aussi auto-école), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage de films, redevance TV, etc.
- (5) Hors loyers, tarifs publics, santé.

Préparer  
votre  
retraite...

C'est sensé.

Vous donner  
les moyens de la  
vivre à 100 %...

C'est avoir le sens  
des réalités :  
c'est notre 6<sup>e</sup> sens.

### CONSEIL "PLACEMENTS RETRAITE"

La retraite, vous y pensez et vous êtes probablement convaincu qu'un complément de revenus vous sera bien utile... C'est dès aujourd'hui que vous devez le préparer. Savoir en fonction de votre situation personnelle, familiale, professionnelle, financière... quels placements sont les plus efficaces pour garantir demain votre niveau de revenus. Savoir quelle formule protégera au mieux votre avenir et celui des vôtres. Trouver celle qui, en plus, vous permette de bénéficier dès maintenant d'avantages fiscaux...

Au Crédit Agricole, notre métier est celui de l'argent. Nous mettons notre savoir-faire financier à votre service pour construire avec vous le plan retraite idéal qui peut rendre votre avenir confortable.

Votre retraite... C'est le moment d'en parler avec votre Conseiller du Crédit Agricole.

**CA CRÉDIT AGRICOLE**  
Le bon sens en action

**EDITIONS  
ET LIBRAIRIES OBERLIN**  
18, rue des Francs-Bourgeois 47, rue de Cléry  
67081 STRASBOURG CEDEX 75008 PARIS  
Téléphone : 88-32-45-93 Tél. 16 (1) 45-26-32-78

### Une vitrine sur l'Europe de 1992

« LA RÉALITÉ QUOTIDIENNE DES ÉCHANGES FRANCO-ALLEMANDS »  
« PRAXIS DES DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN AUSTAUSCHES »

Tous les textes sont bilingues français-allemand au prix de  
Format 15 x 21 cm, 320 pages, reliure toile. 300 francs  
+ 20 francs de frais de port

### GOVERNO QUERCIA

### AVIS D'APPEL D'OFFRES PUBLIC

### APPROVISIONNEMENT DE

### PYLONES METALLIQUES POUR

### 460 kV EN ACIER GALVANISÉ

L'APPEL D'OFFRES PUBLIC 8759, de cadre international, se trouve ouvert et compte sur des ressources du PERN 194/IC-8R consenti par la Banque Interaméricaine de Développement - BID, pour l'approvisionnement de pylônes métalliques pour 460 kV en acier galvanisé.

Cet APPEL D'OFFRES PUBLIC est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de 50 000 (cinquante mille) cruzeiros, à la Divisão de Tecnologia, Cadastro e Licitação de Material, Rua Bela Cintra, 881, 4<sup>e</sup> andar, São Paulo, Brésil, de 9 heures à 17h30 et de 13h30 à 18 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 30 juin 1988, Rua Major Paladino, 126, São Paulo, Brésil.

Direction Administrative

**SECRETARIA DE OBRAS**

**CESP** Companhia Saneamento de São Paulo



# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Crédinter

La Sicav des cinq continents

Assemblée Générale Ordinaire du 21 avril 1988  
présidée par M. Renaud Ségalen

Actif net au 31.03.1988 : F 497.974.350

Valeur liquidative au 31.03.1988 : F 463,36

Performance du 31.12.1987 au 31.03.1988 : + 9,70 %

Dividende 1987 : F 11,50 + F 1,07 d'avoir fiscal

mis en paiement le 22 avril 1988

Remploi des dividendes globaux sans frais

du 22.04 au 22.07.1988.

Consultez les valeurs

liquidatives de nos Sicav

et FCP sur Minitel 36.15

code ASSOCIC.



### COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 1987

En cours de sa séance du 26 avril 1988, le conseil d'administration a examiné les comptes consolidés du groupe TOTAL au 31 décembre 1987 dont les principaux chiffres, en millions de francs, sont les suivants :

	Année 1986	Année 1987
Chiffre d'affaires	95 722	87 087
Marge brute d'autoconsommation	4 114	6 647
Effet de stock	- 7 500	220
MBA, hors effet de stock	11 614	6 427
Résultat de l'ensemble consolidé	- 1 246	1 530
Part revenant aux intérêts minoritaires	- 775	94
Résultat net (part de TCFP)	- 471	1 436

Le raffermissement des prix du pétrole a permis de retrouver des niveaux plus rémunérateurs pour la production de pétrole brut. En revanche, les bénéfices sur les productions de gaz sont en retrait du fait de la baisse des productions et du tassement des prix de vente, qui ont suivi de façon partielle et avec retard l'évolution constatée sur les prix du brut en 1986.

Dans le secteur du raffinage et de la distribution, si les résultats comptables de la filiale américaine se sont dégradés, ceux des autres filiales sont en net redressement. L'amélioration a toutefois été insuffisante dans le cas de CRD TOTAL FRANCE, dont l'exploitation a été encore très déficitaire.

Les investissements bruts, qui ont atteint 8,7 milliards de francs contre 9,6 milliards de francs en 1986, ont porté principalement sur le secteur de l'exploration-production. Des désinvestissements importants ont eu lieu, en particulier la cession de la filiale italienne de raffinage-distribution qui a été traduite dans les comptes consolidés par une plus-value de l'ordre de 1 milliard de francs.

Plusieurs événements marquants ont eu lieu à la fin de l'année 1987 et dans les premiers mois de 1988 :

- mise en exploitation du gisement d'Alwyn en mer du Nord,
- prise de contrôle d'une société suédoise canadienne, GETTY RESSOURCES,
- offre publique d'achat portant sur les actions et les bons de souscription détenus par les actionnaires minoritaires de CRD TOTAL FRANCE,
- acquisitions de CSX OIL AND GAS aux États-Unis.

Ces éléments n'auront d'incidence sur les comptes du Groupe qu'à partir de l'exercice 1988.

### GROUPE TOTAL

### SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT



Le conseil d'administration, réuni au siège social de la société à Marseille, le 23 mars 1988, sous la présidence de M. Jean-Paul Escande, président-directeur général, a approuvé les résultats de l'exercice 1987 qui seront soumis à l'Assemblée Générale devant se tenir le 11 mai 1988.

Le bilan totalisé 21.351 milliards de francs, contre 18.921 milliards de francs en 1986, soit une progression de 12,64 %.

En 31 décembre, les ressources totales s'élevaient à 11,5 milliards de francs (+ 9,21 %), les emplois augmentant de leur côté de 11,34 %, avec un total de 7,56 milliards de francs.

Le produit net bancaire (1,22 milliard de francs) atteint un niveau presque équivalent à celui de l'exercice précédent (-0,4 %). Son évolution résulte à la fois de la baisse des marges commerciales sous l'effet de la concurrence, et de la moindre valeur des profits de trésorerie, en raison des perturbations des marchés. Toutefois, le résultat net par action, par rapport à 1986, a progressé de 2,7 %, une évolution à comparer à l'inflation sur la même période : + 5,3 %. Il est à noter que les charges d'exploitation ont été bien maîtrisées au cours de l'exercice : leur progression a été limitée à 1,9 %, contre 4,6 % lors de l'exercice précédent. La part des commissions représente maintenant 26,4 % du produit net bancaire, contre 19,2 % en 1986.

En 31 décembre, les OPCVM gérés atteignent un encours de 5,1 milliards de francs, soit une progression de 34 % sur un an, malgré la baisse des cours.

En 31 décembre, les bénéfices ont ressorti à 23,25 millions de francs contre 21,06 pour 1986.

Ce bénéfice s'explique après une forte augmentation des dotations aux comptes d'amortissement (49 millions de francs contre 37 millions de francs en 1986) et la réduction à un niveau élevé des dotations aux comptes de provisions d'exploitation (58,7 millions de francs contre 52,8 millions de francs en 1986). Les portefeuilles de valeurs mobilières de la Société marseillaise de crédit ont été provisionnés selon les règles comptables en vigueur, et il n'a pas été fait appel aux possibilités offertes par l'association n° 87-06 de la consultation bancaire.

Le bénéfice net consolidé du groupe (part du groupe) s'élève à 31,3 millions de francs, contre 30,2 millions de francs en 1986.

L'activité des filiales du groupe a été satisfaisante. Générale de placement-banque a poursuivi le développement de son activité traditionnelle (gestion des OPCVM du groupe SMC et interventions sur les marchés) et a étendu son action dans de nouveaux domaines, notamment dans celui de l'ingénierie financière. Son bénéfice net s'élève à 10,08 millions de francs, contre 10,10 en 1986.

Les activités des sociétés SOFICIM (crédits immobiliers) et CESCO (crédit à la consommation) sont restées centrées sur leur vocation, et ces filiales se sont préparées à profiter au mieux de l'amélioration de leurs marchés respectifs.

Les premiers résultats de Marseille-Bail (crédit-bail mobilier), dont l'activité a débuté au cours du premier trimestre de l'année 1987, sont très prometteurs.

La Société marseillaise de crédit entend poursuivre sa politique commerciale grâce à la croissance de ses activités traditionnelles, enrichies par de nouveaux produits. En 1988, elle accentuera son activité dans le domaine de l'immobilier et développera son action à l'étranger.

L'Europe constitue, pour la Société marseillaise de crédit, dès 1988 un des grands axes stratégiques dont la mise en œuvre commencera par l'installation à Madrid, d'un bureau de représentation.

### ERRATUM

COMPAGNIE  
D'INVESTISSEMENTS  
FRANÇAIS IMMOBILIERS

« COGIFI »

Dans l'« Avis Financier » COGIFI paru dans les éditions de Monde du 22 avril 1988, daté 25 - il fallait lire au 3<sup>e</sup> paragraphe :  
« Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire, convoquée pour le 13 juin 1988, de distribuer un dividende de 24 F par action, contre 23 F l'année précédente. »

## DAFSA

DAFSA : résultat courant de 9,7 millions de francs en 1987

Le conseil d'administration de DAFSA s'est réuni le 22 avril 1988, sous la présidence de M. Jean-Pierre Souvion, pour approuver les résultats de l'exercice 1987.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 266 millions de francs, en hausse de 11 % à structure comparable. Le redressement de la société a été poursuivi, et le résultat courant consolidé a atteint 9,7 millions de francs en 1987, alors qu'il avait été négatif en 1986.

Après prise en compte des produits et charges exceptionnels, le bénéfice net consolidé est légèrement positif.

Les charges exceptionnelles incluent 4,5 millions de francs d'amortissement des fonds de com-

merce, conformément à la décision prise par le conseil en septembre 1987.

L'année 1987 a été une année importante pour DAFSA qui s'est dotée, avec l'entrée dans son capital de CERUS comme actionnaire principal, des moyens financiers nécessaires à son développement.

La société a également commencé la définition d'une stratégie de recentrage et de renforcement de ses positions dans le secteur de l'information financière.

Dans le cadre de cette stratégie, DAFSA a engagé des négociations pour la vente des activités Kompass ; ces négociations devraient aboutir dans un avenir proche.

### DUCLAMOTHE LEDRU & C<sup>e</sup>

Société anonyme au capital de 5.500.000 F  
Siège social : 21, rue François-I<sup>er</sup>, 75008 Paris  
RCS : Paris B 552 051 302

### AVIS DE CONVOCATION

Messieurs les actionnaires sont convoqués le vendredi 20 mai 1988, à 11 heures, au siège social de la société, 21, rue François-I<sup>er</sup>, 75008 Paris, en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire), à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

#### ORDRE DU JOUR

- 1) Rapport du conseil d'administration ;
  - 2) Modification de la dénomination sociale et de l'article 2 des statuts ;
  - 3) Modification de l'objet social et de l'article 3 des statuts ;
  - 4) Augmentation du capital social de 5.500.000 F à 7.500.000 F par création de 16.000 actions nouvelles au prix de 300 F l'une (valeur nominale de 125 F, prime d'émission de 25 F) à libérer en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
  - 5) Autorisation à donner au conseil d'administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois sur ses seules délibérations pour le porter au montant maximum de 12.500.000 F et de modifier les statuts en conséquence ;
  - 6) Ratification de transfert du siège social et modification de l'article 4 des statuts ;
  - 7) Ratification de la nomination de trois administrateurs ;
  - 8) Nomination de deux nouveaux administrateurs ;
  - 9) Pouvoir pour formalités.
- Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister personnellement à cette assemblée ou voter par correspondance ou encore s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.
- Pour pouvoir participer ou se faire représenter à cette assemblée, les propriétaires d'actions nominatives devront être inscrits en compte, cinq jours avant la date fixée pour cette assemblée. Les propriétaires d'actions au porteur devront, en respectant le même délai, justifier de leur qualité d'actionnaire en déposant à la BIMP, 21, rue François-I<sup>er</sup>, 75008 Paris, ou à la Banque Dreyfus, 6, rue Rabelais, 75006 Paris, un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'indisponibilité jusqu'à la date de l'assemblée des actions inscrites en compte.
- Des formules de pouvoir sont à la disposition des actionnaires au siège social et au gîte de la BIMP et de la Banque Dreyfus.
- Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance pourra demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire auprès de la société ou des établissements visés ci-dessus. Conformément à la loi, les demandes de formulaires déposées ou reçues au siège social ou auprès des établissements ci-dessus désignés après le 6 mai 1988 ne seront pas satisfaites.
- L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

### BOIRON

#### RÉSULTATS 1987

##### AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE EN 1987

Le conseil d'administration de Boiron, réuni le 19 avril 1988 sous la présidence de Christian Boiron, a arrêté les comptes de la société mère et approuvé les comptes du groupe de l'exercice 1987.

Boiron a conforté, au cours de l'exercice écoulé, sa position de leader de l'homéopathie.

Le chiffre d'affaires s'élève à 479,6 millions contre 440,6 millions en 1986, soit une progression de 8,8 %.

En termes de volume, la progression a été de 2,8 %. Cette performance est à comparer à une baisse de l'ordre de 3 % en volume des ventes globales de médicaments en France, et à une hausse de 1 % également en volume du marché du médicament homéopathique.

Le résultat courant avant impôt ressort à 34,6 millions contre 33,4 millions en 1986 (+ 63,4 %).

Le résultat net s'élève à 21,1 millions contre 10,8 millions en 1986.

38,5 millions d'investissements ont été réalisés dont 24,4 millions consacrés à l'entrée à hauteur de 23,2 % dans le capital des Laboratoires homéopathiques de France (L.H.F.).

Le GROUPE BOIRON

Le chiffre d'affaires consolidé progresse de 10,3 % à 515,5 millions de francs.

Le résultat courant avant impôt consolidé s'élève à 57,8 millions contre 38,3 millions en 1986 (+ 50,9 %).

Le résultat net consolidé passe de 11,6 millions en 1986 à 23,3 millions en 1987.

La capacité d'autofinancement consolidée s'élève à 48,5 millions, en progression de 27,3 % par rapport à 1986.

Les filiales étrangères ont réalisé de bonnes performances :

	Chiffre d'affaires (millions de francs)	Résultat net (millions de francs)
- Boiron SRL (Italie) .....	30	2,5
- Boiron Inc (USA) .....	+ 38,2 %	+ 38,8 %
- Boiron Sociedad Iberica de Homeopatia (Espagne) .....	11,8 (1)	1,7 (2)
	+ 9,2 %	(perte en 1986)
	4,1	(0,6)
	+ 36,6 %	(perte en 1986)

(1) + 25,9 % à taux de change constant.

(2) Dont 0,89 million de produits exceptionnels.

L'exercice 1987 aura été marqué :

- Par la volonté de Boiron d'améliorer l'information sur l'homéopathie. C'est à ce titre qu'a été lancée, à l'automne 1987, une première campagne de communication visant à faire connaître cette thérapeutique au plus grand nombre de Français.

- Par le rapprochement avec les Laboratoires homéopathiques de France (L.H.F.) dont Boiron détient, depuis janvier 1988, 51 % du capital. Cette opération a permis la constitution d'un groupe de taille suffisante pour développer l'homéopathie dans les systèmes de santé et faire face aux enjeux internationaux.

- Lors de l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera le 8 juin, le conseil proposera de fixer le dividende net à 5,50 F par action (soit 8,25 F avec l'avoir fiscal), en hausse de 77,4 % par action (compte tenu de l'évolution du nombre d'actions é émises).

### VALEURS DE FRANCE



Société d'investissement à capital fixe  
régie par l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945  
Société anonyme au capital de 123 758 400 F  
Siège social : 9, rue d'Argenson, Paris 8<sup>e</sup>  
RCS Paris B 329 571 679

Les actionnaires de la Sicav VALEURS DE FRANCE sont informés que l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 29 février 1988 se tiendra le mercredi 8 juin 1988 à 17 heures au 21, rue de La Botte, à Paris 8<sup>e</sup>, dans une salle mise à leur disposition par la Banque régionale d'acompte et de dépôts BRED.

L'issue de cette assemblée se tiendra une assemblée générale extraordinaire en vue de modifier les statuts pour les mettre en harmonisation avec les lois du 17 juin 1987 et du 5 janvier 1988.

Les ordres du jour et les projets de résolutions de ces assemblées seront publiés au BALO du 2 mai 1988.

## Compagnie Financière Alcatel

Réuni le 26 avril 1988 sous la présidence de M. Pierre Suard, le Conseil d'administration a arrêté les comptes de la Compagnie pour l'exercice 1987. Les comptes consolidés de l'exercice 1987 font apparaître un bénéfice net de 493 millions de francs, dont 491 millions de francs pour la part revenant à la Compagnie. En 1986, après déduction des plus-values liées aux apports qui avaient été réalisés par la Compagnie, le résultat net s'était établi à 340 millions de francs. Sur ces bases, le résultat net par action passe de 129,3 francs en 1986 à 156,6 francs en 1987, soit une progression de 21 %.

**BÉNÉFICE CONSOLIDÉ :  
493 MILLIONS DE FRANCS**

Le résultat net de la Compagnie s'est établi à 222 millions de francs. A hauteur de 180 millions de francs, ce résultat correspond aux opérations courantes qui ont principalement enregistré l'acompte reçu d'Alcatel NV au titre de son dividende pour 1987. Il est rappelé qu'en 1986 le résultat net de la Compagnie, qui prenait en compte d'importantes plus-values liées aux apports réalisés au cours de cet exercice, s'élevait à 1007 millions de francs.

Le Conseil d'administration a décidé de proposer à l'Assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 22 juin 1988, de fixer la rémunération totale par action à 112,50 francs, soit 75 francs à titre de dividende et 37,50 francs à titre d'impôt déjà payé au Trésor Public (avoir fiscal). Cette rémunération s'appliquerait aux 3135386 actions composant le capital social au 31 décembre 1987, après les conversions d'obligations intervenues au cours de l'exercice écoulé. La distribution totale aux actionnaires s'établirait ainsi à 235 millions de francs contre 197 millions de francs pour l'exercice précédent.

L'Assemblée générale ordinaire sera aussi appelée à ratifier la cooptation comme Administrateur de M. André Wettstein en remplacement de M. Alain Gomez, qui a démissionné. Il lui sera également proposé de renouveler le mandat de Commissaire aux comptes titulaire de la société Finaul Fiduciaire et celui de Commissaire aux comptes suppléant de M. Michel Angot.



### COMPAGNIE LEBON

Le conseil d'administration de la Compagnie Lebon s'est réuni le 22 avril 1988 sous la présidence de Roger Paluel-Marmont et a approuvé les comptes consolidés de la compagnie.

Le total du bilan s'élève au 31 décembre 1987 à 997 MF contre 890 MF au 31 décembre 1986.

Le résultat consolidé est en nette progression (+ 25 %), puisqu'il s'élève à 103 721 000 F contre 82 767 000 F pour l'exercice précédent.

Ces comptes sont tenus à la disposition du public au siège social de la société, 26, rue Murillo à Paris (9<sup>e</sup>).

Conformément à l'avis paru au Bulletin des annonces légales obligatoires du 18 avril 1988, l'assemblée générale ordinaire se réunira le 1<sup>er</sup> juin à 14 h 30 à Paris (9<sup>e</sup>), 26, rue de Londres.

### Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

سكزا من الامم



## Économie

### REPÈRES

#### Automobile

Bonne tenue de Peugeot en Europe

Les ventes d'automobiles françaises en Europe (dix-sept pays) affichent pour le premier trimestre 1988 une croissance (+12 %) par rapport aux trois premiers mois de 1987 supérieure à celle du marché (+9 %).

Au cours de cette période, l'italien Fiat a occupé la première place avec 15,8 % du marché devant le groupe allemand Volkswagen (13,7 %), le français Peugeot SA consolidant sa troisième place avec 12,8 % du marché. Globalement, les ventes de voitures françaises ont représenté 23,3 % du total contre 22,7 % un an plus tôt. Les ventes de PSA se sont accrues de 16,6 % contre 8,2 % pour Renault, sixième groupe européen, au cours de la période qui revient à une part de 10,5 % contre 10,6 % un an plus tôt.

#### Banque mondiale

Le capital porté

à 171 milliards de dollars

Le président de la Banque mondiale, Barber Conable, a annoncé le mercredi 27 avril, que l'augmentation de capital de la BIRD entrerait dans les faits, le cap des 75 % de voix nécessaires ayant été dépassé par l'approbation de l'Arabie saoudite qui représente 3,29 %. Le capital de la banque est ainsi porté à 171 milliards de dollars contre 74,8 milliards et permettra à l'institution d'accroître ses prêts de 10 % sur les cinq à six ans à venir.

#### Consommation des ménages

Hausse de 0,7 % en mars aux Etats-Unis

Les revenus individuels des Américains ont progressé de 0,8 % en rythme annuel, en mars. Cette progression est la plus forte des trois derniers mois et explique la poussée de la consommation durant cette période. Le département du commerce souligne que cette remontée des revenus recouvre essentiellement le paiement aux employés de l'industrie automobile de leur participation aux bénéfices et l'augmentation des versements au titre de la sécurité sociale. En dehors de ces deux phénomènes exceptionnels, les revenus des ménages n'auraient augmenté que de 0,2 %. L'amélioration de mars a malgré tout poussé les Américains à continuer à acheter. Leur consommation s'est accrue de 0,7 % ce qui écarte l'hypothèse d'une chute de la consommation pour 1988 selon les analystes.

#### Réserves de changes

Quasi-stabilité en mars pour la France

Les réserves de change de la France s'élevaient fin mars à 392,4 milliards de francs contre 392,1 milliards de francs fin février, soit une augmentation de 304 millions de francs. Par rapport à mars 1987, les réserves de change ont diminué de 18,1 milliards de francs.

#### Le Monde sans visa

Le Monde sans visa

PRÉCISION : Cartier et Piaget. — Dans le Monde du 28 avril, une formulation imprécise a rendu incompréhensible le début du dernier paragraphe de l'article consacré au rapprochement de ces deux sociétés. « Ce mariage, écritions-nous, représente ainsi un moyen original d'assurer une nouvelle croissance mise en défaut par des essais financiers trop légers. » Ce commentaire se rapportait, bien évidemment, à la société Piaget et non pas à Cartier, doté, grâce à ses profits, de moyens financiers importants.

### SOCIAL

Après six semaines de conflit

#### La grève stagne à la SNECMA

Les grèves continuent dans les trois établissements de la SNECMA (Gennevilliers, Villaroche et Corbeil), où elles durent depuis six semaines. Mais le nombre de salariés qui cessent complètement le travail reste limité à Villaroche (Seine-et-Marne) et à Corbeil (Essonne), en dépit des efforts des comités de grève, la CGT pour sa part donnant la préférence à des débrayages de durée plus limitée, qui peuvent toucher davantage de salariés.

Mais l'entrée et la sortie des pièces et des moteurs restent bloquées, notamment à Villaroche. Les piquets de grève se sont renforcés, les grévistes ayant craint que certaines activités ne soient transférées à l'extérieur, ou que de nouvelles tentatives de faire entrer ou sortir des camions ne se produisent, comme ce fut le cas le mercredi 20 avril à Gennevilliers.

La direction de la SNECMA a engagé une procédure de référé devant le tribunal de Melun pour obtenir la levée des piquets de grève de Villaroche et le rétablissement de la liberté de circulation. Le tribunal doit rendre son jugement le vendredi 29 avril à midi. Le même jour doit s'achever la mission du médiateur nommé par le tribunal de Nanterre.

Mercredi 27 avril, trois cents salariés de la SNECMA, à l'appel des comités de grève, se sont rendus à nouveau à l'usine Citroën d'Aulnay (Seine-Saint-Denis) comme le mercredi précédent. Cette fois, ils ont pénétré dans les ateliers en utilisant le passage des transports lourds, et, selon la direction, en cisailant les grilles.

Bloqués par plusieurs centaines de cadres (agents de maîtrise et membres du service d'ordre) et par l'intervention de soixante-dix policiers qui se sont interposés sans incident, les manifestants ont formé un cortège pour sortir de l'usine avant de tenir un sit-in sur

le parking jusqu'à l'arrivée des équipes de l'après-midi.

Cette action faisait partie des initiatives des comités de grève pour «élargir» leur mouvement à d'autres entreprises. Elle a été «condamnée» par le syndicat CGT d'Aulnay, qui l'a qualifiée de «provocation». En revanche, le jeudi 28 avril, les salariés de Villaroche étaient appelés à se rendre à l'usine de Gennevilliers, la CGT pour sa part organisant un défilé dans la ville.

Syndicats et comités de grève se préoccupent de donner une issue au mouvement. Les grévistes de Villaroche, dès le semaine dernière, avaient souligné qu'ils demandaient une augmentation uniforme et que le montant de cette augmentation et le taux de remboursement des heures de grève faisaient l'objet des négociations. La fédération de la métallurgie FO (présente à Corbeil), qui reproche à la fois aux comités de grève, à la CGT et à la CFDT, d'une part, et à la direction, d'autre part, leur «entêtement», a affirmé que la direction est revenue sur ses propositions, prévoyant, notamment, un «rappel» de 0,4 % sur 1987, une prime uniforme de 1 500 F et 1,3 % d'augmentations individuelles.

G. H.

#### Des grèves ont perturbé l'activité économique en Martinique

FORT-DE-FRANCE

de notre correspondant

L'activité en Martinique a été perturbée mercredi 27 avril dans plusieurs secteurs (ports, EDF, bâtiment, personnels civils de la défense, contrôleurs du ciel, commerce, sapeurs-pompiers, hôpitaux, éducation nationale) à la suite d'un mot d'ordre de grève générale lancé par les centrales syndicales CGTM et CFDTM ainsi que par la section défense nationale de FO, que la fédération FO ne soutient pas.

Il s'agissait d'abord de soutenir les syndicats de la défense nationale, de la météorologie et de l'aviation civile, en grève depuis le 7 avril pour l'octroi à tous leurs personnels de l'indemnité de vie chère (40 % du traitement de base) versée au reste de la fonction publique dans les DOM depuis 1956. Les grévistes entendaient aussi protester contre «la répression brutale et systématique des conflits sociaux» appliquée, selon eux, par le préfet, M. Jean Jouanet, depuis son affectation en Martinique début décembre 1987. Les slogans «anti-Jouanet» dominaient début décembre 1987. Les slogans «anti-Jouanet» dominaient largement lors de la manifestation pacifique qui a parcouru les rues de Fort-de-France dans la matinée.

S. M.

### ÉTRANGER

#### Mesures anti-inflationnistes en Suède

Les entreprises devront déposer 15 % de leurs bénéfices auprès d'un fonds pour rémunérer

Freiner la consommation et une tendance à la surchauffe tout en préparant les élections générales de l'automne, tel est le double objectif du collectif budgétaire présenté au Parlement suédois par le ministre des finances, M. Kjell-Olof Feldt. Préoccupé par le dérapage des salaires, de l'ordre de 6 % en 1987, le gouvernement a annoncé un relèvement des taxes sur le tabac et le pétrole qui rapportera environ 600 millions de couronnes (1) à l'Etat et il entend obtenir des syndicats une modération des salaires. Pour calmer les revendications syndicales, il annonce par contre un dispositif permettant de geler 15 % des bénéfices des entreprises auprès d'un fonds spécial de la Banque centrale.

Ces dépôts, bloqués jusqu'en juillet 1990, seront assortis d'un taux d'intérêt modeste dont le montant n'a pas été dévoilé mais qui, selon les analystes, pourraient être de 4 points à 7 points inférieur aux taux du marché. Les industriels, déjà alarmés par la décision gouvernementale d'imposer une taxe sur les transactions boursières, se cachent pas leur inquiétude, bien que les pouvoirs publics, par le passé, aient déjà eu recours au système de gel d'une part des bénéfices. Le but de M. Feldt est d'abaissier le taux d'inflation, actuellement de 5,7 % en rythme annuel, en asséchant les liquidités. Il estime à 10 milliards de couronnes leur réduction par la seule obligation de dépôt de 15 % des bénéfices.

(1) Une couronne suédoise vaut 0,96 F.

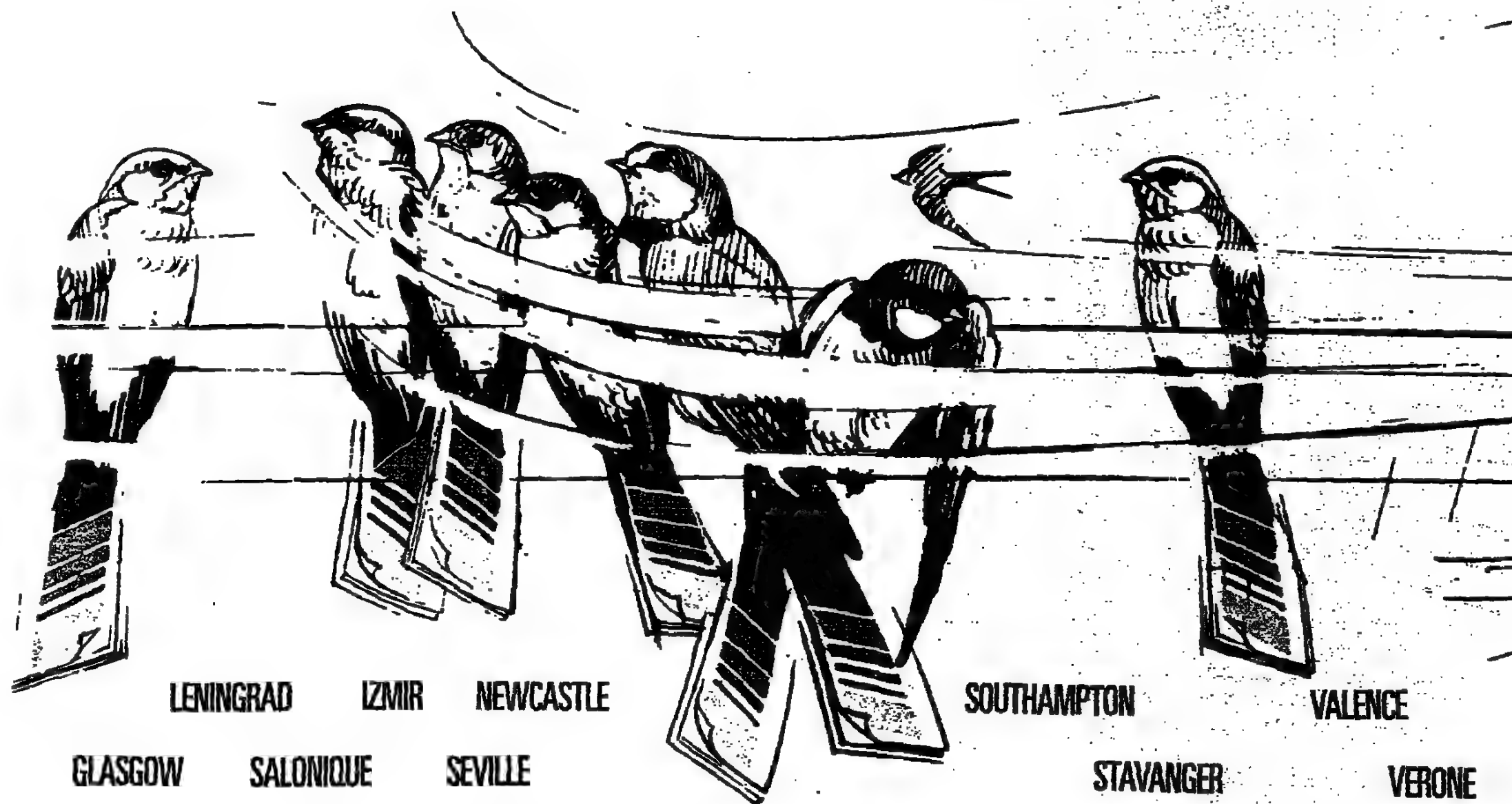
### EN BREF

● Marseille : les ACMP (570 salariés) déposent leur bilan. — Les Ateliers et chantiers de Marseille-Provence (ACMP), qui emploient 570 salariés, ont déposé leur bilan le mercredi 27 avril. Cette société avait encouru, au cours des trois dernières années, des pertes financières qui s'élevaient à environ 80 millions de francs. Un plan de restructuration prévoyant de supprimer quatre-vingt-neuf emplois avait été élaboré par la direction, mais celle-ci avait dû faire face à des grèves déclenchées successivement le 30 mars et le 20 avril dans les secteurs industrie et réparation navale. — (Con. rég.)

● Jouets : Joustra dépose son bilan. — L'entreprise de jouets Joustra vient de déposer son bilan. Joustra avait des difficultés de trésorerie dues à d'importants investissements.

C'est la société holding Rinaldi, installée à Colmar, qui s'est portée candidate au rachat de l'affaire. Joustra, installé à Strasbourg, compte cent quatre-vingt-sept salariés. La restructuration devrait se solder par 108 licenciements.

POUR VOLER OÙ VOUS VOULEZ EN EUROPE, AIR FRANCE OUVRE 10 NOUVELLES LIGNES EN EUROPE.



LENINGRAD

IZMIR

NEWCASTLE

SOUTHAMPTON

VALENCE

GLASGOW

SALONIQUE

SEVILLE

STAVANGER

VERONE



# Économie

## ÉTRANGER

Première étape : la sous-traitance de Boeing et d'Airbus

### Les ambitions coréennes dans l'aéronautique

SEOUL

de notre envoyé spécial

C'est le nouveau pari de la Corée du Sud pour la prochaine décennie : se tailler une place sur le marché de l'aéronautique. Au milieu des années 70, rares étaient ceux qui croyaient en l'industrie automobile coréenne alors naissante. Pourtant, ils avaient vu juste. Cette fois, toujours fortement épaulés par l'État, les milieux d'affaires coréens misent sur une industrie « porteuse » par ses retombées dans le domaine de l'électronique et des nouveaux matériaux, mais qui sera aussi le symbole de l'entrée de leur pays dans la communauté des nations industrialisées.

Un important contrat (dont le montant pourrait atteindre 250 millions de dollars) est actuellement en cours de négociation entre le groupe Daewoo et British Aerospace pour la fourniture d'une dizaine d'éléments de voilure destinés aux Airbus A 330 et A 340. Daewoo, qui a déjà passé un accord d'assemblage avec British Aerospace (pour un autre appareil qu'Airbus), est en compétition avec quatre autres constructeurs, dont Korean Air. Les Français ont également des projets avec les Coréens pour Airbus. Le très gros effort consenti par les constructeurs et leur percée sur le marché international, en tant que partenaire secondaire, témoignent d'une volonté affirmée de faire décoller l'industrie aéronautique.

A échéance de cinq ou dix ans, l'objectif des Coréens est la fabrication d'avions entiers. Mais ils ne sont pas encore au stade de la conception d'appareils : « A court et moyen terme, nous entendons développer notre production de pièces détachées et l'assemblage sur place », nous dit M. Chi Kyong Kum, l'un des directeurs de Daewoo Heavy Industries.

L'industrie aéronautique coréenne, qui a fait ses débuts en 1976 lorsque Korean Air commença à assembler des fuselages d'hélicop-

tres pour McDonnell Douglas, puis à sous-traiter pour Boeing certains éléments de vol, a récemment profité de la concurrence accrue entre les constructeurs, essentiellement américains. En 1987, les exportations coréennes se sont élevées à 63 millions de dollars. Elles devraient atteindre 82 millions cette année puis 100 millions de dollars en 1989. La croissance annuelle prévue des exportations au cours des cinq prochaines années est de l'ordre de 40 %. La majorité des contrats de sous-traitance ont été passés ces deux dernières années.

#### Principal client : l'armée

Trois groupes se sont lancés dans l'aéronautique : Daewoo, Korean Air et Samsung, qui ont investi plus de 250 millions de dollars dans ce secteur. Entré sur ce marché en 1979 avec la fourniture de pièces de moteurs destinées aux avions chasseurs F 5 et aux turbines F 100 montées sur certains modèles de F 16 (en sous-traitance pour Pratt & Whitney), Samsung Aerospace Industries est sans doute le plus avancé dans le secteur. Il négocie actuellement la coproduction d'un futur avion de combat (baptisé F X) avec McDonnell Douglas ou General Dynamics. Une opération pour laquelle il a été désigné premier contractant du côté coréen par le gouvernement. Samsung a en cours de négociation des contrats pour un montant de 300 millions de dollars.

Pour sa part, Daewoo a passé un accord d'un montant de 8,6 millions de dollars avec General Dynamics pour la fourniture de pièces de fuselage et de cockpit pour les chasseurs F 16. Korean Air entretient, en outre, des liens avec Boeing pour la fourniture d'éléments de voilure des 747 (contrat de 36 millions de dollars). La compagnie aérienne a également un contrat avec McDonnell Douglas pour la production de

pièces de fuselage (70 millions de dollars).

Le programme F X, estime M. Chi, de Daewoo, marque le véritable essor de l'industrie aéronautique coréenne : « Notre principal client pour le lancement de l'armée ». Les exigences défensives de la Corée du Sud assurent certes à l'industrie aéronautique nationale de solides débouchés (des commandes se chiffrent à 300 millions de dollars par an). Il lui reste à ne pas tomber dans le piège où se débattaient les japonais, qui fabriquaient des appareils militaires mais à des coûts prohibitifs pour le marché civil.

Avec leurs partenaires américains, les Coréens ont adopté une stratégie dont ils ne démentent pas : les accords finis à Boeing et ses avions de compensation (achat d'avions de compensation avec une participation à la production, voire à l'assemblage, en contrepartie). « Sinon, on a peu de chances d'obtenir des transferts de technologie », commente M. Chi. En quête de technologie, les Coréens cherchent à établir des liens avec les Européens. Ils entretiennent de bons rapports avec Airbus, dont ils furent le premier client en Asie, ainsi qu'avec l'Aérospatiale. Le programme de renouvellement du parc d'hélicoptères de transport de l'armée de terre pour constituer une liaison avec l'Aérospatiale, en liaison avec Korean Air avec qui elle entretient des relations de longue date, mais il est peu vraisemblable que les Américains laissent un tel contrat leur échapper.

L'aéronautique est assurément une industrie plus complexe que la production d'automobiles (même les Japonais ont des difficultés à démanteler la fabrication de gros avions). Dans l'immédiat, les Coréens visent le marché militaire local et celui des petits appareils privés. Mais l'aéronautique n'en demeure pas moins un secteur où, d'ici peu, il semble qu'il faudra aussi compter avec eux.

PHILIPPE PONS.

Le procès de « Queen Leona », à New York

### Comment un milliardaire a perdu sa réputation à cause d'une poignée de dollars

NEW-YORK

de notre correspondant

« Non coupable ». L'expression résonne comme un défi sous les voûtes fatiguées du tribunal fédéral de Manhattan. « Serait-ce Marie Stuart devant Elisabeth ? », demande, perdue, un chroniqueur. La remarque est moins gratuite qu'il n'y paraît.

Le parquet de la ville de New-York vient d'acquiescer M. Leona Rosenheim Helmsley, « the Queen Leona », celle que toute l'Amérique reconnaît grâce au visage retouché et endimanché — le sien — qui orne les publicités pour la chaîne d'hôtels Helmsley (vingt-six unités de grand luxe). « Nos demeures sont les seules où la reine vit personnellement sur votre confort », proclament ces quadrichromies euphorisantes que même les New-Yorkais trouvent « un peu too much ».

#### Un cas modèle

Inculpé avec la reine, le « roi malgré lui », le digne Harry Helmsley, riche promoteur immobilier, marié depuis seize ans à « celle qui a rabé sa vie ». Jotant des regards révélateurs tendres sur sa femme, il trouvait, à l'âge de soixante-deux ans, marié, festinant inconsciemment de devoir apposer, à la demande du juge et devant une meute de reporters, son doigt encre au bas d'une feuille d'identification portant les deux photos réglementaires, face et profil.

Les 47 chefs d'accusation fédéraux et plusieurs dizaines d'autres relevant de l'État de New York passent lourdement sur sa réputation d'entrepreneur génial et, chose rare à New York, intègre. D'autant plus lourdement qu'ils sont dus à l'avarice dévorante légendaire de la courtière de Brooklyn devenue « reine » et — circonstance atténuante ? — à l'amour qui l'a rendu « distrait ».

Eternellement bronzés, les époux Helmsley étaient venus au tribunal directement de l'aéroport, interrompant leurs vacances aux Bermudes, où ils possèdent une immense propriété dotée d'une piste d'atterrissage pour leur jet privé. Ce qui avait commencé comme une banale affaire d'évasion fiscale, révisée en décembre 1986 par le New York Post, est devenu un cas modèle pour un pays où la pompeuse inculpation de faux en écritures et usage de faux se réduit à un seul mot, « the greed », d'usage quotidien.

Possédant un empire évalué à 30 milliards de francs, vingt et unième dans le classement des hommes les plus riches du magazine Fortune, le plus aisé des New-Yorkais (il possède un intérêt majoritaire dans le célèbre Empire State Building), M. Helmsley est ainsi accusé d'avoir, en trois ans, « économisé » vingt-deux pauvres millions en faisant facturer des travaux de rénovation de sa résidence principale, un château Tudor de vingt-huit pièces entouré d'un parc de 3 hectares à Greenwich, dans le Connecticut (évalué à 85 millions de francs), sur les comptes

d'exploitation de ses nombreux immeubles de bureaux.

Parmi les cas de faux cités par le tribunal, une livraison de 80 mètres carrés de marbre de Carrara pour la piste de danse de Greenwich est devenue « remplacement du dallage du hall d'entrée du Helmsley building », l'un des joyaux de la couronne de Leona sur le Park Avenue.

#### Vingt-deux « uniformes » en satin blanc

Celle-ci a acheté vingt-deux robes en satin blanc, facturées à l'hôtel Helmsley-Palace, sous la rubrique « remplacement d'uniformes des portiers » et faisait livrer, par un bijoutier complaisant de la Cinquième Avenue, des emballages vides à Greenwich, afin de pouvoir appliquer sur les bracelets qu'elle achetait une TVA de 5 % — celle du Connecticut — au lieu des 8 % en vigueur dans l'État de New-York. Quant aux frais de livraison, ils étaient comptabilisés comme « taxis de nuit » des employés.

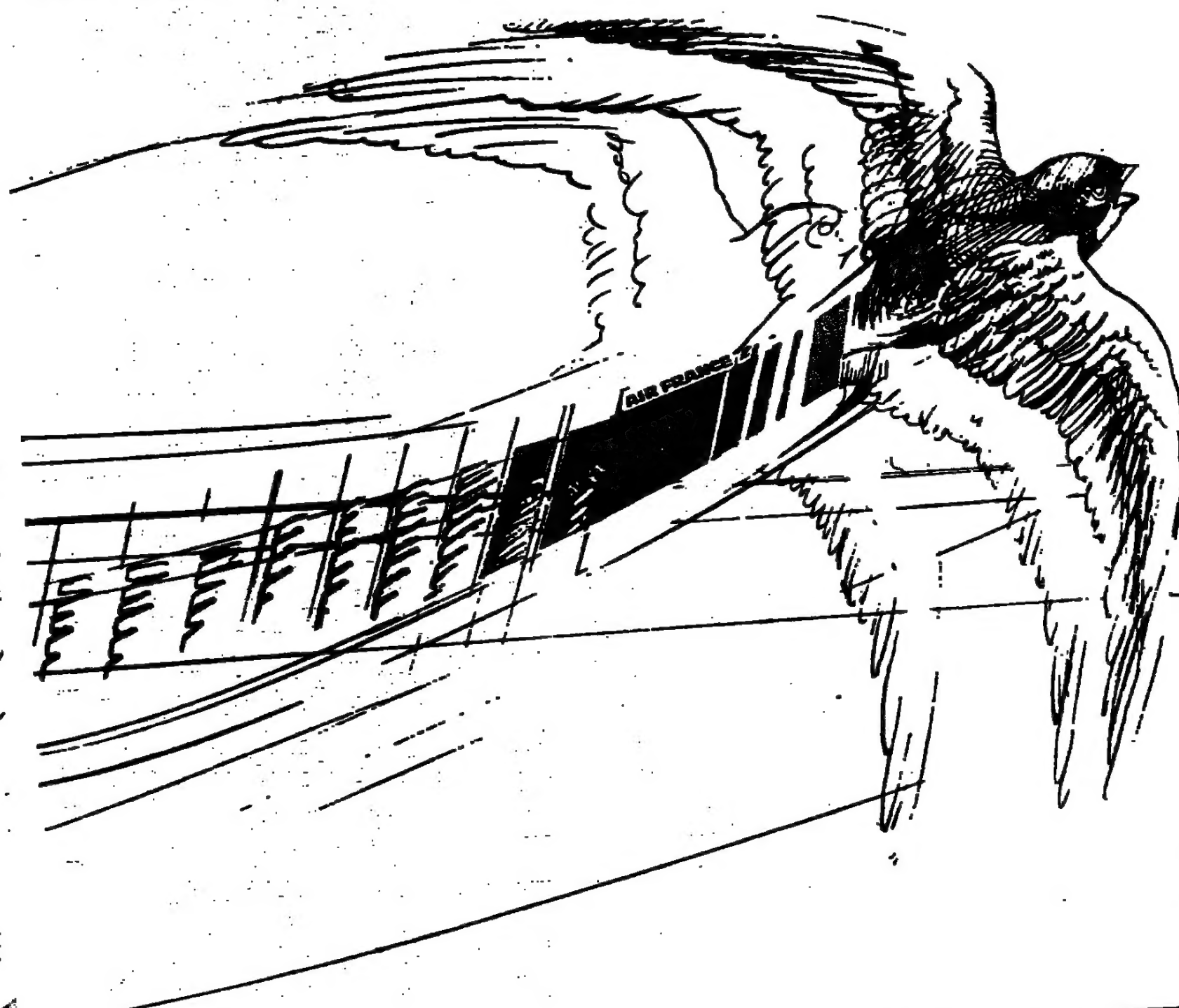
« Les époux Helmsley sont profondément attachés à la ville de New-York (on s'en doutait), où ils ont créé des milliers d'emplois et payé 250 millions de dollars (1,4 milliard de francs) d'impôt sur le revenu pendant les cinq dernières années », claironne, indigné, leur avocat, qui rappelle également qu'ils ont versé, pendant la même période, 33 millions de dollars à des œuvres de charité. Comment ose-t-on les accuser de « délits aussi mesquins » ?

Mesquin, décidément !

CHARLES LESCAUT.

EZ EN EURO

## CHOISISSEZ BIEN VOTRE BILLET.



La France, et surtout celle des affaires, se doit d'être de plus en plus européenne.

L'efficacité des hommes d'affaires passe bien sûr par leur mobilité. Air France y contribue déjà beaucoup. Mais le fait d'être la compagnie la plus présente en Europe n'est pas suffisant.

A partir d'avril 88, Air France ouvre 10 nouvelles lignes : Lenigrad, Valence, Séville, Vérone, Glasgow, Southampton, Stavanger, Izmir, Salonique, Newcastle.

Dès maintenant Air France ouvre les frontières de l'Europe.

**AIR FRANCE**  
**INNOVÉ**

هكذا من الامم



## Marchés financiers

## La CISI se reconcentre sur les logiciels scientifiques et techniques

Lourdement déficitaire en 1983 et 1984, convalescente les deux années suivantes, la Compagnie internationale de services informatiques (CISI) est retombée dans le rouge en 1987. Mais les pertes sont modérées (20 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1 180 millions). Elles tiennent pour beaucoup à une provision de 34 millions de francs qui traduit un changement de méthodes comptables et ne devrait plus peser sur les bilans futurs. L'année 1988 devrait voir le retour d'une faible marge bénéficiaire, estimée à 30 millions de francs. Telle est l'analyse qu'a présentée, mercredi 27 avril, le PDG de la CISI, M. Alain Vidart. En poste depuis un an, M. Vidart était simultanément directeur des applications militaires du Commissariat à l'énergie atomique, actionnaire majoritaire de la CISI (dont Cap Gemini Sogefi a pris 36 % en juin dernier). Il vient d'abandonner ces fonctions et se consacra à plein temps à la CISI. Avec le directeur général, M. Guy Canevet, il a engagé diverses transformations qui ont conduit à la vente au groupe CEA de deux filiales, CISI Pétrole service, victime de la crise pétrolière, et Cisiaph, qui réalisait des logiciels de CAO. Le CEA reprend aussi la propriété et la responsabilité du parc de gros ordinateurs qu'il utilise, dont la CISI se sera plus que gestionnaire — ce qui fera baisser de 130 millions de francs le chiffre d'affaires. Ainsi allégée de ses principales activités de traitement informatique, la CISI va se reconcentre sur les prestations informatiques, principalement la conception et l'adaptation de logiciels scientifiques et techniques.

M. A.

## Les Britanniques possèdent 9 % de Norsolor (CdF-Chimie)

La privatisation partielle de Norsolor, principale filiale du groupe d'Etat CdF-Chimie, est réussie. Lancée le 21 avril, l'émission d'actions nouvelles pour 533 millions de francs, soit 25 % du capital, a été placée en vingt-quatre heures. Figurent désormais parmi les actionnaires de Norsolor : PFA (Préservatrice Foncière Assurances), les AGF, le groupe des Populaires d'assurances, James Capel, Union France (filiale du Crédit agricole), Charterhouse, la Mutualité agricole, la Financière Indosuez, la Banque Demachy, ainsi que le groupe industriel belge Beaulieu, associé à CdF-Chimie sur la plate-forme de Dunkerque.

Les investisseurs étrangers, c'est-à-dire les firmes britanniques James Capel et Charterhouse, ont à eux seuls ramassé le tiers du « papier ». Les liquidités sont abondantes, entendait-on, et tous ceux qui voulaient vendre ont eu la possibilité de le faire. « En quelque sorte, c'est un peu comme si on avait dit : "Des centres d'intérêt paraissent se créer du côté de la construction automobile et des pétroles". Beaucoup s'inscrivent dans la continuité de ce qui a été fait. Déjà, malheureusement, les jours précédents, les volumes de transactions ont encore minci, avec 133,81 millions de titres échangés, contre 152,3 millions.

● SNCF et Crédit agricole créent un tour-opérateur. — La SNCF et le Crédit agricole viennent de conclure un accord portant sur la création d'une filiale commune, un tour-opérateur de dimension européenne. Cet accord a été ratifié par l'Assemblée générale de la SNCF, de la BNP et de la Société générale et Voyage-Consil, filiale à 100 % de la Caisse nationale du Crédit agricole.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

STUDIO à PARIS 20<sup>e</sup>

26, AVENUE GAMBETTA, 1<sup>er</sup> étage, 2<sup>e</sup> porte face gauche.  
MISE A PRIX : 90 000 F.  
S'adresser : M. R. MERMET, avocat, 18, rue de Valenciennes à Paris 10<sup>e</sup>, tél. 43-97-18-99 ; M. Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94000), tél. 43-87-18-96.

APPARTEMENT, CAVES, PARKING à PARIS 10<sup>e</sup>

257-259, RUE DU FAUBOURG SAINT-MARTIN et 76, RUE DE L'AQUEDUC.  
bât. A, 3<sup>e</sup> étage fond, 1<sup>er</sup> étage : 2 ch., cab. de toil., cuis. gaz, béc., chaudière, centr., s.-de-ba. Jardin, 2 petites baignoires métalliques. Cont. totale : 228 m<sup>2</sup>.  
S'adresser : M. R. BOISSEL, avocat, 14, rue Sainte-Anne, Paris 1<sup>er</sup>, tél. 42-61-61-69.

## à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94100) LOCAL D'HABITATION

Bâtiment A, 39, RUE DES REMISES au rez-de-chaussée et au 1<sup>er</sup> étage.  
4 pces princ. avec escal. intérieur. M. à p. 100 000 F.  
JARDIN 45 m<sup>2</sup>.  
S'adresser : M. Th. MAGLO, avocat, 4, allée de la Toison-d'Or à Créteil (94000), tél. 43-87-18-99 ; M. R. BOISSEL, avocat, 14, rue Sainte-Anne, Paris 1<sup>er</sup>, tél. 42-61-61-69.

## UNE MAISON DE 6 P. à VILLEPINTÉ (93)

Pyramide 1, 3, square Jacques-Babinski, résidence « les Hautes Pinces » avec JARDIN et BOIS.  
S'adresser : M. R. BOISSEL, avocat, 14, rue Sainte-Anne, Paris 1<sup>er</sup>, tél. 42-61-61-69.

## PAVILLON D'HABITATION à VILLIERS-SUR-MARNE

(Val-de-Marne)  
142 bis, rue du Général-de-Gaulle élevé sur sous-sol, 4 pces princ., garage, jardin sur terrain de 574 m<sup>2</sup>.  
MISE A PRIX : 150 000 F.  
S'adresser : M. R. BOISSEL, avocat, 14, rue Sainte-Anne, Paris 1<sup>er</sup>, tél. 42-61-61-69.

UN APPART. DE 3 PCHS PRINCIP. 50, AVENUE FOCH, PARIS 16<sup>e</sup>

21-de-ba. balcon, au 9<sup>e</sup> ét., b. 1, escal. B. CAVES et 114 à 128, avenue de Malakoff.  
MISE A PRIX : 800 000 F.  
S'adresser : SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOITTELLE-COISSAU, avocats associés, 39, rue des Pyramides, Paris 1<sup>er</sup>, tél. 42-60-46-79 ; tous avocats près Tribunal de grande instance de Paris.  
Sur les lieux pour visiter, le 10 mai, de 10 h 30 à 12 h, et le 16 mai de 14 h à 15 h 30.

## LOCAL COMMERCIAL et APPARTEMENT à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

(Val-de-Marne)  
15-17, rue J.-Guesde et R. V.-Hugo sans numéro  
Mise à prix : 264 000 F.  
S'adresser : M. P. VARINOT, avocat, 166 bis, Grande-Rue à Nogent-sur-Marne ; SCP COURTEAULT, LECOCQ, RIBEAUD-DUMAS, avocats, 17, av. de Lamballe à Paris 16<sup>e</sup>, tél. 45-24-46-40 ; au greffe du Tribunal de Créteil.  
Et sur les lieux pour visiter.

## NEW-YORK, 27 avril

## Nouvelle et légère avance

Pour la cinquième séance consécutive, les cours ont progressé, mercredi, à Wall Street. Mais le mouvement, déjà ralenti la veille, a encore perdu de son ampleur. Ce qui n'a pas empêché le marché, à l'occasion d'un sursaut, de progresser d'une vingtaine de points. À la clôture, il se situait presque plus haut de cette avance, et l'indice des industriels s'établissait à 2 047,91 (+3,15 points). Le bilan de la journée est resté positif. Sur 1 937 valeurs traitées, 765 ont monté, 697 ont baissé et 495 n'ont pas varié.

Autour du Big Board, les professionnels ne savaient trop que penser de l'attitude du marché. Cependant, le sentiment d'optimisme a prévalu. « Les liquidités sont abondantes, entendait-on, et tous ceux qui voulaient vendre ont eu la possibilité de le faire. » En quelque sorte, c'est un peu comme si on avait dit : « Des centres d'intérêt paraissent se créer du côté de la construction automobile et des pétroles ». Beaucoup s'inscrivent dans la continuité de ce qui a été fait. Déjà, malheureusement, les jours précédents, les volumes de transactions ont encore minci, avec 133,81 millions de titres échangés, contre 152,3 millions.

VALEURS	Cours de 27 avril	Cours de 28 avril
Alcoa	46 3/4	46 7/8
Alcoa (ex-USA)	78 3/4	78 1/2
AT&T	48 3/4	48 1/2
Boeing	48 7/8	47 1/8
Chemical Bank	24 3/4	25 1/8
DuPont	41 1/4	41
Eastman Kodak	41 1/4	41
Exxon	44 3/4	44 7/8
General Electric	40 3/4	40 1/2
General Motors	78 5/8	78 3/4
IBM	114 1/8	113 7/8
ITT	48 5/8	48 5/8
Johnson & Johnson	57 1/8	56 5/8
Pfizer	57 1/8	56 5/8
Schering	38	38 3/4
Texas Instruments	48 5/8	48 5/8
U.S. Steel	32 3/4	31 7/8
Walt Disney	54 1/4	54 1/8
Weyerhaeuser	54 1/4	54 1/8

## LONDRES, 27 avril

## Stimulée par les OPA

À l'image de la veille, la séance du mercredi 27 avril s'est déroulée dans une ambiance active, stimulée par les futures OPA. L'indice FT a fléchi à la hausse avant de voir ses gains réduits en fin de journée, terminant sur un gain de 10 points, à 1 448,9 (+1,23 %). Au lendemain de l'annonce de l'OPA de Nestlé sur Rowntree, les investisseurs s'intéressaient à une autre valeur opérationnelle, Cadbury Schweppes. Ce titre a gagné plus de 12 % sous l'effet d'achats importants dans la perspective d'un renforcement de la participation de l'actionnaire, le financier General Cinema. Ce groupe américain, qui possède déjà 18 % du capital du groupe agro-alimentaire, devrait porter sa participation à 25 % et même en prendre le contrôle. Certains évoquaient dans ce cas qu'il garderait l'activité boisson et qu'il céderait la confiserie à Jacoby Suchard. Cette firme suisse, tout comme Nestlé, s'intéresse à Rowntree. Après l'annonce de résultats supérieurs aux prévisions, le groupe de produits chimiques Fosco-Minsep progressait de même que le producteur de diamant De Beers, qui prévoit d'augmenter le prix de ses diamants bruts. Toutefois, de nombreux opérateurs demeuraient dans l'expectative avant l'annonce, vendredi 29 avril, des chiffres du commerce extérieur de mars.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Semcorp n'a pas peur de Cap Gemini Sogefi. — Cap Gemini Sogefi ne paraît pas le contrôle de Semcorp, car celui-ci est impossible. « Les responsables de Semcorp s'attachent à démontrer les achats de titres opérés ces derniers jours par la première société de services informatiques française, Cap Gemini Sogefi (le Monde du 24 avril). Pour eux, le capital de la nouvelle société à naître après la fusion du français Semcorp et du britannique Cap Group PLC est bien verrouillé, et l'opération, principale actionnaire, « est le garant de son indépendance ». Selon leurs estimations, le capital de Semcorp se vendrait ainsi le 22 avril : 37,40 % pour le groupe Paribas, 5,86 % de 4,13 % pour les deux fonds de retraite britanniques CIN et Scottish Amicable Nominees, 3,84 % pour Tractebel, 4,90 % pour la société de services informatiques britannique Volmer, 2,70 % pour Schneider, 11,27 % pour Cap Gemini Sogefi et 29,90 % dans le public.

● Cap Gemini Sogefi n'a pas peur de représenter du conseil d'administration de Semcorp, ni aucune influence sur le management, a précisé le président de Semcorp, M. Pierre Bonelli.

● Les actionnaires approuvent l'augmentation de capital de la Banque. — Les actionnaires de la banque Barclays ont accepté, mercredi 27 avril, toutes les résolutions autorisant la direction de l'établissement à procéder à une augmentation de capital de 92 millions de livres (10 milliards de francs). Cette opération est la plus importante jamais réalisée en Grande-Bretagne (le Monde du 4 avril).

## PARIS, 27 avril

## Pause

« Déjà, le mardi, le Midi baissait », déclarait un banquier à un de ses collègues qui s'apprêtait à grever les marchés du pétrole. Le mardi, la parité de mercredi aura été en fait marquée par ce que certains appellent déjà la « bataille autour de la Compagnie du Midi ». Ce groupe d'assurances, en annonçant son rapprochement avec son concurrent AXA, a surpris les boursiers, qui s'étaient tous sur la piste de l'achat de Midi par l'Indosuez. L'action du groupe français s'est alors effondrée, perdant plus de 6 % durant la séance. Le titre cheminant, très entouré, des investisseurs tentaient de se désengager de cette valeur, qui ne semblait plus opérationnelle. Toutefois, durant l'après-midi, l'effacement représentait un gain de Midi avec des achats en provenance de l'étranger. Elle a brisé la relative monotonie de la séance. Après la forte hausse du mardi (+2,60 %), le Midi souffrait un peu, allant jusqu'à marquer une certaine pause. L'indice instantané, après avoir débuté sur une avance de 21 points, terminait sur un score de +0,35 %. Les rumeurs en provenance d'Italie laissent entendre la possibilité d'un accord entre Suez et CERNUS sur la Société générale de Belgique. Les investisseurs ont été surpris par la baisse de la rue d'Assas et un regain d'intérêt autour du holding français de Carlo De Benedetti.

CERNUS figurent parmi les plus fortes hausses de la journée aux côtés de Fives-Lille, dont les comptes sont radicalement améliorés, de DMC et de Doucet Assurances. À l'inverse, des valeurs jugées opérationnelles ont perdu, comme SAT et Odeia perdant plus de 7 %.

Les modalités de l'OPA de Shell pétrolier sur sa filiale Shell française ont été précisées, le prix net étant de 135 F.

Après la filiale ORSAIN de Lafarge, le Sertol a indiqué qu'elle possédait 7,11 % du groupe. Une filiale de la Compagnie du Midi. Paribas a déclaré posséder par l'intermédiaire de deux de ses filiales un contrat optionnel d'achat portant sur 6,13 % du capital. En cas d'exercice de son droit, le groupe Paribas posséderait 8,70 % de cette société de services informatiques lyonnaises.

Sur le MATIF, le contrat de juin gagnait 0,18 % à 102,30.

## TOKYO, 28 avril

## Au plus haut

La baisse aura été de courte durée. Dès jeudi, les marchés de la rue Nishi ont repris leur essor. Le mouvement n'a pas arrêté de s'accroître au cours de la journée. De 175,01 points en fin de matinée, l'indice de Nikkei a atteint 242,15 points à la clôture, qui s'élevait à 27 434,12. Les investisseurs japonais ont, semble-t-il, été encouragés par le ralentissement de l'activité économique aux États-Unis, qui éloigne la menace de récession, donc d'une hausse des taux d'intérêt. La tenue satisfaisante de Wall Street a joué aussi.

Les valeurs fortement capitalisées sont revenues sous les feux de l'actualité, telles que les aciéries et les chantiers navals. Fermeté de l'alimentation, des pulpes à papier, des imprimeries et des maisons de commerce. Baisse des immobilisations.

## CHANGES

Les marchés des changes internationaux ne se sont pas départis de leur calme le jeudi 28 avril. Ce qui n'a pas empêché le dollar de fléchir, pour coter notamment 5,6825 F (contre 5,6980 F la veille). Les déclarations de M. Helier, un des gouverneurs du Fed, sur les difficultés que le billet vert va rencontrer pour se maintenir ont fait mauvaise impression.

FRANCFORT 27 avril 28 avril  
Dollar (DM) 1,478 1,478  
TOKYO 27 avril 28 avril  
Dollar (en yen) 164,9 164,9

MARCHE MONÉTAIRE (officiels privés)  
Paris (28 avril) : 194,7 194,7  
New-York (27 avril) : 67,84 67,84

## PARIS :

## Second marché (réaction)

VALEURS	Cours de 27 avril	Cours de 28 avril	VALEURS	Cours de 27 avril	Cours de 28 avril
AEPSA	282 1/2	280 1/2	82	135 3/4	140
Amis à Paris	480	480	101	135 3/4	140
Amis à Paris	280	280	102	135 3/4	140
BAL	440	440	103	135 3/4	140
B. Demachy & Assoc.	320	320	104	135 3/4	140
BICM	620	620	105	135 3/4	140
ELF	425	425	106	135 3/4	140
Eden	220	220	107	135 3/4	140
Eden	220	220	108	135 3/4	140
Eden	220	220	109	135 3/4	140
Eden	220	220	110	135 3/4	140
Eden	220	220	111	135 3/4	140
Eden	220	220	112	135 3/4	140
Eden	220	220	113	135 3/4	140
Eden	220	220	114	135 3/4	140
Eden	220	220	115	135 3/4	140
Eden	220	220	116	135 3/4	140
Eden	220	220	117	135 3/4	140
Eden	220	220	118	135 3/4	140
Eden	220	220	119	135 3/4	140
Eden	220	220	120	135 3/4	140

## Marché des options négociables le 27 avril 1988

le 27 avril 1988

Nombre de contrats : 7 402

VALEURS	PRIX coteurs	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
		denier	denier	denier	denier
Accor	400	45	45	25	-
OCE	280	3,50	3,50	-	-
EF-Applique	280	14	22	3,70	-
Lafarge-Capex	1 100	95	125	35	60
Michels	100	19	25,40	8,50	15
Mil	1 300	400	500	15	45
Paribas	520	36,30	-	12	21
Papier	1 100	180	150	35	60
Saint-Gobain	400	25	-	7,50	-
Thomson-CSF	150	26	-	3,10	8

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 27 avril 1988

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	102,20	101,45	100,90
Précédent	102,10	101,25	100,70

## INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,68 F ↓		PARIS (INSEE, base 100 à 31 déc. 1985)	
Les marchés des changes internationaux ne se sont pas départis de leur calme le jeudi 28 avril. Ce qui n'a pas empêché le dollar de fléchir, pour coter notamment 5,6825 F (contre 5,6980 F la veille). Les déclarations de M. Helier, un des gouverneurs du Fed, sur les difficultés que le billet vert va rencontrer pour se maintenir ont fait mauvaise impression.		Valeurs françaises : 100,7	
FRANCFORT 27 avril 28 avril		Valeurs étrangères : 101,9	
Dollar (DM) 1,478 1,478		C* des agents de change (base 100 à 31 déc. 1981)	
TOKYO 27 avril 28 avril		Indice général : 307,9 312	
Dollar (en yen) 164,9 164,9		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
MARCHE MONÉTAIRE (officiels privés)		26 avril 27 avril	
Paris (28 avril) : 194,7 194,7		Industrielles : 1944,76 1947,91	
New-York (27 avril) : 67,84 67,84		LONDRES (Index Financial Times)	
		26 avril 27 avril	
		Industrielles : 1 431,1 1 443,3	
		Mines d'or : 307,1 289,4	
		Fonds d'Etat : 89,99	
		TOKYO	
		27 avril 28 avril	
		Précédent Dow Jones : 27 191,97 27 041,12	
		Indice général : 2 176,51 2 180,90	

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	juin	sept.	juin	sept.	juin	sept.
SE-2	5,620	5,620	+ 27	+ 42	+ 85	+ 90
SE-3	4,620	4,620	+ 28	+ 34	+ 89	+ 271
SE-4	4,540	4,540	+ 140	+ 169	+ 303	+ 341
DM	1,390	1,390	+ 120	+ 120	+ 261	+ 274
FR	1,420	1,420	+ 92	+ 103	+ 192	+ 210
FR (DM)	16,230	16,230	+ 183	+ 317	+ 440	+ 413
RS	4,090	4,090	+ 215	+ 215	+ 396	+ 424
L (DM)	4,500	4,500	+ 97	+ 67	+ 210	+ 165
SE-5	16,650	16,650	+ 52	+ 1	+ 23	+ 2

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-21	6 5/8	6 7/8	6 7/8	7	7	7 1/4	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8	7 1/8
-------	-------	-------	-------	---	---	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------



## BOURSE DU 27 AVRIL.

[illegible]

Comptant

(Infection)

SICAV

(Infection)

27/4

VALEURS	% du mois	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Finis Incl.	Recher. net	VALEURS	Emission Finis Incl.	Recher. net	VALEURS	Emission Finis Incl.	Recher. net
<b>Obligations</b>						<b>Etrangères</b>														
Rep. I.R. 57/71	128 90	8 389	Central	115	118	Lucie	810	850	A.A.J.	724 11	706 74	Procedent	110438 81	110438 81	Procedent	110438 81	110438 81	Procedent	110438 81	110438 81
8,00 57/70/5	101 87	7 782	Chemins R.L.	149	143	Lyonnais	321	321	Act. A.J.	200 80	195 23	Procedent	266 34	266 34	Procedent	266 34	266 34	Procedent	266 34	266 34
8,00 57/70/4	104 36	8 863	Compagnie R.L.	149	143	Michelin R.L.	102 30	101 30	Act. A.J.	385 01	371 08	Procedent	557 95	557 95	Procedent	557 95	557 95	Procedent	557 95	557 95
12,25 57/70/4	109 76	11 847	C.L.C. France	187	185	Nagatun Uplide	133	136 30	Act. A.J.	496 49	477 89	Procedent	230 76	230 76	Procedent	230 76	230 76	Procedent	230 76	230 76
12,25 57/70/3	109 76	11 847	C.L.C. Médiane	681	700	Magnat S.A.	114 50	110	Act. A.J.	3224	3224	Procedent	8327 28	8327 28	Procedent	8327 28	8327 28	Procedent	8327 28	8327 28
12,25 57/70/2	109 76	11 847	Chemins R.L.	681	700	Magnat S.A.	261	265	Act. A.J.	1416	1358	Procedent	657 35	657 35	Procedent	657 35	657 35	Procedent	657 35	657 35
12,25 57/70/1	109 76	11 847	Chemins R.L.	681	700	Magnat S.A.	32	32	Act. A.J.	405 14	415 23	Procedent	1187 75	1187 75	Procedent	1187 75	1187 75	Procedent	1187 75	1187 75
12,25 57/6/5	112 40	8 862	Chemins R.L.	3090	1050	Chemins R.L.	154	154	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
12,25 57/6/4	114 33	16 104	Chemins R.L.	3090	1050	Chemins R.L.	226	227	Act. A.J.	410 88	405 85	Procedent	11055 31	11055 31	Procedent	11055 31	11055 31	Procedent	11055 31	11055 31
12,25 57/6/3	114 33	16 104	Chemins R.L.	3090	1050	Chemins R.L.	154	154	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
12,25 57/6/2	114 33	16 104	Chemins R.L.	3090	1050	Chemins R.L.	226	227	Act. A.J.	410 88	405 85	Procedent	11055 31	11055 31	Procedent	11055 31	11055 31	Procedent	11055 31	11055 31
12,25 57/6/1	114 33	16 104	Chemins R.L.	3090	1050	Chemins R.L.	154	154	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
12,25 57/5/5	111 76	8 781	C.A.P.	13	13 00	Public Monnaie	448	443	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
11,15 57/5/4	111 40	2 014	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	181	181	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
11,15 57/5/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	350 20	338 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/5/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/5/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/4/5	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/4/4	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/4/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/4/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/4/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/3/5	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/3/4	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/3/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/3/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/3/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/2/5	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/2/4	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/2/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/2/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/2/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/1/5	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/1/4	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/1/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/1/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/1/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/5	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/4	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/3	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/2	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/1	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	158	158 20	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76
007 12 57/0/0	105	1 321	C.A.P.	626	626	Public Monnaie	226	227	Act. A.J.	1000 90	1000 90	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76	Procedent	907 76	907 76

Cote des changes

Marché libre de l'or

VALEURS	Cours préc.	Cours 27/4	COURS DES BILLETS	MONNAIES ET DEVISES	Cours préc.	Cours 27/4
Rep. I.R. 57/71	128 90	8 389	1 000	Or (le kilo en lingots)	51500	51600
8,00 57/70/5	101 87	7 782	250	Pièce (le kilo)	500	500
8,00 57/70/4	104 36	8 863	100	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/70/4	109 76	11 847	50	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/70/3	109 76	11 847	25	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/70/2	109 76	11 847	12 500	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/70/1	109 76	11 847	6 250	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/6/5	112 40	8 862	3 125	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/6/4	114 33	16 104	1 562	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/6/3	114 33	16 104	781	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/6/2	114 33	16 104	390	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/6/1	114 33	16 104	195	Pièce (le kilo)	500	500
12,25 57/5/5	111 76	8 781	97 500	Pièce (le kilo)	500	500
11,15 57/5/4	111 40	2 014	48 750	Pièce (le kilo)	500	500
11,15 57/5/3	105	1 321	24 375	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/5/2	105	1 321	12 187	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/5/1	105	1 321	6 094	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/4/5	105	1 321	3 047	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/4/4	105	1 321	1 524	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/4/3	105	1 321	762	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/4/2	105	1 321	381	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/4/1	105	1 321	190	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/3/5	105	1 321	95	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/3/4	105	1 321	47 500	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/3/3	105	1 321	23 750	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/3/2	105	1 321	11 875	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/3/1	105	1 321	5 938	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/2/5	105	1 321	2 969	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/2/4	105	1 321	1 484	Pièce (le kilo)	500	500
007 12 57/2/3	105	1 321	742	Pièce (le kilo)	500	500

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Resignments :**  
5-55-91-82, posts 4330

c : coupon détaché - a : offert - ° : droit détaché - d : demandé - ◆ : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الاعمال



صلى الله عليه وسلم

44 • Vendredi 29 avril 1988 •

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
Agitation sociale en Espagne. Mesures d'intimidation contre des ghettos noirs en Afrique du Sud. Après le succès électoral de l'opposition en Corée du Sud. 7 Israël : deuxième attaque palestinienne en 48 heures.	8 La situation en Nouvelle-Calédonie. 10-11 Les résultats du premier tour dans les 545 circonscriptions. <b>DÉBATS</b> 2 « Le Totem de l'Élysée », par Ali Magoudi.	17 Les « moines-soldats » de Jean-Paul II. 32 Les difficultés financières de l'hôpital public : un hémophile inadmissible. <b>SPORTS</b> 26 Football : la préparation de la Coupe du monde.	28 Cinéma : un entretien avec Laurent Bacall, interprète de <i>Rendez-vous avec la mort</i> , de Michael Winner. Musique : <i>Le Crapahout des deux</i> , par Daniel Mesgüch. Théâtre : <i>L'Inconvénient</i> , de Gilles Bourdier. 29 Communication.	38 La hausse des prix de détail en mars : 0,3 %. 40 Mesures anti-inflationnistes en Suède. 34 Vie associative : quatre questions du Monde à M. Chirac et à M. Mitterrand. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 33 Carnet ..... 33 Loto, loterie ..... 32 Météorologie ..... 31 Mots croisés ..... 31 Philatélie ..... 32 Radio-télévision ..... 31 Spectacles ..... 30	● Présidentielle, 2 <sup>e</sup> tour : tous les sondages : TELO ● Jour avec le Monde : JEUX ● Abonnez-vous au Monde par minitel : ABO Actualité International Campus : Bureau FRANK Talenat. 3615 Tapez LEMONDE

## Les troubles en Nouvelle-Calédonie

### Guérilla à Canala

CANALA  
de notre envoyé spécial

C'est la guerre des nerfs à Canala. Le coup de feu peut claquer au détour d'un virage, d'un refuge à flanc de côteau, de n'importe où. Les francs-tireurs du FLNKS sont tapis dans la brousse et les gendarmes le savent, le doit sur la détente. « Une planque », hurle un sous-officier en désignant, loin de l'autre côté de la rivière, une tache sombre qui pourrait être une baraque en bois. La colonne s'immobilise net et les fusils d'assaut (Famas) pointent la cabane suspecte.

Le front perché de l'autre, la peau rosie par le soleil austral, ces gendarmes tout juste débarqués dans la fournaise calédonienne ont pour mission de dégager la voie et renforcer la brigade de gendarmerie de Canala qui, ce dernier week-end, avait des airs de forteresse assiégée. Mitrailleuse en batterie, la patrouille progresse, coupant régulièrement sur des troncs d'arbres abattus en travers de la chaussée.

Les militants FLNKS de Méré-némé se sont égaillés comme une

volée de moineaux à l'approche du convoi. La tribu est vide : du linge sèche sous un auvent, les cases et les baraques sont ouvertes à tout vent. Soudain un vieux Canaque surgit d'un champ de bananiers, poussant une brouette de fagots de bois. Effervescence dans la petrouille. Véhiculerait-il un arsenal ? La fouille ne donne rien. Mais l'homme est pressé de questions : « Qui êtes-vous ? Où allez-vous ? » La brigade est alertée par radio. Avant de le laisser partir, dernière interrogation inquiète : « Où sont les gens de la tribu ? » Le vieux paysan sourit poliment, bredouille une réponse inaudible puis enfonce sa brouette dans les taillis.

Ainsi, l'accès est maintenant libre. Juchée au sommet d'un mamelon, la brigade de Canala surplombe le village. Fini l'angoisse des premiers jours. L'arrivée des renforts a redonné à tous un moral de fer. La cour bourdonne d'un va-et-vient de camions Simca et de véhicules blindés (VBRG). Des hommes, torse nu, s'activent dans tous les coins, chargent et déchargent du matériel. L'air est volé par des fumées d'échappement et des

nuages de poussière. « A qui est la R57 », s'égosille un gradé accourant ventrer à terre. « A moi ! », répond un journaliste. « Ah ! bon, enchaîne le sous-officier soulagé, on nous a souligné la présence d'une R57 piégée... »

Depuis deux jours les gendarmes vivent dans une nouvelle psychose : le piège à l'explosif. Au cours d'une de leurs opérations, ils ont découvert que certains barrages d'arbres étaient piégés. Sous les feuillages sont dissimulés des tuyaux de fonte bourrés d'explosifs de mine et reliés à un détonateur électrique. Parfois des déflagrations sourdes brisent le silence de la commune. Ce sont les gendarmes qui tiennent sur les troncs d'arbres abattus, provoquant ainsi des explosions. Et voilà qu'aujourd'hui ce serait au tour des voitures d'être minées.

« Ils sont très bien organisés »

Un officier, « ancien » des troubles de 1984-1985, diagnostique : « Ils sont passés à un autre stade. Ils tuent pour tuer et ils sont très bien organisés, avec une répartition des rôles entre équipes. Nous avons

d'ailleurs découvert des documents très intéressants qui seront versés au dossier judiciaire ». Catégorique, il conclut : « Tout cela ne correspond pas à la structure mélanésienne. Ils sont certainement conseillés par des éléments métropolitains ou étrangers ».

Traditionnelle thèse du « complot extérieur ». L'officier sait-il que beaucoup de militants FLNKS de Canala sont des ouvriers de la mine de nickel de Kouaoua, donc familiers des explosifs et que leur période de service militaire dans les troupes françaises a probablement été très instructive ?

Requis, la brigade était assurément jeudi. Les Canaques ne paraissent plus avec leurs cagoules et la route est libérée. Pour combien de temps ? Sur le retour un barrage murgé à nouveau la circulation. Des hommes d'une compagnie d'infanterie de marine (RIMA) qui bivouaquent à la sortie du village s'affairont à le démanteler. Désarmé, un soldat grognonne : « On revenait juste de la brigade où on était allés s'approvisionner. En plus ils ont pris le temps d'insérer... »

FREDERIC BOBIN.

## Sur le vif

### Chasses d'eau

Je ne sais pas si vous vous souvenez, mais il y a trois, quatre ans, c'était un de mes premiers billets, je vous ai parlé des toilettes dans les cafés. Sujet de génie, de parité, faut-il consommer ou pas ?... et d'exaspérations quotidiennes. Sujet traité avec le pudor, l'étiquette, la discrétion et la légèreté qui me caractérisent. Non, blague à part, avant d'y toucher j'avais pris grand soin de passer le doigt sur ma machine à écrire à la javel pour vous torcher un article bien propre et tout. Résultat : vous m'avez engueulé comme des fous en m'accusant de souiller les colonnes vénérables de cet auguste cahier.

Beaucoup de piécettes sont tombées, depuis, dans les coupures de dames pipi, renardes et scarabées. Alors, je vais me risquer à nouveau dans ce sous-sol malodorant qui vient de faire l'objet, à Pékin, d'un reportage télévisé patronné par le ministre du tourisme chinois. Là-bas, dans les grands restaurants, le petit endroit, glanant ou pas, c'est plutôt glauque. L'équipe a refait surface

en se bouchant le nez, le cœur levé, les yeux rouges et les jambes retroussées.

De ce côté-là, les esprits minés, d'un peu moins dégoutés qu'autrefois. Les chaises à la turque, les morceaux de nappe en papier grasseux accrochés à une ficelle et les sièges dégingolés ont tendance à reculer devant l'invasion des portes-traites. Pour se séparer, faut d'abord se délester de sa morve.

Moi, je veux bien, mais c'est absolument contraire au règlement. Si, si, je vous jure ! Plus, lecteurs, ne l'avez-vous signalé à l'époque. Rien ne vous oblige à commander ce billet ou à laisser un pourboire. Si, si, vous avez de vous engueuler dans l'escalier. Pas la peine non plus de prendre l'air effaré et d'expliquer que vous êtes un de connaissance au fond de la salle à droite. Dans les lieux publics, les lieux d'aisance sont gratuits. Le droit de se faire pipi est accordé par la chasse d'eau.

CLAUDE SARRAUTE.

## Les armateurs britanniques veulent briser la grève des marins du port de Douvres

LONDRES  
de notre correspondant

La grève des marins du port de Douvres, qui dure depuis plus de trois mois, s'est brusquement durcie le mercredi 27 avril. Le Syndicat des marins a déclenché des actions de solidarité dans d'autres ports britanniques tandis que la compagnie P. and O., qui assure une partie du trafic trans-Manche, s'efforce de repasser en service deux de ses navires.

Un Airbus spécialement affrété par P. and O. a amené, mercredi à Rotterdam, deux cent quarante-sept marins « briseurs de grève ». Ceux-ci pourraient ainsi faire appareiller des navires, au départ de Rotterdam, deux ferries immobilisés, le *Pride-of-Kent* et le *Pride-of-Bruges*. L'arrivée de ces navires à Douvres risque de donner lieu à des violences, mais la compagnie P. and O. est décidée à sortir de l'impasse.

L'autre compagnie britannique, touchée par la grève, Sealinks, a, de son côté, assigné en justice le Syndicat des marins et demande la saisie du compte bancaire du Syndicat si celui-ci continue d'empêcher les non grévistes de reprendre le travail.

Le Syndicat des marins semble se préparer à l'affrontement. Une délégation du syndicat s'est rendue mercredi à Calais, où elle a été reçue par les responsables locaux de la CGT et de la CFDT. Elle y a reçu l'assurance que les marins et les dockers français refuseraient de travailler

avec des équipages britanniques « briseurs de grève ».

Cette attitude des marins français de Calais aurait convaincu la compagnie P. and O. de tenter de faire reprendre d'abord le trafic entre Douvres et Seebruges, en Belgique. Les deux navires « briseurs de grève » pourraient arriver à Douvres, de Rotterdam, dans la nuit du jeudi 28 à vendredi 29 avril, au moment où les piquets de grève sont nécessairement moins fournis. La compagnie s'efforcerait alors de faire monter à bord, sous la protection de la police, deux équipages de non grévistes. Les navires appareilleraient aussitôt pour Seebruges.

Ce conflit se situe évidemment dans la perspective de l'ouverture du tunnel sous la Manche. Les compagnies maritimes se préparent à cette concurrence en tentant de réduire leurs coûts de fonctionnement. Elles ont donc décidé la suppression de quatre cents emplois. Le Syndicat des marins estime, de son côté, que la sécurité doit passer avant tout et invoquent l'argument de la catastrophe de Seebruges.

Le conflit touche désormais au cœur même du pouvoir syndical dans une profession dont les effectifs n'ont cessé de se réduire au fil des ans. Il s'agit pour les compagnies, d'infliger une défaite définitive au Syndicat des marins, comparable à celle du Syndicat des mineurs ou de celui des typographes ces dernières années.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Incidents à Jussieu après un meeting des étudiants juifs. — Des incidents ont éclaté, le mercredi 27 avril, sur le campus de Jussieu (Paris-VI et Paris-VII). Au moment où se terminait dans le calme une réunion organisée par l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) dans le cadre des Journées universitaires France-Israël, un groupe d'individus masqués et armés de marteaux a fait irruption à l'autre bout du campus dans les locaux de l'UNEF-SE (Solidarité étudiante, proche des communistes), de l'Union des étu-

dients communistes et de l'Union des étudiants marocains.

Au cours de ce OUP assasiné, ce commando a sauté le bâtiment, et, au cours de la bagarre, un étudiant a été légèrement blessé. Les dégâts matériels assez importants ont conduit le président de Paris-VI, M. Michel Garnier, à porter plainte.

Pour l'UNEF-SE, il ne fait guère de doute qu'il s'agit d'une tentative d'intimidation de groupes sionistes durs. De son côté, l'UEJF indique n'avoir aucune responsabilité dans cette agression.

## Les expertises balistiques sur le meurtre du général Delfosse

### Une arme de trop

LYON  
de notre bureau régional

Le dossier sur la branche lyonnaise d'Action directe que M. Marcel Lemoine, premier juge d'instruction à Lyon, espérait mener à son terme ces jours-ci, risque d'être différé de quelques semaines. Un incident tout à fait exceptionnel intervenu dans le cadre des expertises judiciaires est à l'origine de ce contretemps. Les enquêteurs, qui n'en espèrent pas tant, se trouvent en effet, aujourd'hui en présence de deux armes « formellement identifiées » comme étant... celle utilisée, le 27 mars 1984, pour tuer le général de gendarmerie Guy Delfosse, lors d'un hold-up commis par le groupe dans une banque de Lyon.

Max Frérot, auteur présumé de ce meurtre — l'une de ses inculpations d'homicide volontaire concorde ce crime — ayant été le seul à ouvrir le feu dans l'agence de la BNP de la rue Victor-Hugo, l'un des deux revolvers mis sous scellés est indéniablement de trop.

La première arme, un P 38 « spécial », avait été découverte dès le printemps dans une cache stépha-

noise du groupe terroriste. Les analyses balistiques effectuées par le laboratoire de police de Lyon, comme la contre-expertise réalisée — par précaution, compte tenu de la sensibilité du dossier — par le laboratoire de Bordeaux aboutissent à la même conclusion : ce revolver avait tiré les projectiles retrouvés dans le corps du général Delfosse.

Les pièces afférentes, versées au dossier, semblaient se devoir en ressortir que lors du procès des vingt coaccusés d'Action directe, toujours prévus au cours de l'hiver 1988-89. Pourtant, voilà une quinzaine de jours, l'analyse d'un autre revolver, de type Magnum 357 (du même calibre que le P 38) confiée au laboratoire de police de Lyon provoquait un petit coup de théâtre. Les experts concluaient en effet, sans l'ombre d'un doute, qu'il s'agissait là de l'arme meurtrière du général de gendarmerie.

Face à cet embarrassant doublet, le magistrat instructeur s'est vu contraint d'ordonner une nouvelle, et sans doute ultime, expertise balistique des deux revolvers.

ROBERT BELLERET.

## Mort de l'historien Fred Kupferman

L'historien Fred Kupferman est mort le mercredi 27 avril, à l'hôpital Saint-Louis à Paris, des suites d'un cancer, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Spécialiste d'histoire contemporaine, notamment des relations franco-allemandes et de la société française, Fred Kupferman, profes-

seur à l'université Paris-I et à l'Institut d'études politiques de Paris, avait reçu en octobre 1987 l'un des prix les plus prestigieux en histoire, le troisième Grand Prix de l'histoire, pour sa monumentale biographie de Laval, 1883-1945. Fred Kupferman était également l'auteur de *Le Procès de Vichy*, *Les Premiers Beaux Jours 1944-1946*, *Un pays des Soviets : le voyage français en Russie 1917-1939*. Avec son épouse, Sigrid, il avait également publié un roman historique pour la jeunesse : *La Nuit des dragons*.

## BOURSE DE PARIS


Matinée du 28 avril

### Fermété

Les valeurs françaises ont fait preuve de fermeté lors des échanges de la matinée à l'image des performances réalisées par les actions à New-York et à Tokyo. L'indicateur instantané progressait de 0,8 % en séance. Parmi les plus fortes hausses figuraient Bouygues (+6,5 %), BP France (+6 %) ainsi que de nombreux titres ayant atteint leur plus haut niveau de l'année : Compagnie du Midi, Jean Leclercq, Sanofi et Soderho. En baisse, on notait Maisons Phénix (-6,3 %), SAT (-3,5 %), Fives Lille (-3,5 %) et Lacafrance (-2,5 %).

A B C D E F G

Une campagne PARIS/LEGENDE a un sommet pointu sur une base large.



Contactez Nicolas Blanchard - Tél. (1) 48.24.09.13

Paris, Légende  
Agence de Publicité

SCIENCE & VIE  
**ECONOMIE**  
LE  
**CALVAIRE**  
DU  
**CREATEUR**  
D'ENTREPRISE

Hommes politiques, financiers, médias, tout le monde prend fait et cause pour les créateurs d'entreprise. C'est bien, mais ça ne suffit pas. On peut mieux faire.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI :

**FAUT-IL INTERDIRE LA GRÈVE ?**

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE  
COMPRENDRE POUR AGIR